Samuel Laurent

SAHELISTAN

DE LA LIBYE AU MALI, AU CŒUR DU NOUVEAU JIHAD

SEUIL

SAMUEL LAURENT

Sahelistan

ÉDITIONS DU SEUIL
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e^*

ISBN 978-2-02-111337-2

© ÉDITIONS DU SEUIL, AVRIL 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Avant-propos

Mon premier voyage en Libye date du mois de février 2012. Je m'y suis rendu à la demande d'une entreprise asiatique qui souhaitait prendre pied sur ce marché vierge et potentiellement très lucratif. Mes clients voulaient obtenir des informations sur les besoins du pays, les progrès de la reconstruction et le niveau de sécurité qui prévalait sur place. Rien d'inhabituel jusque-là, puisque j'effectue des missions de ce type depuis des années…

Mon travail est périlleux et atypique. Je conseille des investisseurs désireux de parier sur les régions dites « sensibles » : des pays hors la loi, ravagés par la guerre ou par l'insécurité, que la plupart des entreprises délaissent au nom du principe de précaution. On m'utilise comme une sorte d'éclaireur, afin de prendre le pouls et la température du terrain. Mon objectif est de répondre aux questions les plus essentielles : mes clients peuvent-ils envoyer des équipes sur place ? Peut-on circuler ? Peut-on y faire séjourner des expatriés, même aguerris, sans risque évident de kidnapping ou d'assassinat ? Qui contrôle la zone, si tant est qu'elle soit contrôlée par quelqu'un ? Peut-on négocier et « travailler » avec les chefs de guerre locaux pour assurer la sécurité du personnel, des marchandises ou des installations ? Avant la Libye, ces missions de reconnaissance m'ont déjà conduit en Irak, au Yémen, en Somalie ou encore au Congo et au Nigeria, pour ne citer que ces pays…

Le risque est élevé, mais la récompense est à la mesure du danger encouru : pour mes employeurs, des opportunités financières souvent considérables. Pour moi, la satisfaction d'explorer des zones où plus personne n'ose s'aventurer depuis bien longtemps. Souvent par crainte d'une seule et unique organisation, qui peut prendre différents visages et différents noms : al-Qaïda.

Mes relations avec l'islamisme radical sont complexes et ne datent pas d'hier. À la différence des « spécialistes » qui l'étudient depuis leur bureau

ou leur chaire d'université, je n'ai jamais publié aucun écrit sur le sujet. Et pour cause. Mes activités nécessitent une totale discrétion, à la fois pour protéger les intérêts de mes employeurs et pour assurer ma propre sécurité. Mais on ne s'informe jamais mieux que dans l'ombre et dans le silence : au fil du temps, j'ai tissé des liens étroits avec un grand nombre de ces « jihadistes » qui défraient aujourd'hui la chronique, et j'ose même dire que j'entretiens avec certains d'entre eux une familiarité dont je ne rougis pas. Le travail de terrain gomme les *a priori* et les idées reçues. Tandis que nos deux mondes s'affrontent avec une violence inouïe, ma vie « de l'autre coté du miroir », souvent en immersion totale, m'a permis de mieux comprendre ces guerriers de l'Islam et leur vision du monde, parfois moins manichéenne et plus cohérente que nos responsables politiques aimeraient le croire.

Depuis le début de la guerre en Libye, l'influence d'al-Qaïda dans ce pays a constamment été minimisée par la presse internationale, bien qu'elle n'ait jamais cessé d'y croître. Il faudra attendre la mort tragique de l'ambassadeur Stevens à Benghazi, à l'automne 2012, et l'opération militaire française au Mali du début 2013, pour que ce sujet commence à être abordé, trop tard et toujours trop timidement. Pourtant, l'omertà qui entoure la prolifération des islamistes radicaux à travers le pays ne représente qu'un mensonge parmi d'autres, noyé dans l'océan de manipulations et de contre-vérités qui caractérisent cette révolution.

Je me suis rendu sur place pour une mission que je pensais banale et, somme toute, plutôt facile. Mais, dans la poussière et les fusillades, j'ai découvert une réalité aux antipodes de ce que la presse voulait bien nous montrer. Les progrès enregistrés depuis l'exécution de Mouammar Kadhafi sont inexistants. Al-Qaïda et Aqmi prennent possession de villes, voire de régions entières. La criminalité et le trafic de drogue se développent à une vitesse exponentielle, tout comme les guerres de clans et le racisme de plus en plus meurtrier dont sont victimes les tribus noires du pays. Autant de drames soigneusement passés sous silence par nos médias, un peu embarrassés par leur enthousiasme disproportionné durant les premiers mois du conflit.

Voici donc l’histoire d’un périple qui devait rester confidentiel, au même titre que toutes mes missions précédentes. Mais face à ce que j’ai découvert, le silence n’était plus une option. Ce livre constitue un témoignage à la fois unique et nécessaire, pour comprendre la crise qui s’étend maintenant dans toute la moitié nord du continent africain, et pour que demeure une trace de l’irresponsabilité de nos dirigeants.

La guerre de Libye ne devait ressembler à aucune autre. En intervenant contre les troupes du colonel Kadhafi, la France et le reste de la coalition apportaient leur aide à une population en danger, qui souhaitait instaurer la démocratie sur son propre sol. Rien de plus. Pas de calcul mercantile ou stratégique destiné à promouvoir nos intérêts dans la région. Juste un prétendu « devoir d’ingérence », mis en avant par notre président et certains de ses conseillers. Cette opération décidée à la hâte ne devait prendre que quelques semaines. Au lieu de cela, la guerre durera plus de huit mois. Dans un grand nombre de régions, la résistance farouche des habitants va plonger les stratèges et les analystes européens dans une profonde perplexité. Leurs prévisions trop optimistes, tout comme les nombreuses erreurs politiques et stratégiques qui vont suivre, se fondent en effet sur une totale méconnaissance de ce pays, coupé du monde extérieur depuis plus de quarante ans.

L’événement qui marquera le terme de notre engagement n’a, lui non plus, rien de très glorieux. Le 20 octobre 2011, des avions français bombarderont le convoi de Kadhafi alors qu’il tentait de quitter la ville de Syrte, livrant un vieillard hébété par la peur, réfugié au fond d’une bouche d’égout, aux mains d’une foule hystérique qui exposera son cadavre pendant plus d’une semaine dans un frigo de Misrata. Certains diront que de tels excès sont inhérents à toutes les guerres. Mais cette guerre, elle, s’emballe et ne s’arrête pas. Plus d’un an et demi après les déclarations triomphales de Nicolas Sarkozy sur la « victoire du droit contre la tyrannie », la Libye s’enfonce dans une inextricable spirale de violence, et c’est maintenant toute la région qui s’embrase. La menace terroriste gagne du terrain. Et l’opération Serval engagée par François Hollande génère déjà bien plus de problèmes qu’elle n’en résout…

La « révolution » libyenne se solde aujourd'hui par un échec retentissant : meurtres, règlements de comptes, tortures, arrestations arbitraires, viols, massacres, pour ne pas dire génocide à l'encontre des Africains et des tribus noires du pays, présence massive d'Aqmi dans le Sud, implantation d'al-Qaïda en Cyrénaïque, trafic de drogue, trafic d'armes et déstabilisation régionale… Voilà un résumé malheureusement très objectif des maux qui affligent la Libye, plus de deux ans après le début du conflit.

C'est une nation en lambeaux, disloquée et plus fragile que jamais, pleine de violence et de dangers, qu'on nous cache depuis maintenant des mois. Cet échec, les responsables occidentaux voudraient l'oublier. Alors à force de silence et de black-out médiatique, on espère que le problème finira par disparaître de lui-même. La Libye ressemble à un pays mort qui se décompose lentement, en silence, loin des caméras de télévision et des regards embarrassés de nos dirigeants. Mais jusqu'à quand ? Combien de temps pourrons-nous supporter la proximité d'un cadavre à nos portes ? La Somalie perturbe le trafic maritime jusqu'à trois mille kilomètres de ses côtes, impacte le prix du pétrole, alimente le terrorisme international et « métastase » son instabilité au Kenya, au Yémen, en Éthiopie et même jusqu'en Ouganda ! Son pouvoir de nuisance dépasse l'entendement. Qu'en sera-t-il avec un pays aussi proche de nous que la Libye, lorsqu'il tombera définitivement aux mains d'Aqmi, d'al-Qaïda et de bandes armées totalement incontrôlables ? Quel sera l'impact de ce nouveau far west méditerranéen sur l'Europe et l'Afrique ? Pour notre plus grand malheur, nous disposons déjà d'un embryon de réponse…

En effet, l'invasion du Nord-Mali par les groupes islamistes, survenue en 2012, est une conséquence directe de la guerre en Libye. Elle n'aurait jamais pu avoir lieu sans les armes, les véhicules et les munitions libyennes qui affluent en masse à travers le Sahara depuis le début de la révolution, avec la complicité des brigades que l'Occident a naïvement soutenues. Les gigantesques stocks militaires de Kadhafi sont désormais à vendre, et al-Qaïda utilise les milliards de la drogue pour se les approprier. En termes de quantité et de sophistication, les jihadistes du Sahel disposent désormais d'un arsenal presque illimité pour étendre leur zone d'influence. Mokhtar Belmokhtar, ancien émir d'Aqmi et principal artisan de la chute de

Tombouctou, expliquera d'ailleurs que « la révolution libyenne représente une véritable bénédiction pour al-Qaïda ! ».

Mais les armes ne constituent qu'une partie du problème. Il y a aussi l'argent. Grâce à l'intervention occidentale en Libye, Aqmi et les autres mouvements jihadistes du Nord-Mali deviennent chaque jour plus riches. Les nouvelles routes de contrebande ouvertes à travers le désert en direction de Tripoli, de Zintan ou de Benghazi leur permettent d'acheminer la drogue vers l'Europe plus vite et moins cher qu'auparavant : un bonus de plusieurs dizaines de millions d'euros annuels qui leur donne l'occasion d'acheter plus d'équipement, mais aussi de recruter davantage d'hommes, notamment dans les camps du Polisario et en Afrique subsaharienne. Plus d'argent, plus d'armes et plus de soldats… La faillite de cette révolution libyenne a transformé Aqmi en une véritable « armée du Sahel », capable de prendre et de conserver des régions entières, au nez et à la barbe de la communauté internationale.

Si la guerre menée par l'Otan a conféré suffisamment de moyens aux islamistes pour s'emparer « officiellement » du Nord-Mali, leurs positions se sont également renforcées dans plusieurs pays limitrophes. Le Niger peine désormais à garder le contrôle de son territoire, à partir de la ville d'Agadez. Les narco-terroristes d'Aqmi, qui sillonnent de plus en plus fréquemment la zone pour entrer en Libye, avec un armement et des moyens bien supérieurs à ceux des soldats de Niamey, font craindre une extension du problème malien au nord du Niger. La Mauritanie, elle aussi, a été désignée le 6 décembre 2012 comme une « cible directe » par Ahmed Telmoussi, émir de la brigade « Oussama ben Laden » au sein du Mujao. Le même mois, Mokhtar Belmokhtar, quant à lui, a créé une nouvelle organisation jihadiste. Il souhaite maintenant étendre ses activités jusqu'au Tchad ! La zone d'influence des terroristes couvre désormais une surface plus grande que l'Europe occidentale tout entière.

Comme nous le verrons tout au long de ce livre, la population libyenne vit aujourd'hui dans un climat de peur et de violence permanent. Benghazi a enterré dix-huit responsables de la sécurité publique durant l'année 2012, exécutés de façons diverses et variées pour des motifs souvent difficiles à élucider. Et la situation n'est guère plus brillante dans les autres villes du

pays. Certaines continuent même d'être bombardées par des brigades qui n'obéissent à personne, plus d'un an après la fin de la guerre ! Les forces gouvernementales agissent en toute impunité, tels des bandits de grand chemin, ouvrant le feu sur des civils et allant jusqu'à menacer de faire exploser un hôtel de la capitale si leurs revendications n'étaient pas entendues[1]. Les tristes exemples du chaos qui s'étend à travers le pays peuvent être multipliés à l'infini…

L'Europe et l'Occident sont loin de sortir indemnes de cette crise. Au mois de septembre 2012, les émeutes de Benghazi et le meurtre de l'ambassadeur américain vont mettre en lumière l'omniprésence des groupes islamistes, voire ouvertement terroristes, dans cette partie de la Libye. Ansar al-Charia, l'organisation proche d'al-Qaïda désignée comme responsable des événements par Washington, a été expulsée de la ville dans les jours qui ont suivi l'attaque. Mais elle prospère désormais dans les montagnes inaccessibles du nord-est, en compagnie d'autres groupes jihadistes qui s'y abritaient déjà. Leur discrétion actuelle s'explique par le fait que l'État libyen ne dispose pas du moindre soldat dans cette région, qui leur est désormais totalement acquise. Quand Tripoli décidera de donner un coup de pied dans la fourmilière, la riposte des jihadistes sera brutale. La plupart de ces hommes ont combattu en Libye, mais aussi en Afghanistan, en Irak et en Syrie, soudés autour d'une foi et d'une conviction absolument inébranlables. Faible et désorganisée, la toute nouvelle armée libyenne aura beaucoup de mal à triompher de tels adversaires.

Ce livre tente de rétablir un certain nombre de vérités, trop souvent manipulées depuis plus de deux ans. Cette guerre a ravagé les populations qu'elle prétendait défendre et, aujourd'hui, elle menace de précipiter plusieurs pays africains dans un conflit aux conséquences incalculables. Voici donc le résultat d'une enquête longue et souvent dangereuse, qui met en lumière une autre révolution et une autre Libye, toutes deux très éloignées de ce que nous montrent les journalistes et les caméras de télévision. Elle permet aussi de comprendre les causes, les risques et les éventuelles conséquences de l'intervention française au Mali.

Note

1. Ashraf Abdelwahad, « Rixos Hotel Threatened by SSC over fighting in Brak », *Libya Herald*, Tripoli, 21 septembre 2012.

CHAPITRE I

Qui sont les responsables politiques libyens ?

Les imposteurs du CNT

En mars 2011, alors que l'est du pays se soulève contre le régime de Kadhafi, Bernard-Henri Lévy effectue un voyage surprise à Benghazi et rencontre les membres du futur Conseil national de transition (CNT). Des hommes sans légitimité, présentés à un intellectuel qui n'en possède pas davantage : le courant passe immédiatement !

Le Français décide de faire jouer ses amitiés parisiennes pour contacter Nicolas Sarkozy. Sur ce dossier, l'alchimie entre les deux hommes fonctionne à merveille. Le philosophe y voit une cause juste, mais également la chance de faire mieux qu'en Bosnie, en Afghanistan ou au Darfour. Nicolas Sarkozy, lui, veut simplement inverser la tendance : décembre 2010 et janvier 2011 ont été des mois calamiteux. On le considère déjà comme le « président des riches ». Après les errements de ses ministres en Égypte et en Tunisie, il passe maintenant pour « l'ami des dictateurs ». S'il n'arrive pas à s'en défaire très rapidement, cette réputation va achever son mandat. Il comprend immédiatement qu'une « ingérence humanitaire » en Libye pourrait changer la donne. En cas de succès, il deviendra le libérateur du monde arabe : le fer de lance de ces révolutions qui attendent désespérément un geste de l'Occident.

Le projet ne semble pas présenter de risques excessifs. Kadhafi ne dispose que de très peu d'alliés parmi les dirigeants arabes et son armée ne constitue pas une menace sérieuse pour les forces occidentales. Les villes et les installations militaires se trouvent pour la plupart le long de la côte, ce qui les rend faciles d'accès et particulièrement vulnérables. De plus, grâce aux contre-exemples irakiens et afghans, l'Élysée connaît clairement la ligne rouge de cette opération : pas de troupes au sol. En se cantonnant à

des opérations aériennes, il escompte un conflit à « zéro mort » dans nos rangs. Avec plus d'un milliard de supporters de l'autre côté de la Méditerranée.

Même dans ses rêves les plus fous, Nicolas Sarkozy ne pouvait pas espérer un tel retournement de situation. Mais il faut faire vite. Et le président doit encore résoudre un problème de taille : cette révolution n'a pas de « chef ». Aucun leader naturel que la France puisse soutenir ou épauler. Or, l'Occident veut des noms et des visages pour pouvoir parler d'« opération conjointe » en Libye…

La France décide donc de trouver elle-même des leaders suffisamment habiles pour encadrer la révolte, et suffisamment présentables pour apaiser les angoisses des opinions publiques étrangères. Car, si les Français ne portent pas Kadhafi dans leur cœur, ils n'apprécient pas non plus l'idée d'un gigantesque no man's land abandonné, après le départ de nos avions, aux mains de fanatiques religieux ou de bandes armées incontrôlables. Alors il faut trouver des hommes qui rassurent, même s'il ne s'agit que d'une façade. Et il faut les trouver vite…

Au même moment, Bernard-Henri Lévy se rend à Benghazi. Cet étrange personnage éprouve un besoin quasi pathologique de s'investir sur ce genre de dossiers, souvent pour aboutir à des échecs retentissants qui ne font parler que de lui, à défaut de mettre en avant les causes qu'il prétend défendre. Mais en Libye sa réussite dépassera toutes ses espérances ! Les hommes du CNT passeront de l'ombre à la lumière en moins de deux semaines, quittant le statut d'obscurs gratte-papiers, d'affairistes ou de véritables criminels, pour devenir les protégés de l'Élysée, du 10 Downing Street et même de la Maison-Blanche. Ensuite, de façon tristement prévisible, il faudra moins de deux ans pour que cette clique d'incompétents et d'opportunistes conduise le pays à la ruine et au chaos…

BHL arrive donc en Libye le 1er mars. Cinq jours plus tard, il entame quelques brèves réunions avec le « chef » de la résistance, Moustapha Abdeljalil, et les hommes qui l'entourent. Il ne sait rien d'eux, ni de ce qu'ils représentent réellement au sein du pays. Il les rencontre pour la première fois. Mais ils correspondent au profil : il ne s'agit pas de ces islamistes tant redoutés qui, aux dires des services de renseignement occidentaux, constituent la grande majorité de l'opposition en Libye. Et

pour cause ! Quelques jours plus tôt, nombre de ces révolutionnaires travaillaient encore pour Kadhafi ! Mais pour Bernard-Henri Lévy, peu importe : il contacte Nicolas Sarkozy et lui demande de les recevoir en extrême urgence à l'Élysée. Le jeudi 10 mars 2011, une délégation de trois représentants[2], dirigée par Mahmoud Jibril, pénètre dans le bureau du président de la République…

Cinq jours après leur première rencontre avec Bernard-Henri Lévy, ces personnages surgissent du néant pour occuper le devant de la scène internationale. Sans élection, sans débat, sans consensus. Pourtant, la France les reconnaît immédiatement comme « représentants officiels » de la Libye. Le pays qui dispose des plus grosses réserves pétrolières d'Afrique vient donc de « changer de main » à l'Élysée, pour se voir confié à des hommes qui disposent d'une légitimité plus que réduite au moment des faits.

Que sait-on sur les dirigeants du CNT ? Bernard-Henri Lévy décrit Moustapha Abdeljalil comme « un faucon au regard perçant ». La comparaison prête à sourire, car si cet homme a en effet des airs de volatile, c'est bien plus ceux d'une pintade somnolente que d'un quelconque oiseau de proie ! Toute l'histoire de son accession à la tête de la révolte et toute la légende créée par l'Occident autour de sa personne ressemblent là encore à une tragique plaisanterie.

Moustapha Abdeljalil est un apparatchik absolu. Son histoire et sa biographie en témoignent. On ne note aucune aspérité dans le parcours de cet homme terne, sans charisme et sans grande intelligence, dont on retrouverait certainement des milliers de sosies, à travers les époques et les continents, dans les rangs de la bureaucratie soviétique, chinoise ou nord-coréenne. Originaire de Cyrénaïque, Moustapha Abdeljalil étudie le droit islamique et la charia à l'université de Benghazi. En 1975, il entre au bureau du procureur, à une époque et sous un régime qui donnaient certainement une saveur toute particulière à ce travail ! En 1978, il deviendra juge : un poste qu'il occupera pendant de longues années, avant de se voir nommé président de la cour d'appel de Tripoli. Il mène l'existence d'un fonctionnaire docile parmi tant d'autres, au sein d'une dictature qui récompense par une relative immunité ses sujets les plus obéissants. Travailleur, assidu et sans relief, il passe sous tous les écrans

radars du régime pendant plus de trois décennies. Il ne subit aucune disgrâce durant cette période, mais il ne connaît pas non plus d'ascension fulgurante, ni de promotion rapide aux côtés d'un des hommes forts du pays. Année après année, Abdeljalil travaille dur pour devenir un bon procureur, un bon juge et, finalement, un bon président de la cour d'appel. Mais personne ne le remarque…

Il commencera à briller dans la galaxie kadhafiste du jour au lendemain, à la faveur d'un hasard particulièrement sordide. Le 19 décembre 2006, le « Guide » le convoque pour entériner la condamnation à mort des infirmières bulgares et du médecin palestinien qui les accompagne, soupçonnés d'avoir inoculé le virus du sida à des enfants libyens, dans un hôpital de Benghazi : accusations maintes fois démenties par les plus grandes sommités du monde médical, sans succès. Le professeur Luc Montagnier et son collègue italien Vittorio Colizzi viennent témoigner au procès, arguant d'une contamination accidentelle, probablement due aux conditions d'hygiène déplorables qui prévalent dans l'établissement… Peine perdue ! L'hypothèse grotesque d'un meurtre de masse perpétré sur des enfants par un groupe d'infirmières sadiques sera retenue et avalisée par la cour d'appel.

Mission accomplie pour Moustapha Abdeljalil ! En officialisant le délire de son chef, il devient désormais un véritable « fidèle ». Pas encore un proche, mais en tout cas un homme sur qui Kadhafi peut s'appuyer en cas de besoin, pour étayer sa folie grandissante. La position du président de la cour d'appel s'en trouve considérablement renforcée : certains hommes doivent leur réussite à leur courage ou à leur talent. D'autres, comme lui, doivent tout à leur lâcheté…

Car cette décision ne s'explique pas par un instant de faiblesse ou un égarement passager. Quelques mois plus tard, alors que le monde entier s'insurge contre le sort réservé aux malheureux condamnés, Kadhafi rappelle son valet. Une seconde fois ! Et, à nouveau, au lieu de s'opposer à cette farce qui doit conduire des innocents à la mort, Moustapha Abdeljalil obtempère. Le monde entier condamne la mascarade qui se joue à Tripoli. La cour ne dispose d'aucune preuve recevable, juste des aveux obtenus sous la torture et le viol. Les accusations folles et passablement ridicules d'« empoisonnement de masse » prêtent à rire, jusque dans les hautes

sphères du pouvoir libyen… Pourtant, le président de la cour d'appel exécutera les ordres du dictateur à la lettre.

Le 11 juillet 2007, Moustapha Abdeljalil confirme *une seconde fois* la condamnation à mort de ces infirmières que tout le monde sait innocentes. Une preuve de loyauté qui, cette fois, lui vaudra une récompense rapide : quelques mois plus tard, il se verra attribuer le poste de ministre de la Justice, en remerciement des services rendus. Voici l'homme que la France choisira pour mener la révolution et porter ses valeurs en Libye !

En me penchant attentivement sur les premières heures du conflit, je remarque un fait troublant : en réalité, personne ne « choisit » Moustapha Abdeljalil. Personne, sauf la France. Lorsque Bernard-Henri Lévy décide en catastrophe de lui ouvrir toutes grandes les portes de l'Élysée, cet homme ne dirige absolument rien ! Lui et quelques autres viennent de s'installer eux-mêmes à la tête d'une rébellion polymorphe qui croît de minute en minute, à tel point qu'elle échappe encore à toute forme de commandement. Les brigades naissent à l'intérieur de chaque ville et de chaque quartier à la vitesse de l'éclair, sans que personne ne les contrôle. En Libye, Moustapha Abdeljalil n'émergera comme une figure dirigeante de la révolution qu'après la reconnaissance officielle de son statut par Nicolas Sarkozy et les autres dirigeants européens. En réalité, il ne deviendra chef que parce que d'autres, plus puissants, le prenaient pour tel au départ. La boucle est bouclée. Et l'imposture est totale.

Non content de tromper les Français, Moustapha Abdeljalil dupe également les Libyens sur la nature de son engagement. Cette révolution, il va tardivement la récupérer à son compte, avec un cynisme et une habileté qui forcent le respect chez un personnage d'une si piètre envergure.

Depuis le début de l'année, à travers tout le pays, la colère gronde. Sur Facebook, Twitter et Al-Jazeera, chacun suit le développement du Printemps arabe dans les autres pays de la région. Au fil des jours et des images, la Libye devient une enclave de non-droit cernée par un océan de ferveur démocratique. Partout, des voix se lèvent. Et si des heurts éclatent en Égypte et en Tunisie, chacun sait que la riposte du « Guide » sera infiniment plus brutale que celle de Ben Ali ou même de Moubarak. Paradoxalement, la certitude d'un combat à mort contre le pouvoir n'effraie pas les manifestants. Au contraire : elle renforce leur détermination.

Les premières « révolutions » libyennes s'organisent sur Internet. À défaut d'envahir les rues, les revendications de tous ordres submergent rapidement le web. Le mince filet de mécontentement et de frustration qui émane de chaque message transforme les réseaux sociaux en torrents de rage et de colère, qui rugissent toujours plus fort pour exiger le changement.

Puis vient le temps des manifestations. Mi-février, les forces de sécurité tirent sur les manifestants désarmés. On déplore plusieurs dizaines de morts à travers le pays, surtout dans l'Est. Mouammar Kadhafi tient sa promesse : dans un discours probablement inspiré de celui que Vladimir Poutine tenait aux Tchétchènes, il déclare que la traque des manifestants se poursuivra sans pitié, « jusque dans leurs toilettes ». Le message est clair : pas de quartier pour les opposants…

Durant cette période de crise et de désespoir, où se trouve Moustapha Abdeljalil, le futur leader de la révolution, reçu en grande pompe à l'Élysée quelques semaines plus tard ? Écrit-il une série d'articles enflammés sur la tyrannie kadhafiste et l'opportunité unique de ce Printemps arabe ? Marche-t-il en tête des manifestations ? Galvanise-t-il les foules de jeunes étudiants qui font face aux soldats de Kadhafi ? Organise-t-il des pétitions en ligne, afin d'encourager la rébellion ?

Moustapha Abdeljalil ne fait rien de tout cela, et pour cause ! Durant tout ce temps, pendant que la jeunesse libyenne fait preuve d'un courage qui marquera l'Histoire, face à une répression particulièrement violente, il se trouve chez lui, à cent kilomètres de Benghazi, dans sa maison de famille. En tant que ministre de la Justice de Kadhafi, les services de sécurité l'informent de la situation en temps réel. Les tirs sur les manifestants, les arrestations, les massacres… Il sait. Pourtant, il ne se rallie pas à la rébellion. Pas encore. Il craint de prendre une décision trop rapide, qui pourrait compromettre sa carrière ou sa vie. Trente-cinq années de bons et loyaux services envers le régime laissent peu de doutes quant à son courage et à ses convictions ! Alors, il attend. Et lorsque le dictateur lui ordonne de revenir à Tripoli le 18 février pour un briefing, il obtempère sans broncher. *Le lendemain des massacres !* Voilà celui que la presse et les gouvernements de la coalition nous présenteront comme le père de la démocratie libyenne.

De retour à Beida, après son entretien avec le « Guide », Moustapha Abdeljalil prend encore le temps d'observer la situation. Il demeure en retrait pendant quatre longues journées supplémentaires, après le déclenchement des émeutes. Le mécontentement ne faiblit pas, bien au contraire. La situation dégénère et préfigure la fin d'une époque. Kadhafi se fait vieux. De l'avis de certains proches, sa raison commence à chavirer. Drogues, alcool, excès en tout genre et surtout ivresse du pouvoir entament gravement ses capacités d'analyse et de jugement. Pourtant, cette contestation représente la menace la plus complexe et la plus sérieuse de toute l'histoire de son règne. L'émeute gronde. Le monde arabe tout entier semble sur le point de basculer dans un nouvel ordre politique, social et religieux. Un ordre où le vieux colonel n'a décidément plus sa place…

Abdeljalil le comprend et démissionne le 21 février : une décision dangereuse, mais pas courageuse. Demeurer en poste ou partir : les deux options comportent des risques équivalents. À ce stade, il agit par instinct de survie, pas par conviction. Des centaines d'opposants subissent les affres du régime libyen depuis des décennies à cause de leurs idées. Comment croire que notre ministre de la Justice se découvre des états d'âme à l'instant même où le pouvoir vacille ? Personne ne peut faire preuve d'une telle naïveté. Pas même Bernard-Henri Lévy, son plus fervent supporter…

Certains défenseurs du CNT tentent de rehausser le prestige de Moustapha Abdeljalil en expliquant qu'en 2010 il tentera de résister à Kadhafi lorsqu'il prendra fait et cause pour les détenus du pénitencier d'Abou Slim, toujours enfermés au terme de leur sentence. Hélas, à nouveau, un examen approfondi des faits brise le mythe du farouche défenseur de la condition humaine. Si Moustapha Abdeljalil cherche bien à aider ces détenus, c'est à cause de leurs convictions religieuses qui rejoignent largement les siennes, et non pas en vertu des « droits de l'homme », pour lesquels son intérêt semble limité. Ces prisonniers appartiennent presque tous au Front islamique de combat libyen, une organisation formée au début des années 1980, pour destituer Kadhafi et remplacer la république socialiste par un califat islamique. Preuve de cette « générosité sélective » du ministre de la Justice : Moustapha Abdeljalil n'interviendra jamais pour mettre un terme aux multiples excès, tortures et détentions arbitraires commis par le régime à l'encontre des membres du

Front national libyen, le mouvement d'opposition laïque qui jouit pourtant d'une solide popularité à travers le pays…

Si on ne peut pas considérer Moustapha Abdeljalil comme un fanatique, il n'en demeure pas moins un islamiste rigoureux, bigot, intransigeant et borné. Pour Bernard-Henri Lévy, le fait de « choisir » ce personnage comme représentant officiel du pays va rapidement s'avérer problématique. Notamment lorsque ce dernier réintroduira la polygamie dès le début de l'été 2011 !

Cette guerre financée par le contribuable français au cœur de la crise économique permet non seulement l'ascension d'Abdeljalil, mais également la mise sur orbite de toute une clique d'anciens « kadhafistes », comprenant soudain tout le parti qu'ils peuvent tirer de la situation. Après les premières manifestations, on assiste à une véritable ruée vers l'or : plusieurs piliers du régime découvrent subitement les vertus de la démocratie et les travers de leurs anciens maîtres. Comme me confiera beaucoup plus tard le chef d'une milice de Benghazi : « Mis à part la famille Kadhafi, un an après la révolution, tout le reste du système demeure en place ! »

Le cas de Mahmoud Jibril est également révélateur de l'aveuglement qui prévaut à Paris : par un heureux hasard, Jibril quitte le gouvernement libyen quelques mois avant le début de la révolution, après avoir été l'un des principaux conseillers de Saïf al-Islam Kadhafi. Grâce à son indéniable talent de communicateur, il parvient à récrire son histoire avec plus d'intelligence que Moustapha Abdeljalil, en minimisant son rôle auprès du dictateur et de son fils.

Après des études et quelques années d'enseignement à Pittsburgh, Mahmoud Jibril retourne au Caire et fonde sa propre société de consulting. Homme d'affaire prospère et pragmatique, il vole de succès en succès jusqu'à ce qu'en 2007, Saïf al-Islam lui propose de devenir ministre du Plan : une proposition qui témoigne des bonnes relations qu'il entretient déjà avec le clan Kadhafi, même s'il s'en défend aujourd'hui. Il semble en tout cas difficile de croire que le fils du « Guide » propose ce poste à un opposant ou à un adversaire déclaré…

Sur ce point, Mahmoud Jibril prend soin de brouiller les pistes de sa biographie en expliquant qu'il demande « une année de réflexion » à Saïf. Même selon les standards du *très long* règne de la famille Kadhafi, cette requête paraît tout simplement absurde ! D'ailleurs, la télévision d'État libyenne n'attend pas si longtemps pour annoncer sa nomination, dès le lendemain de cette proposition[3] ! En 2009, il occupera la fonction de président du Conseil national de développement économique. Son éducation occidentale lui attirera d'ailleurs une certaine sympathie à l'étranger, dont il se servira au moment de la révolution.

Mais cette posture légèrement pro-américaine ne reflète en rien ses convictions profondes : en 2009, Kadhafi se démène pour obtenir les faveurs des États-Unis. La présence de Jibril tombe à point nommé : il comprend l'Amérique et ses codes mieux que la plupart des Libyens. Par ailleurs, il inspire une véritable confiance aux diplomates et aux hommes d'affaires qui le côtoient. Si cela en fait un partenaire efficace, cela n'en fait pas un ami. Ni même un allié. Ceux qui le connaissent bien décrivent Mahmoud Jibril comme un homme coriace, obstiné, égoïste et souvent agressif. La justice ou la démocratie ne l'intéressent pas : pour ce businessman dénué du moindre scrupule, seuls l'argent et le pouvoir comptent.

Le représentant d'un service de renseignement européen en Libye me confiait à propos de ce personnage : « Il n'aime que l'argent ! Depuis près de trente ans, il gagne des fortunes en côtoyant les leaders du monde arabe, eux-mêmes largement corrompus ! Il travaillait pour la famille Kadhafi à l'époque où il espérait leur soutirer des sommes astronomiques. Aujourd'hui, il a rejoint la révolution avec le même objectif : placer la Libye en coupe réglée. Ce pays sans maître dispose des plus grosses réserves pétrolières d'Afrique. Voilà ce qui l'intéresse ! Pour lui, la politique constitue un moyen commode d'accéder au pouvoir et de faire main basse sur ces extraordinaires richesses naturelles. Rien d'autre ! Il s'agit d'un carriériste de la pire espèce. Un opportuniste. Certainement pas un homme d'État… »

En 2010, Jibril quitte son poste et retourne à ses affaires. Bien sûr, aujourd'hui, certains parlent de désaccord avec le « Guide » et sa famille, de démission « de principe ». Mais il faut chercher ailleurs la raison de ce

départ : les Kadhafi possèdent peut-être une fortune qui dépasse l'entendement, mais ils se montrent diablement avares avec leurs collaborateurs. Le businessman se réinstalle donc au Qatar, d'où il déclarera tranquillement son allégeance à la révolution, quelques mois plus tard. Si aucun document fiable n'existe concernant la date exacte de son ralliement, le docteur al-Harezei, porte-parole du CNT, m'a confirmé qu'il avait eu lieu bien plus tard que celui de Moustapha Abdeljalil ! Jibril découvre donc les vertus de la démocratie depuis l'étranger, bien après les premiers massacres, alors que d'autres en Libye résistent courageusement depuis des années, voire des décennies. Au sujet de Jibril, l'aveuglement de Bernard-Henri Lévy est sans limite ! Lors d'un entretien télévisé[4], il déclarera : « Il [Jibril] a annoncé dès le premier jour, dès le mois de mars [2011] que telle était son ambition, que telle était la preuve de son désintéressement… Qu'il ne serait pas candidat à quelque poste électif que ce soit […]. Moi, je trouve que ça a de la gueule ! » Ça aurait pu en avoir, en effet, si on ne retrouvait pas cet homme candidat au poste de Premier ministre moins d'un an plus tard.

Et que dire de cet autre « représentant » libyen qui va également rencontrer Nicolas Sarkozy au mois de mars ? Ali al-Issaoui, alors ambassadeur en Inde, écarté du pouvoir depuis des années par Kadhafi à la suite d'une sombre affaire de corruption, apporte son soutien aux manifestants depuis… New Delhi ! Avec de tels dirigeants, les révolutionnaires qui affrontaient les chars de l'armée devaient se sentir bien seuls !

Un chèque en blanc à des inconnus

Le CNT compte trente-trois membres fondateurs. Qui sont-ils ? En réalité, personne ne peut répondre à cette question. Au moment de sa formation, le Conseil national de transition demeure en grande majorité anonyme. On ne connaît pas sa composition, mis à part le nom de quelques-uns de ses membres. La France va entrer en guerre aux côtés d'une organisation dont elle ignore tout, y compris l'identité de ses dirigeants. Pourquoi ce goût du secret ? Pour des raisons de sécurité, nous explique-t-on alors : beaucoup de responsables opèrent dans des régions encore contrôlées par Kadhafi. Révéler leur identité les exposerait à une mort

certaine. Admettons. Mais le temps passe et rien ne change : durant tout l'été 2011, l'identité de ces hommes demeurera confidentielle. Au mois de septembre, le CNT publiera une liste de quarante noms, en arabe, qu'elle ne prendra pas la peine de traduire à l'attention de la communauté internationale ou de la presse étrangère. D'après Dan Murphy du *Christian Science Monitor*, un des rares journalistes à s'être penché sérieusement sur cette liste, un grand nombre de ces « responsables » vivent à l'étranger depuis de longues années, et ne bénéficient pas du moindre soutien dans les villes qu'ils sont censés représenter[5].

Aujourd'hui encore, les Libyens se plaignent de cette opacité, sans en comprendre les raisons. Et les spéculations vont bon train : certains hommes du Conseil seraient-ils trop proches de l'ancien régime ? La divulgation de leur identité provoquerait-elle indignation et fureur dans un pays où les brigades révolutionnaires font la loi ? Ou bien, à l'inverse, le CNT abrite-t-il des hommes liés à al-Qaïda, au risque de perdre le soutien des Occidentaux si une telle connivence éclatait au grand jour ? En effet, certains indices mettent en lumière des liens troublants entre l'organisation terroriste et le nouveau pouvoir libyen, comme nous le verrons plus loin. Mais, dans les deux cas, ce manque de visibilité handicape gravement la crédibilité du Conseil. Et l'avenir du pays…

Presque deux ans après le début de la révolution, le gouvernement pourrit sur ses bases, incapable de prendre une décision, d'adopter une loi ou même une simple mesure d'utilité publique. Jour après jour, la Libye s'enfonce dans la paralysie, le morcellement et le crime. Un simple coup d'œil au quartier général du Conseil national de transition, dans les anciens pavillons d'hôtes du régime de Kadhafi, permet au visiteur de comprendre tous les dysfonctionnements du système. Cerné par de hauts murs et un impressionnant dispositif de sécurité, le CNT représente un îlot de luxe dans un continent de misère ! De magnifiques bâtiments en marbre rose disséminés à travers un jardin enchanteur confèrent à cet endroit une ambiance dangereusement irréelle. En effet, le contraste avec les piles de détritus qui envahissent les rues, dans le reste de la ville, ne saurait être plus frappant. Mais visiblement, le CNT « révolutionnaire » se moque de telles considérations et choisit le luxe le plus tapageur de la capitale pour y installer ses quartiers. Dans ce vestige de l'époque kadhafiste, chaque

« pavillon » peut aisément rivaliser avec l'opulence des bâtiments saoudiens ou qataris. Bois précieux, tapisseries et mobilier d'un raffinement inouï… Tout en ces lieux dresse un réquisitoire navrant de la faillite morale du nouveau régime. La corruption demeure taboue, mais le silence qui entoure ce sujet ne trompe personne. « Cette révolution appartenait à tous les Libyens. Si nous reconnaissons que certains dirigeants la confisquent pour leur profit personnel, alors toute la légende qui entoure notre combat en prend un sacré coup ! Voilà pourquoi personne n'en parle. Mais tout le monde le sait… », me confie un activiste de la place des Martyrs, qui milite régulièrement pour le désarmement des milices à travers le pays.

Les indices concernant la corruption du CNT abondent. Beaucoup d'argent arrive de l'étranger, mais la reconstruction piétine. Lorsque je l'interroge sur les piles de détritus qui s'amoncellent dans les rues de Tripoli au mois d'avril 2012, un des adjoints du maire de la capitale avoue ne pas comprendre : « Nous ne disposons pas du moindre budget ! Rien ! *Ouallou* ! Des problèmes de financement en 2011, je peux le comprendre. Même en fin d'année ! Mais durant le premier trimestre 2012, la mairie de Tripoli n'a pas reçu un seul centime pour nettoyer les rues de la ville. Je ne peux pas expliquer ça ! »

Ceux qu'on a pris pour nos ennemis…

Aucune personnalité libyenne ne fait couler autant d'encre qu'Abdelhakim Belhaj dans la presse occidentale. Les articles abondent et fourmillent de détails, presque toujours faux. Juste après sa nomination au poste de gouverneur militaire de Tripoli, le journal *Libération* publie un article intitulé rien moins que : « Abdelhakim Belhaj, le retour d'al-Qaïda »[6]. Une étiquette sur laquelle nous allons revenir en détail…

Internet fourmille d'articles qui dépeignent cet homme comme un extrémiste, un terroriste, un membre d'al-Qaïda et un rétrograde qui souhaite ramener la Libye à l'âge de pierre. À son sujet, *LeNouvel Observateur* n'hésitera pas à écrire : « Abdelhakim Belhaj multiplie les déclarations de foi sur le pluralisme […], difficile à croire dans la bouche d'un homme venu de Derna, fief de l'intégrisme, qui a grandi dans l'idée que la démocratie était une hérésie[7]. » Hélas notre homme ne vient pas de

Derna, mais de Tripoli, à l'autre extrémité du pays, où il passera d'ailleurs toute son enfance et toute son adolescence. Quoi qu'il en soit, le lieu de naissance suffirait-il à condamner un homme et à définir son parcours ? Ne trouve-t-on que des bigots à Lourdes ou à Czestochowa ; des pleutres à Vichy ou des héros à Stalingrad ? Le lecteur appréciera la pertinence d'un tel argument…

En refusant de collaborer avec des hommes comme Belhaj dès le début du conflit, malgré leur indéniable légitimité d'opposants, la France signe sa deuxième erreur : elle recrute des escrocs et trace une ligne rouge autour des « islamistes », en cherchant à tout prix des hommes aussi occidentalisés que possible. Bernard-Henri Lévy et Nicolas Sarkozy éliminent d'emblée tous ceux qui représentent de véritables symboles aux yeux du peuple libyen. Et Abdelhakim Belhaj en fait partie. Sa vie ressemble à un roman d'aventures, rythmé par la fuite et le combat. Traqué en permanence par les services secrets de Kadhafi, il continue pourtant sa lutte, malgré le danger et l'exil. Depuis le début des années 1980, cet homme se bat pour changer le régime en place. Peu importe que ses idées coïncident ou non avec les nôtres : il fallait seulement s'assurer qu'il accepte le jeu démocratique, et qu'il n'appartienne ni à al-Qaïda ni à aucune autre organisation terroriste. Or, après une enquête minutieuse, on s'aperçoit que les craintes et les fantasmes des journalistes occidentaux ne reposent sur aucun fondement…

Le tir de barrage opéré par la presse internationale peut s'expliquer d'une façon très simple : la volonté d'écrire à chaud et donc de s'informer vite, dans les grandes lignes, sans rentrer dans le détail et dans les subtilités d'une nébuleuse terroriste extrêmement difficile à comprendre. Personne ne peut vraiment en vouloir aux journalistes : progresser dans le dédale des identités, des noms de guerre, des cellules, des intermédiaires, des mouvements qui s'entrecroisent et qui disparaissent souvent pour se reformer quelques mois plus tard, avec les mêmes hommes mais sous une autre appellation, constitue un travail de fourmi particulièrement fastidieux, très loin des aventures de James Bond ! Les organigrammes des groupes islamistes, souvent manipulés par les services secrets des dictatures arabes, forment un enchevêtrement de labyrinthes d'une complexité inouïe, dont les parois se déplacent constamment. Les hommes qui peuplent cet univers parallèle au nôtre modifient souvent leurs habitudes et leurs

comportements. Certains disparaissent et reprennent une vie « normale », tandis que d'autres arrivent sans se faire remarquer, échappant parfois pendant plusieurs mois à la surveillance des services de renseignement. Par ailleurs, la dangerosité de chacun évolue au fil du temps : certains se radicalisent sans raison particulière, alors que d'autres relativisent leur position sur le jihad et sur les méthodes à employer. De plus, tous les groupes islamistes reconnus à un instant *t* ne représentent que des « socles » utilisés par plusieurs mouvances très disparates, rendant ainsi particulièrement difficile l'évaluation des responsabilités des uns et des autres. Le chef d'un mouvement peut s'avérer plus ou moins radical que certains de ses membres. Il arrive même que certains terroristes planifient des opérations sous le commandement d'une autre organisation que la leur, sans même en informer leur hiérarchie directe. L'homme des services de renseignement qui me parlait de Mahmoud Jibril évoque cet imbroglio et les difficultés qu'il pose à l'Occident : « La CIA [il n'en fait pas partie, ndlr] et la Sûreté territoriale disposent de moyens quasi illimités. Mais ces gens croient se trouver face à des organisations structurées comme des multinationales. Avec des organigrammes, des briefings et des stratégies. Or, le monde arabe ne fonctionne pas comme ça ! Surtout quand on parle de terrorisme ! Tout devient plus flou ! Il existe très peu de documents écrits en circulation : les hommes qui préparent un attentat en Europe ou aux États-Unis ne signent aucun papier pour obtenir l'aval de leur direction ! Il ne s'agit pas d'un business plan ! Chaque mouvement se décompose en plusieurs cellules totalement indépendantes. À l'intérieur de cette fourmilière, impossible de savoir avec exactitude qui fait quoi… »

Voici la version communément admise que l'on retrouve dans la presse internationale, avec quelques déclinaisons d'un journal ou d'une chaîne de télévision à l'autre : membre fondateur du Groupe islamique de combat libyen (LIFG), décrit comme une organisation « ultra-radicale » par le journal *Libération*, Abdelhakim Belhaj a combattu les Soviétiques en Afghanistan. Le LIFG possède plusieurs camps d'entraînement dans ce pays, dont celui de Shahid Cheikh Abou Yahya, à trente kilomètres au nord de Kaboul, qui accueillait également des volontaires d'al-Qaïda. Rien de surprenant à cela (toujours aux dires de la presse occidentale), dans la mesure où les Libyens représentent le deuxième contingent de volontaires

islamistes en Afghanistan, après les Saoudiens. À la suite des attentats du 11 Septembre, le LIFG rejoindra la liste des organisations classées comme « terroristes » par la plupart des pays occidentaux. Enlevé en 2004 par les Américains à bord d'un Boeing de la British Airways qui faisait escale à Bangkok, torturé dans une prison secrète de la CIA qui se trouve à quelques kilomètres de l'ancien aéroport thaïlandais de Don Muang, puis renvoyé dans les geôles de Kadhafi avec sa femme, où il croupira des années, Abdelhakim Belhaj présente le profil idéal du terroriste pour la presse internationale. Ajoutez à cela qu'en 2007 Ayman al-Zaouahiri, le numéro deux d'al-Qaïda, « adoubera » le LIFG sur Internet en le reconnaissant comme membre à part entière de la nébuleuse d'al-Qaïda, et les derniers doutes s'évaporent : Abdelhakim Belhaj apparaît comme un terroriste notoire et son accession au poste de gouverneur militaire de Tripoli représente un « signal inquiétant » pour l'avenir du pays, comme le déclarait le journal *Libération* ! En cette fin du mois d'août 2011, la plupart des journalistes défendent farouchement l'intervention occidentale et l'action du CNT. Lors de l'émergence d'un responsable islamiste sur la scène politique, ils s'efforcent de voir des « signaux » imaginaires, alors que la terrible réalité leur fonce dessus comme un éléphant dans un couloir ! Le problème ne vient pas de Belhaj, mais des hommes soutenus par la France, qui laissent le pays s'engouffrer dans une spirale de violence et de chaos.

L'anarchie qui s'installe préfigure celle des mois qui vont suivre : les miliciens massacrent les Noirs en pleine rue, les forcent à manger des drapeaux kadhafistes, enfermés presque nus dans les cages du zoo de Tripoli. Les jeunes voyous des brigades violent les femmes à la peau noire, en utilisant des sacs plastiques ramassés au milieu des détritus comme préservatifs. Les révolutionnaires se livrent un combat sans merci pour le contrôle de la Libye, à l'aide de blindés, d'armes lourdes ou de missiles récupérés dans les stocks de Kadhafi. Dans ce pays exsangue, le gouvernement fournit rapidement la preuve de son impuissance et Mahmoud Jibril, le Premier ministre, s'apprête à quitter le pouvoir en catastrophe. Pourtant, c'est dans la nomination discrète et sans violence d'Abdelhakim Belhaj que l'Occident choisit de voir un « signal inquiétant »…

L’histoire de cet homme complexe ne souffre ni les raccourcis simplistes ni les résumés trop brefs. Démêler les secrets d’une vie passée dans la clandestinité requiert du temps, de la patience, et implique le croisement de plusieurs sources contradictoires. Au terme de mes recherches et de nos nombreux entretiens, il apparaît que sa biographie infirme point par point les différentes accusations portées contre lui. Abdelhakim Belhaj se définit lui-même comme un islamiste. Mais certainement pas comme un terroriste.

Sa carrière d’opposant débute en 1983, à l’université de Tripoli. La même année, le futur protégé de Bernard-Henri Lévy et de Nicolas Sarkozy travaille au « ministère de la Justice » de Mouammar Kadhafi. Belhaj voit ses camarades pendus sur la place publique, tandis que Moustapha Abdeljalil et ses collègues les envoient à la potence. Au début des années 1980, les tentatives de coups d’État se succèdent contre le dictateur en place, sans parvenir à ébranler son régime. Ce dernier multiplie les provocations à l’égard des Libyens les plus religieux. Il déclare notamment « illégal » l’islam malékite, la religion majoritaire du pays. Ce faisant, il radicalise une grande partie de l’opinion publique. Dont le jeune Abdelhakim…

À cette époque, en intégrant l’opposition libyenne et en participant activement à la contestation populaire, les étudiants de Tripoli risquent tout pour presque rien ! Dans un désordre absolu et sans véritable espoir de succès, les jeunes dissidents mettent leur vie en péril, jour après jour, en inondant le campus de tracts ou en bricolant des attentats improvisés contre le « Guide ». Abdelhakim Belhaj représente une figure de proue de cette guerre de l’ombre, qu’aucun gouvernement étranger ne daigne soutenir, malgré la violence de la répression qui s’abat sur les opposants. Privé de soutiens, sans aucun relais, harcelé par la police et les services secrets, il combattra plus de trois ans dans cet univers particulièrement hostile. « À cette époque, lutter contre Kadhafi en Libye revenait à combattre le NKVD dans les rues de Moscou, sous le règne de Staline », me confiera un autre opposant. D’autres mouvements plus organisés que les jeunes islamistes, comme le Front national libyen (FNL), ne parviennent pas non plus à entamer la cuirasse du colonel. Le plus grand fait d’arme du FNL, une véritable bataille rangée aux abords de Tripoli en 1985, s’achèvera dans un terrible bain de sang et une répression encore plus féroce…

La situation paraît sans espoir. Le soulèvement tant désiré par les jeunes musulmans n'arrive pas, et l'étau des services de sécurité se resserre. Au cours de rafles massives, en 1985, la plupart des compagnons de Belhaj seront arrêtés, abattus ou enfermés au pénitencier d'Abou Slim, condamnés pour « complot », « atteinte à la sécurité de l'État », « espionnage », « activités contre-révolutionnaires » ou encore « tentative d'assassinat » : autant de charges imprécises qui s'accompagnent invariablement de lourdes peines de prison. Kadhafi comprend la menace que représentent ces islamistes sur le long terme, et il décide de les éradiquer. Mais quelques hommes, dont Abdelhakim, passent à travers les mailles du filet. Au terme d'une cavale de plusieurs semaines, ils échappent à leurs poursuivants et rejoignent le Soudan…

À cette époque, le nord du Soudan est une région totalement hors la loi, où chacun peut aller et venir comme bon lui semble. Mais sa proximité géographique avec la Libye en fait un endroit dangereux : les villages et les camps de jihadistes pullulent d'agents doubles à la solde du Guide. Pour les jeunes rebelles, le pays ne peut représenter qu'un lieu de transit. Pas question de s'y éterniser ! D'ailleurs, le gouvernement de Khartoum réserve un accueil plutôt frais aux dissidents libyens, par peur de provoquer la colère de son puissant voisin. Et les services secrets de Kadhafi les suivent à la trace : deux camarades de Belhaj disparaissent, enlevés, puis exfiltrés en Libye. Personne ne les retrouvera. Le Soudan ressemble à un nid de guêpes où les révolutionnaires doivent côtoyer les espions du monde entier. Il faut apprendre à brouiller les pistes, à effacer ses traces et à conserver le secret sur ses projets. Abdelhakim Belhaj vient de quitter la Libye, mais il doit à nouveau partir. Sa prochaine destination ? L'Afghanistan.

En 1985, le pays ne ressemble en rien à celui que l'on connaît aujourd'hui. Ceux qui partent se battre aux côtés des Afghans contre les troupes de l'armée Rouge jouissent non seulement d'un véritable prestige au sein du monde arabe, mais également d'une réelle sympathie à travers le monde occidental. Or, Abdelhakim Belhaj va rejoindre Kaboul à cette période. Pas sous le régime des talibans. Il quitte le Soudan en toute discrétion, de façon à ne pas embarrasser les autorités de Khartoum par une présence trop prolongée. En effet, il sait déjà qu'il devra revenir : pour cet éternel fugitif, recherché dans son propre pays et totalement apatride,

chaque refuge devient précieux. Car tous ses déplacements obéissent à un véritable impératif de survie…

Un temps, il songera même à s'installer en Arabie Saoudite : ce pays peut lui offrir une plate-forme de choix pour ses activités contre le régime libyen, que la monarchie wahhabite déteste cordialement. Mais la bureaucratie trop intrusive et trop paranoïaque du royaume l'en dissuade rapidement. Abdelhakim Belhaj voyage sans passeport, sans preuve de son identité, et surtout en se méfiant de tout le monde. À chaque nouvelle étape, il se repose sur un réseau limité de connaissances, qu'il tente de restreindre encore davantage, par crainte des fuites qui pourraient remonter jusqu'aux hommes de Kadhafi. Mais, si cette méfiance lui sauve certainement la vie, elle lui aliène le soutien de Ryad, qui refuse d'accueillir un visiteur si mystérieux et qui lui intime l'ordre de quitter le pays. Il faut repartir. Pour Kaboul…

Après un périple de plusieurs semaines, il arrive en Afghanistan par la célèbre passe de Kyber. Sur cette terre de guerriers, le jeune étudiant se transformera peu à peu en combattant endurci, affrontant les tanks et les *spetsnaz* (forces spéciales) soviétiques avec de simples armes de poing, en compagnie des rebelles du pays.

Fait troublant pour ceux qui le désignent comme un extrémiste, Abdelhakim Belhaj ne combat pas sous la bannière du Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, ancêtre des talibans. Il choisit de rejoindre les troupes du général Ahmed Chah Massoud, l'indéfectible allié des États-Unis et de l'Europe, celui-là même dont Bernard-Henri Lévy chante inlassablement les louanges. Musulman modéré, Massoud défend le droit des femmes en Afghanistan et souhaite une application de la charia adaptée à notre époque. On comprend mal ce qu'un « terroriste fanatique » viendrait faire aux côtés de cet homme, que les talibans et leurs complices d'al-Qaïda assassineront d'ailleurs quelques années plus tard…

En 1989, les Russes se retirent d'Afghanistan. Abdelhakim Belhaj, gravement blessé quelques mois plus tôt, achève sa convalescence au Pakistan. Il reviendra participer aux combats contre Nadjiboullah, l'homme mis en place par les Soviétiques, jusqu'à la chute de Kaboul en 1992 et l'avènement de Rachid Dostom. La disparition de la menace soviétique n'améliore pas la situation du pays, qui bascule d'une guerre à l'autre sans

le moindre répit. Mais ce nouveau conflit, notre dissident libyen refuse d'y participer. Il ne s'agit plus de jihad, mais de lutte d'influence, de partage des terres et de trafic de drogue. Il décide de quitter le pays.

À cette époque, le récit de ses exploits a déjà fait le tour de la Libye : son prestige donne de la consistance à la contestation diffuse des années 1980, et des milliers de Libyens veulent désormais rejoindre la Guerre Sainte. Beaucoup d'hommes harcelés par les services secrets de Kadhafi choisissent ainsi l'exil et rejoignent Abdelhakim Belhaj dans les montagnes afghanes. En 1990, un certain nombre d'entre eux forment le Groupe islamique de combat libyen (LIFG) : un mouvement qui n'affiche aucune autre revendication que la chute du régime de Mouammar Kadhafi. Le LIFG constitue une vaste plate-forme qui regroupe des centaines d'hommes autour d'un objectif commun, mais avec des idées très diverses. Et tout le problème est là. Certains de ses membres, auxquels la presse associera le mouvement dans son ensemble, comptent parmi les plus radicaux. Abou Yahya al-Libi, l'étoile montante d'al-Qaïda tué en juin 2012 par un drone américain au Pakistan, faisait ainsi partie du LIFG avant de prendre ses distances avec l'organisation au début des années 2000. Abdellatif Mourafik, un des principaux suspects dans les attentats de Madrid, appartenait également au LIFG. Pourtant, l'amalgame opéré entre ces deux hommes et l'ancien gouverneur militaire de Tripoli repose sur une profonde méconnaissance de la structure et du fonctionnement des organisations islamistes.

Au sein d'Ennahada, dans la Tunisie voisine, certains responsables tiennent des discours modérés tandis que d'autres soutiennent les cellules intégristes proches d'Aqmi. Même chose pour les Frères musulmans en Égypte. Ayman al-Zaouahiri, le successeur naturel de ben Laden à la tête d'al-Qaïda, est issu de leurs rangs, tout comme des dizaines de députés siégeant au Parlement du Caire, enclins à l'ouverture et avides de démocratie ! Ces mouvements de contestation qui se qualifient eux-mêmes d'« islamistes » représentent des tendances diverses et parfois tout à fait contradictoires. Aucun homme et aucun programme ne peuvent prétendre les représenter de façon exclusive. Le LIFG d'Abou Yahya al-Libi porte bien le même nom que celui d'Abdelhakim Belhaj. Mais leurs idées et leurs

parcours diffèrent en de nombreux points. Le premier se nourrit de fantasmes panislamistes, dogmatiques et abstraits, où la religion abolit les frontières et façonne les lois. Le second prône une vision plus « nationale » de la politique, dans laquelle l'islam demeure au cœur de la société, sans toutefois refuser de s'ouvrir vers le monde extérieur. Comme il me l'expliquera lui-même, en Libye, Abdelhakim Belhaj fut la première victime de cette méprise.

La plus belle manipulation de Kadhafi ?

Se basant sur la très officielle liste des organisations terroristes de la planète publiée par le Département d'État[8] américain, la presse qualifie volontiers le LIFG d'« organisation terroriste ». En agissant ainsi, elle n'imagine pas se rendre complice de la plus grande arnaque élaborée par le colonel Kadhafi au cours de sa longue carrière. L'histoire vaut la peine d'être racontée…

L'année 2001 coïncide avec un changement de stratégie radical en Libye. Juste après la tragédie du 11 Septembre, Mouammar Kadhafi contacte le président américain pour lui transmettre ses condoléances et l'assurer de son soutien total dans la lutte contre le terrorisme. En réalité, Kadhafi se moque éperdument des attentats qui viennent d'ensanglanter l'Amérique. Mais il comprend le pouvoir des amalgames et le parti qu'il peut tirer de cette situation. Ben Laden et al-Qaïda revendiquent l'attentat contre les tours jumelles depuis l'Afghanistan : un pays qui tolère sa présence, comme elle tolère celle des combattants du LIFG demeurés sur place[9]. Un pays où al-Qaïda possède des camps d'entraînement, tout comme le LIFG. Et comme certains volontaires libyens arrivés en Afghanistan sous l'étiquette du LIFG rejoignent ensuite les rangs d'al-Qaïda, la théorie des vases communicants entre ces deux organisations rencontre un succès fou auprès des services de renseignement américains ! La CIA, la DIA (Defense Intelligence Agency) et la Maison-Blanche gobent les « révélations » de Tripoli avec une incroyable facilité, sans disposer de la moindre preuve ou du moindre élément à charge contre les dissidents libyens. En réalité, Kadhafi « livre » ses propres ressortissants expatriés en Afghanistan aux

Américains avec un enthousiasme que Washington interprète comme de la bonne foi.

Pour s'assurer la confiance des Américains, le dirigeant libyen décide même de « tourner la page » et de renoncer unilatéralement à son programme d'armes de destruction massive. Au vu de l'avancement du programme en question, à la fois préhistorique et embryonnaire, il ne sacrifie pas grand-chose. Mais ce geste « fort » suffit à convaincre les derniers sceptiques de l'administration Bush. La Maison-Blanche va désormais utiliser les informations libyennes pour éradiquer le LIFG au nom de sa propre « guerre contre le terrorisme ».

Kadhafi vient de jouer le plus joli coup de ses quarante-deux années de règne. Il entame ainsi son lent retour du purgatoire et se rapproche doucement de la communauté des Nations. Le prix à payer ? Livrer ses plus farouches adversaires aux griffes de l'Amérique, en faisant croire à George Bush qu'il s'agit des réseaux d'al-Qaïda. Pourtant, jusqu'à cette même année 2001, le LIFG existait de façon parfaitement légale en Europe et notamment en Angleterre. Les membres déclarés de cette organisation circulaient et résidaient dans ce pays sans le moindre problème. Tout cela jusqu'à la volte-face américaine, malencontreusement imitée par les autorités britanniques et européennes dans les mois qui suivirent.

Pris au piège de la rumeur, Abdelhakim Belhaj tente désormais de se réhabiliter sur la scène internationale, sans pour autant trahir ses convictions religieuses et politiques. Une tâche difficile pour un homme tout en nuances et en paradoxes. À l'heure où de nombreuses barrières s'érigent dans le monde arabe entre politique et religion, il est regrettable que les dirigeants occidentaux n'aient pas jugé bon d'accorder une vraie chance à cet opposant de longue date, à la fois légitime et réellement populaire…

Rencontre avec l'émir de Derna

Après mes entretiens avec Abdelhakim Belhaj, je m'interroge : ces « islamistes » du LIFG me semblent soudain beaucoup plus respectables que la presse occidentale ne le laisse penser. Par ailleurs, de nombreux Libyens voient en eux des hommes droits, profondément religieux et attachés à des principes d'honnêteté qui font singulièrement défaut à

l’administration actuelle. Même si, sur le court terme, leurs formations politiques demeurent totalement embryonnaires et incapables de remporter une adhésion massive face à des politiciens professionnels comme Jibril, ils représentent certainement l’avenir. Leur défaite aux élections de 2012 semble acquise. Mais leur victoire dans quelques années me paraît tout aussi certaine…

Je décide de pousser mon enquête plus avant au sein des milieux islamistes. Un homme retient immédiatement mon attention : Abdelhakim al-Hassadi, l’émir de Derna. Souvent décrit comme ultra-radical et proche d’al-Qaïda, il jouit d’un immense respect à travers le pays. Pour son passé de jihadiste en Afghanistan, mais également pour son rôle de premier plan à Derna, sa ville natale, pendant la révolution. De Benghazi à Sebha, en passant par Tripoli et Misrata, tout le monde connaît al-Hassadi. Ses idées et son action recueillent un soutien massif dans la population. De quelles idées s’agit-il exactement ? Je vais le découvrir bientôt.

Pour rencontrer cet homme, je dispose d’une arme secrète : un personnage tout à fait singulier qui semble connecté à toutes les mouvances radicales du pays. Il n’occupe aucune fonction officielle, aucun titre, bien qu’il ait activement participé au soulèvement de Tripoli. Mahmoud aime la discrétion, malgré son physique de colosse et sa barbe impressionnante, en parfait accord avec la djellaba un peu trop courte qu’affectionnent les salafistes. Lorsque je l’interroge sur ce point, il balaie l’appellation d’un revers de la main, avec une moue un peu dédaigneuse : « Salafiste, ça ne veut rien dire. Je pratique ma religion au mieux, comme le Coran nous l’enseigne. Je ne me sens ni salafiste, ni modéré… Juste musulman ! », conclut-il dans un anglais jovial et rapide. Son regard malicieux, toujours en mouvement, contraste avec la rigueur de son apparence. Il passe toutes ses journées au cœur du même quartier populaire de Tripoli, près de la médina, dans la même rue, assis sur la même chaise en plastique, dans le vacarme des voitures et la fumée des pots d’échappement, juste à côté d’une boutique de ferrailleur où s’entassent de vieux réfrigérateurs, des tubes de cuivre et des bouteilles de gaz hors d’âge, dont l’étanchéité m’inquiète à chacune de mes visites. Les conducteurs s’arrêtent en plein milieu de la route, viennent le saluer, le prendre dans leurs bras, chanter ses louanges en anglais quand ils le peuvent, avant de repartir dans un concert de klaxons.

Je considère cet homme comme une véritable énigme. Mais une énigme sympathique. Néanmoins, certains détails me troublent. Par exemple lorsque nous évoquons ben Laden :

– Nous séjournions dans les mêmes endroits, au Soudan. Je le connais bien, ce fou ! Il veut tuer tous les non-musulmans !

– Et ça te choque ?

– Bien sûr ! Il ferait mieux de vous convertir !

Doit-on condamner le meurtre en tant que tel, ou seulement lorsqu'il prive l'islam de nouveaux fidèles ? La réponse se fait plus douce, plus diplomatique. Probablement aussi plus hypocrite :

– Chacun doit pouvoir pratiquer sa religion telle qu'il l'entend. Nous devons respecter les choix des uns et des autres.

Il passe sa main gigantesque dans sa longue barbe et demeure pensif quelques instants, avant d'ajouter :

– …De toute façon, la Libye ne connaîtra pas ce genre de problèmes.

– La différence constitue un « problème », selon toi ?

Le piège paraît un peu gros et il se met à rigoler. Un vrai rire de géant.

– Non, bien sûr. Mais tous les Libyens veulent replacer l'islam au cœur de leurs vies. L'islam sunnite. Nous ne risquons pas de connaître les mêmes conflits qu'en Irak, par exemple : un pays où les communautés chiites, sunnites, kurdes et chrétiennes se déchirent. Voilà ce que je voulais dire…

Ce discours, je l'entendrai souvent au cours de mes voyages. Surtout dans les mouvements radicaux : « Tout le monde veut la charia. Donc, toute discussion devient inutile. Créez le prochain gouvernement par les urnes, si vous voulez. Passez par la case "démocratie" au moment des élections… Mais, quoi qu'il arrive, nous savons ce que veulent nos concitoyens. Ces élections représentent juste un passage obligé. Une figure de style. Le résultat, nous le connaissons déjà. La Libye deviendra un État islamique. »

Cette posture particulièrement arrogante se trouve à l'origine de la cinglante défaite des partis islamistes aux élections de l'été 2012 : tellement convaincus de l'inéluctabilité de leur victoire, les candidats bâclèrent totalement leur campagne. Une erreur stratégique que Mahmoud Jibril tentera d'exploiter sans parvenir au succès escompté.

Le téléphone portable de Mahmoud sonne et il observe l'écran plusieurs secondes avant de répondre. Il se lève, arpente le trottoir en discutant bruyamment avec son interlocuteur, puis revient s'asseoir à mes côtés. Pendant une bonne dizaine de secondes, il fixe la rue d'un air attentif, comme si nous faisions quelque chose d'important. Ici, le temps n'existe pas. Je peux passer des jours à attendre un seul rendez-vous, ou au contraire les enchaîner en rafale de minuit à six heures du matin, sans raison particulière. Le monde arabe ne suit aucune règle en termes de planning et de date. On s'y fait…

– Tu peux partir à Derna. Abdelhakim [al-Hassadi, ndlr] te recevra sans problème. Appelle cet homme de ma part : il va organiser votre rendez-vous.

Le contact s'appelle Driss. Seulement Driss. Je quitte Tripoli par le vol du soir en direction de Benghazi. De là, trois cent cinquante kilomètres de route me séparent encore de Derna, en direction de la frontière égyptienne. J'organise un rendez-vous avec l'émir le lendemain, à 15 heures. Après avoir démonté les mensonges et les erreurs qui faisaient passer Abdelhakim Belhaj pour un terroriste, il me tarde d'en apprendre davantage sur cet homme, que l'on décrit comme beaucoup plus radical.

Arrivée à Benghazi aux alentours de minuit. Après quelques heures de sommeil dans un petit hôtel vraiment minable situé en bord de mer, je pars pour Derna. En sortant de la ville, le voyageur doit traverser des barrages. Ces check-points semblent plutôt inoffensifs : les soldats débonnaires, écrasés par la chaleur, accordent à peine un regard aux véhicules qui passent devant eux. Ils discutent, boivent du thé, partagent un kebab ou envoient des sms sur leurs portables : rien à craindre de ces hommes. Du moins à première vue…

Mais la démultiplication à l'infini des contrôles témoigne du morcellement de la région. Chaque barrage appartient à une milice. Dans les faubourgs de Benghazi, en direction de Beida, je n'en croiserai pas moins de neuf ! Neuf barrages, soit neuf « territoires » bien distincts, contrôlés par des groupes armés totalement indépendants. Et cela, sur une seule route ! Des dizaines de brigades se partagent désormais la Cyrénaïque. Or, la présence de ces milliers de jeunes armés et totalement désœuvrés n'augure rien de bon pour l'avenir.

Mon chauffeur fonce maintenant sur la route de Derna. Les Libyens conduisent toujours à une vitesse folle. Comme si chaque seconde perdue risquait de leur coûter la vie. Doubler simultanément dans les deux sens de circulation, en plein virage, sur une route à deux voies, pour que quatre véhicules finissent par se croiser de front dans un concert de klaxons et d'appels de phares ne choque personne. Les limitations de vitesse n'existent pas et la violence des accidents en atteste. Sur la magnifique portion de route qui relie Ras al-Hilal à Derna, je devrai constamment rappeler mon chauffeur à l'ordre pour l'empêcher de tourner longuement la tête et d'admirer la côte… À plus de cent soixante kilomètres heure !

Après avoir tué deux chiens et manqué de s'encastrer dans un grand nombre de voitures, nous arrivons finalement à destination. Je me fais alors une promesse : ce type ne me conduira plus jamais nulle part. Et au retour, je prendrai le volant…

Beaucoup de Libyens considèrent Derna comme une ville à part, austère et fondamentaliste. Ils ne se trompent pas. Depuis Benghazi, la Cyrénaïque ressemble à un étonnant kaléidoscope de couleurs, où de verts pâturages côtoient le bleu de la Méditerranée et la douce toison dorée des champs de blé qui ondulent sous la brise. Les vieux tracteurs utilisés par les fermiers de la région rappellent la Beauce ou la Brie des années 1960. Mais, en arrivant à Derna, le paysage change assez brutalement. Cette ville et ses environs semblent taillés dans la pierre. Et même la côte devient plus triste.

Driss m'attend dans un parking désert, au pied d'un immeuble qui paraît abandonné. Cet homme de petite taille à la barbe soignée nous accueille chaleureusement dans… les bureaux vides d'une entreprise de fret maritime turque ! Comme dans le reste du pays, l'activité économique ne décolle pas. Derna somnole au bord de la Méditerranée, dans un isolement total.

Driss nous offre du thé, nous fait la conversation et nous parle avec nostalgie du règne de Moulay Idriss, le monarque renversé sans violence par Kadhafi en 1969. Arrive ensuite son fils : un jeune homme sympathique, fan de football et rêvant de l'Italie. Nous discutons de l'économie, de l'avenir de l'euro, de la Chine… La conversation s'éternise et je commence à penser que nous ne verrons pas Abdelhakim al-Hassadi aujourd'hui. Je me trompe. Après environ une heure d'attente, un homme

arrive dans la pièce avec un large sourire. Barbu, massif et plutôt jovial, il nous invite à le suivre d'un geste de la main…

Nous roulons une quinzaine de minutes dans un entrelacs de ruelles et d'immeubles vétustes, jusqu'à une petite maison située dans un faubourg de la ville. Un chauffeur de taxi vient se garer juste devant nous. Je connais ce visage : il s'agit d'Abdelhakim al-Hassadi.

– On a fait exploser ma voiture il y a deux jours ! Faute de mieux, je dois rouler dans le taxi de mon frère ! explique-t-il le plus naturellement du monde, en s'approchant pour me donner l'accolade.

– Connaissez-vous les coupables ?

– Les kadhafistes !

– Ils sont nombreux ?

Abdelhakim al-Hassadi lève les yeux au ciel en soupirant, avant de répondre avec un sourire féroce :

– Plus que vous ne pouvez l'imaginer !

L'homme s'exprime de façon rapide et énergique. Bondissante, même ! Constamment sur le qui-vive, son regard se déplace en permanence d'un immeuble à l'autre, tandis qu'il nous fait signe de pénétrer à l'intérieur. « Pour ne pas rester à découvert », explique-t-il…

Il réside dans une vaste maison cernée par de hauts murs, au cœur d'un quartier plutôt déshérité, qui surplombe la Méditerranée. Il referme la lourde porte métallique derrière nous et son visage se détend imperceptiblement. Dans les pièces que nous traversons, je ne vois que très peu de décoration. Un mobilier austère, presque spartiate, qui se limite au strict nécessaire. La modestie constitue un pilier fondateur de l'islam, et mon hôte semble respecter cette règle à la lettre.

Nous commençons à bavarder et je découvre un homme d'une vivacité intellectuelle particulièrement surprenante. Intelligent, rapide et concis, il répond sans détour avec une franchise qui me surprend. Lorsque je lui demande ce qu'il pense de la Libye actuelle, le verdict tombe comme un couperet :

– Par son incompétence, le CNT nous place dans une situation particulièrement dangereuse ! Il faut un pouvoir fort pour remettre la Libye

sur pied. La faiblesse actuelle va nous conduire à l'éclatement. Elle risque de provoquer des conflits entre les tribus.

– De quelles « faiblesses » parlez-vous ?

– En premier lieu, nous devons renforcer l'armée nationale pour mettre un terme à la prolifération anarchique des brigades. Mais rien ne bouge ! Aujourd'hui, il n'existe aucune autorité nationale en Libye. Juste des milices totalement indépendantes !

– Que pensez-vous des leaders du CNT ?

– Ils ne connaissent absolument pas le terrain ! Pendant la guerre, la plupart d'entre eux nous appelaient par téléphone pour savoir ce qui se passait sur le front. Aujourd'hui, les choses ne s'améliorent pas ! Cachés derrière leurs bureaux, ces hommes ne peuvent prétendre à aucune légitimité !

– Vous pensez que Moustapha Abdeljalil, ancien ministre de Kadhafi, ou Mahmoud Jibril, conseiller de Saïf al-Islam, ne devraient pas représenter la Libye actuelle ?

– En tout cas, à Derna, nous ne leur devons absolument rien ! J'organisais moi-même les batailles et les embuscades. Sans l'aide de quiconque ! Ensuite, après la victoire, une fois la paix revenue dans la région, les hommes du CNT sont arrivés pour nous mettre sur la touche. Purement et simplement…

– Dans quel but ?

– Affaiblir les brigades les plus fortes et soutenir les plus faibles ! Les dirigeants actuels veulent maintenir ce pays dans un état de morcellement et de faiblesse chronique. Pour que rien ne change…

– Qu'espèrent-ils obtenir ?

– Ils travaillent de concert avec certaines puissances étrangères qui souhaitent que le pays reste à terre. Du moins, pour l'instant. Il peut s'agir de l'Europe ou des États-Unis, qui négocieront plus facilement leurs contrats pétroliers avec un interlocuteur en position de faiblesse. Ou encore d'autres pays arabes, qui nous considèrent comme des concurrents potentiels dans le domaine de l'énergie, et qui cherchent à faire durer la situation actuelle. Il peut également s'agir de multinationales… Franchement, je l'ignore ! Mais en ce qui concerne le CNT, une telle

incapacité à agir depuis plus d'un an résulte forcément d'un calcul politique particulièrement vicieux ! À ce point-là, on ne peut plus croire à la bêtise ni à l'incompétence !

– La presse internationale vous soupçonne d'entretenir des liens avec al-Qaïda. Que répondez-vous à cela ?

– Je rencontre régulièrement ce problème avec les journalistes ! (*Il rigole, visiblement pas très ébranlé par l'accusation portée contre lui*.) Tout d'abord, je ne fais absolument pas partie de cette organisation. Mais, dans le cas contraire, je ne le crierais pas non plus sur les toits ! Alors que pourraient-ils bien savoir concernant mes supposées « relations » avec al-Qaïda ? Ils mentent, voilà la vérité ! Ces journalistes dénoncent sans savoir ! Pour les Occidentaux, celui qui va en Afghanistan devient forcément un terroriste. Or, beaucoup de gens vont se battre pour défendre leurs idées et leur religion. Ils ne le font pas par sympathie pour les talibans. Mais ils considèrent que les peuples d'Irak et d'Afghanistan doivent être rétablis dans leurs droits.

– Et le terrorisme ? Qu'en pensez-vous ?

– Lorsqu'un kamikaze fait exploser une bombe, l'Occident le considère comme un terroriste. Mais que se passe-t-il quand les Américains torturent leurs prisonniers dans la prison d'Abou Ghraïb et commettent de véritables horreurs à l'encontre des musulmans ? S'agit-il de « terrorisme » à vos yeux ? Non ! Quand un drone tue une famille entière au Pakistan pour abattre un taliban qui ne se trouve même pas sur place… Le Pentagone parle seulement d'une « erreur », quand elle ne parvient pas à enterrer complètement l'affaire ! Pensez-vous réellement que tout cela soit juste et équitable ?

– Dites-moi ce qui vous sépare d'al-Qaïda ?

– L'objectif final.

– À savoir ?

– Nous voulons remettre la Libye sur pied. En faire une nation forte et prospère. Les hommes d'al-Qaïda veulent convertir le monde entier pour créer un califat islamique mondial.

– Comment jugez-vous ben Laden et son action ?

– Si ben Laden tue des femmes et des enfants pour rien, je m'y oppose catégoriquement ! Mais s'il le fait pour défendre sa cause, alors je l'approuve !

– Selon le *Time*, vous seriez l'ami d'al-Zaouahiri, l'actuel leader d'al-Qaïda ?

– Faux ! Nous ne nous sommes rencontrés qu'une fois. Alors, à moins d'un coup de foudre… D'ailleurs, c'est exactement ce que j'ai dit au journaliste du *Time*. Et pourtant, il a menti…

– Et Zarqaoui ? Vous le connaissiez ?

– Al-Qaïda, al-Qaïda ! On ne parle que de ça !

– Eh bien… Si l'on tape votre nom sur Google, presque toutes les réponses vous associent à cette organisation. Normal qu'on s'y attarde un peu, vous ne croyez pas ?

Rires. Tout se passe de façon très détendue. Nous buvons une gorgée de café, puis j'ajoute :

– Avant de quitter le dossier afghan, j'aimerais vous poser une dernière question. Depuis l'affaire Mohamed Merah, le gouvernement français veut criminaliser le séjour dans les camps d'entraînement jihadistes pour les ressortissants de notre pays. Que pensez-vous de cette initiative ?

– Je suis allé en Afghanistan et, pourtant, je me considère comme un homme juste. Les camps d'entraînement ne changent pas les hommes. On y apprend à se battre, mais au final, on demeure celui que l'on est !

– Alors selon vous, il s'agit d'une mesure inutile ?

– Inutile et injuste ! Regardez ce qui se passe en Syrie ! Ces enfants massacrés, ces civils qui meurent sous les bombes de Bachar el-Assad… Si un musulman de France veut aller s'entraîner quelque part, en Afghanistan ou ailleurs, avant de se rendre sur le terrain pour leur venir en aide, cela constitue-t-il un crime ? Bien sûr que non !

– J'aimerais qu'on parle encore un peu de l'Afghanistan. Vous semblez bien connaître ce pays.

– Oui. D'ailleurs, une de mes femmes est pachtoune ! Regardez, voici ma fille ! Moitié afghane !

Une très jolie petite fille d'une dizaine d'années vient nous saluer en nous serrant poliment la main. Puis elle quitte la pièce sans ajouter un mot :

– Pensez-vous que la condition de la femme pose un problème en Afghanistan ?

– Aucune religion ne donne autant de droit à la femme que l'islam. Elle représente l'autre moitié de l'homme. À la différence des sociétés occidentales, personne ne la considère comme un objet, un produit de consommation courante avec lequel on peut faire n'importe quoi. Il s'agit avant tout d'une sœur, d'une mère et d'une fille !

– Votre analyse s'applique aussi aux talibans ?

– Oui. Même si je pense qu'ils ont commis une erreur.

– Laquelle ?

– Interdire la scolarisation des femmes. D'ailleurs, en islam, rien ne la proscrit.

– En Libye, vous pensez que les femmes doivent travailler ?

– Bien sûr ! Comme enseignantes, ou comme médecins, par exemple… Tant qu'il s'agit d'un secteur d'activité qui puisse leur convenir. Elles peuvent même sortir seules, vaquer à leurs occupations… Mais, en islam, la liberté n'est pas absolue !

– Où se trouve la limite ?

– Il en existe plusieurs. Par exemple, les femmes doivent sortir bien habillées. Avec des tenues correctes. On ne peut pas les laisser se promener presque nues, pour qu'elles attirent le regard des hommes et finissent par commettre l'adultère.

– En dehors de l'interdiction qui frappe l'enseignement, les talibans commettent-ils d'autres erreurs ou d'autres excès vis-à-vis des femmes ?

Il réfléchit quelques secondes avant de déclarer :

– Non. Les talibans respectent profondément les femmes, en tant qu'êtres humains !

– Pensez-vous qu'en Libye on puisse appliquer la charia de la même façon qu'en Afghanistan ?

– Bien sûr ! Si vous tuez un meurtrier, vous calmez tout le monde ! Cette force de dissuasion permet de maintenir une véritable stabilité dans la société.

– Et l'adultère ?

– S’il s’agit de célibataires et si l’affaire n’arrive pas aux oreilles du juge, alors on ne donne pas suite.

– Et si les autorités l’apprennent ?

– Alors, dans ce cas, le juge doit appliquer la peine prévue pour ce crime. Sans quoi la valeur d’exemple disparaît. Et toute la société risque de sombrer dans le chaos.

– Et de quelle peine s’agit-il ?

– Pour des célibataires, cent coups de fouet.

– Et pour des personnes mariées ?

– La mort par lapidation. À coup de pierres. Chacun doit rester à sa place pour que la société fonctionne de manière harmonieuse. La condamnation de l’adultère sert avant tout à préserver l’ordre social.

– Mais il s’agit d’une peine extrêmement dure !

– Si dure qu’elle en devient dissuasive ! À l’époque du Prophète et de ses quatre premiers descendants, la sentence ne fut appliquée qu’une fois ! La crainte qu’elle inspire suffit à décourager la plupart des fauteurs de troubles !

– Vous pensez vraiment qu’il faille appliquer de telles mesures aujourd’hui, en Libye ?

– L’islam n’appartient à aucun lieu ou à aucune époque spécifique. Il s’agit d’une religion universelle. Nous devons appliquer les lois du Coran dans ce pays. Pour aujourd’hui et pour toujours…

– Mais, avec cette organisation de la société, vous maintenez les femmes à l’écart du monde extérieur. Vous ne trouvez pas qu’il s’agit d’une vraie discrimination ?

– Pas du tout ! Les règles dont nous parlons relèvent seulement du bon sens : croyez-vous possible de mener une vie digne en laissant votre femme se promener devant d’autres hommes à moitié nue ? Non, bien sûr ! Vous voulez qu’elle éduque vos enfants, qu’elle leur transmette une instruction et une morale fondées sur la dignité. Voilà les principes qui se trouvent au cœur de l’islam ! Rien d’autre ! Il ne s’agit pas de tenir les femmes à l’écart de quoi que ce soit ! Par exemple, l’une de mes femmes enseigne dans une école primaire. Elle sort dans la rue, se promène toute seule et peut se déplacer sans aucune contrainte.

– Alors elle peut « attirer le regard des autres hommes » ?

– Non. Ma femme doit porter le niqab quand elle sort de la maison. Là encore, simple question de bon sens…

– Le niqab ?

– C’est un voile intégral. Noir. Qui couvre tout le visage.

– Avec une ouverture au niveau des yeux ?

– Non. On voit très bien à travers le voile. La texture du tissu est très légère.

Et il rigole en ajoutant :

– En Occident, vous placardez vos femmes sur des panneaux publicitaires comme de vulgaires objets. Vous utilisez une femme à moitié nue dès que vous voulez vendre quelque chose (*rires*) ! En ce qui me concerne, je veux que ma femme n’appartienne qu’à moi !

– Avec votre popularité et votre « pedigree » d’ancien combattant, pourquoi ne faites-vous pas partie du gouvernement ou du CNT ?

– Le poste d’émir ne figure peut-être pas dans l’organigramme officiel mais, croyez-moi, il s’agit d’une grande responsabilité !

– Donc, vous êtes bien l’émir de Derna ?

Je pose la question car Bernard-Henri Lévy affirme dans son livre[10] que, lors de leur entretien, Abdelhakim al-Hassadi aurait récusé cette appellation.

– Bien sûr ! Pendant la guerre, toutes les responsabilités de commandement civil et militaire m’incombaient directement !

– Pourquoi ne pas rejoindre les rangs du CNT, aujourd’hui ?

– Après toutes leurs trahisons et tous leurs mensonges ? Certainement pas ! Je crains le jugement de Dieu. Je tiens à me comporter de façon juste et honnête, sans compromissions ! Or, il me semble impossible d’y parvenir en travaillant pour le CNT !

Il me montre une vidéo sur son téléphone : on le voit s’adresser à une foule de jeunes, juste avant de partir au front.

– Regardez : je me tenais aux côtés de nos révolutionnaires pendant les combats. Quand l’un d’entre eux se faisait tuer, je ne trouvais plus le sommeil ! Je me sentais responsable ! Je savais que mes décisions pouvaient sauver ou tuer des dizaines de combattants. Ce sang qui coulait

dans nos rues me faisait souffrir comme s'il s'agissait de mon propre sang ! À l'époque, je pensais que nos hommes politiques éprouvaient la même chose. Mais je me trompais. Ils nous mentent et ils nous manipulent ! Mais je sais quel sort Dieu réserve aux hommes injustes. Alors, je refuse d'aller grossir leurs rangs !

Il repose son téléphone avant de conclure :

– Aujourd'hui, je voudrais seulement m'occuper de ma famille. Et j'aimerais que d'autres hommes s'occupent du pays ! Nous ne pouvons pas laisser la clique actuelle commettre autant d'erreurs en toute impunité. Il nous faut quelqu'un de juste et de fort ! Sans cela, la Libye risque de connaître un avenir particulièrement sombre !

On arrive au terme de l'entretien, et il semble surpris :

– Vous ne me demandez rien sur la révolution ?

Je lui explique que je m'intéresse davantage à la Libye actuelle qu'aux événements de l'année 2011. La discussion continue encore un long moment, détendue et amicale. Je ne sais quoi penser de ce personnage, sauf que je le trouve honnête et sympathique. J'aime les hommes mus par des convictions et une véritable franchise, même si ces convictions se situent aux antipodes des miennes. Bien sûr, je ne partage pas ses idées. Mais je pense que chacun de nous peut faire un bout de chemin pour atteindre le milieu de la route, aux confins de nos deux mondes, afin d'apprendre à se connaître un peu mieux.

Évidemment, le fossé qui nous sépare demeure gigantesque. Abdelhakim al-Hassadi parle de charia, de lapidation, d'amputation et de coups de fouet qu'il faut remettre au goût du jour. Selon lui, les talibans respectaient les femmes et les attentats de ben Laden contre des civils innocents constituent des opérations « acceptables » s'ils participent d'une « cause juste ». Il ne s'agit pas d'un épiphénomène : Abdelhakim jouit d'une grande popularité en Libye, et de nombreuses autres personnalités relaient ses idées à travers tout le pays, dans de nombreuses formations politiques et militaires, comme nous le verrons plus loin.

Un homme discret

Mohamed Sowan arrive à midi pile dans le hall de l'hôtel où nous nous sommes fixé rendez-vous, flanqué de deux jeunes garçons aux vêtements et à l'allure particulièrement soignés. Cet homme dirige le Parti Justice et Construction (PJC), appendice des Frères musulmans dont il est lui-même un membre actif. Il contrôle ainsi la branche libyenne de l'organisation politique la plus puissante du monde arabe.

Islamistes depuis leur création, les Frères musulmans regroupent des mouvances très différentes et leur influence ne cesse de croître depuis le début du Printemps arabe. Avec 60 % de députés au sein du Parlement égyptien, et l'émergence de partis comme Ennahada en Tunisie, ou encore Justice et Développement au Maroc, cette mystérieuse organisation, née il y a près d'un siècle, effectue une percée spectaculaire à travers l'ensemble de la région. En Libye, le processus semble plus long. Mais, beaucoup d'observateurs considèrent que, dans un proche avenir, ces hommes pèseront très lourd sur l'échiquier politique du pays…

Passés maîtres dans l'art de brouiller les cartes, les Frères musulmans se présentent rarement en tant que parti politique. En Égypte, ils opèrent au travers d'une multitude d'organisations caritatives (des écoles, des centres d'études coraniques, des associations sportives ou même des dispensaires de santé) qu'ils utilisent ensuite comme relais pour diffuser leurs messages et leurs stratégies électorales. Au moment d'un scrutin décisif, ils peuvent ainsi « activer » toutes ces structures et peser de tout leur poids sur la vie politique d'une nation. Ce fonctionnement particulier leur confère une efficacité redoutable, et leurs résultats aux législatives égyptiennes de 2011 en attestent.

Ces hommes issus d'une société secrète pourchassée dans tout le monde arabe depuis des décennies n'aiment pas dévoiler leur jeu. Si d'autres groupes se font un plaisir de parler aux journalistes, ce « parti » très atypique procède plutôt à l'inverse. Il préfère avancer masqué jusqu'à la prise du pouvoir, afin de ne pas prêter le flanc aux attaques de ses adversaires. Néanmoins, j'aimerais en savoir plus sur leur degré de radicalisation, qui peut varier grandement d'un pays à l'autre : les Frères musulmans ne gravitent pas autour d'une seule et unique ligne politique. Il en existe plusieurs. Et personne ne connaît véritablement les idées

défendues par Mohamed Sowan et ses collaborateurs en Libye. Voilà une bonne occasion de s'y intéresser…

Les assistants téléphonent, prennent des notes et discutent à voix basse tout en écoutant le début de notre conversation. Ils viennent de monter un vrai petit studio dans le hall de l'hôtel, et deux ordinateurs portables orientés dans notre direction retransmettent les images de leur caméra. Je commence par quelques questions sur la révolution, histoire d'endormir sa méfiance. Les Libyens aiment beaucoup parler de la révolution aux étrangers, parce qu'ils savent que leurs questions à ce sujet sont toujours bien inoffensives…

Mais mon interlocuteur se lance dans une description quasi infinie de la guerre, dont je ne parviens pas à le faire sortir ! Bataille par bataille, ville par ville et semaine par semaine… Une stratégie en réalité très habile, visant à me noyer sous un flot d'informations aussi précises qu'inutiles, afin d'éviter les questions qui dérangent. Et ça marche ! Pendant plus d'une heure et demie, je ne parviendrai pas à le faire parler d'autre chose que du siège de Misrata, sa ville natale, des tirs de snipers, de l'organisation de la résistance et de l'approvisionnement des insurgés…

Si toutes les interviews ressemblent à des matchs de boxe, pas besoin de chercher le KO avec les Frères musulmans ! Ces gens gagnent aux points, car leur mauvaise foi n'a d'égale que leur capacité à faire traîner en longueur ! Alors j'écoute. Je prends mon mal en patience, et je me contente de poser quelques petites questions çà et là, au gré des réponses fleuves sur la glorieuse révolution libyenne et la liesse du peuple enfin libéré de la tyrannie kadhafiste.

La première question qui l'ébranle un peu concerne Syrte, la bataille finale de la guerre, et les excès commis par les rebelles lors de la prise de cette ville :

– Kadhafi porte toute la responsabilité de cette bataille ! Et puis… Les pertes civiles n'ont pas été si importantes que cela.

– Donc, pas de « violences excessives » commises par les révolutionnaires ?

– Non. Peut-être quelques bavures, mais rien de plus. Car il faut savoir qu'une grande partie des morts retrouvés à Syrte venaient de Misrata.

– De Misrata ?

– Exactement ! Pour jeter le discrédit sur la rébellion et pour faire croire à des massacres, Kadhafi transférait les cadavres des révolutionnaires exécutés à Misrata jusqu'à Syrte ! Voilà la vérité !

Plus de deux cents kilomètres séparent les deux villes. À cette époque, les rebelles contrôlent la route, et les patrouilles aériennes de l'Otan demeurent prêtes à intervenir pour bombarder tous les convois suspects. Pourtant, cet homme m'explique le plus sérieusement du monde que Kadhafi disposait de cadavres « prêts à l'emploi », qu'il déplaçait à sa guise sur des centaines de kilomètres en territoire ennemi, malgré les innombrables points de contrôle qui jalonnaient cet itinéraire ! Voilà la version qu'essaie de me vendre Mohamed Sowan, pour dédouaner les révolutionnaires des massacres commis dans cette ville. Sans commentaire.

– Que pensez-vous de la mort de Kadhafi ?

– Cet homme massacrait son peuple depuis plus de quarante ans !

– Vous ne pensez pas qu'il méritait un procès ?

– Un procès constituait l'aboutissement logique de cette révolution, je vous l'accorde. Mais un procès pour quoi faire ? Pour lui donner l'occasion de pérorer davantage, comme à son habitude ? Comme à la tribune des Nations unies, en septembre 2009 ? Le fait qu'il soit mort de cette façon, c'est peut-être préférable…

J'éprouve un sentiment bizarre en écoutant cet homme et en me remémorant les images de Kadhafi, traîné hors d'un tuyau d'égout, juste après la destruction de son convoi par les avions français. Les cris surexcités des rebelles, le vieillard ensanglanté qu'on frappe et qu'on insulte ; les phrases pathétiques qu'il prononce et qui trahissent une terreur immense. Il joue l'étonné, demande à un révolutionnaire « ce qu'il lui a fait », avant de dire timidement que « c'est un péché ! » à ceux qui le frappent continuellement, tandis qu'on le tire vers un pick-up… Et puis cette balle arrivant de nulle part qui lui arrachera l'arrière du crâne[11]. Et enfin, impardonnable obscénité à mes yeux, le frigo à viande dans lequel on exposera son cadavre à la vue de tous les badauds pendant presque une semaine. Je m'étonne que Sowan puisse parler ainsi de la mort de Kadhafi. Chez un responsable politique de son rang, une telle indifférence face à la barbarie n'augure rien de bon pour l'avenir du pays…

– Je ne connais pas encore très bien la Libye, mais il me semble que la mort de Kadhafi ne résout rien. Depuis la fin de la guerre, il y a six mois, le pays demeure extrêmement divisé. Morcelé entre brigades rivales. Pourquoi ne parvient-on pas à les unifier ?

– La plupart des brigades rejoignent le gouvernement et intègrent l'armée nationale. Aujourd'hui, ces hommes défendent déjà nos frontières et nos champs pétroliers.

Mensonge éhonté ! Une simple balade dans les environs de l'hôtel où se déroule l'interview suffit à mesurer l'ampleur du problème. De jeunes rebelles en treillis arpentent les rues de la ville, kalachnikov en bandoulière, sans dépendre de qui que ce soit. Quant à la « protection des frontières », je vais bientôt découvrir, lors de mes voyages dans le Grand Sud, que les frontières en question n'existent carrément plus depuis la chute de Kadhafi ! Non, décidément, cette avalanche de mensonges à laquelle me soumet le leader de Frères musulmans commence à devenir agaçante…

– Alors que fait la milice de Zintan à l'aéroport de Tripoli (nous sommes en avril 2012) ? Cette milice dirige l'aéroport international et refuse d'en transférer le contrôle au gouvernement. Malgré les demandes insistantes du CNT, depuis plusieurs mois…

Le problème se réglera finalement quelques semaines plus tard. Beaucoup prétendent que le Qatar a offert aux commandants de ce groupe des compensations financières absolument phénoménales pour éviter que la situation ne perdure davantage. Zintan demeure une brigade extrêmement puissante et totalement indépendante du pouvoir central. À tel point qu'elle n'hésitera pas à retenir en otage une délégation du Tribunal pénal international au mois de juillet 2012, pendant plusieurs semaines, malgré les protestations et les menaces du CNT.

– La milice de Zintan pose des problèmes, je le reconnais. Il s'agit d'une conséquence directe de la faiblesse du gouvernement, incapable de se faire entendre et de se faire respecter.

– Il semble que la Libye s'enferme dans un véritable cercle vicieux : les brigades prolifèrent parce que le CNT agonise, et le CNT ne peut pas travailler à cause de l'omniprésence des brigades qui sapent son autorité…

– Pour moi, le problème ne vient pas des brigades, mais du CNT : il ne s'agit pas d'un organisme élu ! Le CNT ne possède aucune légitimité !

– Outre le problème de la légitimité, que reprochez-vous au CNT ?

– La faute incombe principalement à Mahmoud Jibril et à son gouvernement ! À plusieurs occasions, il pouvait changer la donne, faire bouger les choses ! Mais, en choisissant de s'occuper presque exclusivement de politique étrangère, il a délaissé les dossiers les plus importants de ce pays.

– Lesquels ?

– L'intégration des milices, l'organisation de l'armée nationale, de la police, du ministère de l'Intérieur… Il fallait couler les fondations de ce pays dès le début, avant même que Tripoli ne tombe aux mains des rebelles ! À cette époque, tout le monde voulait l'union nationale ! Mais Jibril n'a rien fait pour accompagner cet élan.

Je remarque que les critiques visent exclusivement l'ancien Premier ministre, et non pas Moustapaha Abdeljalil, le président du CNT. Probablement à cause de la réputation d'homme pieux et profondément religieux que ce dernier cultive avec soin depuis son accession au pouvoir. Sowan et son parti préfèrent s'en prendre à une cible plus « laïque », comme Mahmoud Jibril. Par ailleurs, certains murmurent qu'Abdeljalil ferait lui-même partie des Frères musulmans. Et cela, peut-être, de longue date. Rien ne le prouve, mais il s'agit d'une éventualité tout à fait vraisemblable. S'ils se présentent aux élections à visage découvert, les Frères musulmans cherchent aussi à s'attirer les faveurs de personnalités influentes, dont l'appartenance au mouvement n'est jamais dévoilée. Une telle hypothèse expliquerait l'absence de critique sur Abdeljalil, pourtant directement responsable des politiques désastreuses du CNT.

– Que pensez-vous de Moustapha Abdeljalil ?

– Il dirige le CNT. Il représente les Libyens…

– Mais que pensez-vous de lui ? De son action à la tête du pays depuis plus d'un an ?

Il hésite. Sa voix ralentit, devient plus traînante, comme s'il cherchait laborieusement les mots justes pour décrire cet homme avec le plus de courtoisie et de diplomatie possibles :

– Aujourd'hui, il semble en grande difficulté. Je le respecte beaucoup pour sa sincérité. Mais il manque de compétence et d'expérience politique…

– Que pensez-vous de Sarkozy ?

– Après ses ratages en Tunisie et en Égypte, il tente d'inverser le cours de la politique française dans le monde arabe en se servant de la Libye. Il s'agit d'un homme pragmatique.

– Quel pays, aujourd'hui, s'apparente le plus au modèle que vous voudriez instaurer en Libye ?

– Franchement, il n'existe aucun pays que je puisse vous citer à titre d'exemple. Depuis le Printemps arabe, les choses s'améliorent dans la région. Mais nous devons encore faire beaucoup de progrès sur le chemin de la démocratie…

– Y compris pour les femmes ?

– Bien sûr ! La femme doit pouvoir s'exprimer, voter en son âme et conscience… Elle doit jouer un rôle de premier plan dans le processus démocratique !

– Et le port du voile ?

– Il s'agit d'une affaire personnelle. Nous ne devons pas légiférer sur ce point.

– Et la polygamie ? Faut-il l'autoriser ?

– Elle fait déjà partie intégrante de la société libyenne !

– Et concernant l'alcool, strictement interdit dans tout le pays ? Faut-il revoir cette mesure ?

– La grande majorité des Libyens l'approuve. Pourquoi revenir là-dessus ? D'ailleurs, si les chrétiens veulent boire de l'alcool, ils peuvent le faire.

– Et les musulmans ? Au Maroc, en Tunisie, on trouve de l'alcool dans les supermarchés. Pourquoi pas en Libye ?

– Un musulman ne peut pas boire d'alcool ! Il s'agit d'un péché, mais également d'un délit punissable par la loi. À la différence du monde chrétien, la religion et l'État forment une seule et même entité absolument indissociables en terre musulmane. Le schisme qui s'est produit en Europe découle de l'obscurantisme inhérent à la religion chrétienne, qui bloquait systématiquement toute avancée scientifique ou culturelle. L'islam, en revanche, peut tout à fait accompagner le pouvoir politique et le guider de manière éclairée…

– Pardonnez ma franchise, mais… je ne remarque rien de très original dans votre programme. Je le trouve très consensuel. Très… prudent ! Je me demande même pourquoi un électeur libyen devrait voter pour vous plutôt que pour une autre formation du centre ?

– Notre parti représente le juste milieu en toute chose. Il se trouve au confluent de toutes les idées : à la fois solidement ancré dans l'islam, mais également ouvert sur le monde extérieur et sur tout ce que le progrès peut apporter de positif à notre pays : les nouvelles technologies, la démocratie…

– Que pensez-vous des salafistes ?

– Nous ne devons pas les considérer comme des adversaires. Beaucoup de salafistes se rapprochent de notre parti. Même s'ils demeurent un peu obtus sur certains points, ils acceptent le jeu démocratique. En soi, nous pouvons déjà considérer cela comme un succès…

– Les salafistes pourraient donc intégrer votre parti ?

– Bien sûr ! Le PJC regroupe des courants très divers : des libéraux, des radicaux, mais aussi de simples sympathisants. Mon parti ne compte qu'un tiers de Frères musulmans ! Pour le reste, il s'agit seulement de simples citoyens qui se retrouvent dans nos discours, nos actes et nos idées. Nous pouvons intégrer tout le monde…

Il existe une autre grille de lecture, plus pragmatique : ce parti fondé par les Frères musulmans constitue une redoutable machine politique qui devra ratisser large pour espérer gagner, sans marginaliser les intégristes. Dans une société libyenne partisane d'un islam fort et rigoureux, les salafistes représentent un bloc considérable, dépourvu de toute représentation politique organisée. Une aubaine pour le PJC, qui tente aujourd'hui de les assimiler en expliquant qu'il pourra très bien « digérer » ces nouveaux venus, sans changer de nature ou de programme. L'avenir le dira…

– Donc, les salafistes commencent à se rapprocher de votre parti ?

– En effet. Tant que leurs idées demeurent modérées, nous les accueillons avec plaisir.

– Comment définiriez-vous un salafiste aux idées « modérées » ?

– Comme un homme profondément religieux qui accepte néanmoins les règles de la démocratie. Il ne faut pas oublier qu'un grand nombre d'entre

eux récusent ouvertement la légitimité des urnes !

– Donc, le simple fait qu'un salafiste accepte de rejoindre votre parti le transforme en « modéré » ?

– Oui, on peut dire ça.

– Pour terminer, je désirerais clarifier un point concernant votre position face au terrorisme…

– Depuis longtemps, le terrorisme constitue une forme d'expression injustifiée que nous condamnons, récite-t-il d'une voix monocorde et sans enthousiasme, comme une leçon apprise par cœur.

– Et que pensez-vous du Hamas ? Les attaques contre les civils… Considérez-vous cela comme du terrorisme ou comme de la résistance ?

Question piège : intimement lié aux Frères musulmans depuis sa création, le Hamas constitue une cible difficile à condamner pour Sowan et son parti…

– Il s'agit d'un cas particulier. Le Hamas se trouve dans une situation très difficile et on ne lui laisse pas le choix. Malgré des élections démocratiques et reconnues comme telles, les puissances occidentales remettent systématiquement en cause sa légitimité.

– Considérez-vous que le recours au terrorisme se justifie, dans un cas comme celui-ci ?

– Bien sûr ! On les assiège, on les prive d'électricité… C'est même le moins que le Hamas puisse faire !

– Concernant des mouvements comme le GIA, dans les années 1990, issu du Front islamique du salut, lui aussi démocratiquement élu… Vous pensez la même chose ?

– Oui. Les militaires et leur campagne de répression féroce se trouvent à l'origine de la guerre civile en Algérie. Pas les islamistes.

– Donc, selon vous, le GIA ne doit pas être considéré comme un mouvement terroriste ? Il s'agissait d'un mouvement de résistance, et ses opérations étaient des actes de guerre ?

– Exactement.

Au-delà du discours de façade, je ne trouve rien de très modéré dans ce parti qui cherche à intégrer les salafistes et qui semble valider le terrorisme à l'encontre des civils dans de nombreux cas de figure. La nébuleuse des

Frères musulmans navigue avec talent dans un flou et un laxisme calculés, qui lui permettent de se repositionner sans peine et sans contradictions majeures aux carrefours les plus stratégiques de l'électorat. Les Frères égyptiens ont commis l'erreur de délaisser les salafistes. Leurs camarades libyens ne tomberont pas dans le même piège…

Notes

2. Mahmoud Jibril, Ali al-Issaoui, Ali Zeidan.

3. Henri Samuels, « Libya : profile of Mahmoud Jibril, head of the NTC », *The Telegraph* (Royaume-Uni), 24 août 2011.

4. TV5 Monde le 26 novembre 2011.

5. Dan Murphy, « The members of Libya's National Transitional Council », *The Christian Science Monitor*, 2 septembre 2011.

6. Jean-Pierre Perrin, « Abdelhakim Belhaj, le retour d'al-Qaïda », *Libération*, 26 août 2011.

7. Jean-Pierre Mari, « Les islamistes en Libye », *Le Nouvel Observateur*, 23 novembre 2011.

8. List of Foreign Terrorist Organizations, Bureau of Counterterrorism, State Department.

9. Abdelhakim Belhaj a quitté le pays depuis presque dix ans.

10. Bernard-Henri Lévy, *La Guerre sans l'aimer. Journal d'un écrivain au cœur du printemps libyen*, Grasset, 2011.

11. Un rapport de Human Rights Watch suggère que Kadhafi aurait pu être froidement exécuté par les insurgés, et non tué lors d'un échange de tirs, comme l'affirment les autorités libyennes qui se sont toujours refusées à enquêter sur les circonstances de la mort de Kadhafi.

CHAPITRE II

Départ pour le Grand Sud

« Toucher le cul du tigre »

Depuis la chute de Kadhafi, le sud de la Libye baigne dans un climat de violence difficilement imaginable. Les tribus noires et arabes s'affrontent à coup de canons, tandis que la disparition de l'armée nationale ouvre un nouvel accès à la Méditerranée pour tous les trafiquants du Sahel, notamment Aqmi. Depuis le début des années 2000, cette région devient le nouveau triangle d'or. La drogue, les faux médicaments, les cigarettes et même les simples produits de contrebande en provenance d'Asie arrivent dans les grands ports du golfe de Guinée puis traversent le continent en direction de la Méditerranée sous la protection des groupes islamistes, qui contrôlent une grande majorité du Sahel. L'hinterland libyen, territoire immense et presque entièrement vide, constitue une véritable aubaine pour les trafiquants. Une chance à ne pas laisser passer. Une nouvelle « route » qui leur permet d'acheminer à peu près n'importe quoi jusqu'en Europe. Y compris des terroristes. Personne ne sait ce qui se passe dans le Sud, la troisième grande région de la Libye, qu'on appelle aussi Fezzan. Personne n'y va : trop dangereux, trop loin… Alors je décide de m'y rendre, dès le mois d'avril 2012, afin d'évaluer les conséquences de l'intervention française dans cette région. Que devient cette zone hautement stratégique depuis la révolution ? Ce véritable « mur dans le désert », contrôlé par une armée forte et omniprésente, qui constituait jadis un rempart entre l'Occident et l'anarchie du Sahel ? J'espère le savoir bientôt…

Je vais retirer un document de voyage à la mairie de Tripoli, pour éviter que les miliciens ne me posent trop de problèmes sur le trajet. Les formalités vont vite avec ces hommes que je commence à bien connaître, tous anciens membres du LIFG d'Abdelhakim Belhaj. Mon ami Abdelbari,

l’assistant d’Abdelhakim, me fournit d’ailleurs une piste très utile pour préparer mon départ et nouer quelques contacts sur place :

– Mon beau-frère habite Sebha. Il connaît beaucoup de monde dans la région et il pourra t’aider. Justement, il séjourne à Tripoli en ce moment. Il te recevra ce soir…

Sebha constitue le grand carrefour du Sud. Le point de départ des deux routes qui mènent à l’Algérie et au Niger. Au moment de cet entretien, de violents combats secouent la ville. En moins de trois jours, on dénombre déjà plusieurs dizaines de morts au sein de la minorité touboue, suite à une vendetta sanglante des tribus arabes, soutenues par le CNT. Sebha se trouve en état de guerre civile. Mais les journaux étrangers n’en parlent quasiment pas…

Avant de rencontrer le beau-frère d’Abdelbari, je fixe un rendez-vous à Moussa al-Koni, le représentant touareg du CNT, pour essayer d’obtenir davantage de contacts dans le Sud. Je passe également à l’ambassade de France pour « signaler » mon voyage. Il s’agit d’une simple mesure de précaution demandée par les Libyens. En cas de malheur, les Affaires étrangères sauront au moins où je me trouvais…

Nichée dans une petite rue et presque invisible depuis l’extérieur, l’ambassade de France à Tripoli semble tout faire pour rester discrète. La France aurait-elle le triomphe modeste ? Ou serait-elle suffisamment bien informée pour savoir que son succès demeure extrêmement précaire, et que la situation risque de se retourner rapidement contre les héros d’hier… ? À l’entrée, un gendarme français à l’accent du Sud vérifie mon passeport et me fait passer au détecteur de métaux. J’arrive le jour du premier tour du scrutin présidentiel et une certaine agitation règne dans les locaux.

L’homme qui me reçoit se nomme Hédi Picard. Premier conseiller de l’ambassade, âgé d’une quarantaine d’années, il s’exprime d’une voix douce et me salue en cherchant une salle où nous pourrons bavarder. Nous pénétrons dans une petite pièce, en face du service des visas, tandis qu’il m’explique avec un sourire :

– Je suis navré de cette attente mais, avec les élections, nous ne savons plus où donner de la tête !

– Dans ces conditions, je ne vais pas abuser de votre temps. J’écris un livre sur la Libye et je m’apprête à partir dans le sud du pays. Le conseil

local de Tripoli souhaitait que je signale mon départ à l'ambassade. Donc, me voici…

Il hésite un instant avant de me demander d'une voix étonnée :

– Vous savez que nous déconseillons formellement tout voyage dans le Sud ?

– Je le sais. Mais je tiens à savoir ce qui se passe réellement sur le terrain.

– Où allez-vous, exactement ?

– Je compte tout d'abord me rendre à Sebha, Murzuq, Gatrun et Tum, jusqu'à la frontière du Niger. Puis à Koufra et à Tazerbou, en coupant par le désert. Je compte également me rendre à la frontière du Sahara algérien, dans la ville de Ghat. Peut-être ailleurs. Je n'ai pas véritablement de planning. Tout dépendra de ce que je découvrirai…

– Vous connaissez les recommandations de notre ministère concernant les zones frontalières ?

– « Ne s'y rendre sous aucun prétexte » ?

– Exactement. Mais vous comptez tout de même y aller ?

– Oui. Je dois visiter ces endroits pour pouvoir en parler.

– Écoutez, tout le pays se trouve en zone rouge : « formellement déconseillé ». Il n'y a que la région côtière qui présente moins de risques. Mais, en ce qui concerne les villes dont vous me parlez… nous ne savons strictement rien ! Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'un tel voyage comporte des risques considérables.

Sur la page « Libye » du ministère des Affaires étrangères, on peut lire la description suivante : « Les zones frontalières avec l'Algérie, la Tunisie (dans sa partie sud), le Niger, le Tchad et le Soudan présentent un fort risque d'insécurité lié à la présence de bandes armées, voire de terroristes. Ces zones sont à éviter absolument. »

– Que cherchez-vous à apprendre en allant sur place ?

– Pour l'instant, je l'ignore. Aqmi et quelques bandes rivales contrôlent le nord du Niger et une partie du Sahara algérien. Avec la désintégration de l'armée libyenne, les trafiquants doivent se livrer un combat sans merci pour ouvrir une nouvelle brèche et obtenir un accès à la Méditerranée. Depuis la chute de Kadhafi, ces territoires n'appartiennent plus à personne. Et comme la nature a horreur du vide…

Un homme de l’ambassade passe dans la pièce pour prendre quelques dossiers. Hédi Picard l’apostrophe en me désignant d’un geste de la tête :

– Ce monsieur part dans le Sud. À la frontière du Niger et de l’Algérie.

L’autre s’arrête un instant et me regarde comme s’il venait de croiser un fou. Ou du moins un candidat au suicide :

– Vous emmenez un Thuraya ou un Irridium ?

Ces téléphones fonctionnent sur un réseau satellite propriétaire et couvrent la totalité du globe. L’homme ajoute en s’appuyant contre le mur de la pièce :

– Ils disposent d’une touche SOS. En cas de problème, nous pourrons au moins vous localiser.

– Mais ne vous faites pas d’illusions, ajoute Hédi Picard d’un air sincèrement désolé. Concrètement, nous ne pourrons rien pour vous dans une région aussi reculée. Je vous le répète, nous ignorons totalement ce qui se passe là-bas…

Nous bavardons encore quelques minutes avant de nous séparer. Arrivé sur le pas de la porte, il me demande le plus sérieusement du monde :

– Seriez-vous un disciple d’Hô Chi Minh, par hasard ?

Je l’observe un instant avec un petit sourire aux coins des lèvres, les sourcils légèrement froncés, avant de demander à mon tour :

– Pourquoi cette question ?

– Hô Chi Minh disait que, pour connaître la vérité, il faut parfois aller « toucher le cul du Tigre ».

Je rigole en hochant les épaules :

– Je ne sais pas encore où il faudra aller pour la trouver, cette vérité, mais je sais déjà ce qu’il ne faut pas faire : attendre à Tripoli qu’elle me tombe au creux des bras ! Alors, oui, je vais aller toucher le cul du tigre !

– Faites juste attention à ne pas vous retrouver entre ses griffes…

Les martyrs de la révolution

J’avale un morceau de pizza dans un petit restaurant turc au centre de Tripoli, tout en attendant mon entretien avec Moussa al-Koni, le

représentant touareg du CNT. Pour une raison que j'ignore, les Turcs envahissent les commerces de la capitale. Si les entrepreneurs français, britanniques et américains brillent par leur absence, les Turcs investissent dans tous les domaines : restaurants, magasins de vêtements ou d'électroménager, usines, travaux publics… On commence même à voir apparaître des boutiques turques *pour Turcs*, signe que leur nombre croît de façon exponentielle ! Les Chinois, eux, ne reviennent pas : le soutien de Pékin au régime de Kadhafi demeure toujours présent dans les mémoires. Il ne fait pas bon exhiber un passeport russe ou chinois dans les rues de la Libye actuelle, surtout lorsque la nuit tombe et lorsque les esprits s'échauffent. Pour cette raison, de nombreux projets immobiliers entamés avant la révolution tombent désormais en ruine, faute d'ingénieurs et de contremaîtres étrangers. La Libye fête la mort de Kadhafi depuis plus de six mois, sans jamais penser à ce qui va suivre. Les problèmes s'accumulent et la situation se détériore. Mais le gouvernement ne fait rien. Dans aucun domaine. Un simple coup d'œil le confirme : cette révolution vire au gâchis pur et simple…

En quittant la pizzeria, je décide de faire quelques pas sur la place des Martyrs, près de l'ancienne médina. Depuis la fin de la révolution, cet endroit constitue l'épicentre de la contestation citoyenne. Presque chaque jour, des manifestations s'y déroulent pour le droit des Amazighs (les Berbères du nord-ouest de la Libye), pour la tenue des élections à la date prévue, pour le désarmement des milices… Les plaidoyers s'enchaînent à l'infini, dans une bonne humeur et un climat de tolérance plutôt encourageants. Mais ces épiphénomènes ne réunissent que quelques dizaines d'activistes et autant de curieux.

Une musique lugubre couvre les bruits de klaxons et les conversations des passants. Elle provient d'une tente caïdale dressée à l'autre bout de la place, recouverte de photos et de slogans en arabe que je ne comprends pas. En m'approchant davantage, j'éprouve une réelle difficulté à croire ce que je vois. Cette tente représente une sorte de musée : un monument éphémère dédié aux victimes de la révolution. On y voit une petite fille souriante sur une photo de classe et, juste à côté, un cliché de son cadavre partiellement dénudé, avec une plaie béante au niveau des intestins et de l'estomac.

L’impact provient d’une balle de fort calibre, probablement du 12.7 mm : une véritable boucherie…

Un homme criblé de balles et photographié sur la table métallique d’une morgue présente plusieurs points d’impact au niveau du visage. Sur une autre photo, un homme brandit les restes d’un bébé complètement calciné et coupé en deux au niveau de la taille. La forme du corps, la tête et les bras ne rappellent que très vaguement le corps d’un nourrisson. Il s’agit d’une image atroce, mais probablement pas la pire. Sur ce mémorial cauchemardesque et obscène, la palme de l’horreur revient certainement à une photo plus grande que les autres, où l’on voit un enfant de 6 ou 7 ans, visiblement mort, mais rhabillé sur ses blessures. Le garçon se tient quasiment debout, grâce à un système de planches attaché dans son dos, le long de la nuque et le long des jambes, afin de lui conférer une apparence de vie. Et cette horrible petite marionnette piétine un poster de Kadhafi ! L’image est à vomir ! Pourtant, ici, elle ne choque personne. Le monde arabe expose ses martyrs avec fierté : leurs portraits, mais également leurs cadavres et leurs blessures les plus atroces. En observant ce panthéon macabre qui ne pourrait jamais trouver sa place dans notre univers, je mesure la distance qui sépare nos deux mondes. Une distance peut-être irréconciliable, qui nous condamnerait à nous tolérer, à nous accepter, sans jamais toutefois pouvoir nous réunir. Je me souviens de la réflexion d’un ami, en Irak, alors que les posters des kamikazes et les photos des cadavres mutilés par les opérations américaines fleurissaient sur les murs de Bagdad : « Je ne comprendrai jamais un peuple qui met tant de soin à cacher ses femmes et à montrer ses morts… »

Un homme bleu de bien mauvaise foi…

Au premier abord, Moussa al-Koni semble parfaitement courtois et plutôt sympathique. Très grand, il émane de lui une étrange torpeur, commune à tous ces hommes du désert qui, d’instinct, semblent économiser et ralentir chacun de leurs gestes pour échapper au climat qui les a vus naître. Comme la plupart des autres membres du CNT, il s’agit d’un transfuge de la dernière heure. Ambassadeur du colonel Kadhafi au Mali jusqu’aux premiers jours de la révolution, il se rallie au futur vainqueur par

pragmatisme, en espérant tirer le meilleur parti de cette guerre qui, de toute façon, n'est pas la sienne : le désert représente l'unique patrie des Touaregs. La Libye, l'Algérie, le Mali et les autres « nations » du Sahel ne signifient rien pour eux. Et ils ne s'en cachent pas…

Nous nous retrouvons au premier étage du Radisson Blu, près de l'annexe appartenant aux hommes d'Abdelhakim Belhaj. Je commence par lui en demander un peu plus sur l'organisation traditionnelle des Touaregs, au-delà des structures officielles du CNT, qui ne veulent certainement pas dire grand-chose pour eux. Ce préambule bien inoffensif me permet de me faire une idée sur le personnage. Un « round d'observation », en quelque sorte…

– Les Touaregs occupent le sud-ouest du pays. Notre système politique traditionnel s'apparente à une forme de royauté, avec plusieurs chefs qui exercent chacun leur autorité sur une région bien définie.

– Existe-t-il des royautés sur le territoire libyen ?

– Oui. À Ghat.

– Pensez-vous que je pourrais rencontrer ses représentants sur place ?

– Oui, mais on ne peut plus se rendre dans cette ville aussi facilement qu'avant. On perd souvent la trace des Touaregs dans des régions aussi sauvages. Essayez plutôt d'aller à Oubayri.

Trois cents kilomètres séparent Oubayri de l'Algérie, alors que Ghat se trouve exactement sur la frontière entre les deux pays. J'interprète ce conseil comme une première volonté de me tenir à l'écart. Je me souviens des mises en garde de certains amis touaregs concernant la ville de Ghat : les hommes d'Aqmi et d'Ansar Dine pullulent dans la région. Ils ne prennent même plus la peine de dissimuler leurs allées et venues. Moussa al-Koni ne peut pas l'ignorer.

– Comment qualifieriez-vous les relations qui existent entre les Touaregs et Aqmi ?

Immédiatement, le débit de mon interlocuteur s'accélère. La tonalité de la conversation change du tout au tout. Il devient véhément et franchement agressif :

– Al-Qaïda, ne constitue qu'un corps étranger. Il existe en Libye, tout comme il existe en Afghanistan, au Yémen, au Pakistan…

– Vous parlez d’al-Qaïda. Moi, je vous parle d’Aqmi : une organisation très spécifique, qui opère avec des méthodes très particulières, uniquement dans la région du Sahel.

– Oui. Ils occupent le nord du Mali, aujourd’hui.

– En effet. Mais quelles relations entretiennent-ils avec les Touaregs ? On dit notamment que les Touaregs jouent un grand rôle dans le transfert des armes libyennes à destination d’Aqmi, depuis le début de la révolution ?

– Si vous pouvez m’expliquer les liens d’al-Qaïda avec les populations d’Afghanistan, avec les populations du Yémen ou avec les populations des autres pays infiltrés, je vous expliquerai les liens d’Aqmi avec les Touaregs !

Son argumentation devient de plus en plus difficile à suivre. J’essaie de reformuler ma question avec un large sourire, sans parvenir à détendre le visage cadenassé de mon interlocuteur :

– Je parlais de commerce illégal. De trafic d’armes. Vous ne pensez pas que les récents succès militaires d’Aqmi et à Ansar Dine au Mali doivent beaucoup aux armes de Kadhafi ?

– Non ! Aqmi s’attaque aux étrangers depuis plus d’une dizaine d’années. Rien à voir avec la révolution libyenne !

– Cette fois, il ne s’agit pas de quelques otages occidentaux embarqués à l’arrière d’un pick-up ! Aqmi et les Touaregs d’Ansar Dine viennent de prendre possession de la moitié d’un pays ! Il faut vraiment beaucoup d’armes pour y parvenir, vous ne croyez pas ?

– Les armes, les armes ! Vous ne parlez que de ça ! Mais si vous ne mettez pas un homme derrière, les armes ne tuent pas toutes seules !

Je réprime un sourire en baissant les yeux. Notre ami semble *vraiment* à court d’arguments. Il ne sait pas répondre à ce genre de questions. D’ordinaire, les hommes du CNT racontent « leur » révolution à des journalistes complaisants qui écoutent poliment. Le représentant des Touaregs explique le rôle joué par les Touaregs. Le représentant des Berbères fait la même chose pour sa communauté, l’homme de Misrata raconte le siège de sa ville, l’homme de Benghazi raconte les premiers soulèvements… Mais aujourd’hui cette jolie mécanique de *storytelling* semble complètement figée, incapable d’évoluer dans le temps. Le discours officiel demeure centré sur la révolution et l’année 2011, sans jamais

aborder sérieusement les questions d'actualité immédiate. Les nouveaux responsables dirigent un pays sans avenir. Une sorte de nation musée où la chute du précédent régime constitue le seul centre d'intérêt officiellement acceptable. Le futur ? N'y pensons pas ! Ou, plutôt, faisons tout pour que personne n'y pense ! Cet état d'esprit explique la relative nullité des réponses que je reçois au sujet du terrorisme. Un dossier que le représentant touareg du CNT devrait pourtant connaître mieux que personne…

Bien sûr, il me ment ! Mais l'impréparation et la maladresse avec lesquelles il s'y emploie montrent qu'on ne doit pas lui poser ces questions souvent. Moussa al-Koni semble d'ailleurs très étonné de voir un olibrius comme moi ruer dans les brancards, sans faire machine arrière devant son inébranlable mauvaise foi.

– Selon vous, que se passe-t-il au Mali ?

– Il existe des Touaregs indépendantistes modérés, des Touaregs radicaux appartenant à Ansar Dine, qui souhaitent l'application de la charia sans pour autant déclarer la guerre à l'Occident, et puis des factions d'al-Qaïda ! Mais cette organisation ressemble à un cancer ou à un parasite : elle ne se trouve pas à l'origine de la rébellion. Elle se contente de la récupérer à son propre compte.

– Mais, comme un cancer, Aqmi métastase aujourd'hui dans *toute* la région. Son influence dépasse celle des indépendantistes touaregs. Y compris celle d'Ansar Dine !

– En effet, concède-t-il avec une pointe de découragement. Tous ces hommes viennent d'Algérie. Et cette mafia place nos terres en coupe réglée.

– Mais les Touaregs n'y participent pas ? Un de mes amis m'expliquait que ceux-ci travaillent main dans la main avec des Arabes de nationalités diverses au sein d'Aqmi.

– Non…

Puis il se ravise devant l'énormité de son mensonge :

– … En fait, on ne peut pas vraiment savoir. Certains de mes compatriotes choisissent peut-être de rejoindre Aqmi, je ne peux pas vous garantir le contraire. Mais les Touaregs se reconnaissent davantage dans un mouvement comme Ansar Dine. D'ailleurs je connais Iyad ag Ghali, son chef, depuis très longtemps. Il s'agit d'un ami de longue date !

– Oh, vraiment ? Pensez-vous que vous pourriez m'aider à le rencontrer ?

– Je ne crois pas, malheureusement. Depuis la libération des otages allemands retenus par Aqmi, il refuse de parler aux étrangers.

– Il participait aux négociations ?

– Oui, en tant qu'intermédiaire auprès d'Aqmi. Ansar Dine agit souvent de la sorte pour faciliter les discussions. Les islamistes touaregs aident régulièrement les Occidentaux pour obtenir la libération des otages capturés par al-Qaïda.

Exact. Mais il oublie de mentionner les détails de ce procédé bien connu et redoutablement efficace : Aqmi récolte les touristes et les expatriés qui se baladent dans la région, tandis qu'Ansar Dine va ensuite proposer ses bons offices aux chancelleries occidentales, en contrepartie d'un pourcentage sur la rançon. En réalité, sur cette question au moins, Aqmi et Ansar Dine représentent les deux facettes d'une même organisation. Ils se partagent les tâches et l'apparente respectabilité conférée par ces négociations au mouvement touareg radical permet aux terroristes d'accentuer encore davantage la confusion. Or, la confusion représente l'élément clé de toute leur stratégie dans la région. Les « émirats » d'Aqmi (de simples zones d'influence héritées du GSPC[12] algérien) chevauchent les territoires d'Ansar Dine et ceux du Mujao[13], une autre organisation terroriste récemment créée par des anciens membres d'al-Qaïda dans la région. Si certains « émirs » se détestent cordialement, comme Mokhtar Belmokhtar et Abou Zeid au sein d'Aqmi, ils continuent néanmoins à collaborer de façon ponctuelle, au gré des opportunités financières qui se présentent à eux, notamment durant les prises d'otages. Ces hommes se partagent régulièrement les rançons pour garantir le bon déroulement du kidnapping et la remise rapide du butin. Des millions de dollars, souvent payés par les gouvernements européens ou par de généreuses « donations » en provenance des monarchies arabes…

Contrairement aux affirmations de Moussa al-Koni, Ansar Dine ne se contente pas de participer aux négociations : l'organisation touarègue constitue l'un des piliers fondateurs de toute cette stratégie de kidnapping en série. Mon interlocuteur semble lire dans mes pensées, puisqu'il ajoute presque aussitôt :

– Ansar Dine entretient peut-être des liens avec al-Qaïda. Mais seulement de façon ponctuelle. Uniquement pour asseoir son autorité dans la région et instaurer le système politique qu'il appelle de ses vœux.

Un système politique tout aussi radical que celui d'al-Qaïda, fondé là encore sur une application extrêmement stricte de la charia.

– Donc, selon vous, l'arrivée massive d'armes en provenance de Libye n'explique pas le renforcement des mouvements islamistes du Sahel ?

– Non, absolument pas. Un peu de matériel a certainement traversé la frontière avec les caravanes touarègues, mais tout cela demeure négligeable. Insignifiant, même ! Quelques kalachnikovs et des grenades… Pas de quoi mener une guerre, croyez-moi ! D'ailleurs, Aqmi négocie avec une multitude de trafiquants dans la région. Pas seulement des Touaregs.

– Vraiment ?

– Bien sûr ! Les trafiquants viennent du Mali, de Mauritanie, du Niger…

– Mais les Touaregs connaissent le désert mieux que personne ! Et ces trafiquants ne peuvent pas se déplacer sans guides. Je me trompe ?

– Oui, vous vous trompez ! Des tas de gens connaissent le désert et les pistes à emprunter ! Et il ne s'agit pas forcément de Touaregs, croyez-moi ! D'ailleurs aujourd'hui, avec un 4x4 et un bon GPS, tout le monde peut traverser le Sahara. Les hommes qui connaissent chaque centimètre carré de sable ou de rocher ne servent plus à rien…

Mensonge. Et je ne tarderai pas à en obtenir la preuve… Sous des apparences calmes et silencieuses, le désert grouille de maraudeurs et de terroristes. Les bandes de trafiquants se livrent une guerre sans merci, en dressant des barrages de mines antichars aux points stratégiques et en montant des embuscades particulièrement meurtrières contre leurs rivaux, exécutant de sang-froid les prisonniers et abandonnant ceux qui leur échappent à une mort certaine, à des centaines de kilomètres de la première route. Pour pénétrer dans cet enfer, il faut des pisteurs qui connaissent les zones d'embuscades et qui savent repérer les autres convois plusieurs dizaines de kilomètres avant de les croiser. Notamment grâce aux colonnes de poussière qu'ils soulèvent dans les dunes. Les hommes qui traversent ces régions utilisent des 4x4 surmontés de mitrailleuses ou de vieilles DCA soviétiques utilisées pour des tirs à l'horizontale particulièrement dévastateurs : une simple rafale de ces projectiles de 23 mm suffit

généralement à détruire un véhicule entier. Personne ne commettrait la folie de voyager seul avec un GPS, en courant le risque de croiser ces pirates…

– Parlez-moi de ces fameuses pistes qui remontent à travers le désert, en direction de la Méditerranée. Quels itinéraires empruntent les immigrants clandestins, la drogue, les produits de contrefaçon, les faux médicaments et les fausses cigarettes importées d'Asie ?

– Vous savez, les Touaregs se contentent de transporter les marchandises. Ils acheminent des caravanes ou des convois à travers le désert, mais ils n'organisent pas tous ces commerces.

– Néanmoins, ces commerces existent ?

– Oui.

– Par rapport à l'époque de Kadhafi, ils gagnent de l'ampleur ou ils diminuent ?

– Je ne peux pas prétendre le contraire : depuis la chute de Kadhafi, les trafics explosent dans le sud du pays ! Il n'existe plus le moindre contrôle…

– Selon des sources militaires occidentales[14], il manquerait plus de 10 000 missiles sol-air dans les stocks d'armes libyens ?

– On estime que 250 millions d'armes circulent désormais librement à travers le pays. Du tank au pistolet, en passant par le lance-roquettes et la mine anti-personnel… Kadhafi les empilait de façon compulsive. Presque pathologique ! Il dépensait des fortunes pour l'armement. Mais en ce qui concerne la disparition de ces missiles sol-air, je ne peux rien vous dire.

Difficile à croire. D'après les services de renseignement occidentaux, un grand nombre de ces missiles se trouvent déjà entre les mains d'Aqmi, grâce à la complicité d'intermédiaires touaregs. Je pense qu'il tient à rester aussi discret que possible sur cet épineux dossier qui met deux choses en lumière : tout d'abord, l'anarchie qui règne aujourd'hui en Libye, et qui empêche le gouvernement de contrôler la circulation des armes les plus dangereuses de son arsenal. Ensuite, et plus préoccupant encore, les conséquences directes de l'intervention française en Libye sur le terrorisme international et sur l'instabilité du Sahel.

Je savais qu'al-Qaïda se fournissait en pièces d'artillerie et en explosifs auprès des « révolutionnaires » libyens. Mais le trafic de missiles sol-air nous renvoie aux scénarios les plus sombres et aux hypothèses les plus

terrifiantes. Ces lance-missiles portables, qu'on appelle communément « Manpads[15] », se présentent sous la forme d'un cylindre métallique d'une dizaine de kilogrammes : on le pose sur son épaule, on vise n'importe quel avion en approche, et on tire. Pas plus difficile que ça ! Le missile « thermoguidé » suit la chaleur dégagée par les réacteurs : un système imparable qui traque la cible quelle que soit la direction qu'elle décide d'emprunter.

Aujourd'hui, pour les militaires, le SA-7 constitue une vieille relique bonne à jeter aux oubliettes. Ce genre d'engin ne présente aucun risque sérieux pour un F-22 Raptor, un Soukhoï SU-35 ou même un Rafale. Les avions de combat de dernière génération disposent de leurres extrêmement sophistiqués, sans compter leur manœuvrabilité exceptionnelle. Mais un avion de ligne se déplace lentement et ne manœuvre quasiment pas. En règle générale, il ne possède pas non plus de contre-mesures pour faire face à ce genre d'attaque. Et les terroristes le savent…

En 1979, un avion de la compagnie Air Rodhesia visé par un SA-7 explosa en vol. Bilan : 59 morts. En 1983, l'Unita angolaise aurait utilisé le même engin pour abattre un Boeing 737 de la compagnie nationale, entraînant la mort de 130 personnes. En 1986, l'Armée populaire de libération du Soudan fit exploser un appareil au décollage et tua soixante personnes. En 1994, l'avion du président rwandais Juvénal Habyarymana fut descendu par un Manpads : à la suite de cet attentat, le pays sombra dans le chaos et 800 000 Tutsis périrent dans l'un des pires génocides du XX^{e} siècle.

Depuis 1975, 40 avions civils furent frappés par des lance-missiles portables. 28 d'entre eux s'écrasèrent, entraînant la mort de plus de 800 personnes. Aqmi possède-t-il aujourd'hui des Manpads récupérés dans les stocks libyens ? D'après ce que j'apprendrai plus tard, dans le Sud, cette organisation en est même le principal commanditaire. Conscients de l'opportunité qui s'offre à eux, les hommes d'al-Qaïda au Maghreb islamique stockent aujourd'hui les armes revendues par les révolutionnaires avec une belle application. Mokhtar Belmokhtar, un des principaux émirs d'Aqmi, admettra d'ailleurs « bénéficier grandement » de la révolution libyenne[16], en référence au matériel que lui font parvenir les rebelles de ce pays. Il n'est d'ailleurs pas le seul : en octobre 2011, le Hamas lança un

missile sol-sol Grad sur Israël. Une arme puissante mais peu précise, qui fut ensuite analysée et identifiée comme faisant partie de l'arsenal libyen. Évidemment, si des engins lourds et encombrants comme les Grads trouvent déjà le chemin de la bande de Gaza, il en va de même pour les Manpads : des armes que le Hamas pourrait facilement utiliser contre les avions atterrissant à Tel-Aviv…

En plus des milliers de SA-7 qui ne présentent de danger mortel que pour les avions de ligne, les révolutionnaires libyens disposent également de SA-24[17] : un Manpads beaucoup plus sophistiqué, capable de déjouer tous les systèmes de contre-mesures existants. Avec une charge explosive environ deux fois plus puissante que celle du SA-7, la présence de cet engin particulièrement redoutable pose désormais des risques pour les avions de chasse les plus modernes. Là aussi, plusieurs centaines d'entre eux ont disparu[18]. Une vraie boîte de Pandore…

Moussa al-Koni regarde longuement sa montre.

– Pas d'autres questions ? demande-t-il d'une voix sèche, visiblement vexé par mes propos et l'absence d'intérêt que je semble manifester pour la révolution.

– Juste une chose : il n'existe pas de tentation indépendantiste chez les Touaregs de Libye ?

– Absolument aucune ! Pour les Touaregs comme pour les Toubous, l'indépendance représente la ligne rouge à ne pas franchir.

Je n'y crois guère, et mon voyage dans le Sud me confortera dans cette idée. Si les Touaregs jouissent d'une situation beaucoup plus confortable que celle des Toubous, l'équilibre n'en demeure pas moins précaire : de l'Algérie à l'Égypte, l'édifice libyen menace de s'écrouler par le Sud…

Premier briefing sur les Toubous…

Quelques heures plus tard, je rencontre Mohamed, le beau-frère du conseiller d'Abdelhakim Belhaj, à une vingtaine de kilomètres de Tripoli. Le quartier porte encore les traces de combats très durs : immeubles éventrés, murs criblés de balles et chaussées détruites çà et là par les impacts d'obus. Devant moi, au carrefour, un « révolutionnaire » (traduisez

un jeune de 16 à 25 ans qui se promène avec des armes, un permis de tuer et aucune hiérarchie pour sanctionner ses débordements) effectue un dérapage savamment contrôlé en plein milieu de l'avenue, avec une grosse Mercedes probablement volée par sa brigade dans les garages de Kadhafi. Il tourne sur lui-même dans un nuage de fumée, frein à main serré à bloc en accélérant à fond, abandonnant toute sa gomme sur la chaussée. Aux quatre coins du croisement, les automobilistes attendent silencieusement la fin de cette démonstration de force. Les secondes défilent et elles semblent interminables, tant elles jettent une lumière crue sur l'état réel de ce pays : une nation en ruine où quelques gamins font régner le chaos et la peur. Avec, face à eux, une population qui commence à comprendre qu'elle n'a sans doute rien gagné au change…

Mohamed m'attend au pied d'un immeuble très modeste, dans une rue bruyante et poussiéreuse. En arrivant au deuxième étage, il se déchausse et m'invite à pénétrer dans un petit appartement qui semble vide :

– Installe-toi ! dit-il en désignant une rangée de coussins disposés à même le sol, avant de disparaître quelques instants pour revenir les mains chargées de jus de fruit et de gâteaux.

De façon un peu étrange, avant même que nous commencions à parler, il déclare :

– Je sors tout juste de quatorze années de prison, et je ne dois mon salut qu'à cette révolution !

Je pose mon gâteau à la noix de coco en cherchant une réponse appropriée, après cette entrée en matière pour le moins directe :

– Pourquoi une si longue peine ?

– J'appartenais au LIFG d'Abdelhakim [Belhaj], voilà tout ! Nous étions torturés tous les jours. Sans aucun motif ! De quoi devenir fou…

Il me montre ses pieds et ses poignets. Des marques de blessures, des clous enfoncés dans les articulations… Il m'explique de quelle façon on l'attachait pendant des heures, sans qu'il puisse ni s'asseoir ni se lever. Durant ces « séances », les gardiens venaient régulièrement le battre avec des morceaux de câble. Sans même lui poser la moindre question. Je ne sais plus trop quoi dire. Mais, heureusement, mon silence semble lui suffire : sans attendre, il prend un petit carnet d'écolier posé près des coussins et entreprend de dessiner une carte du sud de la Libye.

– Tu vas arriver ici ! À Sebha, en pleine guerre, dit-il en traçant un cercle sur la page. Tu devrais rencontrer Douna. Il s'agit d'un chef de brigade toubou : un ami et un homme de confiance. Il connaît beaucoup de monde dans le Sud. Il pourra t'aider. Et te communiquer beaucoup d'informations utiles.

– Des affrontements se produisent-ils régulièrement dans la région ?

– Depuis toujours, Kadhafi monte les tribus les unes contre les autres pour asseoir son autorité. Voilà le résultat ! Manipulés pendant la guerre contre le Tchad, expulsés comme des chiens au terme de celle-ci, rappelés quelques années plus tard… Depuis des décennies, le pouvoir et la population libyenne considèrent les Toubous comme des citoyens de seconde zone. À l'inverse des Touaregs, constamment choyés par le précédent régime… Pourtant, sans que je parvienne à en comprendre la raison, la haine de nos révolutionnaires se polarise sur les Toubous. Aujourd'hui, la sauvagerie des tribus arabes à leur encontre ne connaît plus de limites.

– Combien de morts déplore-t-on à Sebha ?

– Des dizaines en moins de trois jours. Les milices arabes pilonnent le quartier toubou de Tayouri à l'arme lourde. Douna t'expliquera tout ça en détail. Pour comprendre ce qui se passe dans le Sud, tu dois en apprendre davantage sur ce peuple. Personne ne parle d'eux, et pourtant ils occupent un territoire aussi vaste que la France !

Il commence à dessiner frénétiquement sur son cahier, comme un écolier particulièrement studieux.

– Historiquement, leur royaume inclut le sud-est de la Libye, et une surface à peu près équivalente au nord du Tchad, qui déborde sur le Niger et le Soudan. Pour cette raison, les Libyens les considèrent comme des apatrides. Pourtant, ils contrôlent une grande partie des frontières du Sud. Or, depuis la révolution, ces zones deviennent de plus en plus stratégiques.

– Pour qui ?

– Pour tous les trafiquants du Sahel ! Si les Toubous ne dirigent pas eux-mêmes les réseaux de contrebande qui traversent leurs déserts et leurs montagnes, ils savent tout ce qui se passe sur leur territoire…

Mohamed marque une pause et semble réfléchir un instant, comme s'il hésitait à me fournir trop d'informations. Puis il reprend son stylo pour

écrire un nom en arabe au bas de sa carte, avec un numéro de téléphone :

– Au sujet de la contrebande, je connais un homme qui pourra certainement vous renseigner. Vous avez de la chance ! Il vient de sortir indemne d'un crash d'hélicoptère, la semaine dernière ! Il s'agit du colonel Barca. Le président du Conseil militaire de Murzuq. Un Toubou, lui aussi. Un grand guerrier ! Il vient tout juste de partir pour Sebha avec ses hommes : lui seul peut mettre un terme à cette tuerie et calmer les Ouled Slimane.

En effet, après ma rencontre avec le colonel Barca, je n'éprouverai plus le moindre doute sur sa capacité à calmer qui que ce soit…

– Les Ouled Slimane ?

– La principale tribu arabe de Sebha, celle qui dirige l'attaque contre les populations touboues.

Quelques coups de feu viennent troubler notre discussion : des tirs de fusil d'assaut. Des rafales de trois balles. Probablement de simples effusions de joie. Avec tous les stocks de l'ancienne armée à disposition du grand public, les balles de 7.62 reviennent moins cher que les pétards. Il peut également s'agir de milices rivales s'affrontant pour une broutille, un mauvais regard ou le contrôle d'un carrefour. Lorsque l'on quitte le centre de Tripoli, le chaos vous enveloppe comme un épais brouillard. Très rapidement, il devient impossible de savoir qui tire sur qui. Et surtout pourquoi…

Notre ami ne semble pas très perturbé par les rafales toutes proches. Il poursuit son explication en ajoutant des noms, des itinéraires et des informations sur la situation. Où aller, comment négocier un passage, qui emmener, à quel endroit… Pour voyager dans ces contrées, il n'existe qu'une seule règle : on peut se rendre partout, même dans les régions les plus dangereuses, à condition de s'y rendre avec la bonne personne. Une fois invité par le maître des lieux, peu importe ce que racontent les alertes de votre ambassade ! Tant que votre hôte contrôle plus d'armes et plus d'hommes que ses adversaires…

– Et la frontière algérienne ? Vous pouvez me recommander à certains de vos amis ?

– Là-bas, je ne connais pas grand monde. La frontière algérienne se trouve en plein pays touareg, déclare-t-il en guise d'explication.

Ghat constitue un véritable carrefour pour les diverses activités d'Aqmi dans la région. À tel point que sous le règne de Kadhafi, des accords furent passés avec l'armée algérienne pour mener des opérations militaires conjointes dans les zones montagneuses de la frontière. Mais, aujourd'hui, la zone échappe à tout contrôle. Un ami touareg me confiait que les hommes d'Aqmi circulaient librement, à Ghat. « Nous les voyons dans les rues, au marché… ils viennent se ravitailler en Libye avant de disparaître dans le désert. Pour la plupart, il s'agit d'Algériens, de Maliens, mais aussi de Touaregs. » Comment peut-il en être sûr ? Mon ami me répond avec un geste d'une infinie lenteur : « Vous savez, dans cette toute petite ville perdue au bout de la piste qui mène au Sahara algérien, nous sommes complètement coupés du monde. Plus personne n'ose venir jusqu'ici, depuis la révolution. Alors désormais, nous repérons les étrangers sans difficulté, croyez-moi ! Surtout ceux-là… »

Au risque d'écorner la légende un peu trop romantique qui entoure les Touaregs, les « hommes bleus » ne jouissent pas d'une très bonne réputation dans le désert. Ni en Libye ni ailleurs. Collaborateurs fidèles de Kadhafi pendant plusieurs décennies, les Touaregs contrôlaient le Sud avec la bénédiction du régime, qui s'appuyait sur eux pour obtenir un soutien en marge des institutions. En effet, le colonel se méfiait de son armée, qu'il jugeait incompétente, corrompue et potentiellement rebelle à son autorité (elle se soulèvera d'ailleurs contre lui à plusieurs reprises). Les Touaregs constituaient depuis longtemps une force d'appoint placée sous son contrôle direct, ou celui de sa famille. De nombreux Touaregs furent par exemple incorporés dans la 32^{e} brigade de Khamis, le fils du colonel, qui constituait la véritable garde prétorienne du régime.

À ce titre, Moussa al-Koni me contera une anecdote particulièrement révélatrice. Ambassadeur de Libye au Mali, il reçoit durant les premiers jours de la révolution un coup de téléphone de Kadhafi, ivre de rage, lui demandant le chiffre exact de la population touarègue à travers le Sahel. « Peut-être cinq millions », hasarde le diplomate. « Alors je veux que tu t'arranges pour que cinq millions de Touaregs en furie viennent ravager la Libye !!! Je paierai ce qu'il faudra !!! », hurle Kadhafi, outré que son peuple puisse se soulever ainsi contre lui. L'idée d'une invasion touarègue demeurera lettre morte, et Moussa al-Koni démissionnera quelques jours

après cet appel. Mais une telle anecdote en dit long sur la confiance que le colonel accordait aux hommes bleus…

Pendant des années, avec une habileté remarquable, les Touaregs jouèrent sur tous les tableaux. Sans perdre la confiance de Kadhafi, ils nouèrent des relations cordiales avec les hommes d'Aqmi, ses pires adversaires. Des contacts qui demeurent aujourd'hui plus florissants que jamais ! En effet, depuis l'arrivée au pouvoir du CNT, non seulement les Touaregs participent activement à tous les trafics de la région, sans subir aucune des persécutions dont souffrent les Toubous, mais ils disposent également de connexions directes avec les membres d'al-Qaïda au Maghreb islamique, via les intégristes d'Ansar Dine, qui opèrent eux aussi à travers le Sahel. La symbiose entre certains commandants d'Aqmi et d'Ansar Dine semble totale, même si la récente invasion du Mali brouille sensiblement les cartes et accentue les rivalités. Ils mènent des opérations conjointes, tissent des alliances (Mokhtar Belmokhtar s'est notamment marié à plusieurs filles de chefs touaregs) et les deux organisations bénéficient de la reconnaissance officielle d'Ayman al-Zaouahiri, l'émir d'al-Qaïda…

Mohamed avale une gorgée de jus de fruit et repose son verre en secouant négativement la tête :

– Faites très attention à ne pas confondre les Touaregs et les Toubous.

– Que voulez-vous dire ?

– Sebha vous donnera peut-être un avant-goût de l'enfer : des combats très violents y éclatent un peu partout, sans que l'on sache vraiment pourquoi. Il s'agit parfois de politique, de religion, d'argent… ou d'un simple regard de travers ! Les raisons de tuer un homme ne manquent pas, dans ce coin-là ! Si la côte vous semble dangereuse, alors le Sud vous réserve de sacrées surprises ! Mais n'oubliez jamais ce que je vais vous dire : vous pouvez faire confiance aux Toubous lorsqu'ils vous donnent leur parole. En ce qui concerne les Touaregs, méfiez-vous. Ils font preuve d'une loyauté… à géométrie variable !

– Merci du conseil. Je garderai un œil ouvert.

– Faites plus que ça ! En partant pour le Sud, vous pénétrez dans un univers bien plus brutal que celui de la côte. Les terroristes, les trafiquants et les bandes armées que vous risquez de croiser peuvent choisir de vous éliminer en plein désert, sans même chercher une raison valable. Juste par

précaution. Dans les régions que vous comptez visiter, personne ne viendra à votre secours. Et personne ne retrouvera votre cadavre non plus…

Nous nous séparons aux alentours de minuit. Dans les rues désertes, le vent du large fait rouler les canettes vides et soulève les papiers gras qui envahissent la chaussée. Sur le chemin du retour, je traverse de nombreux barrages, visiblement plus actifs durant la nuit. Certains « révolutionnaires » m'arrêtent et vérifient l'intérieur de la voiture avec leur lampe torche. Invariablement, la vue d'un Français entraîne quelques petits échanges sympathiques : un geste de la main, quelques mots bredouillés dans la langue de Molière ou un « Sarkozy, *very good* ! ». J'acquiesce en souriant et, une heure plus tard, j'arrive finalement à mon hôtel pour prendre quelques heures de repos avant mon départ pour Sebha, le lendemain matin…

Départ pour l’inconnu…

Avant de partir, je vais dire au revoir à Mahmoud. Je retrouve mon colosse barbu au même endroit que d’habitude, toujours à veiller sur sa parcelle de trottoir. En m’apercevant, son visage énorme s’éclaire d’un large sourire et il se lève pour venir à ma rencontre. Lorsqu’il me prend dans ses bras pour me donner l’accolade, l’air cesse subitement de circuler dans mes poumons :

– Alors, l’aventurier ! Comme ça, tu pars pour le désert ? Tu ne t’arrêtes donc jamais !

– Comment le sais-tu ?

– Ici, tout le monde sait tout. Il suffit de savoir écouter, murmure-t-il d’une voix espiègle et entendue. Non, je plaisante : Abdelbari m’en a parlé.

– Tu connais du monde, là où je vais ?

Il hoche négativement la tête en saluant un type qui passe de l’autre coté de la rue :

– Non, pas dans le Sud. Mais les contacts du beau-frère d’Abdelbari t’ouvriront toutes les portes, crois-moi !

– Tu connais Mohamed ?

– Vaguement. Mais je sais pour votre rendez-vous d’hier soir…

– Les nouvelles vont vite !

– Le *téléphone arabe*, dit-il d’une voix malicieuse, en français, avant d’ajouter : je suis étonné qu’Abdelbari te mette en contact avec son beau-frère : il s’agit d’un personnage plutôt secret. Un homme qui parle peu. Décidément, tout le monde t’aime bien, ici ! Tu sembles te faire des amis parmi ceux qui se méfient le plus des Occidentaux, d’habitude !

– Tu veux dire les islamistes ?

– Oui.

– Je ne fais rien de particulier pour y parvenir.

– Je sais. Mais le courant passe bien. Tu sembles honnête et tu n’hésites pas à aller plus loin que les autres. Je crois que ça leur plaît. Tu sais, les Arabes respectent les gens courageux. Et toi, rien ne te fait peur.

Aujourd'hui, les journalistes viennent écrire leur petite histoire au Radisson et puis ils rentrent tranquillement chez eux. Toi, voilà que tu veux partir dans le désert ! Là où personne ne s'aventure depuis le début de la révolution ! conclut-il en riant. Fais juste attention de ne pas aller trop loin, mon ami…

– Pourquoi dis-tu ça ?

– Parce que, là-bas, tu vas voir tout ce que le CNT et les gouvernements occidentaux s'efforcent de cacher. Aujourd'hui, quand on reste le long de la côte, on ne voit rien. Du moins, pour l'instant. Mais toi, tu vas te retrouver aux premières loges ! Et beaucoup de gens préféreraient que personne ne raconte ce qui se passe dans cette région.

– À savoir ?

– À savoir que la Libye n'existe plus ! Le terrorisme, le nettoyage ethnique, la guerre civile, le trafic de tout ce que tu peux imaginer… Voilà ce qui se passe là-bas ! Petit à petit, ces fléaux remontent vers le nord. Seulement… Il faut du temps. Mais quand les choses commenceront à aller vraiment mal, quand le bordel du Sud atteindra la côte, le monde entier comprendra qu'en Libye, le pire reste à venir. Et pas seulement pour nous !

Puis il se tourne vers moi, sans se départir de son sourire malicieux :

– Mais toi, tu le sauras déjà ! Tu vas comprendre tout ça dès que tu arriveras sur place. À condition de ne pas te faire tuer, mon ami…

À 8 h 45, je quitte Tripoli en empruntant la route de l'aéroport. Sur la gauche, j'aperçois le quartier d'Abou Slim, aujourd'hui mondialement connu à cause de son pénitencier, caché derrière une série d'immeubles couleur sable, dans la douce lumière du matin : des tours construites pour faire office de remparts, afin de soustraire ce quartier stratégique au regard des automobilistes trop curieux, m'assure-t-on. Une précaution qui se retournera contre le vieux colonel, avec une cinglante ironie. Au début des années 1990, des opposants du LIFG d'Abdelhakim Belhaj utilisèrent ces tours pour préparer un attentat : un tir triangulaire engageant trois snipers et prenant pour cible la voiture du « Guide ». Mais contrairement aux informations recueillies la veille, ce dernier ne roulait pas dans sa décapotable habituelle. Les coups de feu tirés un peu à l'aveuglette

frappèrent la carrosserie et le chauffeur sans atteindre leur cible. Le patron des services secrets de l'époque, qui demeure encore aujourd'hui le personnage le plus détesté de Libye, Abdallah Senoussi, fit encercler tout le quartier par des tanks et des soldats. Les hommes du LIFG furent retrouvés au prix de dizaines de morts et de centaines d'arrestations tout à fait arbitraires, parfois prolongées pendant des mois…

À la sortie de la ville, je retrouve mon « escorte » : en effet, Abdelbari tient à ce que j'emmène un soldat pour ce voyage. Cette précaution me semble bien inutile, mais son gage d'amitié me touche et il me paraît difficile de refuser ce « cadeau », pourtant bien encombrant. Mon garde du corps émerge d'une petite ruelle, un sac de sport et une kalachnikov à la main, avec un treillis de l'armée française et des chaussures beige clair de l'armée américaine. Il s'agit d'un jeune garçon d'une vingtaine d'années au teint très mat, mince comme un fil de fer, avec des yeux et des cheveux d'un noir de jais. Il cale ses affaires dans le coffre et monte à l'arrière de la petite voiture qui va nous conduire aussi loin que possible, tant qu'il existera des routes praticables. Ensuite, nous emprunterons des 4x4…

J'observe le paysage un peu monotone qui défile aux abords de la route, tandis que le chauffeur et le soldat discutent à bâtons rompus depuis notre départ. La voix du jeune militaire capte rapidement mon attention : là où, d'ordinaire, les Arabes s'expriment de façon fluide et continue, ce jeune homme marque d'innombrables pauses tout au long de ses phrases et même à l'intérieur de certains mots. Cette allocution hachée me rappelle celle des Indiens d'Amérique. Je croirais entendre un Navajo dans *Windtalkers*, avec Nicolas Cage. Vu qu'il ne porte aucune blessure apparente qui pourrait l'empêcher de parler normalement, je ne vois que deux explications possibles : soit notre ami s'invente un air de vieux sage avec une voix plutôt bizarre, soit il souffre d'un problème dont je ne parviens pas à définir la nature : un défaut d'élocution ou une atrophie du larynx… En tout cas, même s'il répond lentement, il répond fort et clair : nous parcourons les cent premiers kilomètres dans un vacarme assourdissant, entre le bruit de l'air qui s'engouffre violemment par les fenêtres ouvertes du véhicule, la circulation alentour et mes deux compères qui braillent à l'unisson pour se faire entendre.

La voiture, dépourvue de climatisation, devient rapidement une véritable fournaise. Et pour cause ! Après l'aéroport, nous pénétrons dans une région appelée Aziziya, où la température se met à grimper brutalement. En seulement quelques kilomètres, le thermomètre indique douze degrés supplémentaires ! Pour notre malheur, Aziziya se trouve au cœur d'un gigantesque cratère cerné par de hautes montagnes qui emprisonnent la chaleur. En 1922, à l'intérieur de ce véritable chaudron géologique, on enregistrera d'ailleurs la plus haute température connue de l'histoire du monde, 66 degrés Celsius !

Après deux heures de route, nous quittons Aziziya pour grimper rapidement dans les montagnes, en traversant quelques villages de plus en plus minuscules, derniers vestiges de la région côtière. Une fois dépassé le carrefour de Bani Walid, nous ne croiserons plus que quatre lieux habités sur les six cent cinquante kilomètres de route qui nous séparent de Sebha.

Les milices demeurent toujours aussi présentes. À chaque carrefour. Aucune route, même la plus insignifiante, n'échappe à leur contrôle. Un ami libyen, ancien révolutionnaire et désormais farouche critique du CNT dans son ensemble, m'expliquera au sujet des campagnes :

« Ici, les choses vont encore plus mal qu'ailleurs ! Les brigades ne protègent pas les villages qu'elles occupent. Elles les placent en coupe réglée. Elles collectent des impôts, des terrains, de la nourriture et des droits de passage. Tu sais, dans ces petites bourgades isolées, personne ne sait réellement ce qui se passe. Certains révolutionnaires se contentent de faire régner l'ordre et de prélever une dîme raisonnable sur la population. Mais d'autres agissent de façon beaucoup plus brutale et prennent aux villageois quasiment tout ce qu'ils possèdent. Souviens-toi du quartier de Tajoura, à Tripoli ! Si cela peut arriver dans la capitale, devant les diplomates et les journalistes étrangers, tu penses vraiment que les soldats éprouvent davantage de scrupules dans ces montagnes perdues ? »

Tajoura : un quartier de Tripoli longtemps tenu par une brigade à la réputation détestable. Certains de ses membres, connus pour être des criminels notoires à l'époque de Kadhafi, déambulaient dans leur fief, drogués, haranguant les automobilistes et extorquant de plus en plus ouvertement l'argent des riverains. Sous la pression d'autres milices qui menaçaient de le faire à sa place, l'armée nationale dut intervenir, pour un

résultat plus que mitigé : à la fin du mois d'avril 2012, au terme d'une fusillade nocturne particulièrement meurtrière, un des chefs du gang fut arrêté. La brigade, toujours pleinement opérationnelle, se fit temporairement plus discrète mais conserva son emprise sur le quartier…

Alors que nous franchissons les derniers villages du djebel et le fameux carrefour qui conduit à Bani Walid, je réalise la distance qui sépare cet univers de la Libye présentée par les médias. À la campagne, dans cette zone grise qui sépare le Sahara des régions côtières, les notions de droit et de démocratie semblent complètement étrangères à la population. Cette révolution, les Libyens des agglomérations les plus reculées la vivent comme un simple changement de régime. Une passation de pouvoir dans laquelle ils ne gagnent rien.

Après Kadhafi et ses troupes, guère plus enclins aux bons sentiments que les brigades qui les commandent aujourd'hui, les populations rurales observent les dérives du nouveau pouvoir avec fatalisme et résignation. Pour ces gens, obéir à celui qui tient une arme et tolérer ses excès représente la seule attitude possible. Les révolutionnaires le savent. Et certains en abusent dans les grandes largeurs. Notamment en ce qui concerne les droits de l'homme.

Les droits de l'homme… Un dossier particulièrement embarrassant pour l'Occident : des milliers de Noirs innocents furent froidement exécutés à travers tout le pays, systématiquement accusés par les rebelles de combattre comme mercenaires aux côtés de Kadhafi. Comme nous le verrons plus loin, il s'agit très probablement d'un mythe, relayé par les responsables politiques français, américains et britanniques, afin d'obtenir le soutien de leurs opinions publiques. En effet, personne ne trouvera la moindre trace de ces supposés « mercenaires ».

En réalité, l'immense majorité de ces immigrés africains travaillait tout à fait légalement dans le pays comme maçons, charpentiers ou mécanos. Le contremaître d'une entreprise de BTP turque à Tripoli, désormais reconverti dans le kebab et la pizzeria, me racontait comment, au début de la guerre, une bande de jeunes « révolutionnaires » arriva sur leur chantier pour enlever tous les Noirs qui travaillaient sur place. Personne ne les revit jamais.

Triste et lamentable ironie de cette guerre, les bourreaux qui criaient « Mort aux nègres ! » ou « Mort aux esclaves »[19] dans les rues de Libye recevaient l'appui de Barack Obama, le premier président noir des États Unis.

Les Africains et les tribus noires de Libye ne furent pas les seules victimes de cette révolution. Les « kadhafistes » et tous ceux considérés comme tels payèrent un tribut particulièrement lourd durant le conflit. Selon Amnesty International ou encore Human Rights Watch, la torture demeure omniprésente à travers le pays. Elle sert à extorquer des informations, mais elle constitue également un défouloir de choix pour ceux qui s'y adonnent : lors de sa capture, les jeunes combattants tranchèrent l'index droit de Saïf al-Islam au sécateur, arguant du fait qu'il ne cessait de le brandir lors de ses multiples interventions télévisées. En janvier 2012, l'équipe de Médecins sans frontières qui travaillait dans les centres de détention de Misrata finit par se retirer en guise de protestation, lassée de voir les révolutionnaires leur envoyer les patients qu'ils venaient de torturer, afin qu'ils puissent retourner plus rapidement en salle d'interrogatoire[20]. « Nous refusons de devenir complices », déclara alors MSF pour expliquer son départ.

Face à ces protestations, le silence de la France devient vite assourdissant. Cœur toujours vaillant, Bernard-Henri Lévy ira jusqu'à expliquer qu'on ne peut pas blâmer le CNT pour des actes de torture infligés hors des prisons qu'il contrôle. En effet, les détenus sont transportés jusqu'au centre d'interrogatoire avant d'être ensuite ramenés à leur cellule. Un système de « charter » qui, aux yeux du philosophe, semble dédouaner les hommes du gouvernement. Par ailleurs, les tortionnaires dénoncées par MSF appartiennent tous aux milices de Misrata, des groupes armés portés aux nues par BHL lors de la plupart de ses interventions publiques, qui représentent pourtant la honte de la Libye actuelle, comme nous le verrons plus loin.

Après le carrefour de Bani Walid, nous quittons le relief montagneux du djebel, avec ses falaises, ses éboulis et ses ravines recouvertes de broussailles, pour pénétrer dans l'antichambre du désert : une région qui ressemble un peu à celle du grand canyon. De profondes falaises encerclent la route. En contrebas, dans les vallées recouvertes de sable et de roches, on

discerne parfois le tracé d'un court d'eau disparu depuis longtemps, ou encore les signes discrets mais infaillibles qui marquent la présence d'une source : quelques palmiers et un peu de verdure, surgis sans raison au cœur de ce monde exclusivement dominé par le minéral. Je ne regrette pas de laisser le djebel derrière moi. La vieille guimbarde qui nous transporte depuis Tripoli semblait sur le point de rendre l'âme à chaque nouvelle côte, et je me fais d'ailleurs un peu de souci pour la suite. D'autant que la température monte vite ! Je me demande à quel point une Opel Astra qui flirte avec les trois cent mille kilomètres peut supporter la chaleur du désert et le sable qui s'infiltre partout. En observant cette immensité aride et étonnamment hostile, je me dis qu'il ne doit pas falloir longtemps pour y mourir de soif.

Mourir de soif… Je repense à la réaction d'un de mes amis lorsque je lui annoncerai mon intention de me rendre à la passe de Salvador : un goulet d'étranglement perdu dans le désert, à la frontière de la Libye, de l'Algérie et du Niger, à des centaines de kilomètres de toute habitation. Cet endroit sert de point d'entrée à la plupart des terroristes et des trafiquants de la région. Personne n'ose plus s'y rendre depuis la chute de Kadhafi : ni la police ni les militaires.

– Tu ne devrais pas y aller. Tu ne réalises pas les risques que tu prends, m'expliquait Mohamed, l'ami en question, maire de la ville de Gatrun, à l'extrême-sud du pays, pour me dissuader d'entreprendre ce voyage.

Mohamed appartient à l'ethnie des Toubous. Âgé d'une trentaine d'années, il parle un très bon anglais, ce qui constitue un fait tout bonnement rarissime en Libye. Cet homme élégant, aux traits fins et réguliers, s'exprime et se déplace de façon très douce, presque féline. Comme la plupart des Toubous rencontrés au cours de mes voyages, il s'agit d'un homme loyal et sympathique, pour qui la parole et l'amitié signifient réellement quelque chose.

– Dans le désert, ces gens tirent à vue ! Et ils gagnent à tous les coups ! Pas besoin de te toucher pour te tuer : il leur suffira d'immobiliser ton véhicule et de te laisser mourir de soif. D'ailleurs, même si tu ne rencontres aucun terroriste, tu risques de sauter sur une des mines que les contrebandiers planquent un peu partout pour se débarrasser des bandes rivales ! Et sans voiture, c'est la mort à brève échéance. Laisse-moi te

raconter une histoire : en 2002 ou en 2003, j'appartenais aux forces de police et nous contrôlions régulièrement cette zone. Enfin… Il existait bien quelques commerces illégaux, mais rien de bien méchant : principalement des immigrants clandestins qui voulaient venir travailler en Libye. Ni drogue, ni armes, ni terrorisme… Un jour, un semi-remorque qui transportait des Africains tomba en panne quelques kilomètres après avoir franchi cette passe. Juste une panne. Même pas une attaque de bandits ! Juste une foutue panne de moteur.

Je me rappelle de son silence plus long qu'à l'accoutumée. Comme si le souvenir de cette découverte le hantait encore aujourd'hui.

– Les premiers cadavres se trouvaient à douze kilomètres du camion. La plupart ne portaient plus de vêtements. Ça arrive souvent, dans de telles circonstances : le soleil rend les gens complètement dingues !

– Des survivants ?

– Sur près de cinquante personnes, un seul ! Au lieu de partir avec les autres et de s'exposer au soleil, l'homme a méthodiquement brûlé les pneus pour que l'épaisse fumée noire attire les secours, tout en restant caché sous le véhicule.

– Alors, en cas de problèmes, on brûlera nos pneus !

– Si tu veux, je peux te le présenter. Il vagabonde toujours par ici, dans les rues de Gatrun. Depuis dix ans ! Il est devenu complètement fou ! On ne sait même pas de quel pays il vient.

Mourir de soif. Je balaie cette mauvaise idée de ma tête tandis que nous nous arrêtons sur le bord de la route pour manger un morceau. Prochain arrêt dans trois cents kilomètres, et pas âme qui vive jusqu'à l'étape suivante ! Alors nous prenons les devants, avec cette petite halte dans un hameau qui regroupe une quinzaine de restaurants crasseux et quelques garages. On y répare les pneus des camions surchargés de marchandises ou de dromadaires, selon qu'ils montent vers Tripoli ou redescendent vers le sud. Les routiers patientent devant un mauvais couscous, en regardant un match de foot ou une retransmission religieuse de La Mecque, en fonction de l'établissement choisi. Rien d'autre ne change, d'ailleurs : partout, on mange mal et dans une chaleur accablante. En observant le chauffeur qui

somnole sur son assiette, je commence à me demander si nous arriverons à parcourir autant de kilomètres en une seule journée. J'espère atteindre Murzuq dans la soirée, cent cinquante kilomètres après Sebha, pour y rencontrer le colonel Barca.

Histoire de rompre le silence et la monotonie du trajet, je me tourne vers mon interprète pour lui demander :

– Les massacres de Sebha, tu en penses quoi ?

– Je ne sais pas. Je crois qu'il s'agit encore d'une histoire de vol. Les Toubous créent toujours des problèmes. Je crois que les Arabes de la région n'en peuvent plus, voilà tout.

– Vraiment ?

– Oui ! Tu sais, les Toubous vivent souvent de petits délits et de rapines. Ils se déplacent d'une ville à l'autre et prennent ce qu'ils veulent là où ils le trouvent. Souvent de façon violente.

– Mais les Touaregs aussi se déplacent constamment. Ça n'en fait pas des criminels pour autant ?

– En Libye, on dit souvent que les Touaregs maîtrisent le désert, tandis que les Toubous n'arrivent pas à maîtriser leurs propres dromadaires !

Étrange racisme, que je découvre dans ce pays, à l'égard d'un peuple qui partage pourtant la même religion et la même nationalité que ses compatriotes arabes. Le chauffeur, enthousiasmé par le sujet, ajoute avec un geste exaspéré de la main :

– En plus, ils ne veulent pas travailler ! Ils veulent se faire passer pour des Libyens mais en réalité, ils viennent tous du Tchad ! Et quand les choses vont mal dans ce pays, ils traversent la frontière pour se mettre à l'abri. Depuis toujours ! Même sous Kadhafi ! Ils jouent sur les deux tableaux !

– Les Touaregs jouent aussi sur les deux tableaux. Ils entrent et sortent du pays comme bon leur semble. Mais personne ne le leur reproche. Pourquoi les Arabes semblent s'accommoder davantage des Touaregs que des Toubous, alors que les deux vivent exactement de la même façon ?

Ma question le plonge dans une profonde perplexité. Il réfléchit longuement, s'essuie la bouche et avale une gorgée de Fanta en fixant la route poussiéreuse. Finalement, il hoche les épaules en déclarant :

– J’avoue que je l’ignore. Peut-être parce que les Touaregs et les Arabes se ressemblent davantage ? Les Touaregs voyagent à travers le Mali, l’Algérie, la Mauritanie et le Maroc. Ils tissent des liens étroits avec les populations de cette région. Les Toubous, eux, viennent du Tchad. Nous les percevons davantage comme des Africains. Même s’ils résident en Libye, ils ne font pas vraiment partie de notre univers.

– Tu ne les aimes pas beaucoup, je me trompe ?

– En Libye, personne ne les apprécie. Comme je te l’ai dit, ils créent beaucoup de problèmes. Beaucoup de délinquance.

– Pourtant, à la différence des Touaregs, les Toubous ne soutenaient pas le régime de Kadhafi ?

– En effet. Dans tous les pays du Sahel, les Arabes connaissent bien les Touaregs. Nous savons que leur parole et leurs alliances ne durent qu’un temps, mais… Ce ne sont pas des brigands.

Sous-entendu : pas comme les Toubous. Jusqu’ici, mis à part le briefing du beau-frère d’Abdelbari, tout ce que j’entends sur les populations du Sud peut se résumer ainsi : les nobles Touaregs sillonneraient majestueusement le désert, tandis que les Toubous se déplaceraient en catimini, au gré de leurs menus larcins, afin d’échapper à la vengeance des populations. Les premiers ressembleraient à de véritables diplomates des sables, nouant de vastes alliances au sein des grands pays du Sahara, tandis que les seconds se conduiraient comme des voleurs de poules, vivants de petits trafics entre le Tchad et la Libye. Balivernes. Ces mensonges éhontés ne servent qu’à excuser l’attitude abjecte des tribus arabes à l’encontre de la minorité noire du pays.

Notes

12. Groupe islamique pour la prédication et le combat, branche dissidente du GIA algérien fondé en 1998 par Hassan Hattab. Le 25 janvier 2007, après l’approbation d’Oussama ben Laden, le GSPC devient Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

13. Mouvement pour l’unicité et le jihad en Afrique de l’Ouest.

14. Propos de l’amiral Gianpaolo Di Paola lors d’un briefing confidentiel rapporté par *Der Spiegel* au mois d’octobre 2011.

15. Man Portable Air Defense Systems.

16. Entretien de Mokhtar Belmokhtar avec l'agence de presse mauritanienne Nouakchott Informations, 8 novembre 2011. « Les combattants d'Aqmi ont été les plus grands bénéficiaires des révolutions dans le monde arabe. »

17. Olivia Lang, « Fears over Libya's missing missiles », BBC News, 8 septembre 2011.

18. Scott Peterson, « The deadly dilemma of Libya's missing weapons », *The Christian Science Monitor*, 7 septembre 2011.

19. Richard Seymour, « Libya spectacular revolution disgraced by racism », *The Guardian*, 30 août 2011.

20. Cécile Lussato, « Les anciens pro-Kadhafi torturés dans la nouvelle Libye », *Le Nouvel Observateur*, 27 janvier 2012.

CHAPITRE III

Rencontres au pays toubou

« Immersion totale »…

J’arrive à Sebha un peu avant la tombée de la nuit, avec la ferme intention de pousser jusqu’à Murzuq. Joint par téléphone, le colonel Barca accepte de me recevoir dès mon arrivée. Même très tard. Ivres de chaleur, complètement abrutis par les 42 degrés qui sévissent toujours à l’extérieur, nous roulons un peu trop vite en pénétrant dans les faubourgs de la ville, sur cette route bordée non plus par des dunes mais par des plantations de menthe et… de blé ! Comme à peu près toutes les puissances pétrolières du monde arabe, la Libye joue au jeu particulièrement débile des productions agricoles contre-nature. Tout comme l’Arabie Saoudite, devenue le sixième exportateur de blé de la planète, Kadhafi raffolait de cette agriculture de l’extrême. À l’entrée de Sebha, en plein désert, du blé aussi vert que celui de la Beauce semble surgir de nulle part, grâce à un système d’arrosage extrêmement sophistiqué et, surtout, extrêmement coûteux. L’argent nécessaire à la production d’une tonne de blé à Sebha suffirait certainement à en importer dix, sans compter les répercussions sur l’écosystème, puisque de tels projets assèchent à grande vitesse les précieuses nappes phréatiques du désert. Mais dans l’univers particulièrement absurde des pétrodollars et de ceux qui les contrôlent, l’intelligence et la sagesse n’ont jamais eu leur place.

Après les champs de blé, nous arrivons dans le centre ville de Sebha. Les passants nous lancent des regards soupçonneux, méfiants, souvent avec une pointe d’agressivité. Il y a de l’électricité dans l’air. Ici, non seulement les gens m’observent, surpris de voir un Occidental débarquer en ville, mais ils s’observent également les uns les autres, avec un mélange de crainte et de

défi. Non, décidément, il ne fait pas bon vivre dans le coin, ces jours-ci : un simple coup d'œil le confirme.

Avant de nous rendre à Murzuq, je tiens à rencontrer Douna, le chef de la brigade 17.2 Gatrun et l'ami du beau-frère d'Abdelbari. Je l'appelle pour savoir s'il peut m'accorder quelques instants. « Bien sûr ! Attendez-moi, j'arrive tout de suite ! » Quelques minutes plus tard, deux gros pick-up viennent se garer à nos côtés. Un homme sort du premier véhicule, encadré par une escorte lourdement armée, et se dirige vers moi d'un pas rapide…

Vêtu d'une djellaba blanche qui contraste avec sa peau très noire, Douna porte un holster sur l'épaule droite avec un magnifique 9 mm brésilien, probablement un Taurus 1911. Sa barbe taillée en pointe et son regard pétillant d'intelligence lui confèrent une allure tout à fait remarquable. Ce type crève l'écran ! Sans préambule, il déclare qu'il se passe des choses terribles dans cette ville, mais que personne n'en parle et que le CNT ne fait rien ! Douna désigne de la main le quartier qui se situe de l'autre côté du rond-point où nous nous trouvons, en expliquant que les Arabes viennent de le mettre à sac quelques heures plus tôt. Jusqu'à présent, Sebha me semble tellement misérable que j'avoue ne pas très bien faire la différence entre les bâtiments ravagés par les émeutes et les bidonvilles croisés jusqu'à présent. Mais, en regardant mieux, dans la pénombre du crépuscule, je mesure sans peine l'étendue des dégâts : des murs carbonisés, criblés de balles, encore fumants par endroits, et de nombreuses maisons soufflées par des explosions de mortiers.

– Ça dure depuis une semaine ! déclare Douna. Les révolutionnaires pénètrent jusque dans les hôpitaux pour achever nos blessés. Ils ont même tué une infirmière noire ! Juste pour la couleur de sa peau ! Trente balles dans le corps ! Le CNT connaît parfaitement l'identité des coupables, qu'il s'agisse des leaders ou des hommes de main. Pourtant, ils n'arrêtent personne ! Tant que ces types tuent des Toubous, tout le monde s'en fiche !

Je décide de reporter mon entretien avec le colonel Barca et de passer la nuit à Sebha avec les Toubous.

Le massacre des Toubous

Tout en composant un numéro sur son portable, et tandis que les soldats qui l'accompagnent se sont déployés aux alentours, Douna m'informe qu'il organise une réunion au pied levé avec les différents responsables de la région, tous présents en ville depuis le début des affrontements. Nous remontons en voiture et nous engouffrons dans la trace de leurs pick-up, au cœur d'un labyrinthe de rues où le sable du désert vient constamment recouvrir l'asphalte. Les Toubous se déplacent en convois, veillant les uns sur les autres, avec plusieurs véhicules remplis de jeunes hommes armés jusqu'aux dents.

Nous pénétrons dans une banlieue excentrée et apparemment déserte, composée de maisons inachevées et de palmeraies à l'abandon : probablement un projet de zone pavillonnaire dessiné par quelque entreprise chinoise durant les derniers mois du règne de Kadhafi, puis relégué aux oubliettes après la chute du régime. Je garde la vitre ouverte pour échapper à la fournaise, car malgré la nuit qui vient de tomber en quelques minutes, il fait toujours 39 degrés à l'extérieur. Des tirs de kalachnikov attirent mon attention. Des rafales et des tirs par trois provenant de plusieurs armes à différents endroits. Difficile d'évaluer la distance, mais je ne pense pas que cela nous concerne. Du moins pas directement : les tireurs se trouvent peut-être à deux cents mètres. Voire plus. En revanche, comme d'habitude, impossible de savoir qui tire sur qui, et encore moins pourquoi.

Lorsque la fusillade éclate, la Jeep de Douna freine et s'immobilise quelques secondes. Les jeunes gens assis à l'arrière du véhicule s'agitent et discutent avec leur chef. Une porte s'ouvre, mais l'occupant qui s'apprêtait à descendre semble hésiter. J'ignore ce qui se passe. Mais après quelques secondes, la porte se referme et le convoi s'ébranle à nouveau. Les tirs continuent, tandis que nous poursuivons notre route et que les habitations se font de plus en plus rares. Le quartier résidentiel inachevé ressemble désormais à un gigantesque terrain vague envahi par le sable, piqueté de quelques maisons en parpaings et de palmiers qui poussent au creux des dunes. Le désert commence ici, juste après la route. Nous devons rouler très lentement, d'autant qu'un étrange système de canalisations rend la chaussée presque impraticable : tous les trente ou quarante mètres, deux bouches d'égout émergent du sol et forment une véritable porte de slalom particulièrement étroite et difficile à négocier. Les gros 4x4 se faufilent à

l’intérieur avec peine. Parfois au centimètre près. Pourquoi ces obstacles érigés sur toutes les routes du lotissement, et cela bien avant la révolution ? Probablement une simple erreur de calcul commise par un ingénieur distrait. Mais aujourd’hui, dans un contexte aussi tendu, ce genre de gaffe pose de vrais problèmes. Avec autant d’armes et autant de haine en stock, les combats éclatent vite à Sebha. Alors mieux vaut pouvoir décrocher rapidement…

Au bout d’une dizaine de minutes, nous nous garons devant une maison cernée de hauts murs. Une rangée de parpaings dissimule le portail et force les visiteurs à entrer par les côtés : ce petit bunker improvisé offre un poste de tir supplémentaire aux résidents de la villa, lorsqu’ils doivent repousser une attaque, ce qui arrive fréquemment à en juger par le mur criblé de balles ! Les voitures se garent en V devant l’entrée, dans une configuration défensive qui rappelle un peu celle des caravanes du far west, lorsque les pionniers organisaient leur campement de façon aussi sécurisée que possible.

Nous sortons de la voiture et quatre hommes viennent immédiatement nous saluer. Ils portent tous des fusils AK 47 et profitent des quelques pas qu’ils viennent d’effectuer à l’extérieur pour scruter les environs d’un regard inquiet. Après les politesses d’usage, sensiblement écourtées, l’un d’entre eux passe sa main autour de mes épaules en regardant les maisons du voisinage, désertes, et les palmeraies qui forment de petites taches sombres au milieu du sable :

– Venez, il vaut mieux rentrer. Le soir, les snipers s’installent sur les toits avec des lunettes infrarouges.

Je suis poussé à l’intérieur par mes hôtes qui redoutent d’entendre les premiers coups de feu éclater dans notre direction. J’accélère le pas et, quelques secondes plus tard, la lourde porte en métal se referme derrière nous. Imperceptiblement, les regards se détendent. Nous reprenons palabres et salutations avant de pénétrer dans une grande pièce assez fraîche, où nous nous installons en compagnie de ses quatre amis. Derrière, dans la maison, j’entends des bruits de vaisselle et des voix de femmes, à peine audibles. Dans la Libye traditionnelle, les femmes demeurent toujours invisibles aux yeux des visiteurs. Et se rendre dans les pièces où on peut les croiser constitue une très grave insulte, même lorsque votre hôte vous propose de

passer la nuit à son domicile. Il existe, dans les maisons de ce pays, une frontière invisible mais clairement définie entre le « territoire des femmes » et celui des invités : deux ensembles qui ne se rejoignent jamais…

– Merci de votre visite ! me lance Douna en guise de préambule. La situation est vraiment catastrophique. Mais, à cause du danger, les Occidentaux n'osent pas venir ! Alors, sans témoins, les Arabes en profitent pour imposer leur loi. Avec une violence et une barbarie qui dépassent tout ! Ils tuent des femmes, des enfants, des civils… Pour rien ! Et en toute impunité ! Pourtant, le monde entier se fiche de ce qui nous arrive, conclut-il avec une pointe de tristesse et de résignation qui ne me semble pas feinte.

– Les choses allaient-elles déjà si mal, à l'époque de Kadhafi ?

– Bien sûr que non ! La police et l'armée faisaient leur travail ! Un groupe de pillards ne pouvait pas s'emparer des stocks militaires de la ville pour nous bombarder à coup de canon ! Même si personne ne nous apprécie vraiment, nous pouvions tout de même mener une existence décente et paisible !

– Je confirme ! ajoute mon chauffeur, un peu à contrecœur, lui qui semblait si fier de « sa » révolution il y a encore quelques heures. Je venais régulièrement à Sebha en 2010, pour accompagner des touristes ou des missions scientifiques dans le Sud. Cette ville était tout ce qu'il y a de plus calme. Franchement, je ne la reconnais pas…

Un jeune garçon arrive avec un plateau de dattes et du lait caillé. Il amène aussi un gâteau fait de beurre et de dattes écrasées, particulièrement délicieux. Ils rigolent tous en voyant ma tête quand je le goûte : encore meilleur que je le croyais ! Une grosse rafale de 7.62 vient fendre l'air, tout près de la maison. Vraiment près. Peut-être à une cinquantaine de mètres, tandis qu'une voiture accélère dans la rue. Les hommes se figent un instant, attendent, mais le bruit de moteur disparaît au loin, tandis que les chiens des alentours commencent à aboyer. Une alarme de voiture s'est déclenchée, trop loin pour qu'il s'agisse de nos véhicules. La conversation reprend, tandis que je me ressers une énorme tranche de ce merveilleux gâteau, délice absolu de la gastronomie libyenne, par ailleurs bien limitée.

– Vous savez que vous traînez une réputation exécrable, auprès des Arabes de ce pays ? Pas seulement ici ! À Tripoli et dans d'autres villes de

la côte, les gens vous désignent comme les uniques responsables des massacres actuels.

– Ça ne m'étonne pas. En tant que Noirs dans un pays majoritairement arabe, les Toubous ne jouissent pas d'une grande cote de popularité. Et cela dure depuis longtemps ! Manifestement, aux yeux de nos détracteurs, l'islam ne suffit pas à nous réunir. J'aimerais vous dire que nous ne cherchons pas les affrontements. Que nous ne voulons ni la haine, ni les meurtres, ni les viols, ni les pillages, ni la peur de sortir dans la rue. J'aimerais vous dire que les Toubous aspirent à vivre en paix, sur la terre de leurs ancêtres, en respectant les lois de ce pays. Mais tout cela ne suffira certainement pas à vous convaincre. Alors je préfère que vous constatiez l'ampleur du désastre par vous-même.

Il réfléchit un instant avant de poursuivre :

– Nous répondrons à toutes vos questions. Nous vous emmènerons sur place, là où les combats se sont déroulés. Vous verrez nos blessés et ceux qui défendent notre ghetto. Si vous voulez compter nos morts, nous vous emmènerons au cimetière ou à la morgue. Ensuite, demandez la même chose aux Ouled Slimane ! Et vous verrez qui tire sur qui…

– Parlez-moi des Ouled Slimane.

– Il s'agit de la tribu arabe majoritaire à Sebha. Les explosions de violence actuelles, nous les attendions tous. Car la colère gronde depuis le début de la révolution, par ici…

– Pour quelles raisons ?

– Depuis cette période, les Ouled Slimane profitent de leur supériorité numérique. Ils confisquent les biens des prétendus « kadhafistes » et se comportent comme de véritables révolutionnaires. Mais ce sont les Toubous qui ont libéré le Sud, pas eux ! L'aéroport et la base militaire de Louer, particulièrement stratégiques, sont tombés aux mains du colonel Barca dès la mi-juin 2011, bien avant que les rebelles ne s'emparent de Tripoli ! Depuis, les Ouled Slimane tentent de récrire l'Histoire pour se travestir en héros de l'insurrection. Afin d'asseoir leur autorité et de s'enrichir davantage.

– De quelle façon ?

– D'abord, en confisquant les biens de tous ceux qu'ils considèrent comme des « alliés » de l'ancien régime. J'utilise ce terme avec beaucoup

de précaution car, en réalité, il s'agit plutôt de s'accaparer les grosses fortunes de la région ! Les Ouled Slimane commencèrent par voler les Kadadfas, sous prétexte qu'ils appartenaient à la tribu de Kadhafi. Voitures, mobiliers, argent… Tout y passait ! Les Ouled Slimane confisquaient tout ce qu'ils trouvaient, au nom de la révolution, pour leur bénéfice personnel !

– Mais il s'agit d'un règlement de comptes entre deux tribus arabes. Quel rapport avec les Toubous ?

– Au terme de cette première campagne de pillage contre les Kadadfas, plusieurs casernes du Grand Sud demeuraient entre les mains des Toubous. Pour s'emparer de toutes les armes qu'elles contenaient, les Ouled Slimane mirent sur pied une campagne de lynchage à grande échelle, en se servant d'un prétexte. Après le meurtre d'un employé municipal[21], des témoins ont affirmé à la presse locale qu'un Noir se trouvait près de la scène de crime.

– Et alors ?

– Rien d'autre ! Il n'y a eu ni enquête de police ni procès ! Juste une rumeur publiée dans un quotidien de Sebha ! Ensuite, les Ouled Slimane tendirent un piège à un groupe de jeunes Toubous. Le soir du 24 mars 2012, ils les invitèrent à discuter de la situation pour apaiser les craintes de leur communauté. Dès leur arrivée, les adolescents furent descendus à bout portant : une grave insulte dans les codes d'honneur de nos deux communautés, où la notion de trêve occupe une place très importante.

Douna pianote un instant sur son téléphone avant d'expliquer :

– Depuis la mise à sac de nos casernes, les Ouled Slimane disposent d'un grand nombre d'armes. Y compris des armes lourdes. Alors, graduellement, ils tentent d'imposer leur domination sur les autres tribus. Mais depuis la mort de ces jeunes, les événements se précipitent et la violence s'intensifie. Les Ouled Slimane montent une vraie campagne de propagande contre les Toubous. Dans la région, ils contrôlent la radio et utilisent ce média avec une très grande efficacité.

– De quelle façon ?

– Ces derniers temps, Radio Sebha appelle jour après jour au « jihad contre les Toubous ». Au massacre ! Avec une méthode et une rigueur qui me rappellent la radio des Mille Collines, au Rwanda… Comment la radio d'une grande ville comme Sebha peut appeler au meurtre contre des

citoyens libyens, sans que le gouvernement intervienne ? Et comment la France peut rester silencieuse, elle qui a tant soutenu le CNT ?

– À vous de me le dire : qu'en pensez-vous ?

Un autre homme présent dans le salon hoche les épaules et déclare :

– Personne n'aime les Toubous, en Libye. Nos compatriotes arabes nous considèrent comme des citoyens de seconde classe, avec des droits très limités. Nous ne disposons même pas de bulletins de naissance ! Il faut croire que, malgré les belles phrases de la révolution, le CNT ne compte pas faire bouger les choses. Du moins en ce qui nous concerne…

– Regardez ! ajoute le propriétaire de la maison. Les Ouled Slimane se sont introduits ici la semaine dernière. Ils cherchaient des femmes ! Heureusement, la maison était vide…

Près de l'entrée, les barres de métal qui protègent la fenêtre de la salle de bain sont enfoncées, laissant place à une ouverture béante.

– Vous imaginez, si ma femme et mes filles s'étaient trouvées là ?

Il secoue la tête en baissant les yeux. Son regard brille de fureur et de frustration.

– Je n'arrive pas à croire que tout cela arrive dans ma propre ville ! Et surtout aujourd'hui, après cette « révolution » ! Voilà tout ce qu'elle nous apporte : l'anarchie, le chaos et davantage de haine !

– Il s'agit d'un véritable génocide ! renchérit Douna.

– Connaissez-vous le nombre exact des victimes ?

– Soixante en une semaine. Rien qu'à Sebha. Ils utilisent des armes lourdes contre certains quartiers de la ville. Notamment Tayouri.

– Tayouri ?

– Un bidonville toubou, sans eau courante ni électricité. Il n'abrite aucun combattant. Juste des civils. Des femmes et des enfants qui vivent déjà dans des conditions très difficiles à longueur d'année ! Bien pires que celles de leurs voisins arabes ! Après cette discussion, je vous emmènerai là-bas.

– Les Ouled Slimane tirent sur ce quartier à l'arme lourde ? En pleine ville ?

– Ils prennent nos maisons pour cible avec des canons ! Des canons, vous entendez ! Des canons de 106 mm ! répète Douna d'une voix légèrement

incrédule. Je vais vous montrer. Et vous verrez que je ne mens pas quand je vous parle de massacre.

– Et les snipers ! Et les mortiers ! Les Ouled Slimane tirent sur les gens de Tayouri avec tout ce qu'ils trouvent ! Même sur les femmes et les enfants ! Pourtant, ces « révolutionnaires » travaillent avec le CNT. Et le CNT travaille avec Paris ! Pourquoi la France ne dit rien ? ajoute le propriétaire de la maison, tandis que le reste de l'assemblée acquiesce d'un air grave.

Douna avale une gorgée de thé puis continue son récit :

– Après quatre jours de bombardements intensifs sur nos maisons, les sages de plusieurs autres tribus tentèrent d'imposer un cessez-le-feu aux Ouled Slimane. Mais chaque fois, après quelques heures de répit, les attaques reprenaient de plus belle ! Ces gens pensent que Sebha leur appartient, voilà le problème ! Les Ouled Slimane gouvernaient cette ville il y a plusieurs siècles, à l'époque où la région se décomposait en une myriade de petites royautés. Visiblement, ils considèrent que rien n'a changé.

– Quel pourcentage de la population représentez-vous, à Sebha ?

– Difficile de donner un chiffre exact dans le chaos actuel. Je dirais 15 %. Mais il ne s'agit que d'une vague estimation…

– Et cette tension entre les communautés, on la retrouve également dans d'autres villes ?

– Oui. Surtout à Koufra, près des frontières égyptienne et soudanaise. Huit cents kilomètres de désert nous séparent. Sans la moindre piste.

– Et là aussi, les affrontements se déroulent entre Toubous et Ouled Slimane ?

– Non. Cette fois, les problèmes viennent des Zouayis.

– Les Zouayis ?

– La tribu arabe dominante.

– Pourquoi vous en veulent-ils ?

– Il s'agit de très vieilles rivalités où, comme souvent, l'histoire se mêle à la géographie. Les Ouled Slimane et les Zouayis quittèrent la Libye pour le Tchad au moment de l'indépendance, à cause de leurs liens très étroits avec l'occupant italien. Au début des années 1970, Kadhafi leur demanda de revenir. Depuis lors, leur influence sur la région ne cesse de croître…

Les quatre hommes présents commencent à parler en même temps, questionnant mon chauffeur – arabe ! – et s'apostrophant les uns les autres. L'ensemble devient de plus en plus chaotique au fur et à mesure que la discussion avance. Douna finit par me résumer la teneur du débat en expliquant :

– Tout le monde sait que les Ouled Slimane et les Zouayis soutenaient Kadhafi depuis son arrivée au pouvoir. Pourtant, personne n'émet la moindre protestation lorsque, après la chute de Tripoli, une fois la bataille passée, ils se proclament « révolutionnaires » et « ennemis de l'ancien régime » ! Nous ne comprenons vraiment pas ce silence de la part du CNT, conclut-il en me lançant un regard interrogateur, comme si je possédais la réponse à cette question.

– Le CNT agit peut-être au nom de l'unité nationale ? Plusieurs de ses membres sont des Ouled Slimane et des Zouayis. Ils tiennent certainement à ménager les susceptibilités des uns et des autres…

– Mais ces gens œuvrent en permanence *contre* l'unité nationale ! Le CNT ne doit certainement pas les défendre ! Ils opèrent main dans la main avec les trafiquants et avec les hommes d'al-Qaïda qui minent la stabilité du Sud ! Ils créent des tensions avec les Toubous à travers toute la région. Ça ne peut pas continuer ! Nous souffrons déjà de cette situation. Mais bientôt, ce sera la Libye tout entière qui paiera le prix de ce laxisme ! Les massacres durent depuis une semaine. Pourquoi n'arrête-t-on personne ? Je peux vous conduire *maintenant* chez les meurtriers de l'infirmière, cette femme noire abattue en plein milieu de l'hôpital, par des hommes venus achever nos blessés sur leurs civières. Tout le monde les connaît ! Même chose pour les meurtriers du groupe de jeunes Toubous, avant le déclenchement des massacres ! Même chose pour les artilleurs et les snipers postés sur les toits, autour du quartier de Tayouri… Nous les connaissons tous ! Leurs noms, leurs adresses… Pourtant, personne ne procède à la moindre arrestation, ni même à la moindre enquête ! Où se trouve la justice ? Le CNT vaut-il vraiment mieux que les hommes de Kadhafi ?

– À vous de me le dire…

– Regardez autour de vous ! À l'époque de Kadhafi, la société libyenne nous marginalisait déjà. On enregistrait les nouveau-nés toubous comme « résidents étrangers », « réfugiés » ou encore « citoyens tchadiens ».

L’égalité avec nos compatriotes arabes n’existait que dans certains discours officiels. Et encore… Mais, au moins, un groupe de citoyens ne pouvait pas prendre les armes à Sebha pour en tuer froidement un autre. Vous imaginez ? Soixante morts en moins d’une semaine, dans une ville de cette taille ! Sans compter les centaines de blessés, les viols et les pillages ! Désolé de le dire, mais… de tels événements ne se seraient jamais produits à l’époque de Kadhafi ! Aujourd’hui, les Ouled Slimane détiennent le pouvoir. Ils prétendent faire face à la menace des Toubous, mais je vous le demande : où se trouve cette menace ? Les Toubous vivent dans le désert, au cœur de régions souvent inaccessibles. Nous ne représentons une menace pour personne. Nous voulons la paix et la justice. La menace vient plutôt des terroristes d’al-Qaïda et des contrebandiers qui infestent le pays, à cause du chaos qui règne dans nos villes.

– Vraiment ?

– Bien sûr ! intervient le propriétaire de la maison. Et cela, depuis des mois ! Vous connaissez Mokhtar Belmokhtar ?

– L’émir d’Aqmi ?

– Un des émirs de l’organisation, oui. Vous savez à combien on estime le trafic de cigarettes qu’il contrôle entre l’Afrique et la Méditerranée ? Plus de trois cents millions de dollars par an !

Dès mon retour à Tripoli, je vérifierai ces chiffres. À ma grande surprise, ils s’avéreront en ligne avec les enquêtes les plus sérieuses sur le sujet[22]. Mon nouvel ami semble donc plutôt bien renseigné.

– Dans la région, on le surnomme Mister Marlboro. Et vous savez à quoi il rêve depuis des années ?

Une nouvelle série de rafales déchire le silence. Mon interlocuteur me fixe toujours. Il poursuit son explication, imperturbable :

– Il rêve d’un accès direct à la Méditerranée pour ses marchandises ! Cigarettes, drogue, immigrants clandestins, contrefaçons, mais également terroristes en partance pour l’Europe… Avant la révolution, il devait contourner la Libye. Kadhafi ne laissait pas passer grand-chose. Les trafiquants lui semblaient trop étroitement liés aux mouvements islamistes, ses ennemis jurés, pour qu’il accepte de pactiser avec eux. Or, aujourd’hui, pour Mokhtar Belmokhtar, ce problème n’existe plus. Il peut faire rouler ses camions à travers le désert, en monnayant un droit de passage auprès des

Ouled Slimane ou des Zouayis. Avec l'argent qu'il gagne, dépenser quelques millions en pots de vin ne lui pose aucun problème.

– Et les Toubous ne souhaiteraient pas récupérer le contrôle de cette manne ?

– Certains chercheront probablement à le faire. Mais il s'agirait d'une grave erreur. Ce qui s'organise aujourd'hui, c'est un réseau extrêmement efficace qui remonte jusqu'au CNT, en passant par les Touaregs, les Ouled Slimane et les Zouayis du Grand Sud. Les Toubous n'ont pas leur place dans une négociation de cette ampleur. Si nous essayons de peser dans la balance, les autres protagonistes nous écraseront !

– Vous prétendez que le CNT entretient des liens avec al-Qaïda ?

– Vérifiez vous-même ! Juawahi, le ministre de la Défense[23], vient de nommer Abdoul Wahab Hassain Qaid responsable de la surveillance des frontières sud. Il s'agit du propre frère d'Abou Yahya al-Libi[24], étoile montante d'al-Qaïda et possible remplaçant d'Oussama ben Laden ! Avec l'arrivée en poste d'un tel homme, on peut au moins se poser des questions : si le CNT voulait faciliter l'implantation de cette organisation dans la région, il ne s'y prendrait pas autrement ! Sans parler des villes frontalières comme Ghat et Oubari, en zone touarègue, infestées par les jihadistes algériens d'Aqmi, sous l'œil bienveillant de nos responsables…

– Quel rapport avec les massacres de la semaine dernière ?

– Le désert nous appartient et les tribus arabes le savent ! Ils doivent se débarrasser de nous pour que leur commerce puisse prospérer en toute quiétude ! En affaiblissant notre communauté à Sebha et à Koufra, ils garantissent la pérennité de leurs intérêts. Conformément aux instructions de leurs maîtres…

– Leurs maîtres ?

– Aqmi ! Les Ouled Slimane et les Zouayis étouffent les Toubous pour laisser le champ libre aux émirs du Sahel. En même temps, ils consolident leurs positions à l'intérieur de la Libye, en accumulant toujours plus d'armes, plus d'argent et plus de pouvoir. Tout le monde y trouve son compte…

– Sauf les Toubous ?

– Exactement !

– Mais ces routes dans le désert dont se servirait Mokhtar Belmokhtar… Elles existent déjà ?

– Bien sûr ! reprend Douna, silencieux depuis quelques minutes. Elles existent et elles s'étendent à une vitesse stupéfiante ! Vous savez, en novembre 2010, je me souviens d'avoir vu un car de touristes qui partait pour le djebel Assida…

– Le quoi ?

– Le djebel Assida ! Ici ! dit-il en désignant un point situé à l'est de Gatrun sur la carte déployée devant nous.

– Oui, renchérit mon chauffeur. J'emmenais souvent des touristes dans ce coin-là.

– Eh bien, aujourd'hui, il s'agit d'une piste de contrebande particulièrement convoitée. Plus personne n'ose s'aventurer là-bas. Le mois dernier, en plein désert, les hommes du colonel Barca ont retrouvé une Jeep carbonisée qui venait de sauter sur une mine, ainsi que deux cadavres exécutés d'une balle dans la tête : ces règlements de comptes entre bandes rivales arrivent très souvent, désormais. Avant la chute de Kadhafi, tout le monde pouvait s'y rendre : les Européens montaient sur des dromadaires et faisaient du 4x4 dans les dunes. Mais aujourd'hui, il s'agit d'un des pires coupe-gorge de la planète. Les contrebandiers pullulent en pays toubou. Ce qui ne veut pas forcément dire que les Toubous les contrôlent ou travaillent pour eux. Aqmi dispose d'une fortune colossale. Un véritable mur d'argent ! Je ne vois pas comment nous pourrions leur résister…

– La région touarègue, au sud-ouest, connaît-elle les mêmes difficultés que vous ?

– Oui. Ce problème touche l'ensemble de la zone Sud. Vous connaissez la « mer de sable » qui se trouve en dessous de Murzuq ?

Mon chauffeur répond à ma place :

– Oui, je connais très bien cet endroit ! La plupart des gens qui venaient en Libye avant la révolution y passaient quelques jours. On organisait des expéditions en 4x4 ou à dos de dromadaire. Cette zone ne présentait pas le moindre risque ! Ni terrorisme ni bande armée… De plus, les militaires patrouillaient régulièrement dans le désert et des détachements de « tourist police » accompagnaient les groupes d'étrangers pour veiller à leur sécurité.

Douna hoche la tête :

– Aujourd'hui, plus personne ne s'y aventure, à cause de la « passe de Salvador », la triple frontière, toute proche, entre l'Algérie, le Niger et la Libye. La plupart des trafiquants qui souhaitent pénétrer en Libye utilisent les défilés rocheux de ce « triangle d'or » du Sahel, perdu en plein milieu du désert ! Pas de route, pas de piste : juste des dunes et des montagnes à perte de vue. À partir de cet endroit, les contrebandiers empruntent deux itinéraires distincts pour traverser le pays. Mais ils entrent tous par là.

– Il n'existe pas de poste frontière ? Aucune route ?

– La piste la plus proche se trouve à plusieurs centaines de kilomètres. Elle descend de Sebha jusqu'au poste frontière de Tum, en passant par Gatrun. Aujourd'hui, on l'appelle « la route des esclaves ». Quand vous l'emprunterez, vous comprendrez pourquoi.

– Expliquez-moi.

– Si les produits à très forte valeur ajoutée comme la drogue et les armes transitent loin des regards, à travers la passe de Salvador, la piste de Tum sert plutôt à acheminer les immigrants africains et les produits de contrefaçon fabriqués en Asie. En l'absence de contrôle, on emprunte les pistes les plus directes. On l'appelle « la route des esclaves » parce que les passeurs « larguent » leur cargaison le long de la route, au fur et à mesure des villages. La plupart de ces gens ne parlent pas un mot d'arabe. Sans argent, sans nourriture, ils mettent des mois pour remonter jusqu'à la côte. Quand ils y arrivent ! Ensuite, ils rencontrent d'autres problèmes. Ils doivent à nouveau trouver de l'argent pour traverser la Méditerranée. Beaucoup d'argent… Ces pauvres diables vivent vraiment l'enfer !

– Et cette « route des esclaves », elle existait déjà au temps de Kadhafi ?

– Kadhafi prônait une politique très ouverte à l'égard de l'Afrique : il encourageait les ressortissants de toute la région à venir travailler légalement dans notre pays. En tant que puissance pétrolière de premier ordre, la Libye offrait des salaires particulièrement attrayants. Pourquoi chercher à atteindre l'Europe dans la clandestinité, quand on peut gagner la même somme avec un permis de séjour et une carte de résident libyen ? Non… Les Africains qui venaient jusqu'ici ne cherchaient pas à aller plus loin. Du moins, avant la révolution.

– Revenons à cette fameuse passe de Salvador. Vous me parliez de deux routes ?

– Oui. Là, il s'agit de trafics « durs ». De la cocaïne principalement. Mais aussi de l'héroïne. On en voit de plus en plus, cette année.

Dans la cuisine, j'entends des voix de femmes et les cris d'un bébé. Cette vaste maison ressemble à une citadelle assiégée, ou plusieurs familles se regroupent en attendant la fin des pogroms. Car même si l'Occident demeure étrangement muet, il s'agit bien de cela…

Un des hommes présent dans la pièce, silencieux jusqu'à présent, déclare au sujet de la drogue :

– Les marchandises arrivent par bateau à Lagos, Cotonou ou Abidjan… Grâce à la corruption ambiante, on les débarque sans la moindre vérification. Ensuite, elles remontent vers le nord, sous le contrôle de mafias locales ou d'organisations telles que Boko Haram[25] au Nigeria. Une fois au Sahel, Aqmi prend le relais ! Ensuite, tout ce qui va traverser la Libye converge vers la passe de Salvador.

– Tout ?

– En ce qui concerne la drogue, oui. Il existe une autre route, via le Soudan. Mais les contrebandiers s'en méfient.

– Pourquoi ?

– Elle sert également la livraison d'armes et de matériel militaire iranien à destination du Hamas, depuis Khartoum. Mais, après la destruction d'un convoi par l'armée de l'air israélienne[26] en 2009, les trafiquants préfèrent éviter de faire courir des risques inutiles à leurs marchandises.

– Et il existe déjà d'autres itinéraires ? Via le Maroc, l'Algérie et même l'Égypte ?

– Bien sûr ! Mais depuis la chute de Kadhafi, la Libye présente tellement plus d'avantages : un itinéraire direct, aucune surveillance… Le Maroc travaille en étroite collaboration avec Interpol. Même si le résultat demeure imparfait, l'Europe leur met la pression ! L'Égypte, quant à elle, oblige les passeurs à faire un détour gigantesque par le Tchad et par le Soudan. Ce qui implique beaucoup de frais supplémentaires.

– Après la passe de Salvador, où vont les contrebandiers ? Quelles routes empruntent-ils ?

– Il ne s’agit pas de routes, corrige Douna. Juste des itinéraires dans le sable.

– Alors, parlez-moi de ces itinéraires…

– Il en existe deux. Le premier pénètre directement en Libye depuis la passe de Salvador. Direction nord-nord-est pendant environ cent kilomètres, avant de bifurquer plein est sur plus de six cents kilomètres, jusqu’aux environs de Koufra. Là, les marchandises changent de main et d’autres trafiquants prennent le relais.

– Qui ?

– Des brigades de révolutionnaires. Plusieurs. Toutes celles qui contrôlent le bon millier de kilomètres qu’il reste à parcourir pour atteindre la côte. Mais franchement, une fois sorties du désert, je ne peux pas vous dire avec précision ce qu’il advient des cargaisons.

– Pourquoi les contrebandiers font ce détour, après la passe de Salvador ? D’abord cent kilomètres au nord, puis un virage à l’est…

– Cette ruse leur permet de se déplacer très discrètement. Sur la première partie du trajet, les dunes ressemblent à de véritables collines, hautes de plusieurs dizaines de mètres. En zigzaguant dans ce labyrinthe de sable, ils masquent les nuages de poussière soulevés par leurs véhicules.

– Pourquoi s’entourer d’un tel luxe de précautions ? Je croyais que la police et l’armée n’allaient plus là-bas !

– Les trafiquants ne craignent pas la police, mais plutôt les embuscades tendues par leurs rivaux ! Ce genre de choses arrive presque tous les jours. Mais, dans la plupart des cas, personne n’en entend jamais parler : les cadavres pourrissent dans le désert, loin des regards, et les meurtriers reprennent le business de leurs victimes.

– Aqmi a donc des rivaux dans la région ?

– Comme toutes les mafias du monde ! Même à l’intérieur de l’organisation, les dirigeants se livrent des luttes fratricides ! Mokhtar Belmokhtar et Abou Zeid s’affrontent régulièrement, par brigades interposées ! Chacun aimerait récupérer les filières de l’autre, même si Abou Zeid se présente comme un homme plus pieux et plus vertueux que son rival. Sans parler des Touaregs d’Ansar Dine qui veulent eux aussi obtenir une part du gâteau ! Et puis, il existe une multitude de « free-

lance » : des bandits ultra-violents, qui tentent leur chance en désespoir de cause, dans une région qui n'offre aucune autre perspective d'avenir que le trafic et la contrebande. Pour se lancer, il suffit d'un 4x4, d'un GPS ou d'un guide, et de quelques armes. Rien de bien difficile à trouver ! N'importe qui peut voler une voiture, emprunter une kalachnikov ou une mitrailleuse, et s'associer avec un Touareg qui connaît bien le désert. Il s'agit d'un business dangereux mais potentiellement très rentable.

– Combien gagne un passeur ?

– Honnêtement, je n'en sais rien.

– Existe-t-il d'autres itinéraires ?

Douna trace au stylo bleu de longues lignes maladroites sur la carte de mon chauffeur, visiblement contrarié :

– Oui. La seconde piste longe la frontière du côté nigérien, après la passe de Salvador. Plein est. Ensuite, elle pénètre au Tchad et effleure le massif du Tibesti, avant de remonter en Libye, au nord, pour atteindre directement la région de Koufra.

– Et personne ne surveille le désert ?

– Sur le papier, le frère d'Abou Yahya al-Libi dispose de plusieurs centaines de véhicules offerts par le Qatar, afin de contrôler cette région. Mais nous ne les voyons jamais. Absolument jamais ! À se demander s'ils existent ! Nous autres Toubous disposons seulement de quelques véhicules de patrouille pour près d'un million de kilomètres carrés ! Avant la révolution, l'armée quadrillait le Sud. Il existait de nombreux postes avancés, et des bases gigantesques, comme Waw el-Kebir, un complexe militaire construit à l'est de Gatrun afin de sécuriser nos frontières avec le Tchad et le Niger. Il possédait un aéroport, une base de blindés… Bref ! De quoi calmer ceux qui voulaient se passer des formalités douanières ! plaisante Douna.

– Et aujourd'hui ?

– La base ne fonctionne plus. Quelques révolutionnaires campent à l'intérieur et assurent le service minimum pour empêcher les pillages et éviter qu'elle ne tombe en ruines !

– Donc, tous les contrebandiers circulent librement ?

– Exactement. Les pilotes ne volent pas, l'armée nationale n'existe plus, et nous ne disposons pas de la moindre logistique. Que pouvons-nous faire contre les milliards d'Aqmi ?

– Le CNT laisse volontairement notre pays sombrer dans le chaos pour servir les intérêts d'al-Qaïda ! déclare soudain l'un de mes hôtes d'une voix furieuse.

– La Libye pourrit sur pied, ajoute le propriétaire de la maison. Et nos dirigeants disent qu'ils n'y peuvent rien. Mais à qui profite cette situation ? Dans le Sud, il n'existe qu'un seul gagnant : Aqmi ! Et pour laisser faire une chose pareille, le CNT doit toucher beaucoup d'argent.

– Pourquoi tous les trafics convergent aux alentours de Koufra ?

– Il s'agit d'une zone hautement stratégique. Un point charnière entre le désert et le reste de la Libye. Dans cette région, les hommes qui pilotent les chargements de drogue à travers les dunes et les montagnes sont irremplaçables. Mais, ensuite, pour remonter jusqu'à la mer, le travail demande d'autres qualités.

– Lesquelles ?

– Il faut tisser des alliances avec les brigades, monnayer le passage de la drogue, entretenir de bonnes relations avec les révolutionnaires qui contrôlent les routes… Dans le désert, il faut seulement rouler vite, tirer le premier et éviter les embuscades. Le jeu devient plus subtil quand on remonte vers le nord.

– Que se passe-t-il quand les trafiquants déchargent leurs cargaisons près de Koufra ? Ils rentrent à vide ?

Douna pose la question aux autres en toubou, une langue absolument incompréhensible pour un Libyen, et *a fortiori* pour moi…

– Non, je ne crois pas. Souvent, ils ramènent des armes ou de l'essence : elle ne coûte presque rien, ici.

– Les armes non plus !

Il sourit à ma plaisanterie et ses compagnons rigolent de bon cœur. Malgré la nuit, la température ne baisse pas. La pièce qui me semblait fraîche tout à l'heure me paraît désormais étouffante.

Le portail s'ouvre. Des voix résonnent à l'extérieur. Un des hommes assis avec nous se lève et empoigne sa kalachnikov pour aller voir. Douna ne

bouge pas. Le visage tendu, le regard fixe, il observe la scène comme un fauve aux aguets. Mais il s'agit seulement d'un nouvel invité. Un homme d'une soixantaine d'années, plutôt grand, avec beaucoup d'allure et de prestance. Ses cheveux d'un blanc immaculé contrastent avec sa peau très noire, et son visage émerge d'un chèche[27] gris clair qui recouvre le reste de son crâne et la totalité de son cou. Il s'exprime dans un français parfait. Pas seulement bon : parfait, sans le moindre accent, il ne fait aucune faute de grammaire et son vocabulaire semble d'une richesse infinie, même si ses phrases un peu trop alambiquées rappellent, parfois de façon un peu caricaturale, celles d'un très vieil érudit.

Le vieil homme ne porte pas d'arme. Pourtant, il émane de ce personnage un indéniable charisme. Lorsqu'il prend la parole, tout le monde se tait pour l'écouter :

– Bienvenue à Sebha ! Et surtout, navré de vous accueillir dans de telles circonstances ! dit-il en désignant les kalachnikovs posées contre le mur. J'ignore pourquoi les journalistes et les membres de la communauté internationale s'intéressent si peu aux massacres qui ensanglantent la région. Après tout, il s'agit de la Libye ! L'Europe et l'Amérique portent une grande part de responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui… Pourquoi Nicolas Sarkozy ne vient-il pas protéger les civils qui se font massacrer sans la moindre raison dans cette ville ? Même s'il ne peut pas intervenir directement, il pourrait faire pression sur le CNT, ou au moins protester ! Au lieu de cela, il se tait. Comment l'expliquez-vous ?

– Si l'on dévoile les crimes commis à l'encontre des Toubous et l'anarchie qui règne dans le Sud, l'Occident devra reconnaître ses erreurs en Libye. Ce qui serait particulièrement embarrassant…

– De quelles erreurs parlez-vous ?

– Du soutien massif et inconditionnel octroyé aux mauvaises personnes, au sein d'un pays et d'une crise que nous ne comprenons pas.

– Que pensez-vous de ce que vous voyez ici, à Sebha ?

Mine de rien, ce charmant vieillard inverse gentiment les rôles.

– Il faut encore que je me rende sur place, dans le quartier de Tayouri. Mais… si tout cela s'avère exact, ces tueries prouvent que l'intervention occidentale est un échec. Si le CNT laisse une tribu en massacrer une autre, en toute impunité et en toute connaissance de cause, alors il ne vaut pas

mieux que le régime précédent ! Exécuter des gens pour la couleur de leur peau constitue le stade ultime de la barbarie. Si ces massacres ont vraiment eu lieu, le CNT et la révolution sont morts avec les victimes de Tayouri…

– Dans ce cas, allons vérifier ! Vous devez voir ça par vous-même ! déclare-t-il avant de donner quelques directives aux hommes qui nous entourent.

Il se lève et m'invite à le suivre, tandis que le reste de la troupe se prépare. Paradoxe bien révélateur de la Libye actuelle : la seule personne qui ne porte pas d'arme est notre « garde du corps ». Il s'agit pourtant du seul soldat présent dans la pièce : le seul membre de l'armée nationale…

Tayouri

Notre départ ressemble à un convoi du far west qui s'ébranlerait lentement en territoire apache : les hommes sortent de la maison en observant les alentours. Ils traversent la rue pour scruter les autres bâtiments et les palmeraies noyées dans l'obscurité, avant de revenir vers les véhicules et de grimper à l'intérieur. Les deux 4x4 ouvrent la route, remplis d'hommes armés jusqu'aux dents. Nous les suivons pendant une quinzaine de minutes, tandis que le véhicule qui a conduit le vieil homme jusqu'à nous ferme la marche. Je ne connais pas la ville et je me laisse guider à l'aveuglette, en observant les trottoirs sales et lugubres des quartiers que nous traversons. Mais plus tard, lorsque j'en apprendrai davantage sur la géographie des lieux, je comprendrai que cette large « boucle » dans les faubourgs presque déserts de Sebha vise à éviter tout contact avec les Arabes du centre. Finalement, nous arrivons sur une grande artère où le convoi s'engage prudemment. Si l'un de nos véhicules ralentit, la voiture de tête s'arrête et l'attend.

Ce luxe de précautions me semble un peu exagéré. Mais alors que nous quittons le boulevard pour obliquer sur la gauche, dans un dédale de ruelles poussiéreuses et d'immeubles en ruines, des coups de feu retentissent derrière nous. La voiture qui nous précède accélère brutalement, tandis que l'un des passagers sort son arme par la vitre pour tirer quelques rafales de dégagement. Il lâche trois balles un peu à l'aveuglette, dans une gerbe de flammes qui illumine brièvement la nuit, mais un nouveau virage à gauche

bloque son angle de tir et l'empêche de faire feu une seconde fois. Nous nous engouffrons rapidement sur une piste mal éclairée, pendant quelques centaines de mètres, avant d'arriver près d'une place aux allures de dépotoir. Tout s'est déroulé extrêmement vite, et je ne comprends pas très bien du tout ce qui vient de se passer.

Tandis que Douna orchestre la manœuvre de façon très précise, les voitures se garent le long des murs, afin d'échapper aux snipers. Pourtant, un des hommes nous appelle en désignant la portière de son 4x4. Durant l'embuscade, une balle a traversé la portière et une partie de l'habitacle, avant de transpercer la mousse du siège conducteur et de se ficher quelque part dans le châssis. Les hommes désignent leur oreille, puis haussent les épaules avec une moue résignée.

– Personne n'a entendu cette balle, explique le vieil homme en nous rejoignant.

– Rien d'étonnant, avec le vacarme des détonations.

– En effet. Mais il s'agit néanmoins d'un sacré coup de chance. Surtout avec autant de monde dans la voiture ! On ne s'attendait pas à trouver des tireurs sur cette route.

Il se tait pendant plusieurs secondes en balayant la place du regard, attristé par ce qu'il voit et par ce qu'il me fait découvrir. Cet homme à l'allure de vieux sage semble soudain écrasé par l'histoire de son peuple, faite de misère, de dénuement et de détresse :

– Regardez comment nous vivons.

Par cette nuit plutôt claire, je peux entrevoir les maisons qui encerclent la place : des masures de brique, parpaings et tôle, à l'aspect lugubre, éclairées çà et là par quelques ampoules électriques.

– Les Arabes ne vivent pas comme ça. Depuis des décennies, le pouvoir nous cantonne dans de véritables ghettos. J'espérais que la révolution changerait la donne. Mais les choses empirent ! Désormais, on ne se contente plus de nous marginaliser : on nous massacre ! Suivez-moi…

Nous pénétrons dans les ruelles de Tayouri, le quartier des laissés-pour-compte et des parias. En plus des Toubous, il abrite désormais un nombre substantiel de Kadadfas, les membres de la tribu de Kadhafi, persécutés pour cette unique raison avec plus de férocité et d'arbitraire que ne l'étaient

les Juifs dans la Russie tsariste. Sur notre gauche, le vieil homme désigne un amoncellement de métal et de gravats qui émerge de l'obscurité :

– Il s'agit d'une maison détruite par un obus de 123 mm. Quatre morts au moment de l'impact, une femme et trois enfants. Le mari défendait l'entrée du quartier lors du bombardement. Nos agresseurs savent très exactement ce qu'ils font et qui ils tuent : les maisons qu'ils prennent pour cible n'abritent que des civils.

Nous avançons de quelques mètres, jusqu'à un mur criblé de balles. Les impacts demeurent clairement visibles dans la pénombre. Le vieil homme s'approche et passe doucement la main contre la paroi, comme une caresse, pour localiser les projectiles : un, deux, puis trois… Il me fait signe de m'approcher tandis qu'il continue sa recherche.

– Des balles de 7.62, murmure-t-il. Des balles de Dragunov, un fusil de sniper soviétique. Cette ruelle se trouve totalement à découvert. Pendant la semaine de folie furieuse que nous venons de vivre, plusieurs personnes sont mortes à cet endroit. Exactement là où nous nous trouvons. Regardez les traces de sang par terre, et vous comprendrez que nos bourreaux s'en donnaient à cœur joie.

De grandes taches sombres maculent le sol des alentours. L'homme poursuit en désignant un immeuble de plusieurs étages, vide et lui aussi délabré, que l'on peut apercevoir à environ deux cents mètres, à l'extérieur du quartier :

– Les snipers utilisent cet endroit comme poste de tir. En empêchant les Toubous de se déplacer, ils veulent désorganiser nos défenses pour pénétrer à l'intérieur de Tayouri et massacrer tout le monde. Heureusement, nos hommes tiennent bon. Les Ouled Slimane réussissent seulement à nous pilonner depuis leurs positions, sans gagner un pouce de terrain. Venez, je vais vous montrer quelque chose qui va vous intéresser…

Nous marchons toujours dans l'obscurité. Partout, les bicoques fermées à double tour côtoient les ruines dévastées par l'artillerie.

– Encore une autre maison détruite. Ici, cinq morts. Du moins, je crois…

Il adresse quelques mots aux hommes qui nous suivent.

– Oui, toute une famille. Cinq personnes.

– Pas de survivants ?

– Avec ce genre de projectiles… Aucune chance d'en réchapper ! Ils nous pilonnent avec des mortiers de 82 et des canons de 106 ! Comment voulez-vous que ces taudis puissent résister à de tels impacts ? La plupart des blessés reçoivent des tirs d'armes légères en ville, lorsqu'ils se promènent seuls. Mais dans ce quartier, avec l'artillerie, les Ouled Slimane font beaucoup plus de dégâts… Attention à ne pas tomber !

Le vieil homme désigne un tas de gravats qui recouvre la route, près de la maison détruite. Parmi les décombres, je remarque une nappe ou un tapis coincé sous les briques, une cuvette en plastique et ce qui ressemble à un morceau de sanitaire éclaté. La promenade devient lugubre. Nous continuons à marcher quelques minutes avant de nous retrouver au beau milieu d'une large piste en terre. En me retournant, j'aperçois la tunique blanche de Douna qui se détache de l'obscurité, tandis qu'il s'approche de nous.

– Vous trouvez la visite intéressante ? demande-t-il en désignant le quartier d'un petit geste du menton. Vous voyez que je n'exagère pas. Des maisons détruites, des impacts de balles… Je peux vous en montrer pendant des heures ! Tous les gens qui habitent ici vous raconteront la même histoire ! Vous voulez aller au dispensaire et voir nos morts : ceux qui attendent toujours leur inhumation ?

– Ça ira. L'état de ce quartier en dit suffisamment long sur ce qui se passe.

Tout en discutant, nous emboîtons le pas du vieil homme qui se dirige vers un grand bâtiment, en lisière du quartier. Il s'agit du conseil local de Tayouri, l'équivalent d'une mairie d'arrondissement.

– Que dit la presse au sujet des événements qui se déroulent ici ? demande Douna.

– Les très rares articles qui mentionnent le sujet parlent de nombreux morts dans le Sud. Des affrontements entre Arabes et Toubous. Mais les informations disponibles demeurent très vagues.

– La presse parle d'« affrontements » avec les Ouled Slimane ?

– Oui.

– Il s'agit d'une tuerie, pas d'affrontements ! Nous ne les attaquons pas, nous ne les bombardons pas, nous ne les provoquons pas… Nous ne faisons que nous défendre ! Quand nous le pouvons.

Il s’immobilise un instant et pose sa main sur mon épaule :

– Allez voir les Ouled Slimane et demandez-leur de vous montrer les dégâts subis durant nos prétendus « assauts ». Demandez-leur de vous montrer leurs quartiers dévastés. Vous verrez ce qu’ils vous répondront !

– Je le ferai.

Arrivés devant le conseil local, nous saluons quelques anciens qui fument sous le porche du bâtiment. On me présente le chef du quartier, son adjoint, puis un autre adjoint… Mais déjà, le vieil homme et Douna m’entraînent un peu plus loin. Je reste muet quelques secondes sous l’effet de la surprise : avec une patience et une application touchante, mais avec une témérité qui confine à l’inconscience, les Toubous collectent chaque jour les preuves du massacre : douilles, obus non explosés, roquettes, fragments de munitions… Tout est là, soigneusement exposé sur le sol.

– Voici le genre d’obus que les Ouled Slimane envoient sur notre quartier ! Nous tentons également de regrouper les douilles et les munitions retrouvées dans les immeubles voisins, après le départ de nos assaillants.

– Ils sont partis ?

– Oui, dès l’arrivée du colonel Barca ! Nous ne pouvions pas laisser la situation se détériorer davantage : les bombes, les meurtres, les viols… Il fallait que ça cesse !

– Mais si je ne me trompe pas, le colonel Barca commande la région de Murzuq. Pas celle de Sebha ?

– Vous savez, il s’agit seulement d’un titre. Et de nos jours, en Libye, les titres ne reflètent plus du tout la réalité du pouvoir. Tout le monde connaît le colonel Barca ! Sa réputation de guerrier le précède à travers tout le pays. Les Ouled Slimane nous dominent par leur nombre et la qualité de leurs armes, mais pas par leur courage ou leur expérience de la guerre. Il ne s’agit pas de véritables soldats. Juste des voyous et des tueurs d’enfants.

– Racontez-moi l’arrivée de Barca.

– Aujourd’hui, quelques heures avant l’aube. Une arrivée discrète, à la fois par le désert et par les grands axes. Certaines unités se sont postées directement au centre ville, tandis que d’autres prenaient possession des différents points de contrôle établis autour de Sebha. Après avoir paralysé la logistique de nos adversaires, le colonel a envoyé des troupes aux abords de

Tayouri, pour protéger le quartier et montrer aux Ouled Slimane que, si les massacres ne s'arrêtaient pas tout de suite, ses hommes les réduiraient en bouillie.

– Ça a marché ?

– Les Ouled Slimane ne contrôlent pas tous leurs combattants. Depuis l'arrivée de Barca, des fusillades éclatent encore régulièrement. Mais les tirs d'artillerie ont cessé. Nos assaillants semblent désormais comprendre que s'ils déclenchent une guerre, ils ne la gagneront pas…

Ainsi, le commandant d'une province voisine vient de débarquer avec ses soldats et d'investir la ville pour protéger sa tribu. Difficile de le lui reprocher, d'après ce que je constate dans le quartier de Tayouri. Mais la remarque de Douna me semble particulièrement révélatrice : « En Libye, les titres ne veulent plus dire grand-chose… » En réalité, le pouvoir se recompose désormais sur d'autres bases, très différentes de celles que l'on présente aux responsables étrangers. Dans le Sud, cela semble une évidence. Prenons le cas du colonel Barca. Au moment de ce voyage[28], il « règne » sur une région bien plus vaste que la zone administrative dont il a officiellement la charge, et d'une façon qui dépasse très largement ses prérogatives…

Le CNT nous vend l'image d'un pays qui progresse cahin-caha, « malgré les problèmes ». Un pays qu'on cartographie et qu'on découpe en sections administratives précises, avec des gouvernorats civils et militaires. Voilà la version officielle, destinée à l'export. Celle qui plaît à nos gouvernements et à nos technocrates, bercés par ce genre de raisonnements depuis leurs années d'études à l'Ena ou à Sciences Po. Ils comprennent les cartes, les régions, les districts… Malheureusement, en face, ceux qui préparent ces textes rassurants ne le font que pour nous. Dans sa tête, Barca ne se voit pas comme le « gouverneur militaire de Murzuq », mais comme un chef de guerre, avec suffisamment d'armes et de combattants pour défendre les intérêts de son peuple. Et accessoirement les siens ! Les « limites administratives et territoriales de sa fonction », comme diraient les énarques, n'existent tout simplement pas : il les fixe au coup par coup ! Nomade par tradition, il va où il lui semble possible et judicieux de se rendre, en fonction de sa force de frappe, de son réseau d'alliances et des avantages qu'il peut en retirer.

Ce jeu de pouvoirs repose exclusivement sur les tribus et sur les rapports de force. L'État et la loi n'existent plus dans cette région : le colonel Barca dirige une province qui en envahit une autre pour rétablir le calme. Il n'agit pas sur ordre du pouvoir central, mais pour le compte de sa tribu, sans se soucier du CNT, du gouvernement ou de sa propre hiérarchie. Comme si le commandant d'une base militaire de Lorient décidait seul d'envoyer ses troupes à l'autre bout de l'Hexagone pour défendre un groupe de Bretons en péril ! Quoique salutaire, cette intervention souligne clairement le degré de chaos qui règne dans la région. Elle traduit aussi une volonté de réorganiser le pouvoir sur une base tribale : une situation inquiétante pour l'avenir du pays, déjà au bord de l'explosion.

Tandis que je poursuis ma discussion avec Douna et le vieil homme, notre garde du corps se lance dans une belle opération de frime en empoignant un obus de mortier non explosé à pleines mains. Les gamins qui traînent autour de nous, encouragés par ce brillant exemple, s'emparent d'autres munitions non explosées pour faire comme les grands. J'essaie d'expliquer à mon auditoire qu'on ne devrait laisser ni les enfants ni les soldats un peu niais s'emparer de munitions pour jouer, mais sans grand succès. Pourtant, jour après jour, ces obus restent en plein soleil et les kilos d'explosif qu'ils contiennent deviennent de plus en plus instables. Les gosses obtempèrent et posent les roquettes, tandis que Douna et les autres acquiescent mollement, certainement pour me faire plaisir.

La température baisse et je savoure avec délice la minuscule brise qui envahit les rues. Notre petit groupe repart en direction de Tayouri. À cet instant, nous ressemblons à des promeneurs qui flâneraient sur les trottoirs parisiens, un soir d'été. De petits groupes se forment. Je marche avec Douna, qui ne tardera pas à devenir un véritable ami, tandis que le vieil homme et mon chauffeur discutent à voix basse, quelques mètres plus loin. Notre garde du corps nous suit, en compagnie des Toubous qui assurent notre sécurité. Je me demande d'ailleurs comment le courant peut bien passer entre lui, l'Arabe de l'armée nationale, et eux, les miliciens noirs, persécutés par les Ouled Slimane avec l'aval du CNT…

– Vous voulez voir comment vivent les habitants du quartier ? demande Douna en désignant les habitations plongées dans l'obscurité.

– Bien sûr ! Mais je doute qu'on puisse entrer comme ça, et…

– Les gens de ce quartier vous recevront tous avec plaisir, croyez-moi ! Venez ! Je connais l'homme qui habite cette maison. Son fils vient de mourir dans un bombardement et sa fille est blessée.

Douna frappe sur la lourde porte métallique de la bicoque avant de déclarer :

– Ces portes coûtent de véritables fortunes aux gens du quartier ! Mais depuis quelques mois, les pillages deviennent monnaie courante. Les habitants craignent que les Ouled Slimane parviennent à entrer dans Tayouri. Ils essaient de protéger leurs femmes et leurs enfants. À cause des viols…

– Cela arrive souvent ?

– Tous les jours ! Même avant les massacres de cette semaine ! Si un Toubou se retrouve entre les mains d'une bande d'Ouled Slimane, il se fera tuer. S'il s'agit d'une femme…

La porte s'ouvre et un homme nous salue. De petite taille, âgé d'environ 40 ans, il possède l'allure frêle et brisée des hommes cassés par la vie : l'inverse de Douna, avec ses traits volontaires, sa voix forte, son débit rapide et ses gestes impatients. Notre hôte s'efface presque instinctivement lorsque nous pénétrons à l'intérieur de la maisonnée et j'aperçois un groupe de femmes qui s'éclipse du salon en direction de la cuisine. Dans cette habitation minuscule, les plafonds très bas rendent l'atmosphère étouffante. Irrespirable. L'homme me serre la main en se pliant en deux, avec une déférence totalement hors de propos. Nous prenons place dans le salon, en compagnie de Douna et de ses hommes.

Ce dernier discute avec un jeune soldat quelques secondes et se tourne vers moi :

– Je dois les envoyer en ville pour chercher du matériel. Ça ne prendra pas très longtemps. Ensuite, nous retournerons à la maison et vous passerez la nuit avec nous !

– Merci. J'accepte votre invitation avec plaisir.

– Demain, vous comptez rencontrer les Ouled Slimane ?

– Oui. Je vais essayer d'organiser un rendez-vous.

– Ils seront ravis de vous parler, croyez-moi. Ils n'éprouvent aucune honte au sujet de ce qu'ils font ici. De plus, comme l'Occident soutient le

CNT, ils vous considéreront comme un allié naturel. Vous verrez…

Il tend les clés du pick-up au jeune soldat et lui demande sa kalachnikov. Je ne comprends rien à la conversation qui se déroule ensuite, mais je pense que le gosse refuse de sortir sans arme. Finalement, Douna lui tend son 9 mm en échange du fusil d'assaut. Le pistolet à l'air de suffire au jeune garçon qui coince l'arme dans sa ceinture avant de quitter la pièce.

Sur le tapis, un enfant dépose un plateau de jus de fruit, de dattes et de lait caillé. Dans cette pièce sans fenêtre qui ressemble davantage à un bunker qu'à un salon, la chaleur dépasse largement les 40 degrés. Aucune décoration ne vient égayer cet endroit lugubre. Juste un petit ventilateur qui fonctionne à plein régime, une table en bois recouverte d'un napperon acrylique imitation léopard, de vieux matelas pour faire office de coussins et des murs couleur bleu pâle, à la peinture écaillée. Je ressens une étrange impression d'enfermement dans cette bicoque. Comme si, à force de vouloir se protéger, les gens de Tayouri devenaient prisonniers de leurs propres maisons. Otages d'un pays qui ne veut pas d'eux, et qui cherche en permanence à les affaiblir pour mieux les contrôler…

Le vieil homme de tout à l'heure nous rejoint. Tandis que notre hôte se lève pour saluer le nouvel arrivant, quelques rafales trouent le silence. Personne n'y prête la moindre attention.

– Je vous remercie de nous recevoir et je vous présente mes condoléances pour votre fils. Vous pouvez me raconter les circonstances de sa mort ?

Le maître des lieux s'exécute docilement, mais le pauvre fait peine à voir ! Il vient de perdre son fils, et semble complètement vidé de ses forces. Il nous raconte cette histoire de façon mécanique, comme un zombie. Pourtant, je sens qu'au fond de lui, il ne ressent pas la moindre envie de témoigner. Ni même de nous accueillir chez lui…

– Il partait chercher de l'eau avec sa sœur, autour d'une canalisation détruite par un tir de mortier. Le puits devenait trop dangereux.

D'un geste de la main, il presse une détente imaginaire :

– À cause des snipers.

Notre hôte marque une courte pause pour s'essuyer le front, avant de poursuivre d'une voix monocorde, sans émotion :

– Tandis qu’ils traversaient Tayouri pour atteindre la canalisation, des éclats d’obus ont tué mon fils et blessé ma fille. Grâce à Dieu, elle va vivre.

Le vieil homme parle quelques secondes à voix basse avec lui. Puis le père hoche la tête et lance quelques mots à un garçon qui disparaît à la cuisine. Je ne comprends pas ce qui se passe, jusqu’à ce que la fillette arrive. Elle doit avoir dans les 9 ou 10 ans, et elle lance un *salam’aleikum* à peine audible. Le père hésite un instant, puis relève la manche de son bras gauche, recouvert de compresses. Nouvelle hésitation. Comme personne ne lui dit d’arrêter, il arrache délicatement le premier sparadrap et j’aperçois les chairs de la gamine, labourées par les shrapnels au niveau du biceps et de l’épaule. La blessure prend une couleur bleue et même noirâtre par endroits. Sous ses vêtements, il désigne d’autres bandages. Beaucoup d’autres. Sur la cuisse et les mollets, mais aussi au niveau de la nuque et du dos…

Je n’ai plus le moindre doute sur ce qui se passe dans cette ville. J’adresse un petit signe de la main au père, qui semble pourtant attendre l’approbation de Douna pour refermer le pansement. Je remercie la petite fille avec un sourire qu’elle ne me rend pas, tandis qu’elle s’éclipse immédiatement vers la cuisine. La conversation s’égare dans une série de doléances et de plaintes sur l’état de délabrement qui prévaut à Tayouri. Alors qu’on parle du problème des ordures, des épidémies et de l’approvisionnement en eau, une question revient sans cesse dans mon esprit. Comment peut-on braquer une arme lourde sur un quartier qui ne compte que des civils ? Cette question, peut-être naïve, je veux la poser aux Ouled Slimane et aux Zouayis. Les yeux dans les yeux. Et au plus vite.

Le Lion du désert

Nous passons la nuit chez l’ami de Douna, en périphérie de la ville. Chacun s’étend sur un matelas de fortune, dans le salon, pour essayer de dormir quelques heures malgré la chaleur qui règne dans la pièce. Les coups de feu ne réveillent personne. D’ailleurs, il ne s’agit que d’armes légères. Quelques rafales crépitent durant la nuit, mais la maison ne subit aucun tir direct. Mon chauffeur décide de dormir sur la terrasse, pour échapper à la fournaise. Il paiera sa témérité d’un surcroît de piqûres ! En effet, durant la

nuit, les moustiques surgissent de nulle part et attaquent avec une férocité sans limite, avant de disparaître aux premières lueurs de l'aube. Je me réveille fatigué, moite et plein de boutons, tandis que les hommes achèvent leur prière. Notre vieux guide aux allures de sage a disparu et je ne le reverrai pas cette fois-ci. Il me faudra attendre plusieurs mois avant que nos chemins se croisent à nouveau, dans des circonstances que je ne peux mentionner ici, pour sa propre sécurité…

Pour rencontrer les Ouled Slimane, mon chauffeur dispose d'un contact : un Zouayi de Koufra aux idées très tranchées sur les Toubous, qui semble faire des tensions ethniques son cheval de bataille et sa nouvelle raison de vivre. Séjournant actuellement à Sebha aux côtés des Ouled Slimane, il se dit prêt à nous organiser une rencontre avec un représentant de cette tribu. Entretien auquel il souhaiterait participer, ajoute-t-il, afin de nous relater les problèmes posés par les Toubous à Koufra, sa ville d'origine.

Après le coup de téléphone, le chauffeur se tourne vers moi et demande :

– Jibril [l'homme en question] peut nous recevoir uniquement ce soir. Que fait-on, en attendant ?

– On devrait aller à Murzuq et essayer de rencontrer le colonel Barca. Demande-lui s'il peut nous recevoir en fin de matinée.

L'aide de camp de Barca nous donne le feu vert pour un rendez-vous aux alentours de 10 heures, ce qui nous laisse juste assez de temps pour arriver à l'heure. Je quitte mes nouveaux amis en sachant déjà que je les reverrai bientôt, et notre petite voiture s'ébranle dans le soleil du matin.

Après deux heures de route, nous arrivons dans le fief du colonel Barca : une ville exceptionnelle ; non qu'elle soit belle, accueillante, ou encore plantée dans un décor magnifique… Rien de tout cela ! Murzuq est seulement propre. Et selon les standards de la Libye actuelle, où la plupart des agglomérations croulent sous les immondices, ce détail me semble particulièrement révélateur : à la différence des autres, cette ville fonctionne ! D'ailleurs, aucun barrage militaire ne vient encombrer les rues. Personne ne monte la garde aux intersections. Aux feux rouges, je ne remarque pas les sempiternels pick-up tagués aux couleurs de la Libye libre, avec une DCA ou un canon sans recul installé à l'arrière. Les soldats

ne tirent pas en l'air. Du reste, on ne voit presque pas de treillis ni d'armes. Comme si nous venions de changer de pays.

Ici, l'ensemble des formations combattantes sont rassemblées sous la bannière du colonel Barca, même si d'autres leaders et d'autres chefs vont émerger quelques mois plus tard. Ce dernier sait que pour avoir une chance de gagner, les Toubous doivent présenter un front uni face à leurs nombreux adversaires. Du coup, l'ordre règne à Murzuq comme dans aucune autre ville du pays…

Le quartier général de Barca est un vaste immeuble de deux étages, encerclé par des grilles épaisses, et gardé par quelques hommes en armes vautrés dans une guérite. Dans la rue, une Land Cruiser me double à vive allure, avant de me faire une queue de poisson pour pénétrer dans l'enceinte du bâtiment. Je viens me garer à ses côtés quelques secondes plus tard. L'homme qui sort du 4x4 mesure environ un mètre quatre-vingt-dix. Très mince, son allure féline me rappelle un peu celle de Barack Obama. Pas encore la trentaine, Saleh travaille aux côtés de Barca depuis plusieurs années. C'est lui qui a organisé mon rendez-vous avec le colonel. Vêtu d'un pantalon gris et d'une chemise blanche, il porte un Glock 17 à la ceinture et s'approche de notre voiture quand il remarque un Occidental à bord :

– Désolé, je ne vous avais pas reconnu, lance-t-il en jetant un regard un peu condescendant à notre véhicule hors d'âge. « Suivez-moi ».

Il tourne les talons en me faisant signe de le suivre. Une foule d'hommes agglutinés devant la porte tente de pénétrer dans le bâtiment, en jouant des coudes et en interpellant les gardes, lourdement armés, qui se trouvent à l'intérieur. Tandis que nous traversons cette muraille humaine, je ressens à nouveau une étrange sensation : celle de me trouver dans un autre pays. Ici, je ne vois ni Ouled Slimane ni aucun autre Arabe. Juste des Toubous. À la différence de Sebha où ils se trouvent encore en minorité, Murzuq leur appartient. Cet endroit ressemble davantage au Tchad ou au Niger qu'à un pays du Maghreb.

Nous pénétrons à l'intérieur, tandis que les soldats contiennent avec beaucoup de difficultés ceux qui tentent de nous suivre. L'un d'entre eux parvient à se glisser dans le hall d'entrée. Il proteste, argumente avec force alors qu'on tente de le renvoyer dehors. Je ne comprends rien à ce qu'il raconte mais, finalement, les gardes abandonnent et le laissent passer…

– Que veulent tous ces gens ?

– Des permis, des papiers administratifs… Cet endroit fait également office de mairie pour l'instant. Alors on y vient pour réclamer toute sorte de choses ! répond Saleh en grimpant les marches quatre à quatre.

L'endroit paraît non seulement très bien organisé, mais aussi débordant d'activité. Des hommes circulent dans les couloirs en étudiant des dossiers ou en s'entretenant à voix basse. Ils nous saluent et reprennent rapidement leur chemin, visiblement pressés. J'éprouve une certaine difficulté à croire ce que je vois, après le spectacle navrant du CNT qui ne brille que par son faste, sa lenteur et… son incompétence !

Au deuxième étage, plusieurs hommes armés de kalachnikovs protègent l'accès du bureau de Barca. En voyant Saleh, l'un d'entre eux frappe trois coups secs sur la porte, et j'entends le bruit d'une serrure que l'on déverrouille depuis l'intérieur. D'autres gardes nous invitent à entrer puis referment à clef derrière nous, tandis que Saleh désigne un canapé et des fauteuils en nous demandant d'attendre quelques instants. Au centre de la pièce, assis derrière un large bureau en bois massif, Barca discute avec plusieurs anciens en costume traditionnels. Il porte un treillis et un chèche couleur camouflage, enroulé autour d'un visage sec, plus anguleux et plus noir que les roches volcaniques qui parsèment le désert alentour. Le bureau possède des ordinateurs portables – des Macintosh ! –, mais également des iPad et des téléphones satellites Thuraya.

Le colonel nous rejoint et s'assied à nos côtés pendant que les soldats raccompagnent ses visiteurs précédents. À nouveau, je note le cliquetis du verrou que l'on referme soigneusement derrière eux.

– Merci de nous recevoir aussi vite, colonel. Nous arrivons de Sebha et…

– De terribles massacres viennent d'ensanglanter cette ville. Mais je ne vous apprends rien.

– À vrai dire, j'espère que vous allez m'en apprendre davantage ! J'ignore encore beaucoup de choses sur les événements de la semaine dernière.

– Très bien. Dites-moi ce que vous voulez savoir.

– Pourquoi cet acharnement des tribus arabes contre vous et les vôtres ? Ici, à Koufra…

Barca réfléchit un instant, les yeux dans le vague, en prenant une grande inspiration. Finalement, il hausse les épaules avant de répondre :

– À cause de la géographie ! Avant les révolutions des années 1960, pour sa grande malchance, notre royaume s'étendait sur trois pays. Les Toubous n'affichaient aucune revendication. Aucune velléité d'indépendance. Au même titre que les Touaregs, nous nous déplacions d'une oasis à l'autre. Au gré des saisons et des besoins du clan.

– Mais les Touaregs, eux, possèdent des mouvements indépendantistes ?

– Je voulais simplement dire que nous partagions le même mode de vie nomade. Pas forcément les mêmes idées politiques. Les Toubous acceptaient la souveraineté des pays qu'ils traversaient. Qu'il s'agisse du Tchad, du Niger ou de la Libye. Pourtant, ces mêmes pays commencèrent rapidement à se méfier de nous…

– Tous ?

– Particulièrement la Libye : Kadhafi nous manipulait en permanence. Au début des années 1970, il nous demanda de soutenir la rébellion touboue au nord du Niger. Puis, en 1972, il utilisa ce même prétexte pour nous expulser, nous chasser hors du pays, en remettant notre loyauté et notre patriotisme en cause.

– De quelle façon ?

– En expliquant que nous nous préoccupions d'avantage du sort de nos frères dans les pays voisins que de celui de nos compatriotes à Tripoli. Toute cette rhétorique reposait sur une mauvaise foi absolue, bien entendu ! Mais la manœuvre fit son effet : ce redoutable stratège, que les Occidentaux présentaient à tort comme un idiot ou un farfelu, savait mieux que personne attiser les divisions tribales au sein du pays, afin de consolider son propre pouvoir. Ce genre de propagande et de déclarations tonitruantes renforçait l'image négative des Toubous : celle d'un peuple « à part », préoccupé par ses seuls intérêts, même lorsqu'ils allaient à l'encontre de ceux de la nation. En réalité, nous voulions seulement une vraie chance de nous intégrer. D'ailleurs, je me bats encore pour cela aujourd'hui…

Un homme entre pour nous servir du café, sous l'œil attentif des soldats. S'ils ne pullulent pas dans les rues de la ville, les miliciens contrôlent tous les faits et gestes des invités à l'intérieur de ce bâtiment. Barca vide sa tasse d'un trait, avant de poursuivre son exposé :

– En 1972, seules quelques familles bien installées décidèrent de rester en Libye.

– Et les autres ?

– Elles établirent leurs campements plus au sud, au Niger ou au Tchad.

– Mais si je ne me trompe pas, Kadhafi rappela les Toubous quelques années plus tard ?

– En effet. Lorsqu'il entra en guerre contre le Tchad, en 1975, il nous demanda de revenir… Pour nous abandonner à nouveau, au terme du conflit ! Depuis les années 1960, nous sommes tantôt appelés, tantôt chassés, au gré des besoins et des caprices de Tripoli ! Nous vivons dans des conditions misérables, parqués dans des quartiers comme Tayouri. Et en plus, les maîtres de ce pays nous utilisent comme des pions !

– Encore aujourd'hui, après la révolution ?

– Bien sûr ! Rien ne change ! D'ailleurs, cette révolution suit un scénario tristement familier aux yeux des Toubous : le CNT se sert de nous pour combattre ses adversaires et prendre le contrôle du Sud, avant d'en retirer toute la gloire et de laisser carte blanche aux Ouled Slimane pour nous massacrer ! Encore une fois, on nous manipule ! À les entendre, la révolution change tout ! Mais il ne s'agit que de mensonges et de paroles creuses.

– En 2011, à la fin de la guerre, comment les Ouled Slimane ont-ils fait pour vous « voler la victoire » ?

– Durant l'été 2011, le pays tombait déjà en miettes et plus personne ne contrôlait les frontières du Sud. En l'absence d'armée et de police, le CNT craignait l'arrivée des fameux « mercenaires africains ». Kadhafi demeurait introuvable et personne ne pouvait encore prédire l'issue de la guerre avec certitude. Nous devions donc verrouiller ces frontières au plus vite, même s'il fallait pour cela concentrer nos troupes dans le désert et quitter les principales agglomérations du Sud. Mais le risque nous semblait minime : à cette époque, grâce à notre intervention, le calme régnait dans toutes les villes de la région.

– Vraiment ?

– En tout cas, les partisans de Kadhafi ne représentaient pas une menace militaire directe. Je suis un soldat, pas un commissaire politique. Débusquer

les traîtres un par un ne fait pas partie de mes attributions ! En 2011, dans le Sud, ma priorité consistait à défendre les frontières.

– Face à quel danger ?

– Un afflux massif de mercenaires africains « loués » par Kadhafi. Vous savez, dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, on trouvait des annonces en pleine rue qui promettaient des sommes folles à ceux qui viendraient se battre en Libye. Kadhafi pouvait dépenser des milliards à ce petit jeu ! Et la perspective de voir ces combattants venus d'Afrique déferler sur les régions côtières terrorisait les Libyens ! À juste titre, d'ailleurs : la présence d'un grand nombre de ces hommes aurait pu faire pencher la balance et inverser le cours des événements. Notre présence aux frontières constituait une protection indispensable pour le reste du pays. Je ne regrette absolument pas cette décision.

– Alors, les troupes de Kadhafi ne comptaient aucun mercenaire ?

– Peut-être quelques poignées, entrés par les régions touarègues. Mais en ce qui concerne les hordes de mercenaires envahissant les villes de la côte, il s'agit d'un mythe !

Cette fable des mercenaires mise en avant par le CNT et par les médias, bien d'autres la remettent en question. En réalité, comme nous le verrons plus loin, tout tend à prouver que ces combattants africains n'ont tout simplement jamais existé.

– Que s'est-il passé lorsque vous avez quitté les villes du Sud ?

– Les Ouled Slimane ont pris notre place. Ils nous ont volé notre victoire ! Au lieu de restituer les points stratégiques aux représentants du gouvernement, ils les ont confiés à leurs propres milices, pourtant bien discrètes durant les combats !

– Vous souhaitez qu'ils vous les rendent ?

Il avale un second café et fronce les sourcils, en esquissant un geste agacé du revers de la main :

– Des bases militaires ? Des aéroports ? Bien sûr que non ! La Libye doit-elle se construire en rançonnant les compagnies aériennes et les fournisseurs de kérosène ? Voulons-nous créer un pays où le prix de chaque escale sera fixé par le chef de guerre local ? Non ! Pourtant, les Ouled Slimane s'engagent clairement sur cette pente. De révolutionnaires

autoproclamés, ils se transforment peu à peu en gangsters, sans même pouvoir se targuer d'une quelconque légitimité d'anciens combattants. Et comme l'attaque constitue la meilleure des défenses, ils tentent de remédier à la situation en nous déstabilisant, avec cette campagne de propagande et les massacres qui en découlent.

– Ces massacres, vous venez d'y mettre un terme, non ?

– En effet. Mais cela pose un problème, vous ne croyez pas ? Le fait que le président du Conseil militaire de Murzuq aille défendre sa tribu dans une autre région, parce que le gouvernement central et l'armée nationale ne font rien… Je n'y vois pas un signe très encourageant pour l'avenir ! Six mois après la fin de la guerre, je pense que nous devrions pouvoir maintenir l'ordre. Un ou deux miliciens tués dans une escarmouche entre groupes armés, cela peut arriver ! Mais à Sebha, nous parlons de plus de soixante civils, exécutés par des milices totalement incontrôlables. Et cela, sans la moindre enquête ni la moindre sanction ! Tout à l'heure, nous évoquions la manière dont Kadhafi nous traitait et vous me demandiez si les choses changeaient depuis l'année dernière… Regardez ! Malgré tous les sacrifices consentis pour cette révolution, nos frères et nos sœurs viennent de se faire massacrer comme des bêtes, dans l'indifférence générale. Le CNT détourne les yeux et franchement, je me sens trahi par ces incapables et ces incompétents ! Ils refusent de lever le petit doigt pour punir les coupables ! Tout comme l'Occident, d'ailleurs… Pourquoi ceux qui soutenaient la révolution libyenne ne viennent pas nous défendre, aujourd'hui ? Pourquoi Nicolas Sarkozy ne parle pas de Sebha ? Il pourrait faire pression sur le CNT pour le forcer à agir. Mais visiblement, ça ne l'intéresse pas…

– L'indifférence du CNT vous surprend ?

– J'aimerais répondre que oui. Malheureusement, nous ne pouvons attendre que très peu de chose de la part de ces opportunistes. Vous savez, nous ne recevons absolument aucun soutien de leur part. Et cela, depuis le début de la révolution ! Alors, malgré l'ampleur des massacres, en mon for intérieur, je savais que ces hommes ne bougeraient pas…

– Comment les massacres de Sebha ont-ils pris fin ?

– Très simplement ! Pour ouvrir le feu à distance sur des femmes et des enfants, pour détruire des maisons à l'arme lourde, avec des familles entières à l'intérieur, les Ouled Slimane semblaient plutôt à l'aise. Mais dès

notre arrivée, le calme a régné sur toute la ville. Visiblement, ces « terribles guerriers » ne souhaitaient pas s'engager dans un combat frontal.

– Combien d'hommes vous accompagnaient ?

Le colonel affiche un sourire d'une grande assurance et empreint d'une certaine férocité :

– Bien assez pour leur faire comprendre que le rapport de force venait de changer du tout au tout.

– Je viens d'apprendre que le CNT lance un mandat d'arrêt contre Issa Abdelmajid. Qu'en pensez-vous ?

Issa Abdelmajid est, dans la région de Koufra, près de la frontière égyptienne, l'autre figure emblématique de la communauté touboue. Des tueries semblables à celles de Sebha se déroulent là-bas en ce moment même. Mais, l'armée nationale est intervenue, coupant la ville en deux. Officiellement, il s'agit de « protection ». En réalité, les Toubous se retrouvent enfermés dans un véritable ghetto, face aux militaires et à la brigade arabe Dera Libya, dépêchée sur place par le CNT pour soutenir les Zouayis.

– Il semble que le ministère de la Défense vienne de démentir cette rumeur. Et franchement, je le souhaite ! L'arrestation d'Abdelmajid enverrait un très mauvais signal.

– Que voulez-vous dire ?

– Si le gouvernement commence à prendre des mesures qui visent directement à persécuter nos représentants, nous aimerions d'abord savoir de quoi on les accuse. Pourquoi eux et pas les représentants des tribus arabes qui massacrent nos familles ?

En réalité, Barca se trompe : le mandat d'arrêt a bel et bien été émis. Aussi incroyable que cela puisse paraître, la seule personne que le CNT cherche à arrêter après les tueries de Sebha et de Koufra, ce sont les leaders de la communauté touboue.

– Cela risque d'accroître les tensions ?

– Évidemment ! L'équilibre et la stabilité du pays me paraissent plus fragiles que jamais. Les opportunistes du CNT crient leur attachement à la révolution, uniquement pour reprendre à leur compte les privilèges de l'ancien régime. Mais les Toubous n'accepteront pas de se faire manipuler

une nouvelle fois. Procéder à l'arrestation d'Abdelmajid sans inquiéter les responsables des tueries actuelles… Chaque Toubou considérerait cela comme un affront personnel ! Ça ne ferait qu'ajouter de l'huile sur le feu !

– Comment envisagez-vous l'avenir de la Libye ?

– Tout me paraît bien trop flou pour envisager quoi que ce soit. En ce qui me concerne, je me contente d'observer la situation. Et je me tiens prêt à riposter.

S'il ne s'agit pas d'une menace, cette dernière phrase sonne au moins comme une mise en garde à l'encontre du CNT.

– On raconte que depuis la chute de Kadhafi, Aqmi s'implante en Libye…

– Évidemment ! Aqmi et les autres groupes de contrebandiers grouillent dans la région. Pas seulement au Niger ou au Mali. Aujourd'hui, l'armée nationale ne peut plus tenir la frontière. Et le CNT se méfie de nous. Ils acceptent notre aide à contrecœur. Comme si cette situation les arrangeait.

– Vous pourriez mettre un terme à ces trafics ?

– Sincèrement, non. Plus maintenant.

– Pourquoi ?

– Il ne s'agit pas de bloquer le passage de mercenaires à quelques endroits bien connus : cette fois, il faudrait surveiller des centaines de milliers de kilomètres carrés. À la fois en territoire toubou et en région touarègue. Désormais, personne ne dispose plus des moyens nécessaires pour y parvenir. Seul Kadhafi les avait.

– Vous pouvez me parler de ces contrebandiers ?

– Il existe d'autres groupes, plus petits et moins bien organisés, qui tentent souvent de rivaliser avec Aqmi sur le terrain. Cela rend la situation très confuse. D'ailleurs, lorsque nous arrêtons un trafiquant, nous ne pouvons jamais savoir à quelle organisation il appartient…

– Pourquoi ?

– Parce qu'ils mentent ! Ils essaient toujours de se faire passer pour des migrants. Ils savent que ces pauvres gens ne risquent rien s'ils se font arrêter. En revanche, si on arrive à démontrer qu'ils appartiennent à Aqmi ou à une autre organisation considérée comme « terroriste » par les pays occidentaux, ils peuvent terminer à Guantanamo ! Alors, en cas

d’arrestation, chacun dispose d’un scénario prêt à l’emploi. On vient d’en avoir un bel exemple, avec la bande de trafiquants capturés le mois dernier dans le désert… Impossible d’en tirer quoi que ce soit !

– Dans le djebel Assida ?

Il me regarde, surpris :

– Comment le savez-vous ?

– Douna m’en a parlé.

– J’ai interrogé les survivants moi-même. Plusieurs fois. À chaque tentative, je me heurte à un mur.

– Pourrais-je les rencontrer ?

– Pas de problème. Mais nous les détenons à Gatrun !

Gatrun. Pas loin du Niger. Près de trois cents kilomètres au sud, dont une grande partie dans les dunes, sans route ni piste praticable. Il nous faudra un 4x4.

– Merci, colonel. Avec votre permission, je partirai directement après notre entretien !

Il prononce quelques mots à l’attention de Saleh puis se tourne à nouveau vers moi :

– Je vais vous organiser un rendez-vous pour cet après-midi. Nous allons également essayer de vous trouver une voiture. Et surtout un chauffeur qui connaisse la région ! Le vôtre ne fera pas l’affaire. Il ne connaît pas le désert ! Il ne s’agit pas de vous retrouver l’année prochaine à l’état de squelette, dans une voiture aux trois quarts recouverte par le sable ! plaisante-t-il. Faites très attention : le Sahara ne pardonne aucune erreur.

– Une dernière question. Il me semble qu’il existe aujourd’hui une fracture très nette entre le reste de la Libye et les régions du Sud. Vous pensez que le pays pourrait voler en éclat ? Se diviser en plusieurs États ?

– Trop tôt pour le dire. Pour l’instant, je me contente d’observer la situation. En fonction des événements, nous agirons au mieux de nos intérêts.

– Ceux des Toubous ?

– Bien sûr ! Ce pays devra finalement reconnaître nos droits. Le mépris et la condescendance, cela suffit !

Barca jouit d'une immense popularité chez les Toubous qui le considèrent comme inflexible et bien décidé à en découdre s'il ne parvient pas à sortir son peuple de l'ornière. Pourtant, même si les causes qu'il défend peuvent paraître justes, son pouvoir n'a rien de démocratique. Et plus le gouvernement central tardera à s'implanter dans le Sud, plus il rencontrera de difficultés pour le reconquérir. Barca et les autres chefs de guerre de la région y créent une sorte de système parallèle, totalement détaché du CNT, qui revient sans le dire aux anciennes royautés du désert. Barca n'agit d'ailleurs pas comme un simple officier, mais comme un monarque, avec un royaume en pleine expansion…

En observant cet homme qui ne reçoit ni ne tolère aucun ordre de Tripoli, on comprend parfaitement que la situation est *déjà* hors de contrôle. La Libye rêvée par la France portait en elle les germes de sa propre faillite : un État faible, abandonné à une démocratisation brouillonne, ne pouvait pas faire face aux puissantes forces centrifuges à l'œuvre dans le Sud du pays, dès les premiers jours de la révolution. Si nos responsables politiques n'ont rien vu venir, les hommes d'Aqmi, en revanche, ont immédiatement compris le parti qu'ils pouvaient tirer de la situation. Face à eux, à Sebha, Murzuq, Gatrun ou Koufra, les Toubous se retrouvent pour la première fois libres de choisir leurs destins. Barca et ses hommes n'appartiennent plus à l'armée kadhafiste. Et le CNT commence déjà à les marginaliser. À partir de là, des alliances de circonstance avec les contrebandiers deviennent possibles. Probables, même. Sans elles, les trafiquants ne sillonneraient pas le désert aussi librement.

Je repense à ma discussion de la veille, avec Douna et ses amis. Selon eux, les véritables complicités d'Aqmi proviendraient des seules tribus arabes, qui chercheraient à affaiblir les Toubous pour faciliter le passage des contrebandiers à travers leurs territoires. En réalité, tout laisse penser que les Toubous participent également à ces trafics, à l'instar de leurs ennemis. Le vieux colonel ferme probablement les yeux, moyennant un droit de passage qui lui sert à financer son armée. Qui gère ce trafic particulièrement lucratif, pendant que les marchandises traversent le désert libyen ? Qui remplit le rôle de « sous-traitant » pour Aqmi sur cette portion du trajet ? La réponse varie d'un jour à l'autre : les Toubous contrôlent certaines pistes. Mais ils entrent en compétition frontale avec les Ouled Slimane et les

Zouayis, qui les reprennent, puis les perdent à nouveau. Les récentes flambées de violence entre ces communautés représentent certainement les symptômes d'un mal beaucoup plus profond : une lutte à mort, pour un commerce qui pèse des milliards de dollars par an. Dans cette région et par les temps qui courent, les soixante morts de Sebha valent malheureusement beaucoup moins cher que ça…

Notes

21. Agent de la « police de l'électricité » : une spécificité libyenne.

22. Rapport d'information de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale (n° 4431) : « La situation sécuritaire dans les pays de la zone sahelienne », 6 mars 2012.

23. Ministre de la Défense du gouvernement al-Keib. Interview de mai 2012.

24. Abou Yahya al-Libi a été tué par un drone américain au Pakistan quelques semaines après notre entretien.

25. Organisation terroriste affiliée à al-Qaïda. Son nom signifie littéralement : « Tout ce qui est blanc est impur ». Très active au nord du Nigeria, notamment à l'encontre de la minorité chrétienne de cette région.

26. Propos confirmés dans un article de Michael R. Gordon et Jeffrey Gettleman, « US Officials say Israel struck in Sudan », *New York Times*, 26 mars 2009.

27. Foulard traditionnel qui encadre le visage des hommes toubous et touaregs dans les pays de la zone sahélienne.

28. En avril 2012.

CHAPITRE IV

Les prédateurs du Sahel…

Trafics à la carte

Saleh, l'assistant de Barca, trouve rapidement un 4x4 pour me conduire jusqu'à Gatrun. Il sort son iPhone et tapote sur l'écran avant de me tendre l'appareil pour me montrer la vidéo tournée au moment de l'arrestation des trafiquants. On y voit deux cadavres allongés sur le ventre, un orifice béant maculé de sang séché à l'arrière de la tête de chacun, tandis qu'une tache noirâtre imprègne le sable et les cailloux alentour. Le film montre ensuite les douilles de 7.62 abandonnées près des corps, puis la voiture détruite en contrebas, dans un défilé rocheux particulièrement étroit.

– À les voir, ces hommes semblent bien inoffensifs. Mais ne vous y trompez pas. Pour faire ce travail, il faut être prêt à tout. À tuer, à prendre des risques insensés et à sacrifier n'importe lequel de ses camarades si le besoin s'en fait sentir. Je veux juste vous mettre en garde : ne vous laissez pas berner. Lorsqu'on les arrête, ils ressemblent à des agneaux. Mais une fois en liberté, ils redeviennent des loups. Ce désert…

Il désigne le parking d'un geste pensif, comme si le sable et les dunes envahissaient la cour de l'immeuble :

– Ce désert, je m'y sens chez moi. Je l'aime de tout mon cœur. Pourtant, il fait souvent ressortir ce qui existe de plus mauvais chez l'être humain. Dans le désert, on peut tuer un homme et effacer toutes les traces de son crime avec une facilité déconcertante. Vous savez… J'ignore pour qui ces types travaillaient : al-Qaïda, Ansar Dine, ou des petits groupes de gamins, au Niger, qui cherchent seulement à gagner un peu de fric ! Mais, en tout cas, ce sont des tueurs aguerris. N'oubliez jamais ça. Si vous les rencontrez sur une piste isolée, ils vous feront sauter la tête. Juste pour s'assurer que vous ne signalerez pas leur présence. Enfin… Bon courage !

Il me tape sur l’épaule avec un sourire entendu que je ne parviens pas à déchiffrer. Je quitte le hall du bâtiment pour grimper dans le 4x4, escorté par un chauffeur au visage cadenassé, qui ne desserrera pas les dents durant tout le trajet.

Il existe deux options pour se rendre à Gatrun : la première consiste à suivre la route. Mais celle-ci devient impraticable après une centaine de kilomètres, et les véhicules doivent la longer en roulant dans le sable. Les chauffeurs les plus expérimentés peuvent aussi couper à travers le désert, parfois à plusieurs dizaines de kilomètres de la route. Un itinéraire dangereux, mais plus rapide et surtout plus confortable : glisser sur le sable à cent cinquante kilomètres heure s’apparente au ski hors piste sur une poudreuse parfaite !

Rien ne le signale, et pourtant Murzuq est une frontière : cette petite bourgade marque l’entrée dans le no man’s land saharien qui conduit jusqu’au Niger et au Tchad, plein sud. À partir de là, les villages deviennent d’une saleté repoussante, séparés par des centaines de kilomètres de vide absolu et oppressant. Aux abords de chaque zone habitée, le désert se transforme en décharge à ciel ouvert. Le chauffeur qui m’a amené ici depuis Tripoli a insisté pour venir jusqu’à Gatrun. Il promenait des touristes dans la région deux ans plus tôt, et il n’en croit pas ses yeux : la saleté, la violence, l’insécurité, le chaos… Il adule la révolution. Il remercie les policiers qu’il croise dans les rues, souhaite bon courage aux miliciens, apprend l’hymne national à sa fille de 2 ans… Il pense que la mort de Kadhafi suffit à tout changer. Mais ce voyage dans le Sud ébranle violemment ses convictions. Les massacres de Sebha, la mainmise des contrebandiers sur la région, l’absence de sécurité qui transforme ces anciennes zones touristiques en coupe-gorge, l’incompétence des autorités… Il me répétera à de nombreuses reprises que cette aventure lui fait découvrir peu à peu le vrai visage de son pays. Et ce qu’il voit ne semble pas lui plaire.

Nous nous arrêtons pour manger une assiette de chameau dans un petit village dont je ne saurais retrouver le nom, quelque part en plein désert, juste avant de quitter la piste. J’aime beaucoup ce plat, mais il fait plus de quarante degrés à l’extérieur et nous mangeons dans une pièce chauffée par

les braises de la cuisine toute proche. Inutile de dire que nous ne nous éternisons pas. En sortant, je remarque des hommes assis en groupe, hébétés, fixant la route et les camions qui passent d'un regard vide, dans la chaleur écrasante de l'après-midi. Ils viennent d'Afrique subsaharienne et tentent de rejoindre l'Europe par la Libye. Depuis la guerre, cette marchandise humaine représente une source de revenus colossale pour les contrebandiers…

Je fais signe aux hommes qui m'accompagnent de ne pas m'attendre : trop contents d'aller s'installer au frais, bercés par la climatisation du 4x4, ils obtempèrent tandis que je traverse la route pour rejoindre les clandestins. En me voyant approcher, ces derniers esquissent un mouvement de recul. Mais l'un d'entre eux me sourit déjà. Âgé d'une vingtaine d'années, il porte un jean à la mode, déchiré et recouvert de plusieurs morceaux de métal, qui rendent l'ensemble particulièrement clinquant, ainsi qu'une chemise cintrée d'un blanc immaculé. On se croirait à la sortie d'une boîte de nuit parisienne. Comment ces hommes peuvent-ils arpenter les rues d'un village misérable du Sahel à longueur de journée en conservant une apparence aussi soignée ?

– Bonjour !

– Bonjour, monsieur, me répond-il en français.

Il se décale un peu pour m'inviter à m'asseoir, tandis que le reste de la troupe, amusée, commente la situation dans une langue que je ne comprends pas.

– Vous habitez à Murzuq ?

– Non. Je viens du Cameroun. Je ne fais que passer…

– Depuis quand êtes-vous dans cette ville ?

– Deux mois environ.

Il hésite un instant, puis me demande d'une voix mal assurée :

– Vous travaillez pour la police ?

« Police »… À l'évocation de ce mot, un silence de mort s'abat sur le groupe. Je souris en hochant négativement la tête :

– Non, j'écris un livre.

– Un livre sur la Libye ? Oh !… Moi, je n'aime pas ce pays !

– Pourquoi ?

– Les gens nous traitent très mal ! Comme des chiens ! Ils nous détestent ! J'ignore pourquoi… Au Niger, tout allait bien. Mais depuis notre arrivée en Libye, nous ne savons plus quoi faire.

– Cela fait longtemps que les gens passent par la Libye pour venir en Europe ?

– Non. Il s'agit d'une nouvelle route. Moins chère. Mais plus dangereuse.

– Pourquoi ?

– À cause des brigades et des voleurs – souvent les mêmes, d'ailleurs ! Les passeurs s'arrêtent à la frontière de Tummu. Parfois, ils viennent jusqu'à Gatrun. Mais jamais plus loin. Il faut ensuite travailler pendant des mois pour se payer le voyage jusqu'à Tripoli. Après, il faut encore payer le bateau à destination de l'Europe, sur une mer particulièrement dangereuse. Au Maroc, la traversée dure seulement quelques heures. Ici, on doit faire plusieurs centaines de kilomètres au large, sur de très vieilles embarcations, avec des passeurs qui n'y connaissent rien.

– Combien coûte le voyage du Cameroun jusqu'ici ?

– Juste trois mille euros. Ma sœur et mon frère habitent en France et en Allemagne. Ils m'ont avancé cet argent. Pour aller directement en France depuis Yaoundé, il faut payer trente mille euros.

– Mais qui peut payer trente mille euros au Cameroun ?

– Personne, bien sûr ! En tout cas personne qui veut émigrer ! Les clandestins paient juste mille euros avant de partir. Ensuite, une fois en France, ils remboursent leur dette en travaillant pendant des années pour les passeurs.

– Pourquoi ne pas choisir cette option ?

– En acceptant l'aide de ces gens, vous vous endettez pour le reste de votre vie ! En cas de retard dans vos paiements, ils vous rajoutent des années de travail en plus. Vous devenez un esclave. Moi, je ne veux pas aller en France pour devenir un esclave ! Je n'emprunte pas la filière la plus facile mais, au moins, lorsque j'arriverai à Paris, je serai libre. Pas de chaînes ! Vous comprenez ?

– Je comprends. Pourquoi dites-vous que les Libyens traitent mal les Africains ?

– Ici, les gens ne nous aident pas. Ils nous font travailler puis ils refusent de nous payer. Ensuite ils nous disent : « Va voir la police, si tu veux ! » Ils savent qu'on prendra n'importe quel travail parce qu'on doit continuer à avancer vers le nord. Des fois, les jeunes viennent nous battre. Ils violent les femmes. Surtout les Arabes ! Ils nous détestent parce qu'ils nous prennent pour des Toubous. À Sebha, pendant les émeutes, ils ont tué deux Nigérians ! Ils en profitent car ils savent que nous n'avons pas d'existence officielle. Je ne sais pas comment ça se passe dans les autres pays… Mais je peux vous dire que les Libyens n'ont pas de cœur !

– Comment se déroule le voyage jusqu'à Tripoli ? Qui vous emmène ?

– Je ne sais pas. Je ne connais pas ce pays, vous savez. Et pour ne rien vous cacher, je ne tiens pas à le connaître davantage !

Notre 4x4 vient de faire demi-tour pour se garer à côté de moi. Mon « garde du corps » baisse la vitre et salue mon interlocuteur en arabe. Le jeune Camerounais marmonne un *salam'aleikum* rapide en baissant les yeux, visiblement mal à l'aise. Une longue route nous attend et nous devons partir. J'abandonne le jeune garçon à son triste sort en lui souhaitant bon courage.

Après trois heures de trajet en plein désert, nous arrivons finalement à destination. Nous nous trouvons désormais très loin de Murzuq. À des années-lumière, même ! Gatrun est une ville misérable, sale et mal entretenue. Carcasses de véhicules calcinés, cadavres de chiens en décomposition, immondices et ordures de toutes sortes… Les détritus s'accumulent partout dans les rues poussiéreuses de cette sinistre petite bourgade. Nous croisons quelques soldats qui déambulent avec leurs armes dans les artères désertes de la ville, sous une chaleur insupportable. L'un d'entre eux nous indique la direction de la prison, quelques centaines de mètres plus loin.

Entouré par des murs d'environ trois mètres recouverts de tags en arabe, probablement à la gloire de la révolution, le bâtiment ne paie pas de mine et semble presque à l'abandon. À l'entrée, un homme nous accueille et nous fait pénétrer dans une minuscule cour intérieure déjà remplie de curieux. Les anciens de la ville m'attendent, impatients d'assister à notre entretien ! Les distractions sont rares, à Gatrun… Ils me saluent les uns après les

autres, encore et encore : je serre tant de mains que je finis par en avoir le vertige, je pourrais dire bonjour à la même personne deux ou trois fois d'affilée sans m'en rendre compte ! Le serrage de main constitue un rituel très en vogue dans les villages du Sahara. On passe beaucoup de temps à se saluer. À saluer tout le monde. Peu importe qu'on se connaisse ou pas : simple question de proximité. Il me semble raisonnable d'affirmer que, chez les Toubous, toutes les personnes qui se trouvent autour de vous dans un rayon de vingt-cinq mètres viendront, à un moment ou à un autre, vous serrer la main.

– Bonjour ! Bienvenue à Gatrun !

Nouvelle main tendue dans la foule compacte qui remplit la cour de la prison. Mais cette fois, à la différence des anciens en costumes traditionnels, je me retrouve face à un homme jeune, vêtu d'une chemise bleue et d'un pantalon beige. Les traits doux et sympathiques de son visage lui donnent des faux airs de Denzel Washington. Âgé d'environ 30 ans, il s'exprime dans un anglais rapide et enjoué, parfaitement à son image. Il s'agit de Mohamed, le maire de Gatrun dont je parlais un peu plus haut, et que je reverrai à de nombreuses reprises lors de mes déplacements dans le Sud. D'un geste de la main, il désigne les bâtiments situés plus loin, dans l'enceinte de la prison, en déclarant :

– Les hommes que vous souhaitez rencontrer se trouvent là-bas. Venez, je vais vous les présenter !

Après les bâtiments administratifs, j'aperçois une quinzaine de cellules le long d'un couloir à ciel ouvert. Les portes métalliques ne laissent filtrer aucun courant d'air. Au fond de chaque petite pièce, une ouverture d'environ vingt centimètres sur dix représente la seule source de lumière et de fraîcheur disponible. Lorsque le soleil vient chauffer les portes, j'ose à peine imaginer le supplice de ceux qui sont à l'intérieur…

Nous traversons des bureaux pour rejoindre la salle où attendent les prisonniers. Il s'agit d'Arabes et de Touaregs originaires du Mali. Du moins, le prétendent-ils. Âgés de 16 à 25 ans, ces garçons ne semblent pas du tout impressionnés, loin s'en faut ! Malgré leur jeune âge et leur situation pour le moins délicate, aucune émotion ne transparaît sur ces visages durs et impénétrables. Rien n'aura prise sur eux. Ni la gentillesse, ni la patience, ni la menace, ni la torture, ni quelqu'autre forme

d’interrogatoire auquel Barca et ses hommes pourraient les soumettre. Il suffit de venir en face d’eux pour le comprendre.

Je m’installe sur un tapis, dans une autre pièce, en compagnie du premier prisonnier et de Mohamed, le maire de la ville, qui insiste pour être présent.

– D’où venez-vous ?

Le garçon m’observe plusieurs secondes sans réagir. Plutôt grand, les épaules larges, les mains calleuses et épaisses comme des battoirs, les cheveux un peu trop longs qui recouvrent une partie de son front… De longues mèches lui collent à la peau sous l’effet de la transpiration. L’acné lui a ravagé le visage et son nez ressemble à celui d’un boxeur malchanceux, fracturé en plusieurs endroits. Mais il s’agit de vieilles blessures : rien de consécutif à son incarcération. Il lui manque une dent sur le côté droit. Vu la couleur et l’état de celles qui lui restent, d’autres manqueront bientôt à l’appel. La seule chose qui semble fonctionner parfaitement dans ce corps jeune et pourtant déjà très éprouvé, ce sont les yeux : deux petites billes brunes qui se déplacent rapidement d’un point à l’autre de la pièce. Comme un animal en cage qui chercherait constamment une opportunité pour fuir ou pour attaquer, sans faire le moindre mouvement. Saleh disait vrai : si ce gosse me croisait dans le désert, il me tuerait probablement.

– Je viens du Mali. Réfugié.

– Depuis quand ?

– Deux ou trois mois. Depuis la mort de ma famille, dans les combats qui déchirent le pays.

Vérité ou mensonge ? S’agit-il d’un de ces multiples « scénarios » contre lesquels le colonel Barca me mettait en garde ? Je l’ignore. Mais, en tout cas, sa version paraît plausible. Souvent, il faut des drames pour fabriquer un tueur…

– Au Niger, près de Tillia, j’ai rencontré un homme qui cherchait des volontaires pour ce travail.

– Comment s’appelait cette personne ?

Il hoche les épaules en secouant négativement la tête. Pourtant, malgré sa décontraction apparente, ses yeux me fixent avec une incroyable intensité.

– Je ne sais pas. Un ami a organisé la rencontre sans faire les présentations.

– Un ami ?

– Oui. Un homme de mon village, réfugié lui aussi à côté de Tillia.

– Cet ami, comment s'appelait-il ?

– Ahmed.

– Ahmed comment ?

– Ahmed Boghari.

– Où peut-on le trouver ?

– Il est mort. Tué par les soldats alors qu'il tentait de revenir au Mali, avec toute sa famille.

– En quoi consistait votre travail ?

– Je devais accompagner des marchandises jusqu'à Tazerbou, en Libye.

Tazerbou, un village situé près de Koufra, dans cette zone où les produits de contrebande changent de main, pour que d'autres groupes les conduisent ensuite jusqu'à la côte. Même dans le flot de mensonges et de contre-vérités servis par ce garçon, je parviens à retrouver le fil de mon enquête.

– Vous escortiez quel genre de marchandises ?

– Je ne sais pas.

– Vous avez fait plus de deux mille kilomètres en plein désert sans savoir ce que vous transportiez ?

– Oui. Pourquoi chercher les ennuis ?

– Vous ne vouliez pas savoir ?

Il répète avec la même voix calme et un peu éteinte :

– Si on regardait, on risquait de se faire tuer. Et nos familles risquaient de se faire tuer aussi à Agando (*uncamp de réfugiés proche de Tillia*).

– Donc vous avez été engagé par un homme dont vous ignorez le nom, sur les recommandations d'un ami mort, pour transporter des marchandises inconnues ?

– Oui.

– Pour quel salaire ?

– Deux mille dinars libyens.

– Par mois ?

– Par voyage.

– Combien de temps durait un voyage ?

– Environ une semaine. Aller-retour.

Deux mille dinars : environ mille cinq cents euros par semaine, soit un salaire mensuel de six mille euros ! Une véritable fortune dans le Sahel.

– Que deviez-vous faire pour ce prix ?

– Je m’occupais de la mécanique. De l’entretien du moteur.

– Et pour ça, on vous payait deux mille dinars par semaine ?

– Vous savez ce qui arrive dans le désert, quand votre Jeep tombe en panne ? Si vous voulez vivre, mieux vaut qu’un bon mécano vous accompagne à ce moment-là…

– Racontez-moi l’embuscade du djebel Assida.

– Il s’agit d’une guerre de territoire. Beaucoup de gens utilisent la Libye pour y faire transiter toutes sortes de choses depuis le départ de Kadhafi. Alors chacun essaie de prendre le contrôle des pistes les plus directes. Moi, je ne m’occupe que de mécanique. Je ne sais rien. Les types comme nous, qui traversent le désert à longueur de journée, on leur dit seulement où aller. On ne leur explique pas qui décide quoi.

– Vous veniez du Niger. Tous les contrebandiers arrivent de là pour entrer en Libye ?

– Oui. Le Niger nous offre un accès direct.

– Qui gère tous ces trafics ? Aqmi ?

– Aucune idée ! Depuis Paris, ça peut paraître simple. Mais, sur le terrain, on ne fait pas la différence entre les hommes d’Aqmi et les autres. Plein de gens veulent faire passer des cigarettes, de la drogue et des faux médicaments en direction de l’Europe. Est-ce pour le compte d’Aqmi ? Impossible de le dire. Ils ne mettent pas de stickers sur les portières de leurs 4x4.

– Mais on les reconnaît facilement aux mitrailleuses installées à l’arrière de leurs véhicules, je me trompe ? Des mitrailleuses comme celles retrouvées sur votre voiture détruite…

– Moi, je ne portais pas d’arme. Je vous le répète : je ne m’occupe que de mécanique. Mais aujourd’hui, cette région devient tellement dangereuse que tous les convois possèdent ce genre d’équipement.

– Des mitrailleuses lourdes ?

– Oui. Pas le choix ! Beaucoup d'autres contrebandiers empruntent les mêmes itinéraires que nous. Quand on se croise, vous pensez qu'il se passe quoi ? On ne se dit pas bonjour ! On se tire dessus ! Alors, qui pourrait bien vouloir circuler sans armes ?

– Racontez-moi votre trajet en détail…

– On remonte jusqu'au massif de l'Aïr (*au nord du Niger*), puis jusqu'à la passe de Salvador. Tout le monde entre par là. Ensuite, on fonce presque en droite ligne jusqu'à Tazerbou.

Cela recoupe, à peu de chose près, les explications de Douna. Ce groupe semble avoir choisi un itinéraire « hybride », à mi-chemin entre les deux routes principales décrites par mon ami de Sebha.

– Et ça ne vous inquiète pas de pénétrer aussi profondément en territoire libyen ?

Il écarquille les sourcils avec une pointe d'arrogance : la première expression que je vois poindre sur son visage depuis le début de notre entretien :

– En « territoire libyen », ça ne veut plus rien dire, aujourd'hui ! Le Sud est devenu une vraie passoire. Il n'existe ni contrôle ni surveillance. On ne remarque même pas qu'on change de pays ! Tous les passeurs le disent, au Niger !

– Et que disent-ils d'autre ?

– Que d'ici peu, avec tous les problèmes qui s'accumulent dans le pays, les contrebandiers pourront atteindre directement la côte. Sans dépenser des fortunes pour arroser les révolutionnaires véreux de Cyrénaïque.

– Qui prend en charge les marchandises à Tazerbou ?

– Je ne sais pas. Des types comme moi, je pense : des gens qui ne savent rien du tout. Mais qui se font toujours tirer dessus les premiers.

– Vous ne connaissez pas le nom des chefs ? Au moins le nom de leurs brigades ?

– Non. Les « révolutionnaires » du Nord dirigent tout. Ils tiennent l'accès à la Méditerranée et prélèvent un droit de passage sur tout ce qui traverse leur territoire. Mais leurs noms, je les ignore…

– Par quelle région transitent les marchandises ? Par quelles villes ?

– Aucune idée.

– Y a-t-il des Libyens parmi les hommes qui font ce trajet dans le désert ?

– Non. Les Libyens prennent le relais ensuite. À partir de Tazerbou…

– Pourquoi ne pas prendre de Libyens durant la première partie du trajet ?

– Parce que tout le monde part du Niger. Les hommes sont recrutés sur place. Et on ne trouve aucun Libyen dans cette région.

– Donc, ces trafiquants traversent la frontière libyenne comme si elle n'existait pas ?

– Mais elle n'existe plus ! Avant, les contrebandiers du Niger me racontaient qu'ils se méfiaient comme de la peste des troupes de Kadhafi. Personne n'essayait de faire transiter quoi que ce soit d'illégal par ce pays. Des avions, des hélicoptères, des patrouilles et des champs de mines gardaient cette frontière en permanence ! Mais tout cela a disparu.

– Alors Aqmi doit sauter sur l'occasion pour s'installer en Libye, si le pays devient aussi facile d'accès ?

– Je vous le répète : je ne sais pas grand-chose sur cette organisation. Juste ce que les gens racontent au Mali et au Niger.

– Et que racontent-ils ?

– Eh bien… Les hommes d'Aqmi bougent en permanence. Ils savent que, la plupart du temps, des satellites américains balaient la zone, à la recherche de convois suspects. Certains se font détruire par des drones d'attaque. Parfois, ce ne sont que de simples caravanes touarègues, sans rapport avec les islamistes ! Mais, de toute façon, la presse occidentale n'en parle jamais. Quant à savoir si Aqmi se rend en Libye depuis la chute de Kadhafi… La réponse me semble évidente : bien sûr ! Comme nous tous ! Ce qu'ils font là-bas, en plus de la contrebande, je n'en sais rien. Vous devriez leur demander directement. Mais pour ça, il faudrait que vous les trouviez. Et qu'ils vous laissent repartir ensuite…

Un petit sourire glacial se dessine au coin de ses lèvres.

– Que pensez-vous de cette organisation ?

– Ils deviennent de plus en plus puissants. Pour des tas de raisons. D'abord, la guerre en Libye leur ouvre de nouvelles routes de contrebande vers l'Europe, plus directes et moins coûteuses.

– Mais cela favorisera aussi leurs concurrents, vous ne croyez pas ?

– La filière libyenne reviendra au plus fort et au mieux organisé. Or aujourd'hui, dans la région, Aqmi possède la plus grosse force de frappe. Aucun doute là-dessus. Ils disposent de plusieurs centaines d'hommes expérimentés, d'artillerie, d'explosifs… Et surtout d'une incroyable mobilité ! À l'intérieur de leurs 4x4, ce sont de véritables virtuoses du combat mobile, qui se déplacent tout en noyant leurs adversaires sous un déluge de feu. Ils sont précis, rapides et déterminés. Personne ne veut de problèmes avec ces gens-là…

– On dit qu'un grand nombre d'armes libyennes se trouveraient désormais au Sahel. Notamment entre les mains d'Aqmi ?

– Des tonnes ! Aujourd'hui, ils en utilisent une partie et ils revendent le reste à travers l'Afrique. Ils gagnent beaucoup d'argent avec ce nouveau business ! Selon certains, ils disposeraient même d'armes chimiques et de missiles anti-aériens. Y compris des missiles français revendus par les « révolutionnaires » aux Touaregs. Or, tout le monde sait que les Touaregs et Aqmi entretiennent de très bonnes relations !

En effet, la disparition des sept cents missiles français achetés par Kadhafi en 2007[29] lève de graves inquiétudes : ces armes très sophistiquées peuvent non seulement abattre un avion de ligne, mais également un avion de chasse comme le Rafale, le Tornado britannique ou le F-18 américain.

– Il s'agissait de missiles Milan ?

– Je ne sais pas comment ils s'appellent, mais j'en ai vu un au Niger, chez un contrebandier touareg. Ces armes se trouvent bel et bien entre les mains d'Aqmi, désormais. Et puis… N'oubliez pas que cette organisation gagne du terrain au Mali. Aujourd'hui, elle possède plus d'argent, plus d'armes, un territoire plus vaste et de meilleures filières pour écouler ses marchandises de contrebande à destination de l'Europe. Sa situation me paraît florissante : une bien mauvaise nouvelle pour vous, en Europe.

– Vous ne me répondez pas : que pensez-vous d'Aqmi ? Personnellement.

Il réfléchit un instant, avant de poursuivre avec la même voix traînante :

– Je n'appartiens pas à cette organisation, mais je suis musulman. Et je pense qu'al-Qaïda défend l'islam à travers le monde. Vous parlez de nos crimes mais vous oubliez toujours de mentionner ceux de l'Occident. La Palestine, l'Afghanistan, l'Irak… L'armée américaine nous attaque. Mais

al-Qaïda se tient face à elle pour rendre les coups. Elle représente l'armée de l'islam.

– Même lorsqu'elle s'attaque à des civils ?

– Et vous ? Vos bombes visent des villages en espérant atteindre les talibans, mais en sachant qu'elles tueront des enfants et des familles entières au passage ! Al-Qaïda procède exactement de la même manière.

– Mais Aqmi dirige la plupart des trafics de stupéfiants dans la région : des produits rigoureusement interdits par l'islam, si je ne m'abuse ?

– L'interdiction porte sur la consommation, pas sur le commerce. Aqmi finance sa lutte avec la contrebande, mais ses hommes ne se droguent pas. Et les dirigeants de cette organisation ne souhaitent pas non plus s'enrichir. Ils veulent seulement devenir assez forts pour prendre le contrôle du Sahel, et asseoir leur influence dans des pays en plein chaos comme la Libye.

– Pourquoi ?

– Pour se rapprocher de l'Europe ! À l'origine, la mission confiée par le cheikh ben Laden à Abdelmalek Droukdel (*l'émir général d'Aqmi, ndlr*) consistait à attaquer l'Europe. Il ne faut pas assimiler Aqmi à une simple organisation de contrebande. Dans ses rangs, on compte beaucoup de jihadistes qui n'attendent qu'une occasion pour porter la Guerre Sainte en Occident ! Et la révolution libyenne les rapproche brusquement de cet objectif : en ouvrant de nouvelles routes pour le trafic de drogue, Aqmi pousse également ses pions sur le front du terrorisme. Terrorisme, contrebande… L'un fait progresser l'autre. Et vice versa !

– De quelle façon ?

Mohamed sirote un verre de jus de fruit en suivant la conversation attentivement. Il prend soudain la parole en hochant la tête.

– Je vais vous expliquer : depuis l'année dernière, Aqmi s'engouffre dans la brèche libyenne. Les trafiquants qui acheminent toutes ces marchandises jusqu'à Tazerbou Ribiana, ou encore Koufra, viennent du Mali ou du Niger. Ils parcourent plus d'un millier de kilomètres dans notre pays, sans papiers, avec des chargements qui contiennent parfois plusieurs centaines de kilogrammes de haschisch. Lorsque les hommes d'Aqmi pénètrent en plein cœur de la Libye, il y a de quoi s'inquiéter ! Parce qu'en ouvrant de telles pistes, on crée forcément des camps.

– Des camps ?

– Dans le désert, les besoins d'une caravane ou d'un convoi se limitent au strict minimum. Un « camp » se compose seulement d'essence, d'eau, de vivres, d'armes et de munitions enterrés profondément dans le sable. Pour les retrouver, il suffit d'un GPS ! Voilà ce dont on parle. Et quand Aqmi ouvre une route, elle fait la même chose que tous les autres trafiquants : elle enterre à intervalles réguliers tout ce qui peut être nécessaire à la survie du convoi sur le chemin du retour, et lors de ses prochains voyages. Les autres groupes de contrebandiers se servent de ces « bornes de survie » pour acheminer leur cargaison en toute sécurité. Mais les islamistes, eux, peuvent y entreposer des tas d'autres choses, et pour des objectifs bien différents. S'ils peuvent emmener de l'héroïne jusqu'à Tazerbou, ils peuvent également y déposer des terroristes ou des bombes en partance pour l'Europe. Vous savez qu'Aqmi vient d'acheter du Semtex aux révolutionnaires libyens ?

– Non.

– Six cents kilos ! Une quantité énorme ! Je ne vois vraiment pas ce qu'ils vont en faire au Niger ou au Mali…

– Vous pensez qu'ils comptent l'utiliser en Europe ? Pour des attentats ?

Mohamed hausse les épaules :

– En tout cas, les Occidentaux devraient faire plus attention aux événements qui se déroulent dans la région. Vous ignorez tous les signaux ! Pourtant, ils deviennent suffisamment clairs ! Plus personne ne contrôle ce pays depuis la fin de la guerre, mais vous ne réagissez pas. Aqmi fait monter ses hommes jusqu'à Tazerbou : à nouveau, pas de réaction. Aqmi achète des quantités incroyables d'explosif et des milliers de lance-missiles : vous ne faites toujours rien. Aqmi trouve des relais en Libye pour acheminer ses marchandises jusqu'à l'Europe et transforme ce pays en plaque tournante du trafic international… Encore une fois, vous restez les bras croisés ! Que faut-il pour vous réveiller ? Un missile venu de Libye qui fera exploser un avion à Roissy ? Une bombe au Semtex à la tour Eiffel ? Non, franchement… Vous devriez vous préoccuper davantage de ce qui se passe ici : il est plus tard que vous le croyez !

– Vous ne pensez pas que les Libyens devraient prendre les choses en main et régler eux-mêmes leurs problèmes ?

– Bien sûr que si ! Mais le gouvernement ne le fait pas ! À force de vouloir faire plaisir à tout le monde, le pays se retrouve paralysé. Sans armée, sans police… Alors qui va se charger d'Aqmi ? Vous devez prendre le relais. Il en va de votre propre sécurité ! Parce que si ces fanatiques détruisent notre pays au passage, n'oubliez pas que leur objectif final, c'est vous ! La France, l'Angleterre, l'Espagne…

– Vraiment ? Pourtant, beaucoup de « spécialistes » pensent qu'au sein de la nébuleuse terroriste, Aqmi occupe une place à part.

– Que voulez-vous dire ?

– Beaucoup prétendent qu'il s'agit d'un mouvement perverti par les trafics et par l'argent, qui semble reléguer l'idéologie au second plan. Un peu comme les Farc de Colombie.

Il ne connaît pas les Farc et je lui explique en deux mots.

– Ne croyez pas cela. Depuis des années, Aqmi se renforce en évitant d'attaquer ses adversaires de front. Il met en place une structure très vaste et très bien organisée, fondée sur les anciens émirats du GSPC. Aujourd'hui, il contrôle la quasi-totalité du Sahel et tous les trafics qui vont avec. Mais cette stratégie correspond à celle que préconise al-Qaïda dans le monde entier. Les cellules terroristes doivent se financer elles-mêmes. Par n'importe quel moyen. Aqmi ne fait que suivre cette consigne, en s'adaptant aux spécificités du terrain.

– Donc, selon vous, il s'agit d'une branche d'al-Qaïda comme les autres ?

– Peut-être même la plus aboutie, car les actes de délinquance font partie de la stratégie mise en place par ben Laden : chaque membre de cette organisation doit vivre comme un agent infiltré en territoire hostile. Quel que soit le pays où il se trouve. Il prend ce dont il a besoin pour réussir sa mission, peu importent les moyens. Les cellules de France utilisent le racket, le deal de drogue ou les braquages. Aqmi utilise la contrebande à grande échelle. Mais le principe est le même.

Le gosse nous observe sans comprendre un traître mot de la conversation. Mohamed l'interpelle avec une pointe de véhémence :

– Pour quelqu'un qui ne sait rien sur Aqmi, tu parais plutôt bien renseigné ! Cette embuscade qu'on vous a tendue… C'était eux ?

– Je ne sais pas.

– Pourquoi tiens-tu tellement à rester enfermé ici ?

Mohamed se tourne vers moi en expliquant :

– Comme la drogue a disparu pendant l'attaque, nous ne disposons d'aucun élément à charge contre ces six prisonniers. On ne peut les accuser de rien. Pourtant, ils refusent de partir ! Ils pensent qu'ils vont se faire tuer s'ils retournent au Niger. C'est d'ailleurs probablement vrai !

– Par qui ?

– Par ceux qui les ont ratés dans le désert, ou bien par leurs anciens employeurs, furieux d'avoir perdu toute leur marchandise pendant cette embuscade. Peut-être même par Aqmi, qui les tuera juste pour faire un exemple.

– Un exemple ?

– Eh bien… S'ils sortent de prison, tout le monde pensera qu'il s'agit d'informateurs.

– Alors en somme, vous les gardez pour leur rendre service ?

– Exactement !

Je me tourne vers le jeune homme qui joue avec un morceau de plastique, les yeux baissés sur le tapis :

– Lorsque vous circulez en Libye, traversez-vous des villes ou des villages ?

– Non. En tout cas, pas nous. Certains convois passent près de Gatrun quand ils sortent de la mer de sable, en direction du djebel Assida ou de Tmissa. Mais en règle générale, ils ne s'en approchent pas.

– À Tmissa ? interroge mon chauffeur tripolitain d'une voix surprise. Vous passez par Tmissa ?

L'autre se contente de hocher la tête et recommence à jouer avec son bout de plastique. Le chauffeur enchaîne, stupéfait :

– Mais j'emmenais des touristes à Tmissa en 2010 ! Cette oasis à l'est de Murzuq se trouve à des centaines de kilomètres de n'importe quelle frontière. En plein cœur de la Libye ! Et aujourd'hui, vous y faites passer vos convois de drogue ?

– Pourquoi pas ? Certains pisteurs préfèrent cet itinéraire. Il rallonge un peu le trajet, mais il semble moins fréquenté que le nôtre. Plus discret…

L’autre secoue la tête avec un soupir triste et vaguement incrédule. Plus on avance, moins il reconnaît son pays.

– Qui décide de la route à prendre ?

– Le pisteur. Mais le nôtre a été tué pendant l’embuscade.

– De toute façon, peu importe le chemin que vous empruntez : tous les convois convergent sur Tazerbou ?

– Les nôtres, oui.

– Où exactement ? À quel endroit se déroule l’échange ?

– Je ne sais pas. Généralement, les convois arrivent la nuit. On décharge les marchandises et on dort un peu. Ensuite, on repart…

– Il ment ! coupe Mohamed avec un geste amusé. Ce type nous prend tous pour des idiots depuis des semaines ! Lui et ses copains répètent à peu près la même chose à chaque interrogatoire. En ce qui concerne Tazerbou, ils disposent d’un point de chute et ils le connaissent tous ! Si le chef du groupe se fait descendre lors d’un accrochage ou d’une embuscade, que font les autres en arrivant à destination ? Ils demandent leur chemin ? Tous les membres de l’équipe doivent connaître le nom, le téléphone et l’adresse du contact. Il existe même d’autres relais, tout au long du parcours : à Oubayri, Murzuq, Gatrun ou encore Tmissa… Les grands trafiquants se fichent complètement de la vie de ces gosses, mais la marchandise qu’ils transportent vaut des millions de dollars. Alors ils ne peuvent pas les abandonner dans la nature sans leur fournir des points de chute, en cas de problème.

– Des points de chute en territoire toubou ?

– Bien sûr !

– Et ces « droits de passage » se négocient avec qui, au sein de la communauté touboue ?

– Je ne sais pas et, franchement, je ne cherche pas à le savoir. Depuis la révolution, ils envahissent notre pays et nous ne pouvons pas les repousser. Ils pèsent des milliards de dollars, tandis que nous ne trouvons pas assez d’argent pour embaucher des éboueurs au sein de nos propres villes. Cette situation m’attriste profondément, mais je peux comprendre que certains membres de notre communauté cherchent à s’en accommoder, au même titre que les Touaregs et les brigades révolutionnaires de la côte.

– Vous connaissez certaines personnes qui font office de relais pour les contrebandiers, à Tazerbou ?

– Non. Ce petit village vit complètement replié sur lui-même. Mais si le trajet de la drogue vous intéresse à ce point, je vous conseille de chercher du côté de Benghazi ou de Beida. Les trafiquants sont très nombreux. Avec de la patience, vous arriverez peut-être à dénicher quelques informations. Mais ne vous faites quand même pas trop d'illusions…

Sans perdre le fil de la conversation, j'observe attentivement le jeune prisonnier. Malgré tous mes efforts, je ne peux pas déchiffrer la moindre émotion sur ce visage hermétique. En désespoir de cause, je me tourne vers Mohamed :

– Vous pensez qu'il s'agit d'un combattant d'Aqmi ?

– Eh bien… Disons que, dans cette équipe, on trouve des Maliens, un Touareg qui ne comprend pas un seul mot d'arabe, et même un Algérien ! Il ne le reconnaît pas, mais son accent le prouve. Cela fait beaucoup de nationalités dans un seul convoi.

– Et alors ?

– Quand ils ne font pas partie d'Aqmi, les contrebandiers recrutent leurs hommes au sein de leur propre tribu ou de leur propre zone d'influence, histoire de pouvoir tuer les familles si les passeurs disparaissent avec la marchandise. Certains passeurs travaillent également en free lance, mais, dans ce cas, il s'agit plutôt de vieux amis qui se connaissent depuis longtemps, et qui décident de tenter l'aventure ensemble. De toute façon, dans les deux cas, on ne retrouverait pas autant de nationalités différentes.

– Alors selon vous, ils appartiennent bien à al-Qaïda ?

– Cet Algérien, que faisait-il au Niger ? Et pourquoi un Touareg du Mali qui ne parle pas un mot d'arabe (*je le constaterai plus tard, lors de mon entretien avec lui*) rejoindrait-il ce groupe ? Et puis, surtout, quel trafiquant accepterait de confier une marchandise aussi précieuse à de jeunes étrangers venus des quatre coins du Sahel, qu'il ne connaît ni d'Ève ni d'Adam ? Ça ne tient pas debout ! En réalité, ceux qui ont formé cet équipage ont choisi des hommes qui combattaient déjà ensemble et qui jouissaient de la confiance de leurs supérieurs : des membres d'Aqmi ayant fait leurs preuves sur le terrain, à qui l'on pouvait remettre un chargement de plusieurs millions de dollars, sans aucune crainte de le voir disparaître.

– Pourquoi pas Ansar Dine ?

– Parce que vous voyez une différence, vous ? Le duo Aqmi et Ansar Dine ressemble à un vieux numéro de magie dont tout le monde connaîtrait les ficelles. Le premier kidnappe les otages et le second se présente comme médiateur pour empocher les rançons. Le reste du temps, sur le terrain, ils travaillent main dans la main. Mais pour répondre à votre question, je crois plutôt qu'ils appartiennent à Aqmi. On trouve plus de Touaregs au sein de cette organisation que d'Arabes dans les rangs d'Ansar Dine…

Je ne saurai jamais si ce garçon faisait vraiment partie d'al-Qaïda. Les entretiens avec ses camarades ne m'apprendront rien de plus. Leurs versions largement contradictoires confirmeront seulement qu'aucun d'entre eux ne débute dans la profession. Il s'agit d'une petite équipe de contrebandiers aguerris, habitués à travailler ensemble, capables, dès que l'occasion se présente, d'attaquer et de tuer avec la même sauvagerie que leurs adversaires. À l'heure où j'écris ces lignes, d'autres hommes les remplacent. Et d'autres convois, toujours plus nombreux, sillonnent la Libye et transportent leur chargement de drogue, de cigarettes ou de faux médicaments à travers les dunes, vers la Méditerranée. Vers l'Europe…

En quittant la prison, j'observe le soleil qui se couche sur les bâtisses délabrées de Gatrun. À Tripoli, la place des Martyrs ressemble encore à une kermesse : les gens viennent remercier les Français, les embouteillages se règlent dans la bonne humeur et les manifestations presque quotidiennes se déroulent dans une ambiance de fête. Un peu comme la dernière danse sur le pont du *Titanic* : une belle insouciance, alors que le pays tout entier sombre dans le chaos.

Dans le Sud, la fête est terminée depuis longtemps. Les Toubous se font massacrer par leurs voisins dans l'indifférence générale, et Aqmi prend graduellement possession du terrain. La Libye devient l'une des principales routes de la drogue en Afrique, et personne n'en parle. Comble de l'ironie : l'Occident lui-même paie les terroristes pour ces marchandises, et remplit les coffres de ceux qui ont juré sa perte.

Les Tchetniks de la Libye…

J’aurais voulu accorder une place plus conséquente aux griefs des populations arabes à l’encontre des Toubous. Mais de quoi parle-t-on exactement ? Pour le savoir, je prends rendez-vous avec Jibril, l’ami de mon chauffeur, et un « représentant » des Ouled Slimane dans la région. Tous deux vouent une haine cordiale aux Toubous. Le rendez-vous, entamé aux alentours de onze heures du soir dans un hôtel de Sebha, se terminera à plus de trois heures et demie. Durant mes voyages à travers la Libye, peu de gens m’accorderont des entretiens aussi longs… pour m’en dire aussi peu !

J’aperçois des Toubous dans le hall de l’hôtel et je suggère à Jibril que nous trouvions un endroit plus calme pour discuter. Mon interlocuteur répond en dégainant un 9 mm qu’il brandit comme un diable sortit de sa boîte en expliquant :

– Ce que j’ai à dire, je le dirai devant n’importe qui ! En Libye, nous nous taisons depuis trop longtemps au sujet des Toubous !

À quelques mètres, les types tournent la tête pour observer cet olibrius et décident de s’en aller. Ravi de son effet, il range son arme.

– Combien de morts déplorez-vous à Sebha ?

Il répond à la place du représentant des Ouled Slimane : un jeune homme un peu falot qui se contentera de griller cigarette sur cigarette en écoutant son compagnon. Jibril répondra à toutes les questions, parlera presque sans discontinuer, sortira régulièrement son pistolet pour appuyer ses arguments, feindra la colère à de nombreuses reprises, dessinera des cartes qui ne veulent rien dire et tambourinera furieusement sur la table pour faire valoir son point de vue, dès qu’il sentira une pointe de doute s’installer dans mes questions. Et le doute arrivera très vite :

– Ils ont tué un policier. C’est comme cela que tout a commencé.

– Personne ne sait s’il s’agit réellement d’un Toubou, je me trompe ? Il n’y a eu aucune enquête !

– C’est évident !

– Pourquoi ?

– Parce que ce genre de problèmes arrive tout le temps ! Nous n’en pouvons plus ! Il faudrait appeler les Casques bleus à la rescousse !

– Attendez… On dénombre des dizaines de morts dans leurs quartiers. Des victimes civiles pilonnées à l’arme lourde ou abattues de sang-froid. Si

tout cela découle d'un simple meurtre non élucidé, je ne crois pas que les Casques bleus vous témoigneraient une grande sympathie !

– Ces nègres… Ce sont des étrangers ! Des bandits et des étrangers qu'on laisse pulluler comme des rats dans notre pays !

– Mais il s'agit aussi de *leur* pays !

– Pas du tout ! Les Toubous n'étaient que quelques centaines en 1970. Vous savez combien on en dénombre aujourd'hui, à Koufra ? Plus de cinq mille ! Comment expliquez-vous ça ?!

– La natalité, le regroupement en zone urbaine… Je ne sais pas. Quoi qu'il en soit, le chiffre ne me paraît pas excessif. Loin de là !

– Pas excessif ? répète-t-il d'une voix furieuse en roulant des yeux incrédules… Mais ils viennent tous du Tchad ! Ce ne sont pas des Libyens ! Tous ces gens qui parasitent nos villes et nos villages, dans le Fezzan[30], ce sont des ressortissants tchadiens ! On ne veut pas que des étrangers fassent régner la terreur dans notre pays ! Alors on se défend !

– En tuant des civils ?

– C'est de la propagande ! Des mensonges !

– Pourtant, même la presse arabe de Tripoli rapporte ces informations.

Le jeune Ouled Slimane prend la parole :

– Je vous garantis que nous ne faisons que répondre aux provocations. Vous ne connaissez pas la situation, ici…

– Alors expliquez-moi ! Montrez-moi ! Où sont vos quartiers détruits par les tirs d'armes lourdes ? Vos blessés et vos cadavres ? Les Toubous peuvent montrer tout ça au premier venu, alors faites la même chose : je ne demande qu'à vous croire !

– Qui vous dit que ce sont les Ouled Slimane qui ont fait ça ?

– Vous prétendez que les Toubous abattent leurs propres familles pour faire croire au massacre ?

Le gosse tire nerveusement sur sa cigarette en haussant les épaules. Ni lui ni Jibril ne s'attendaient à ce que l'entretien prenne une tournure si peu complaisante à l'égard des tribus arabes. Jibril crayonne une carte de la région et ruine la pointe de mon stylo en traçant des traits rageurs à travers la ligne qui représente la frontière du Tchad :

– Ils passent là, près de la bande d’Ouzou. Et c’est pour ça que nous en avons de plus en plus ! Les Toubous ont toujours été des voleurs. Avant, les Arabes pouvaient encore supporter leurs larcins. Mais aujourd’hui, il y en a trop ! Ils doivent rentrer chez eux.

– Mais, ils sont chez eux.

– Excusez-moi : est-ce que vous comprenez ce que je dis ? demande soudain Jibril en me fixant d’un regard dur. Ils viennent du Tchad : leurs papiers d’identité le prouvent.

– Vous savez comme moi que ces papiers ne prouvent rien. Kadhafi ne délivrait pas de certificats de naissance aux enfants toubous. Juste des permis de résidence avec la mention « citoyen étranger ». C’est de là que vient le problème actuel. Pas d’une prétendue immigration massive en provenance du Tchad. D’ailleurs, vos propres chiffres en témoignent : avec cinq mille Toubous à Koufra, dans une ville qui compte plus de cinquante mille habitants, nous sommes loin d’une invasion !

Pas de morts, pas de dégâts, pas d’assauts menés par les Toubous contre les Ouled Slimane et les Zouayis dans les villes du Sud… L’argumentation des deux hommes se limite à quelques contre-vérités sommaires et faciles à confondre. En réalité, les tribus arabes cherchent à évincer les nomades noirs pour s’assurer le contrôle absolu du trafic de drogue. Ils profitent du racisme et de la haine largement répandus dans la société libyenne à l’encontre des Toubous, en utilisant des excités comme Jibril dès que le besoin s’en fait sentir. L’entretien dure quatre heures. Mais il ne m’apprendra rien d’autre…

Territoire maudit

Malgré tous mes efforts, personne ne consentira, en ce printemps 2012, à me conduire jusqu’à cette fameuse passe de Salvador. Probablement parce que mes amis toubous, également impliqués dans la contrebande, ne souhaitaient pas non plus me voir pénétrer dans cette zone excentrée et dangereuse, où les trafiquants de tous bords se croisent et s’évitent, sous peine de bataille rangée en plein désert…

Je pourrai finalement m'y rendre au mois d'août, à la faveur d'un moment de chaos et de désorganisation absolue dans les brigades touboues. Le colonel Barca vient alors de s'enfuir avec la solde de ses hommes, soit plusieurs millions de dollars, et Tripoli l'accueille à bras ouverts : une autre façon pour Mahmoud Jibril, dont le parti vient de gagner les élections, de consolider son pouvoir dans le Sud en affaiblissant les structures militaires locales.

Sur le terrain, la tension est palpable. Les check-points sont remplis de soldats furieux qui menacent de prêter allégeance aux trafiquants ou de s'organiser en bandes indépendantes pour subvenir à leurs besoins financiers. La plupart des commandants ont rejoint Tripoli, et ceux qui restent semblent incapables de ramener l'ordre sur cet immense territoire. À Murzuq, dans le bâtiment désert et à moitié détruit qui abritait le quartier général des Toubous, je rencontre le remplaçant de Barca qui rentre de Tummu, à la frontière du Niger, où une mutinerie vient d'éclater. L'homme me paraît trop jeune pour la fonction qu'il occupe. 25 ou 26 ans à peine. Même si Douna m'explique qu'il s'agit d'un des plus féroces combattants du pays, ce garçon me semble un peu perdu et bien incapable de s'affirmer comme le « leader naturel » de la communauté, au même titre que Barca en son temps.

Avec ce chaos, personne ne contrôle plus rien. Dès lors, qui pourrait bien m'empêcher de « descendre » jusqu'à la passe de Salvador ? Douna tente une nouvelle fois de m'en dissuader, pour ma propre sécurité. Peine perdue. Après une journée de discussion, je parviens à obtenir des voitures et une escorte. Deux options s'offrent à moi. La première consiste à rejoindre une unité touboue et à les accompagner dans leur recherche. Contact – presque – garanti avec l'ennemi, car il s'agit d'une traque : ces hommes quittent Murzuq et pistent les convois de drogue pendant des jours ou des semaines. Ils les localisent, puis tendent des embuscades et neutralisent les contrebandiers. « L'arrestation » doit être rapide, inattendue et imparable. Car si on leur en laisse le temps, la riposte des trafiquants sera toujours d'une violence inouïe !

Mais, malheureusement, cette option ne comporte aucune limite de temps ! Ces groupes de pisteurs ignorent la durée de leur future mission. Or, je me suis fixé un planning de travail qui ne me permet plus de partir trois

semaines ou un mois dans le désert, alors que d'autres rendez-vous m'attendent encore dans le reste du pays. Je demande à Douna de me conduire jusqu'à la passe de Salvador et d'y bivouaquer une nuit. Mon ami organise le voyage avec des hommes sûrs qui appartiennent à sa garde rapprochée, mais il ne m'accompagnera pas. Avec le départ de Barca, l'ensemble du territoire toubou menace littéralement d'exploser. Il doit retourner dans son fief de Gatrun pour calmer les esprits et resserrer les alliances. Nous nous quittons le lendemain matin, tandis que j'embarque en direction du sud. Je dispose de deux voitures – précaution indispensable dans le désert – avec des réserves d'eau et d'essence. Nous embarquons trois GPS et huit hommes par véhicules. Chacun de nos deux pick-up dispose d'une mitrailleuse lourde rivée sur la plate-forme et les kalachnikovs sont si nombreuses que je renonce à les compter. Ce qui m'effraie le plus, c'est la présence de lance-roquettes RPG 7 à l'arrière du camion. Une arme peu fiable, dont on sait que les munitions ont tendance à exploser au moindre choc.

Et des chocs, il y en a ! Dès notre départ, nous nous engageons dans des vallées de sable de plus en plus profondes. Si la distance qui nous sépare de la passe de Salvador n'excède pas deux cent cinquante kilomètres à vol d'oiseau, il nous faudra près de deux jours pour l'atteindre. Dans cet univers vide et hostile, j'observe chaque centimètre carré de paysage en espérant trouver une trace de ces hommes dont on m'a tant parlé. Les heures passent. Les Jeeps sont équipées de l'air conditionné mais, dans les endroits où le sable est trop fin, il est impossible de le faire fonctionner. Comble de malchance : ici, le sable est d'une finesse extrême et s'insinue partout. Secoué dans tous les sens et abruti par la chaleur, je tente de rester concentré sur le paysage qui défile autour de moi. Après quelques heures, j'ai l'impression de perdre toute notion des distances. Je ne peux plus vraiment dire si cette montagne de sable se trouve à cinquante mètres ou dix fois plus loin. Fort heureusement, nous nous arrêtons. Il est un peu plus de midi et les hommes déploient des bâches sur le côté des voitures pour manger à l'abri du soleil. Je ne peux rien avaler sous cette chaleur, et je me contente d'un jus de fruit, tandis que les autres bavardent en engloutissant des dattes et des macaronis.

Personne ne parle anglais et le groupe, composé exclusivement de Toubous, ne prend pas la peine de s’exprimer en arabe. Je ne comprends rien à ce qui se dit, mais je remarque que l’un des hommes se lève et semble désigner quelque chose. D’autres le rejoignent, visiblement préoccupés.

Je ne vois rien et il faudra que les soldats me montrent très précisément de quoi il s’agit : un nuage de poussière, à environ un kilomètre. Le relief et les dunes nous empêchent de repérer les véhicules, mais le pisteur estime qu’ils sont quatre ou cinq. Lorsque je lui demande s’il peut s’agir d’une patrouille touboue, il secoue négativement la tête :

– La plus proche se trouve à cinquante kilomètres. Nous la rejoindrons ce soir. Ça, ce sont des contrebandiers.

Qui transportent quoi ?

– Cinq voitures, à cet endroit… Il ne peut s’agir que de drogue !

En reprenant la route, une heure plus tard, nous croiserons les traces de ce convoi. Il y avait six voitures. Elles roulaient en direction de l’est, probablement vers Koufra. À quelques centaines de mètres près, nos deux groupes se seraient retrouvés face à face…

En fin d’après-midi, le paysage change. Les dunes disparaissent presque entièrement et les immenses plaines de sable qui les remplacent sont parsemées de petits massifs montagneux sombres, au relief déchiqueté, qui représentent autant d’abris et de cachettes, idéal pour tendre une embuscade. Un des soldats assis sur le siège arrière s’empare de la radio et lance quelques mots dans le micro. Une voix lui répond et le chauffeur hoche la tête d’un air satisfait, avant d’accélérer de plus belle…

Nous rejoignons un groupe de 4x4 dissimulés derrière de grands rochers gris, si pointus et si effilés qu’ils ressemblent à de véritables épées surgies des entrailles du désert. Ces roches, je les croyais noires tout à l’heure, avant d’arriver jusqu’ici. Comme les mers trop profondes, le désert prend la couleur du ciel et du soleil, en fonction du temps. Il n’est que le miroir de son environnement.

Les Jeeps appartiennent à un groupe de pisteurs toubous qui travaillent pour le gouverneur militaire de Murzuq. C’est-à-dire le colonel Barca, l’homme qui vient de s’enfuir avec leurs salaires. Les types poursuivent leur mission dans le désert mais, dès notre arrivée, ils nous demandent des

nouvelles sur la situation. L'agitation est à son comble, et elle ne fera d'ailleurs qu'empirer dans les semaines suivantes.

Les hommes me proposent de rester avec eux. Ils tendent des embuscades en utilisant des mines antichars soviétiques qu'ils m'exhibent fièrement, à l'arrière de leur Jeep. En les plaçant dans certains défilés rocheux particulièrement étroits, ils peuvent ainsi bloquer tout un convoi et mettre la main sur les marchandises. Je leur demande ce que devient toute cette drogue et les réponses se font plus évasives :

– Murzuq ! On la ramène à Murzuq. Ensuite, elle est détruite.

Je n'y crois guère, mais il me sera impossible d'en savoir plus. Ils nous conseillent également de faire très attention durant le reste du voyage : la nouvelle de la trahison du colonel Barca s'est répandue comme une traînée de poudre chez les contrebandiers du Niger, qui parient désormais sur un effondrement rapide des structures militaires touboues. Dans un tel désordre, expliquent les soldats, le nombre de convois en partance pour la Libye va certainement exploser durant les jours à venir. Ce qui signifie plus de monde autour de la passe de Salvador…

Après une nuit passée sur un tapis à même le sable, nos deux véhicules repartent en direction du sud. À nouveau, nous plongeons dans les dunes. Le chauffeur m'informe que l'Algérie se trouve désormais juste ici, à notre droite, à seulement quelques kilomètres, derrière la crête d'un long massif montagneux recouvert de sable.

– Ici, al-Qaïda ! Juste al-Qaïda ! déclare sommairement un des hommes, originaire du Tchad, qui s'essaie à quelques mots de français.

Ce n'est pas vrai. De nombreux contrebandiers n'appartiennent en aucune façon à Aqmi. Mais lorsque nous reprenons la conversation en arabe, je comprends ce qu'il veut dire. À partir de maintenant, explique-t-il, nous nous trouvons sur le territoire le plus dangereux du monde. Les centaines de kilos d'armes et de munitions entreposés dans chacun de nos deux 4x4 ne garantissent en rien notre sécurité. Plus rien ne peut garantir la sécurité de quiconque autour de la passe de Salvador…

À ma droite, avec les jumelles du pisteur, j'aperçois désormais une montagne massive, dont l'arête centrale forme comme un triangle qui viendrait s'enfoncer du côté libyen de la frontière. Au fur et à mesure que nous progressons, les hommes s'agitent et parlent de plus en plus. Ils

cherchent le meilleur endroit où bivouaquer. Un endroit où l'on puisse voir sans être vu. Le Toubou tchadien de tout à l'heure m'explique que c'est un réel problème :

– Ici, personne ne s'arrête. Les Jeeps foncent et tirent sur tout ce qui bouge, tant qu'elles sont à découvert. Car la passe est plutôt large, vous verrez. Et elle se trouve au Niger, pas en Libye. Je crois qu'il va falloir entrer un peu au Niger pour y installer notre bivouac. Se glisser dans les montagnes, à la sortie de la passe, pour observer les allées et venues. C'est bien ce que vous voulez, non ?

– Exactement. Mais entrer au Niger sans visa, ce n'est pas un problème ?

Tout le monde rigole à l'unisson dans le 4x4, tandis que le pisteur ajoute :

– Vous êtes venu pour voir comment al-Qaïda et les autres trafiquants rentraient en Libye ! Le visa, c'est le dernier problème dont vous devriez vous soucier en ce moment !

Le convoi s'arrête. Il ne pile pas et je comprendrai plus tard pourquoi : toujours ces nuages de poussière, cette signature fatale qui peut vous faire repérer instantanément et vous condamner à mort. Les jumelles circulent très vite ! Il y en a deux paires et je m'en suis réservé une. Seulement… Je ne sais pas où regarder ! Dans ce désert où le sable écrase les couleurs, je cherche désespérément à saisir ce que les hommes pointent tous du doigt :

– Là-bas ! Regardez ! Par là !

Finalement, je les trouve. Avec le grossissement des jumelles, j'ai l'impression de les voir de près. Comme si j'étais assis sur la dune qu'ils viennent de croiser. Il y a six véhicules. Peut-être sept. Certains portent des mitrailleuses lourdes semblables aux nôtres, d'autres des canons sans recul. Quant aux hommes, je ne parviens même pas à les compter ! Ils sont assis à l'arrière des Jeeps, armés jusqu'aux dents. Pour la première fois de cette enquête, je sais que notre vie ne tient qu'à un fil. Si nous sommes vus, ils nous descendront. Et notre arsenal ne fait absolument pas le poids contre le leur.

Même si nous ne soulevons aucun nuage de poussière, nos véhicules demeurent dans leur champ de vision pendant plusieurs secondes, alors qu'ils dévalent le versant d'une colline située à environ cinq cents mètres. Ils peuvent nous repérer. Mais il ne semble pas que ce soit le cas. Les hommes qui m'accompagnent sortent des véhicules, à l'affût d'un bruit de

moteur qui se rapprocherait de nous. Heureusement, on n'entend rien. Après environ une demi-heure d'attente, nous reprenons notre route. Le désert s'aplatit et les dunes deviennent plus éparses. Au loin, j'aperçois une chaîne de montagnes compactes, plus hautes que les précédentes, qui semblent s'affaler et disparaître en direction de l'est.

– On est au Niger, maintenant. Et ça, c'est la passe de Salvador ! m'explique le soldat d'origine tchadienne.

Je m'attendais à un canyon semblable à celui de la passe de Kyber, en Afghanistan : étroit et abrupte. Un « coup d'épée dans la roche », comme disait Rudyard Kipling. Mais la passe de Salvador est beaucoup plus large : plusieurs kilomètres de sable et de cailloux, avant que les montagnes ne reprennent, à l'est, entrecoupées par une multitude de défilés rocheux plus petits qui offrent autant de points d'accès aux contrebandiers. Cette zone est un véritable gruyère. Il ne s'agit pas d'une, mais de plusieurs « passes », réparties sur des dizaines de kilomètres de terrain parfois accidenté, mais souvent praticable, aux portes de la Libye.

Une fois rendus au pied des montagnes, nous dissimulons rapidement les véhicules sous de larges filets de camouflage. Trois hommes restent sur place, tandis que nous grimpons en direction des sommets. La chaleur est étouffante et le vent se lève : je ne vois plus grand-chose et je me contente de mettre un pied devant l'autre, sans ralentir le groupe. Je me souviens seulement que, au fur et à mesure de notre progression, le sable vient progressivement se coller à mon visage et à mes bras inondés de transpiration. Mais tant que nous sommes à découvert, il est hors de question de s'arrêter…

Visiblement, les hommes connaissent cet endroit par cœur. Après une demi-heure de marche, nous arrivons aux abords d'une petite grotte surplombant la passe qui forme un poste d'observation idéal. Mon ami tchadien me met en garde contre les serpents qui pullulent dans ces montagnes. Malheureusement, mon arabe ne va pas jusque-là ! Pour se faire comprendre, il me saisit brutalement l'avant-bras, en mimant des crocs qui se fichent dans la chair. Puis il mime un scorpion…

– Maintenant, regardez, déclare le chauffeur en me désignant la passe de Salvador qui s'étend à nos pieds. Prenez vos jumelles et regardez. On va faire le guet, nous aussi. Histoire que vous ne ratiez pas le spectacle.

Le soleil se couchera environ quatre heures plus tard. Dans l'intervalle, je dénombrerai seize convois qui traverseront la frontière. Neuf en direction du Niger. Sept en direction de la Libye. Chacun tente d'éviter l'autre – du moins à cet endroit ! Dès que les trafiquants se repèrent, ils s'écartent de plusieurs centaines de mètres dans la direction opposée.

– Il s'agit d'un code qui veut dire : « On ne cherche pas l'affrontement. Passe ton chemin et nous passerons le nôtre. » C'est un peu comme mettre son clignotant pour avertir les autres automobilistes qu'on va tourner, m'explique le chauffeur.

J'observe les camions qui passent au plus près de nos montagnes : avec les jumelles militaires de Douna, je peux même apercevoir le visage des passagers. Ces hommes ne diffèrent en rien des jeunes contrebandiers de Gatrun. Sauf que ceux-là sont en liberté. Prêts à tuer n'importe qui pour faire passer leur marchandise. La plupart des « caravanes » sont constituées de cinq ou six véhicules tout terrain, toujours lourdement armés. L'une d'entre elles en comportait neuf. Quoi qu'il en soit, les deux Jeeps qui m'accompagnent dans ce coupe-gorge font figure de Lilliputiennes devant l'armada des trafiquants. En cas de problème, nous n'avons pas la moindre chance de l'emporter.

Nous ne faisons pas de feu – autant se tirer une balle dans la tête ! – et le dîner se limite à un peu de pain avec de la Vache-qui-rit, des olives et du thon en boîte. Quatre hommes montent la garde en se relayant toutes les cinq heures. Malgré l'obscurité, j'observe cet endroit unique et maléfique avec un mélange de fascination et de peur. Al-Qaïda s'infiltre dans cet immense pays par ce petit passage d'une taille dérisoire, que mon regard suffit à envelopper. La drogue, le terrorisme et l'instabilité politique… Tous les maux du sud de la Libye trouvent leur origine ici, sur ces quelques kilomètres carrés de lande maudite.

Des coups de feu claquent dans la nuit. Des tirs de kalachnikovs puis de mitrailleuse et de 14.7. Je regarde mon téléphone : il est 2 h 18. Le combat dure une dizaine de minutes et les balles traçantes nous permettent rapidement de « loger » les deux protagonistes. Une voiture prend feu derrière un contrefort rocheux, situé à environ huit cents mètres de nos montagnes. L'autre groupe, plus proche, semble prendre l'avantage. Des roquettes de RPG 7 sont tirées dans l'obscurité par les contrebandiers en

difficulté. Leurs coups ne font pas mouche, mais ils perturbent suffisamment leurs adversaires pour leur permettre de décrocher en direction du Niger, sans subir plus de dommages. La tension est à son comble. Si les vainqueurs « ratissent » le périmètre, à la recherche des éventuels survivants du 4x4 en flammes, ils risquent de trouver nos véhicules, dissimulés en contrebas. Dans la nuit, nous ne voyons rien, si ce n'est l'une des Jeeps qui s'approche du véhicule détruit. Avec le rougeoiement de l'incendie, je ne vois pas ce qu'ils cherchent, ni ce qu'ils font. Quant aux autres, dissimulés par l'obscurité, impossible de savoir s'ils viennent vers nous. Mon groupe reste figé pendant une heure environ, à l'affût du moindre bruit, tandis que les trafiquants semblent procéder à des réparations. Notre chauffeur s'approche de moi et m'explique à l'oreille que la fusillade a dû crever plusieurs pneus, et peut-être endommager leurs moteurs. Avec un peu de chance, ils ne s'attarderont pas. Car leur marchandise doit être livrée à temps. Il me signale aussi qu'il lui semble avoir repéré des blessés ou des morts. Lorsque je lui demande ce qu'ils vont en faire, mon compagnon hausse les épaules :

– Probablement les laisser dans le désert. Le désert fait tout disparaître…

Les hommes repartiront une heure après la fusillade, tandis que le jour se lève. À quelques centaines de mètres, grâce aux jumelles, j'aperçois un cadavre calciné dans la voiture de l'autre groupe et deux autres corps abandonnés sur place. J'aurais peut-être pu recueillir beaucoup d'informations en allant inspecter le véhicule abandonné en catastrophe, bien que le feu ait probablement tout détruit. Mais, s'aventurer seul et à découvert dans la passe de Salvador est un suicide pur et simple. Pas un risque. Un suicide. Et je n'ai pas envie de mourir ici.

Chaque jour, des dizaines de convois sillonnent cette frontière qui n'existe plus que sur les cartes occidentales. Inlassablement, ils conduisent la drogue aux portes de l'Europe, et reviennent chargés de matériel militaire pour les terroristes d'al-Qaïda. Depuis cette montagne perdue au cœur d'un enfer que nos responsables politiques veulent tous ignorer, ce spectacle me donne le vertige et la nausée.

Notes

29. « EADS confirms it is selling military equipment to Libya », *New York Times*, 3 août 2007.

30. Région du sud de la Libye, qui inclut le territoire des Toubous et celui des Touaregs, plus à l'ouest.

CHAPITRE V

Les brigades

Ceux qui ne disent pas merci à la révolution…

Située à l'extrême-nord du Nigeria, la ville de Sokoto ne possède rien de particulièrement attrayant. La seule curiosité locale, un marché aux dromadaires vieux de plus de mille ans, ne mérite pas que les rares touristes présents dans le pays s'aventurent si loin des côtes ou de la capitale. Dans cet entrelacs dense et étouffant de petites maisons sans relief, rien ne fonctionne. L'électricité saute en permanence, les canalisations d'égouts, souvent détruites depuis des années et jamais réparées, laissent échapper une odeur pestilentielle qui enveloppe la ville, tandis que l'eau courante représente un luxe que personne ne peut s'offrir. Les épidémies de choléra demeurent fréquentes, mais plus aucune ONG internationale ne travaille sur place, à cause des meurtres, des kidnappings et des fusillades incessantes qui ensanglantent la région. Faute d'un minimum de sécurité, aucun bénévole ne peut plus venir soigner ces gens. Pourtant, ce que les mères de famille redoutent le plus, ce ne sont ni les maladies ni les crimes, mais les rats, qui dévorent régulièrement les nourrissons laissés sans surveillance. Bref, je déconseille Sokoto aux éventuels touristes, même les plus motivés.

Une guerre civile y oppose chrétiens et musulmans. Depuis l'émergence du mouvement islamiste ultra-radical Boko Haram (littéralement : « ce qui est blanc est impur »), puis son allégeance officielle à al-Qaïda, toute la région a connu une flambée de violence particulièrement meurtrière. Tout cela, dans l'indifférence quasi générale du monde extérieur.

Sokoto ne constitue pas seulement l'épicentre de la secte Boko Haram, qui s'illustrera en février 2013 en enlevant toute une famille française au Cameroun voisin. Il s'agit également d'un point de passage hautement stratégique, qui permet aux trafiquants de faire le lien entre l'Afrique noire

et le Sahel. Les marchandises contrôlées par Boko Haram passent du Nigeria au Niger, en direction de Sanam, Tahoua et Zinder, où Aqmi les réceptionne pour leur faire traverser le désert en direction de la Méditerranée. La proximité idéologique de ces deux groupes et leur appartenance à la même organisation (al-Qaïda) facilitent les contacts. Quelle que soit la nature du trafic, les réseaux de Boko Haram aboutissent presque toujours chez Aqmi ou Ansar Dine. À Sokoto, les islamistes nigérians, qui contrôlent entièrement certains quartiers, stockent la drogue, les fausses cigarettes, les médicaments de contrebande ou les produits de contrefaçon en partance pour le Sahel :

– Sokoto appartient à Boko Haram, m'explique Youssef, le taxi qui me conduit en ville depuis le poste frontière nigérien. Même les forces spéciales de Lagos n'entreraient pas ici. Aucun n'en sortirait vivant. Avant de trouver la moindre cache de drogue, ils se perdraient, se disperseraient et se feraient tous trancher la gorge sans parvenir à tuer personne. Connaissant les Boko Haram, ils décapiteraient probablement leurs victimes et jetteraient leurs têtes dans une caserne ou un commissariat, une fois la nuit tombée. Ici, tout se ramène à une question de force. Et clairement, les islamistes tiennent le haut du pavé !

Mais je ne suis pas à Sokoto pour obtenir des informations sur le trafic de drogue. Je suis venu ici pour rencontrer Ibrahim, un émigrant africain, jadis installé en Libye, et contraint de fuir le pays durant la révolution. Ceux qui demeurent sur place refusent d'en dire trop, par peur des représailles. Lui va me raconter son histoire, tout à la fois accablante et banale. Voici une autre face cachée de la guerre, que nos responsables dissimulent à l'opinion publique.

Ibrahim travaillait comme maçon sur un chantier près de Brega : un projet résidentiel de plusieurs centaines de maisons, développé en partenariat avec des hommes d'affaires chinois. Ibrahim s'occupait du gros œuvre. Dans un anglais approximatif et un arabe que je comprends encore moins, il m'explique qu'il conduisait des engins, préparait le ciment, creusait des trous… Bref, il travaillait comme des milliers d'autres Africains, attirés par un salaire généreux et une politique accueillante envers les immigrés du continent : depuis longtemps, Kadhafi cultivait

soigneusement ses relations avec l'Afrique, parfois au détriment du monde arabe.

Avant les événements de 2011, Ibrahim mène une existence plutôt heureuse en Libye. Il gagne sept cent cinquante dinars par mois et envoie cinq cent cinquante dinars au Nigeria. Il tente même d'économiser une partie de l'argent qui lui reste. Dans la mesure où la société loge et nourrit ses employés sur place pour une somme très modique, il parvient à se constituer un pécule supplémentaire : après environ un an de travail, il dispose de six cents dinars en liquide. Six cents dinars qui vont probablement lui sauver la vie…

Les travaux s'arrêtent soudain au mois de mars, sans explications. Les Chinois quittent le pays. Malgré les déclarations fanfaronnes de Kadhafi, l'entrepreneur libyen qui emploie Ibrahim et ses compagnons disparaît du jour au lendemain. À la fin du mois, il envoie des hommes en armes surveiller les machines et protéger le chantier.

Une trentaine de travailleurs étrangers se trouvent sur place. Des Nigériens, des Ghanéens, des Camerounais, des Burkinabés et des Nigérians. Personne ne comprend ce qui se passe et aucune information n'arrive jusqu'au chantier. On parle d'une guerre, d'un coup d'État contre Kadhafi… Certains prétendent qu'il est mort, que les Américains viennent de subir une nouvelle attaque terroriste et qu'ils s'apprêtent à envahir la Libye pour se venger. Les rumeurs les plus folles circulent et les ouvriers reçoivent l'ordre de rester sur le chantier, avec interdiction d'en sortir : au fil des jours, les hommes qui encadrent la zone gagnent en assurance et deviennent plus agressifs…

Ibrahim et les autres commencent à s'inquiéter. La nourriture se fait rare et, lorsqu'ils expliquent la situation aux gardes, ils s'entendent répondre que « la nourriture doit aller à ceux qui se battent ! Pas aux cafards ! ». En observant le ballet des avions de chasse dans le ciel et en entendant les détonations sourdes des bombes qui éclatent dans le lointain, les Nigériens décident de rentrer chez eux : il leur suffit d'attraper un bus pour Sebha et de grimper dans un camion qui part vers le sud. Les autres ne peuvent pas : les employeurs leur ont confisqué leur passeport dès leur arrivée. Impossible d'entreprendre le voyage de retour sans ce document. Mais à peine sortis, les Nigériens sont ramenés *manu militari* par les gardes à

l’intérieur du dortoir. Une bagarre éclate. Les Libyens tirent dans le sable pour rétablir le calme, attachent les fuyards et… les tabassent à coups de poing, de pied et de crosse ! Hilares, les gardes terminent la séance en urinant sur leurs victimes, qui resteront attachées à l’extérieur jusqu’au lendemain matin.

À compter de ce jour, le chantier se transforme en prison. Les brimades deviennent permanentes, les coups pleuvent sans raison et la nourriture se fait de plus en plus rare. La situation perdure ainsi pendant plusieurs semaines, jusqu’à ce que des hommes jeunes et surexcités arrivent à l’intérieur de deux pick-up surmontés de mitrailleuses. Visiblement, les gardes les connaissent. Ils les conduisent auprès des Africains, réunis dans la cantine pour l’occasion, puis désignent les quatre Nigériens du doigt : « Ils ont été arrêtés alors qu’ils tentaient de rejoindre les lignes de Kadhafi », déclarent-ils.

Les révolutionnaires s’approchent des « espions » avec un air menaçant. Ils parlent tout seuls et posent des questions insensées, sans même attendre de réponse, concernant le nombre de mercenaires présents dans les environs, l’endroit exact où ils se trouvent et le type d’armes dont ils disposent. Les ouvriers ne savent rien et comprennent qu’il vaut mieux se taire. Mais les soldats interprètent ce silence comme un défi : ils empoignent l’un d’entre eux et le frappent à plusieurs reprises en hurlant. Personne ne bouge. Ibrahim observe la scène : il pense que son compagnon d’infortune va se faire battre une nouvelle fois, peut-être même va-t-il être torturé sous leurs yeux. Mais trois détonations claquent dans la pièce et le mur se couvre de sang. Tout bascule…

Les trois autres Nigériens quittent les lieux en compagnie des « révolutionnaires ». On ne les reverra jamais. En partant, les hommes donnent l’ordre aux gardiens d’enfermer le reste du groupe : pas loin de trente personnes dans une seule pièce, avec un cadavre au milieu. Chacun s’approche pour observer le corps déchiqueté par les balles qui gît sur le sol. L’homme a reçu un projectile dans la poitrine, un autre dans la gorge et un troisième dans la tête. Il saigne beaucoup. Dans cette pièce bondée, sans ventilation et entièrement verrouillée, la chaleur devient rapidement suffocante. Ibrahim supporte mal la proximité du cadavre et doit faire des efforts surhumains pour se calmer. Il s’éloigne, s’assied dans un coin et

attend en fermant les yeux. Le soir, les gardes jetteront quelques bouteilles par la fenêtre. Le lendemain, du pain et d'autres bouteilles. Ainsi de suite…

Ils resteront enfermés six jours durant, à côté d'un cadavre qui se décompose dans une chaleur atroce, en dégageant une odeur de plus en plus pestilentielle. La pièce ne dispose ni de toilettes ni de douche. L'odeur des excréments, de l'urine et de la crasse se mêle à celle de la pourriture. Les mouches envahissent tout. Leur bourdonnement crée un vacarme qui ne cesse quasiment jamais. Elles entrent dans vos oreilles, votre bouche et votre nez, à la recherche d'un nouveau corps à coloniser.

Au bout de quelques jours, le cadavre éclate. De grandes flaques d'humeurs noires se forment autour de lui et recouvrent le sang séché de la première hémorragie. L'odeur rend fou. Certains hommes tentent de se tuer. Ils essaient de se fracasser la tête sur la faïence ou sur le rebord des lavabos. Peine perdue : ils parviennent seulement à s'assommer ou à s'entailler le crâne…

Le sixième jour, avec le bruit des mouches, personne n'entend les révolutionnaires arriver. Les prisonniers somnolent dans la puanteur, entre deux nausées. L'odeur infecte les empêche de manger. Le pain que les gardes jettent quotidiennement par les fenêtres moisit sur le sol, dévoré par les fourmis. En ouvrant la porte, les soldats esquissent un mouvement de recul et se cachent le visage avec leur keffieh. Certains vomissent. Ils hurlent des ordres incompréhensibles à l'attention des détenus. Mais personne ne réagit.

Plusieurs rafales de kalachnikov déchirent le silence. Ils tirent dans la pièce pour réveiller le groupe. Des morceaux de plâtre dégringolent du plafond mais, là encore, personne ne bouge. Les soldats s'approchent de l'entrée puis tirent à l'horizontale, dans le mur, tout près des prisonniers assis au fond de la pièce. Le magma humain commence lentement à bouger. Les Noirs se lèvent ou rampent en direction de la porte. Ibrahim, lui, pense que les Libyens vont les tuer : les aligner contre le mur et les abattre, ou encore les emmener jusqu'à une fosse commune et ensevelir leurs corps. À cet instant, il souhaite que le cauchemar se termine au plus vite…

Après quelques pas, ses forces l'abandonnent. Il ne peut plus marcher. Mais près de la porte, des mains l'empoignent comme un paquet de linge sale et l'entraînent jusqu'à l'arrière d'un camion. Sa tête heurte violemment

le métal de la benne. Pourtant, il décrit ces instants comme les plus agréables de sa vie : l'air frais qu'il respire depuis quelques secondes le plonge dans un état de béatitude absolue. La vie reprend peu à peu possession de son corps. Il oublie la brutalité des gardiens, la douleur, l'angoisse et la peur. Ibrahim savoure chaque nouvelle bouffée d'oxygène, et tout le reste ne revêt plus la moindre importance…

Les révolutionnaires entassent un grand nombre de prisonniers à l'arrière du camion. Ibrahim suffoque sous les corps de ses compagnons et tente de se dégager. Mais ses geôliers manquent de place : furieux, ils frappent les ouvriers à coups de pieds en les abreuvant d'injures, pour qu'ils se serrent davantage. Les mêmes mots reviennent sans cesse : « Nègres, cafards, rats, kadhafistes, ennemis de la Libye… » Ibrahim entend sans écouter. Abruti de fatigue et à moitié mort de soif, il perd connaissance.

On le réveille avec un violent coup de crosse dans l'épaule. Le camion se trouve maintenant dans une ruelle, au sein d'un quartier plutôt cossu que le Nigérian ne connaît pas. Il ignore depuis combien de temps ils roulent. D'ailleurs, il ne se pose même pas la question. Des hommes en treillis, visiblement saouls, pointent leurs armes dans sa direction en lui intimant l'ordre de descendre. Dans son état, il doute d'y parvenir seul. Mais le souvenir du Nigérien exécuté froidement demeure vivace dans sa mémoire. Alors il s'exécute tant bien que mal, tandis qu'on l'insulte et qu'on lui crache dessus en le conduisant à l'intérieur du bâtiment : une grande villa aux murs beiges, gardée par plusieurs hommes en armes et des pick-up surmontés de mitrailleuses. Il ne s'agit pas d'un bâtiment officiel, mais cela ne me surprend pas : durant la révolution, beaucoup de brigades utilisaient des maisons abandonnées ou réquisitionnées comme QG de campagne.

À l'intérieur, de la musique et surtout des cris reviennent à intervalles réguliers. Ibrahim comprend qu'il se trouve dans un centre d'interrogatoire, et que le pire reste à venir.

Les Noirs passent leur première nuit dans une cellule improvisée : une ancienne chambre, aux fenêtres murées par des parpaings. Ibrahim partage cette pièce avec six Ghanéens qui travaillaient également sur le chantier. Nul ne sait ce qui l'attend, ni pourquoi il se trouve ici. Une fois la nuit tombée, les gardiens boivent et deviennent très agressifs. Le premier soir,

vers minuit, ils font irruption dans la cellule et sortent l'un des prisonniers après l'avoir frappé sans aucune raison. Ils lui passent les menottes et le forcent à s'agenouiller sur le seuil de la porte, devant les autres. Un des « révolutionnaires » sort un sac plastique de sa poche et l'enfile sur la tête de sa victime, puis le maintient fermement par les deux anses au niveau du cou. Et tout en pointant machinalement leurs armes vers les prisonniers pour parer à toute velléité de rébellion, les soldats se mettent à rire à gorge déployée, pendant que l'homme suffoque jusqu'à la mort.

Le lendemain, en fin de matinée, on conduit Ibrahim en salle d'interrogatoire. Il s'agit de trois pièces situées au sous-sol, avec des câbles électriques accrochés au plafond et un sol détrempé. Les hommes qui travaillent ici ne portent pas d'arme. Ils se promènent torse nu pour supporter la chaleur étouffante de la cave. L'odeur de transpiration et d'urine qui flotte dans ce lieu de cauchemar commence à lui rappeler le calvaire qu'il vient de vivre avec ses compagnons, enfermés dans la cantine du chantier.

On le pousse à l'intérieur d'une pièce qui contient des vélos et du matériel de jardinage remisé dans un coin. Au centre, il aperçoit un homme arc-bouté dans une baignoire : nu, la bave aux lèvres, les yeux révulsés et les mâchoires crispées dans un rictus de douleur. Il s'agit d'un Arabe, pas d'un Africain. Dans cette position, la salive pénètre lentement dans ses narines, m'explique Ibrahim avec un geste lent, qui va de la bouche vers le nez. C'est la dernière chose dont il se souvienne avant qu'on commence à le battre.

Sous une pluie de coups assenés à l'aide de gros câbles électriques, deux hommes l'obligent à se déshabiller tandis que le troisième fait sortir l'autre prisonnier de la baignoire et l'attache dans un coin de la pièce. En revenant vers Ibrahim, le troisième homme déclare d'une voix comblée :

– Ah ! Voilà enfin mes nègres…

Pendant plus de deux heures, il sera électrocuté, battu, noyé, puis à nouveau battu et encore électrocuté. Les bourreaux du camp semblent davantage motivés par le sadisme ou par l'ennui que par un réel besoin d'informations. Ils ne posent que très peu de questions. Comme si, dans le fond, personne ne doutait réellement de l'innocence de ces pauvres bougres.

Ce supplice absolument insensé durera une semaine, peut-être deux, jusqu'à l'arrivée de prisonniers tchadiens. Les nouveaux venus semblent revêtir une importance toute particulière aux yeux des révolutionnaires. D'après la rumeur, les Tchadiens constituent le fer de lance des supposés « mercenaires » kadhafistes. Persuadés de tenir une grosse prise, les rebelles comptent bien l'exploiter au maximum…

Pendant ce temps, les ouvriers demeurent confinés dans leurs cellules, échappant ainsi à la torture et aux interrogatoires, tandis que les hurlements des nouveaux prisonniers résonnent en permanence dans la villa. « Les cris des Tchadiens ne s'arrêtaient jamais », explique Ibrahim en hochant doucement la tête, plus ébranlé qu'il n'y paraît : « Enfermés dans cette pièce minuscule, obligés d'entendre ces hommes souffrir le martyre en sachant que le même sort nous attendait… Nous devions constamment lutter pour ne pas sombrer dans la folie. »

Les hommes venus du Tchad subissent presque quarante-huit heures d'interrogatoire, sans discontinuer. Au matin du troisième jour, une clameur sourde monte depuis la rue : un grondement de fureur que rien ne semble pouvoir contenir. Depuis leur cellule, les détenus entendent des coups de feu, des klaxons et des voix de femmes au bord de l'hystérie. Des hommes en colère scandent des phrases qui sonnent tantôt comme des suppliques, tantôt comme des menaces. Une grande agitation règne maintenant à l'intérieur de la villa. Les révolutionnaires semblent débordés, incapables de faire face à la situation. Ils perdent le contrôle. À travers la porte de sa cellule, Ibrahim les entend se disputer, hésiter, changer d'avis et donner des coups de pied rageurs dans les meubles du couloir. Ils tentent de joindre d'autres unités par radio, mais la foule commence à entrer. Finalement, un des chefs de la brigade – celui qui a étouffé le Ghanéen – hurle une ultime mise en garde et tire une longue rafale en l'air depuis le pas de la porte. Les autres miliciens profèrent quelques menaces, promettent de tirer dans le tas et parviennent finalement à repousser les intrus.

Des coups de feu résonnent à l'extérieur. Les manifestants refluent mais l'affrontement menace de se transformer en bataille rangée. Les hommes de la brigade discutent encore quelques secondes, puis se dirigent vers le sous-sol au pas de charge. Ibrahim les entend dévaler l'escalier à toute allure.

Dans la cellule, les prisonniers attendent en silence, sans comprendre ce qui se passe.

Quelques secondes plus tard, les miliciens réapparaissent avec les prisonniers tchadiens et les conduisent à l'extérieur. Ibrahim reconnaît leur accent, quand ils supplient leurs bourreaux de les épargner, en passant devant la porte de sa cellule.

Le reste de la journée se déroule dans la confusion la plus totale. Des hommes pénètrent à tout bout de champ dans les locaux de la brigade. De parfaits inconnus apostrophent les révolutionnaires, s'accrochent avec eux, parfois violemment, avant de se lancer dans d'interminables palabres au sujet de la guerre et des mercenaires. Visiblement, cette foule craint par-dessus tout les Africains recrutés par Kadhafi. Chaque fois qu'un « émissaire » quitte la villa, apparemment convaincu et satisfait de son entretien avec les rebelles, un autre arrive dans les minutes suivantes. Ce ballet dure toute la journée. Les habitants du quartier demeurent sur place jusqu'à la tombée de la nuit, alternant cris de rage et de victoire, louanges à Dieu et serment de vengeance contre Kadhafi. Il faudra attendre l'obscurité pour que cette marée humaine se disperse peu à peu. Si Ibrahim et ses compagnons ne voient rien, ils peuvent évaluer la densité de la foule à la clameur qui s'en échappe.

Vers 10 heures, tout semble fini. Épuisés, les révolutionnaires oublient de nourrir les prisonniers. Comme ils oublient également de les torturer ou de les battre, personne ne songe à demander son reste. La villa s'endort, bercée par le bruit des coups de feu qui claquent à travers la ville…

Le lendemain matin, réveil à coup de câble. En sortant de leur cellule, les détenus obliquent docilement sur la droite, en direction du sous-sol et des salles d'interrogatoire. Mais en les battant encore davantage, leurs geôliers les poussent dans la direction opposée, vers la sortie. Ce matin, le chef de la brigade leur assigne une mission : il les envoie décrocher les corps des Tchadiens, lynchés par la foule et pendus aux lampadaires de la rue depuis la veille. La populace semble s'être servie de tout ce qui lui tombait sous la main : barres de fer, tessons de bouteilles, couteaux, gravats… Le cadavre dont se charge Ibrahim présente plusieurs fractures ouvertes aux bras et aux jambes. Toutes les victimes portent de profondes entailles au niveau de la poitrine, du dos et du visage. Ces longues coupures, béantes et

boursouflées, contiennent toutes sortes de corps étrangers. Peut-être du sel ou du sable. Il leur manque plusieurs doigts et les plaies de leurs phalanges commencent déjà à pourrir. Ibrahim pense que certaines de ces blessures viennent des séances de torture précédant le lynchage. Les Tchadiens ne portent rien d'autre que des sous-vêtements, mais le sang qui macule leurs entrejambes ne laisse aucun doute : on leur a tranché les parties génitales, comme on leur a tranché les doigts…

Assise dans un coin de la pièce, l'épouse d'Ibrahim secoue vigoureusement la tête en soupirant. Curieusement, elle semble beaucoup plus furieuse que lui :

– Ces gens peuvent dire ce qu'ils veulent… Ils déshonorent l'islam ! Ceux qui ont fait ça à mon mari et aux autres, ces « révolutionnaires »… Pour moi, ils ne valent pas mieux que des chiens ! S'ils venaient ici, je les tuerais de mes mains !

D'une voix légèrement agacée, Ibrahim lance quelques mots à sa femme en sakwatanchi, le dialecte de la région, avant de reprendre le cours de son récit : les corps furent ensuite chargés à l'arrière d'un pick-up qui démarra en trombe, à grand renfort de klaxons, pour une destination inconnue. Probablement une décharge ou une fosse commune des environs. Une fois de retour dans leur cellule, un des détenus ghanéens qui venaient de s'occuper des corps secoua la tête, incrédule : « L'homme accroché au lampadaire, dehors… Je le connaissais ! On faisait équipe à Ajdabiya, en 2008, pour une société turque. Il habite en Libye depuis des années ! En toute légalité ! Il travaillait comme soudeur ! C'était un Tchadien, oui. Mais certainement pas un mercenaire… »

Après cet épisode, la routine s'installe à nouveau dans le centre d'interrogatoire. La routine des coups, de la torture inutile et des exécutions arbitraires. D'autres prisonniers arrivent : des étrangers mais également des Arabes accusés de collaboration avec les troupes de Kadhafi, des Toubous et des Touaregs. Plusieurs dizaines de détenus s'entassent dans des conditions de plus en plus difficiles. Lorsqu'une épidémie de dysenterie se répand parmi les détenus, les responsables du centre décident de déplacer les prisonniers vers une structure plus vaste. Nous sommes le 5 juin : Ibrahim entend la date prononcée par la speakerine à la télé des gardiens. Il

vient d’endurer plusieurs mois de tortures féroces et totalement gratuites : battu, électrocuté, noyé, forcé à boire sa propre urine et obligé d’avaler les excréments que les révolutionnaires déposaient sur le sol… On lui a fracturé six doigts à coup de marteau. On lui a fait exploser le poignet gauche dans un étau, en serrant doucement, de plus en plus fort, jusqu’à ce que les os éclatent. Son pouce a été tranché avec une pince, tandis que ses tortionnaires enfonçaient le fil de cuivre des électrodes sur plusieurs centimètres, dans les chairs à vif de sa phalange coupée. Ramené à lui par l’impulsion électrique du générateur, incapable de s’évanouir pendant que le courant traversait son organisme, il demeura parfaitement conscient d’un bout à l’autre du supplice. Au terme de cet enfer, Ibrahim a perdu l’usage de sa main gauche et conserve des marques de tortures sur tout le corps.

Après son transfert dans le second centre de détention, un des révolutionnaires le reconnaîtra. Un jeune garçon, presque un ami, qui travaillait sur le même chantier que lui avant le début du conflit. Le gamin lui fera quitter les lieux, et l’aidera à se cacher jusqu’au mois de janvier 2012 dans la maison de son oncle, qui dirige un petit groupe armé aux environs de Brega. Sous sa protection, Ibrahim ne risque plus rien. Installé dans une villa qui sert de base arrière aux hommes de la brigade, il sera affecté à la préparation des repas, au ménage et au soin des éventuels blessés, jusqu’à ce qu’une opportunité se présente pour rejoindre la Tunisie. Puis l’Algérie, le Mali, le Niger et enfin le Nigeria. Un voyage qui lui prendra un peu plus de quatre mois…

En février 2012, six mois après la fin de la guerre, sur les huit mille prisonniers recensés en Libye, plus de cinq mille sont détenus hors de tout cadre légal[31]. Parmi eux, un grand nombre d’Africains emprisonnés à tort, que plus personne ne croit coupables de quoi que ce soit. Cette révolution met en lumière le racisme féroce des hommes sur lesquels s’appuie le CNT, laissant libre cours aux instincts les plus bas des milices qui contrôlent désormais le pays par la violence et la peur.

Un peu de propagande ?

« La couverture des événements par les médias occidentaux a suivi une logique très partiale, depuis le début, en décrivant les mouvements de protestations comme non violents, et en suggérant de façon répétée que les forces du régime massacraient aveuglément des manifestants qui ne présentaient aucun risque pour la sécurité. » Ainsi s'exprime Donatella Rovera au sujet de la Libye, dans le bulletin d'Amnesty International de mars 2012.

Les médias occidentaux ont fait feu de tout bois pour souligner l'urgence de la situation et la nécessité d'une intervention militaire en Libye : ils ont dénoncé la menace des mercenaires étrangers, le Viagra offert aux soldats, les viols en série, la graisse à fusil distribuée en guise de lubrifiant, les massacres et bombardements indiscriminés… Or ils nous ont trompés, comme George Bush avait tenté de le faire pour l'Irak à propos des armes de destruction massive. La propagande qui sous-tend notre entrée en guerre repose sur une série de petits mensonges dont des « conseillers » officieux du président vont s'emparer pour leur donner de l'importance dans les médias. Avec le recul, nous pouvons plus facilement lever le voile sur certains d'entre eux. Que penser, par exemple, des prétendus mercenaires et de leur présence massive sur le territoire ? S'agit-il d'une légende ou d'une réalité ?

En février 2011, au début du soulèvement, Kadhafi promet de faire appel à des renforts venus d'Afrique. La peur s'installe et les médias alimentent l'hystérie collective, renforçant la crédibilité d'une menace qui s'avérera sans le moindre fondement. Peter Bouckaert, de Human Rights Watch, explique comment la rumeur progresse au fur et à mesure de la révolution[32] : « De nombreux journalistes s'introduisent dans les zones de détention. Ils prennent des photos de prisonniers puis les présentent comme des mercenaires dans leurs articles et dans leurs reportages. Mais c'est faux ! […] Jusqu'à présent, nous n'avons pas trouvé le moindre mercenaire dans l'est du pays, après des centaines d'interviews et des semaines d'enquête. » Bouckaert se rend par exemple à Beida[33] pour rencontrer cent cinquante-six « mercenaires », arrêtés par les révolutionnaires. En réalité, il s'agit de soldats libyens appartenant aux tribus noires du pays. Aucun d'entre eux ne vient de l'étranger. Il en ira de même tout au long de son périple.

Donatella Rovera, la responsable d'Amnesty International dans ce pays, ne trouvera « aucune information concrète sur la présence de mercenaires[34] ». Selon elle, « au tout début du conflit, quelques ouvriers clandestins venus d'Afrique subsaharienne furent présentés à la presse étrangère comme des mercenaires, avant qu'on les relâche dans la plus grande discrétion. L'absence de toute déclaration publique sur leur innocence a permis au CNT de maintenir l'ambiguïté, en brandissant le spectre du "mercenaire" tout au long de ce conflit, dès que le besoin s'en faisait sentir ». Un ressort commode, tant la haine de l'Africain s'enracine profondément au cœur de la société libyenne : « Les révolutionnaires capitalisent sur la xénophobie ambiante », explique Diana Eltahawy[35], une autre membre de l'équipe d'Amnesty.

Quand le *New York Times*[36] parle de « relent raciste » chez les rebelles, il est encore bien loin de la vérité. Dans un excellent article du *Gardian* intitulé : « La spectaculaire révolution libyenne déshonorée par le racisme », Richard Seymour[37] décrit un slogan peint sur les murs de Misrata, saluant « la brigade qui purge le pays de ses esclaves noirs ! ». Au terme de cette révolution censée promouvoir la justice et la liberté, la haine et le rejet de l'autre demeurent plus vivaces que jamais.

Le fossé creusé par cette guerre sépare non seulement les Africains des Libyens, mais aussi les Noirs et les Arabes de ce même pays. Il ne s'agit plus seulement de nationalité ou de politique, mais bien d'un problème lié à la couleur de la peau. Un nouvel apartheid se met lentement en place, sous le prétexte fallacieux d'anciennes sympathies kadhafistes plus ou moins avérées. Dans le nouvel ordre du pays, on considère les Noirs comme les ennemis de la révolution. Tous. Sans exception.

D'ailleurs, le mythe des mercenaires africains déferlant sur la Libye ne constitue pas le seul mensonge du conflit. L'histoire des viols et des containers de Viagra, plus grotesque encore, révèle une tendance récurrente à la manipulation de la part de la France et de ses alliés libyens, qui exploitent les peurs et l'ignorance de la population des deux côtés de la Méditerranée.

Au mois de juin 2011, le procureur du Tribunal pénal international, Luis Moreno Ocampo[38], affirme disposer de preuves concernant l'achat et la distribution de pilules type Viagra par les autorités libyennes, dans le cadre

d’une campagne officielle de viol à grande échelle. Quand une institution indépendante comme le TPI adopte une position si tranchée sur un sujet aussi grave, on peut raisonnablement penser qu’elle dispose d’arguments solides pour l’étayer, par exemple des preuves obtenues au terme d’une enquête impartiale et rigoureuse… Mais faut-il vraiment y croire ? En particulier quand les rapports d’Amnesty International ou de Human Rights Watch infirment cette conclusion, au terme d’une investigation nettement plus fouillée que celle du TPI ? En effet, ces deux organisations, difficilement soupçonnables de complaisance envers les soldats de Kadhafi, se pencheront en détail sur ce dossier. Elles dépêcheront des équipes de professionnels sur le terrain, qui recueilleront des centaines et des centaines de témoignages pendant des mois. Pourtant, au terme de leurs enquêtes respectives, elles ne trouveront strictement aucune trace de ces viols à grande échelle. Ainsi, soit le Viagra n’a pas fonctionné, soit le TPI et le CNT ont menti…

À ce sujet, Donatella Rovera explique : « Nous n’avons pu trouver aucune victime [de viol] en trois mois d’enquête sur le terrain. Ni même rencontrer des gens qui en connaissaient une. Sauf la doctoresse libyenne (pro-CNT) qui s’était déjà abondamment exprimée sur le sujet dans les médias. Pourtant, même cette femme a été incapable de nous mettre en contact avec ne serait-ce qu’une seule des victimes qu’elle prétend avoir rencontrées[39]. » Même son de cloche à l’organisation Human Rights Watch, lorsque Liesel Gerntholtz[40], responsable des droits de la femme, déclare qu’elle ne dispose d’« aucune preuve » concernant les viols imputés aux troupes de Kadhafi.

Pourtant, de telles atrocités commises à grande échelle, si elles existent, laissent forcément des traces. Il apparaît donc clairement que ces « viols de masse » et ces « distributions de Viagra » constituent une manipulation de plus dans la guerre de propagande menée par le CNT. Tout comme cette graisse à fusil distribuée par Kadhafi à ses hommes, pour « faciliter » leurs ébats : une rumeur sans le moindre fondement, pourtant reprise par Bernard-Henri Lévy dans son livre !

Les « héros » de Misrata

Les brigades de Misrata occupent une place particulière en Libye. Au terme d'un siège de plusieurs semaines autour de la ville, les forces du colonel Kadhafi furent en effet contraintes de desserrer l'étau et de se replier. Une victoire considérée aujourd'hui comme légendaire, même si en réalité elle doit beaucoup à l'intervention de l'Otan, qui pilonnait copieusement les positions loyalistes et leurs pièces d'artillerie. Mais ces batailles gagnées dans le sillage de nos avions de chasse manquent cruellement de héros. Des martyrs, la guerre en compte des milliers. Mais des hommes ou des lieux qui marquent l'Histoire et infléchissent le cours des événements, la révolution libyenne n'en produit guère. Pour y remédier, le CNT et les médias étrangers transformèrent la « libération » de Misrata en une date historique. Un véritable symbole.

La ville possède désormais son propre musée : vous pouvez y admirer les photos de martyrs déchiquetés par les bombes, ou encore les armes utilisées par l'ennemi pendant les longues semaines de siège. Les rues et les façades d'immeubles portent toujours fièrement les stigmates de la bataille et témoignent de la violence des combats. Jusqu'à aujourd'hui, Misrata représente un passage obligé pour tous les journalistes qui veulent raconter la version « politiquement correcte » de cette guerre. Pourtant, lorsqu'on sait écouter, d'autres histoires abondent sur les brigades qui contrôlent la région. Mais vous ne les entendrez jamais sur place…

Malgré les discours de façade destinés à rassurer la presse occidentale, ces hommes ne reconnaissent aucune des lois, pourtant bien inoffensives, édictées par les gouvernements successifs. Pris au piège de cet étrange « star system » de la guerre qui les a transformés en héros, les combattants de Misrata croient dur comme fer à leur propre légende. Persuadés que leur rôle durant cette révolution leur confère une impunité totale et permanente, ces anciens combattants font régner la terreur partout où ils passent. Ces meurtriers impitoyables, racistes et arrogants s'attaquent aux femmes et aux enfants des régions qu'ils considèrent toujours comme des bastions « kadhafistes »… Parfois à des centaines de kilomètres de leur fief !

La ville de Tawargha en a fait l'expérience. Soupçonnée de collusion avec les troupes de Kadhafi, sa population – majoritairement noire – subira les foudres des combattants de Misrata dès le printemps 2011. Les tueries, les pillages et les incendies systématiques transformèrent cette

agglomération de quarante mille habitants en une véritable ville fantôme, dont les hommes de Misrata interdisent toujours la reconstruction[41]. Pendant la destruction de la ville, une journaliste canadienne[42] rapporte le cas d'une vieille femme abattue par les miliciens et abandonnée sur le bas-côté de la route par son fils, contraint de fuir pour échapper aux coups de feu. À cette époque, le CNT n'émit aucune protestation. Avant le début des pogroms, le Premier ministre Mahmoud Jibril[43] prononça même ces mots : « Selon moi, personne d'autre que les gens de Misrata ne peuvent interférer dans les affaires de Tawargha. » Étrange déclaration de la part d'un Premier ministre qui abandonne ainsi ses concitoyens à la vengeance d'une brigade.

Un correspondant du *Wall Street Journal*[44], présent pendant la mise à sac de Tawargha, rapportera que, pour expliquer leurs exactions, les hommes de Misrata déclaraient : « Comme ça, personne ne pourra revenir ! » Toujours selon le même correspondant, les miliciens inscrivaient de façon répétée sur les maisons détruites les mots « esclaves », ou encore « négros » : un bien triste succès pour les alliés occidentaux de la révolution, dont certains continuent pourtant d'acclamer l'action de ces brigades…

Quelques centaines de survivants résident aujourd'hui près de Tripoli, à Janzour, dans les locaux insalubres d'une base militaire désaffectée. Le 6 février 2012, ces mêmes brigades de Misrata menèrent un raid sur leur refuge. La raison ? Aucune, si ce n'est leur appartenance à la tribu des Tawarghas. Ce jour-là, les « révolutionnaires » réalisent une opération à la mesure de leur héroïsme, au cours de laquelle ils abattent un homme de 58 ans, trois femmes et trois enfants. Des assassinats avérés par Human Rights Watch[45] et Amnesty International[46]. Hanin, une petite fille de 12 ans, périt d'une balle dans le cou. Majoub et Frej, âgés respectivement de 13 et 15 ans, furent pourchassés alors qu'ils s'enfuyaient sur la plage, rattrapés, puis abattus sur place[47]. Quels que soient leurs précédents faits d'armes, ces hommes se sont irrémédiablement couverts de honte à ce moment-là. Les brigades de Misrata fournissent régulièrement la preuve de leur férocité pathologique, de leur absence de retenue et de leur racisme sommaire. Il faut les démanteler au plus vite, et procéder aux arrestations qui s'imposent. Ces hommes incarnent le déshonneur et la faillite morale de la Libye actuelle. On ne peut condamner les crimes de Kadhafi et commettre les pires atrocités une fois au pouvoir ! On ne peut s'insurger

contre les boucliers humains de Bachar el-Assad, tout en prenant pour cible des femmes et des enfants dans son propre pays ! Pourtant, les rebelles demeurent « intouchables ». Au-dessus des lois et des règles.

À Janzour, grâce aux enregistrements vidéo de plusieurs téléphones portables, tout le monde connaît l'identité des meurtriers. Pourtant, comme à son habitude, le CNT ne fait rien. Ces hommes devraient être traînés devant les tribunaux et condamnés pour meurtre. Au lieu de cela, on les porte aux nues !

Pour Amnesty International[48] : « Les brigades sont désormais totalement hors de contrôle et commettent des excès à grande échelle […]. L'impunité dont elles jouissent ne fait qu'encourager de nouveaux abus […]. Les Libyens se sont battus pour leur liberté. Aujourd'hui, ces acquis sont mis en péril par des miliciens armés et hors la loi qui bafouent les droits de l'homme sans être inquiétés ! »

Parmi les onze centres de détention visités par Amnesty en janvier et février 2012, dix pratiquaient régulièrement la torture[49]. Plusieurs prisonniers affirment d'ailleurs avoir signé leurs aveux sous la contrainte, mais nient toute responsabilité et toute implication réelle dans les crimes qu'on leur impute. Grâce aux documents et aux témoignages collectés sur le terrain, Amnesty a retrouvé la trace de douze décès clairement imputables à la torture depuis la fin de la guerre. Bien sûr, ce chiffre ne représente qu'une infime partie du nombre total de victimes. Mais les résultats de cette enquête témoignent de l'anarchie et de la violence qui prévalent au sein des brigades depuis la fin de la guerre.

Dans une prison de Misrata, Amnesty rapporte que les miliciens battaient et menaçaient des détenus officiellement libérés. Un vieil homme de Tawargha pleurait et rampait sur le sol, tandis qu'un des révolutionnaires le frappait en prenant à parti l'équipe d'Amnesty pour les avertir : « Ceux de Tawargha restent ici ! Sinon, on les tue[50] ! »

Dans deux centres de détention – l'un à Tripoli et l'autre à Misrata –, les interrogateurs tenteront même de soustraire certains prisonniers au regard des équipes de l'organisation humanitaire : en effet, après des séances de torture particulièrement brutales, ces hommes ne pouvaient plus ni bouger ni parler[51]. Une vidéo obtenue par Amnesty[52] montre un groupe de vingt-neuf prisonniers battus par des révolutionnaires, avant que l'un d'entre eux

ne finisse par déclarer : « Embarquez-les et tuez-les tous ! » Ces vingt-neuf personnes figureront parmi les soixante-cinq cadavres retrouvés trois jours plus tard, le 23 octobre 2011, dans un hôtel de Syrte, exécutées d'une balle dans la tête. Coïncidence : ce même hôtel sert alors de base arrière aux combattants de Misrata venus participer à l'assaut de la ville.

Déportations, exécutions, kidnappings, tortures… La liste des exactions commises par les brigades depuis la fin de la guerre semble désespérément longue. Le rapport d'Amnesty se termine sur la recommandation suivante : « Les autorités libyennes doivent impérativement démontrer leur volonté de tourner la page […] en reprenant le contrôle des milices. Elles doivent enquêter sur les abus qui ont été commis […] afin que les responsables de tous bords soient punis en accord avec les lois internationales. »

Ce texte date du 15 février 2012. Mais depuis, rien ne change. À Koufra, au mois de juin, la brigade Dera Libya, dépêchée sur place pour « pacifier » la ville, va régulièrement pilonner les quartiers d'habitation toubous à l'arme lourde. Bilan : plus de soixante morts[53] en un mois. Dans ce pays « libéré », on tire toujours sur les femmes et les enfants noirs avec des chars, des canons et des mortiers.

Toujours au mois de juin, des hommes en armes appartenant à la brigade al-Awfia n'hésitent pas à prendre le contrôle de l'aéroport de Tripoli. Venus de la ville de Tahrouna pour protester contre l'enlèvement de leur chef par une brigade rivale, ils surgissent sur les pistes et bloquent tous les avions civils à l'aide de mitrailleuses lourdes, alors même que certains s'apprêtent à quitter leurs points de parking.

Le 12 juin, une bombe détruit presque entièrement les locaux de la Croix-Rouge de Misrata, blessant gravement un voisin. Quelques jours plus tôt, le 22 mai, une roquette explosait dans les bureaux de cette même organisation à Benghazi : deux attaques revendiquées par la brigade du Cheikh Omar Abdoul Rahman, sous prétexte que la Croix-Rouge distribuait des bibles. Le 6 juin, cette brigade revendiquait également l'attaque contre la mission diplomatique américaine de Benghazi, en réponse à l'assassinat d'Abou Yahya al-Libi, un dirigeant d'al-Qaïda tué par un drone de la CIA au Pakistan. Toujours au mois de juin, l'un de ses membres tirera une roquette qui percutera de plein fouet la voiture de l'ambassadeur britannique, blessant gravement ses deux gardes du corps. Le Cheikh Abdoul Rahman

purge une peine de prison à vie aux États-Unis pour avoir planifié des attentats terroristes contre la ville de New York. Et cette brigade de Benghazi l'érige aujourd'hui en modèle…

Entre le 11 et le 18 juin 2012, au sud-ouest de tripoli, des affrontements opposant les tribus gontrar et mashashya se soldent par la mort de cent cinq personnes et plus de cinq cents blessés ! Il s'agit là d'un bilan officiel[54]. Selon certaines sources indépendantes, ces chiffres se situent nettement en deçà de la vérité.

À la fin du mois d'août, deux voitures piégées exploseront au centre de Tripoli. Trois autres seront désamorcées. La même semaine, un militaire de haut rang sera exécuté en pleine rue à Benghazi. La situation s'aggrave et la toute nouvelle armée nationale semble incapable de remplir sa mission, en particulier dans l'est du pays. En effet, le 28 août 2012, à la demande expresse du gouvernement, l'une des principales brigades de la région reprendra en main la sécurité de l'aéroport de Benghazi[55] qui laissait grandement à désirer. Le processus s'inverse, et l'État cède à nouveau du terrain face aux groupes armés du pays. Ces signes avant-coureurs, s'ils avaient été pris en compte par des services de renseignement compétents, auraient peut-être permis d'apprécier à son juste niveau la déliquescence du pouvoir central en Cyrénaïque et le danger potentiel présenté par cette région pour les ressortissants étrangers. Un sujet particulièrement sensible, quelques semaines avant les violentes émeutes qui entraînèrent la mort de l'ambassadeur américain.

Plusieurs mois après la publication de son rapport, les problèmes soulevés par Amnesty au sujet des brigades qui terrorisent la Libye ne se règlent pas : ils empirent. Refuser de trier le bon grain de l'ivraie, de faire le ménage entre les criminels et les « vrais » révolutionnaires, entre les droits communs et les « combattants de la liberté », c'est refuser de voir la réalité en face et d'affronter les problèmes qui minent le pays.

Pourtant, les responsables politiques font la sourde oreille. Mieux : ils légifèrent pour entériner leur complaisance et leur faiblesse à l'égard des meurtriers. La loi n° 38, promulguée le 2 mai 2012, accorde l'impunité aux rebelles si les crimes commis visent « à promouvoir ou à protéger la révolution ». Cette amnistie générale ne s'étend ni à la torture ni au viol, mais elle couvre néanmoins le meurtre, le pillage, les arrestations arbitraires

et le déplacement forcé de populations par les milices (quarante mille personnes à Tawargha et plusieurs milliers de Mashashyas dans les montagnes du djebel Nafoussa, par exemple). En ce qui concerne la torture, le CNT et les gouvernements successifs n'ouvrent aucune enquête : les criminels demeurent intouchables et jouissent d'une amnistie octroyée *de facto*…

Une commission d'enquête des Nations unies[56] a déclaré que les forces révolutionnaires s'étaient non seulement rendues coupables de crimes de guerre, mais également de crimes contre l'humanité ! Leur rapport recommandait, entre autres, la libération des prisonniers détenus arbitrairement dans le pays, la tenue de procès équitables pour les affaires en cours, et la mise sous surveillance de la Libye par les Nations unies : des mesures plutôt clémentes, vu le bilan catastrophique de cette révolution dans tous les domaines…

Pourtant, lorsque le rapport de cette Commission arrivera devant le Conseil des droits de l'homme, Washington et d'autres capitales occidentales utiliseront leur droit de veto pour contrer ses propositions. Pour quelle raison ? Selon Sarah Leah Whitson, responsable de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à Human Rights Watch, « il s'agit avant tout de faire apparaître ce conflit comme un succès, en fermant volontairement les yeux sur les problèmes actuels ».

Le nouveau gouvernement d'Ali Zeidan, élu le 15 septembre 2012, n'enregistre pas davantage de succès dans sa lutte contre l'omnipotence des brigades, qui figurait pourtant au sommet de ses priorités. En octobre, le chef de la police de Benghazi autorise finalement ses hommes à utiliser la force contre les anciens révolutionnaires qui contrôlent toujours la région : il sera abattu quelques semaines plus tard d'une rafale de kalachnikov en pleine rue.

À l'autre bout du pays, les rebelles de Misrata poursuivent leur campagne de terreur et de massacres en toute impunité. Au mois de septembre, un des leurs est exécuté près de Bani Walid : ils encerclent rapidement la ville, avec l'aide de la brigade Dera Libya, mais l'opération tourne au carnage. Les unités de l'armée nationale présentes sur place suivent le mouvement, mais ce sont les révolutionnaires qui mènent la danse. Quartier par quartier,

la ville sera pilonnée sans relâche. Devant ce déluge de feu, la résistance s'organise. À l'intérieur de l'oasis dévastée, mais aussi à Tripoli. Cinq cents personnes manifestent sur la place des Martyrs pour demander l'arrêt immédiat des bombardements.

Le gouvernement envoie alors un groupe d'émissaires porteurs d'une missive rédigée par Mohamed Megharief, le nouveau président de l'Assemblée nationale. Les négociateurs franchiront le barrage militaire de Tahrouna sans encombre. Mais en arrivant près de Bani Walid, les brigades de Misrata leur barreront la route et leur intimeront l'ordre de faire demi-tour. Lorsque les officiels exhiberont la lettre de Megharief, les révolutionnaires commenceront à tirer en l'air pour les faire décamper. La délégation repartira sans atteindre Bani Walid, qui ne se trouve pourtant qu'à cent quarante kilomètres de la capitale !

Le siège dure alors depuis près de trois semaines et se poursuivra encore une quinzaine de jours. Il se soldera par des dizaines de milliers de personnes déplacées[57], des centaines de morts et une ville qui demeure encore aujourd'hui largement détruite. Tout comme à Syrte et à Tawargha, les quatre-vingt mille habitants de Bani Walid subissent la vengeance aveugle des révolutionnaires, devenus les bourreaux du pays qu'ils se vantent d'avoir libéré. Le ministre de la Défense lui-même admettra, le 30 octobre 2012, au terme des opérations, que ce sont désormais les brigades, et non l'armée nationale, qui contrôlent la ville. Cet aveu d'impuissance en dit long sur la faiblesse du gouvernement face au problème crucial des bandes armées qui gangrènent chaque jour un peu plus le pays.

Mais si les brigades font aujourd'hui l'unanimité contre elles, beaucoup considèrent également que les forces de l'ordre s'organisent sur de bien mauvaises bases. À ce titre, le Haut Conseil de sécurité (Supreme Security Council) nous offre un exemple assez inquiétant du dérapage en cours. Ce Conseil compte des dizaines de milliers d'hommes, pour la plupart des anciens révolutionnaires. Plus de cent mille sur le papier, bien que tous les responsables libyens s'accordent à dire que ce chiffre est largement surestimé. Quoi qu'il en soit, il représente une force considérable, morcelée en plusieurs structures locales totalement indépendantes, qui couvrent l'ensemble du pays : autant dire que les brigades censées avoir été intégrées

en son sein portent désormais un autre nom, mais disposent toujours de la même marge de manœuvre. À ceci près qu'elles sont devenues plus riches, puisque le Conseil reçoit de généreuses subventions de la part du gouvernement.

Sur le papier, cette armée sans maître est au service de l'État. En réalité, elle l'utilise au gré de ses besoins financiers, sans se préoccuper le moins du monde des ordres qu'elle reçoit. Par ailleurs, une grande majorité de ses responsables affichent ouvertement leurs sympathies pour les Frères musulmans et le courant salafiste, participant même à la destruction de mosquées soufies considérées comme idolâtres dans l'ouest du pays.

Les hommes du SSC ont gardé leurs mauvaises habitudes et se conduisent de la même façon que les brigades. Les exemples abondent… À Brak, au mois de septembre, ils décident d'arrêter un homme ayant participé à une fête « interdite », car célébrée à l'époque de Kadhafi. Face aux protestations de la famille, ils abattent la sœur cadette du garçon à bout portant. Ivres de rage, les habitants de cette petite ville du désert se défendront avec un courage inouï, face à des adversaires plus nombreux et mieux équipés. Les forces du Conseil perdront six hommes ce jour-là, avant de se replier pour attaquer une nouvelle fois deux jours plus tard. Mais le scénario se répète : après seize morts et cinquante blessés supplémentaires, les soldats, humiliés, quittent définitivement les lieux. Furieux de ne pas avoir reçu plus de renforts, ils retournent à Tripoli et prennent immédiatement d'assaut l'hôtel Rixos, un palace réservé à la presse étrangère et aux dignitaires du régime, menaçant de faire sauter le bâtiment s'ils n'obtiennent pas la démission du ministre de la Défense. La situation ne sera désamorcée qu'au terme de généreuses compensations financières pour les assaillants, qui ne seront jamais inquiétés pour le meurtre de la fillette et les autres pertes civiles qu'on déplore dans la ville de Brak.

Le fiasco du SSC est un dossier tellement embarrassant que les responsables libyens vont rapidement tenter de faire disparaître cette pseudo-structure. Les combattants seront transférés au sein du ministère de l'Intérieur et l'organisation elle-même sera graduellement dissoute au début de l'année 2013. Des modifications de pure forme car dans les faits, rien ne change. « Dorénavant, les chèques viendront directement du ministère de l'Intérieur, m'explique un journaliste de Tripoli. Mais les commandants

locaux demeureront en place, et c'est tout le problème. Ils continueront à mener leurs hommes comme ils le font depuis maintenant deux ans, sans rendre de comptes à qui que ce soit. Ces gens savent que le gouvernement ne dispose d'aucun moyen de pression à leur encontre, puisqu'il n'y a aucune armée nationale digne de ce nom. Si on tente de leur imposer des ordres qu'ils refusent d'exécuter, ils se sépareront du ministère, reprendront leur autonomie et créeront davantage de problèmes. Le gouvernement veut éviter ce genre de situation à tout prix, et les anciens révolutionnaires le savent. Ils en jouent… »

En feignant d'ignorer cette situation, l'Occident tente de faire oublier sa part de responsabilité dans la catastrophe. Mais notre silence ne fera qu'encourager ces hommes sur la voie de l'impunité. Au même titre que les Américains en Irak, nous venons de nous essayer au jeu dangereux du changement de régime. Nous risquons de le payer très cher.

Brigades et islam

Plus encore que n'importe quelle autre région du pays, la Cyrénaïque est littéralement phagocytée par les brigades. Dans les faubourgs de Benghazi, les barrages marquent autant de frontières invisibles entre les territoires des unes et des autres. Pourquoi ces contrôles incessants ? Le risque d'une contre-attaque kadhafiste semble définitivement écarté. La menace la plus grave et la plus immédiate qui plane sur la Libye provient justement de ces hommes en armes, livrés à eux-mêmes, qui refusent d'intégrer l'armée nationale et de tourner la page de la révolution, pour des motifs souvent peu avouables. Il semble en effet que ces brigades deviennent bien plus que de simples associations d'anciens combattants. Trafics, terrorisme… Les rumeurs vont bon train ! Surtout à Benghazi, au cœur d'une région réputée favorable aux islamistes. En février 2012, le drapeau noir du jihad flottera pendant près d'une journée sur le toit du tribunal municipal. Toujours près de Benghazi, un groupe d'islamistes détruira les tombes des anciens combattants britanniques tombés pendant la Seconde Guerre mondiale et enterrés sur place depuis cette époque. Et comme nous le verrons plus loin, certaines brigades se targuent ouvertement d'entretenir des liens directs avec al-Qaïda…

D’après certains documents, al-Qaïda en Cyrénaïque opérerait sous le contrôle plus ou moins direct de l’Égypte. Mais l’information reste à vérifier. D’ailleurs, au moment où j’arrive à Benghazi pour ce nouveau voyage dans la région, je dois *tout vérifier*, car je ne dispose d’aucune information fiable : juste des rumeurs qu’il faudra patiemment confirmer. Ou écarter. Concernant les brigades, personne ne sait ce que font réellement ces hommes depuis la fin de la guerre. À mots couverts, les Libyens évoquent leurs abus financiers et leur mainmise sur tous les commerces du pays, ainsi que l’extrémisme religieux de certaines d’entre elles. Même s’ils demeurent officiellement des héros, les révolutionnaires suscitent une exaspération croissante au sein de la population, fatiguée de subir leurs caprices et leur autorité.

Il me faudra du temps pour pénétrer au cœur des brigades et les faire parler de ce qui m’intéresse vraiment. D’autant que je ne dispose d’aucun contact solide dans la région. Peut-être Abdelhakim al-Hassadi ? Ou mon ami Mahmoud, le salafiste des rues de Tripoli, avec son carnet d’adresses et son réseau de connaissances tentaculaire ? J’ignore sincèrement par où commencer.

À mon arrivée, il fait nuit. Un vent frais et légèrement moite en provenance de la mer balaie la piste de l’aéroport de Benghazi. Un chauffeur m’attend. Pas le même que la dernière fois, mais son frère aîné : un homme d’une soixantaine d’années, rondouillard et sympathique, qui s’exprime d’une voix douce. Plus surprenant, l’homme semble étonnamment loquace sur les sujets qui m’intéressent :

– On trouve beaucoup de sympathisants d’al-Qaïda, par ici ?

– Oh, oui ! De plus en plus ! Pendant la guerre, personne ne pensait à eux. Tout le monde se rassemblait pour lutter contre Kadhafi. Mais cette année…

Le chauffeur réfléchit un instant, klaxonne un automobiliste en marmonnant une insulte, et ajoute :

– Cette année, il n’y a plus de guerre ! Plus de révolution ! Alors, tous ces hommes s’organisent. Et les plus radicaux rejoignent al-Qaïda, bien sûr.

– Où se trouvent-ils ?

– Dans les montagnes. Impossible de savoir où. Les Américains s’inquiètent. Ils voudraient faire quelque chose, mais à qui vont-ils

demander de l’aide ? Au CNT ? Au gouvernement ? Certainement pas ! Ces gens ne parviennent même pas à reprendre le contrôle de Tripoli. Alors ici…

– Et les hommes d’al-Qaïda viennent parfois jusqu’à Benghazi ?

– Bien sûr. Ils ne risquent absolument rien, ici, il y a tellement d’« afghans »[58] et de salafistes qu’ils se mêlent sans problème à la foule. Et quand bien même on les reconnaîtrait, qui pourrait les inquiéter ?

– La police ?

Il rit :

– Benghazi ne compte que quelques centaines de policiers pour une ville de six cent cinquante mille habitants. Et encore ! Ce chiffre comprend tous les révolutionnaires inscrits sur les listes du ministère de l’Intérieur pour toucher un salaire supplémentaire, alors qu’ils restent toute la journée avec leur brigade, sans jamais venir travailler pour le gouvernement. Concrètement, Benghazi ne dispose que de quelques dizaines d’hommes. Une centaine, tout au plus. Alors, croyez-moi, les jihadistes peuvent se promener tranquillement dans la rue : personne ne leur posera de questions.

Il soupire en désignant un gigantesque embouteillage devant nous :

– Regardez ! Une bombe vient de sauter au tribunal de Benghazi.

De la fumée s’échappe encore des fenêtres noircies par le feu. Sur le parking, deux voitures retournées témoignent de la violence de l’explosion, tandis qu’une foule de curieux se presse aux alentours pour observer la scène.

– Ce genre de choses arrive souvent, par ici ?

– Non. Je crois qu’il s’agit du premier bâtiment public qu’ils prennent pour cible.

– Qui ça « ils » ?

– Les révolutionnaires, mais j’ignore lesquels.

– Pourquoi s’en prennent-ils au tribunal ?

– Aucune idée : peut-être pour détruire des documents compromettants. Ou pour intimider certains fonctionnaires trop zélés… Tout est possible. Il peut également s’agir d’une brigade ultra-religieuse qui souhaite affirmer son autorité et récuser celle d’un tribunal civil. La justice de Dieu contre la justice des hommes…

– Il existe des brigades de ce genre à Benghazi ?

– Oui, quelques-unes.

– Entretiennent-elles des liens avec al-Qaïda ?

– Ça, personne ne peut l'affirmer avec certitude. En tout cas, leurs idées et leurs discours les placent dans la droite ligne de cette organisation.

– Vous les connaissez ?

– Tout le monde les connaît ! D'ailleurs, la brigade la plus puissante de Benghazi en fait partie. Les Rafallah Sehati… Il s'agit d'hommes très pieux. Mais également très nombreux, très bien armés et très bien entraînés.

En effet, ce nom ne m'est pas inconnu. Leur puissance de feu et leurs positions religieuses très radicales défraient régulièrement la chronique dans la presse libyenne :

– Où peut-on les trouver ?

Le chauffeur secoue négativement la tête en baissant les yeux, comme un gros gamin boudeur :

– Non, ceux-là, vous ne pourrez pas les rencontrer. Personne n'entre dans leur base. Ils vivent reclus dans une espèce de grand complexe agricole, une vallée à la sortie de la ville, et on dit qu'ils possèdent plus d'armes que n'importe quelle autre brigade de Cyrénaïque. Y compris des armes lourdes. Leur chef n'accorde ni interview ni entretien d'aucune sorte. Lui et ses lieutenants se connaissent tous depuis la guerre d'Afghanistan, dans les années 1980, et ils se méfient des étrangers comme de la peste. Si vous entrez, ils vous tireront dessus.

– On va quand même essayer.

– Comment ça ? demande le chauffeur, soudain très inquiet.

– On va aller les voir, et demander à rencontrer les responsables de la brigade. Je vais leur dire la vérité : j'ai le projet d'écrire un livre et je cherche à en savoir davantage sur eux. On verra bien ce qui se passe…

– Et après ?

– Eh bien… On fera comme les saumons : on remontera le courant, jusqu'à la source ! De chef en chef, jusqu'au commandant de la brigade. Ça prendra le temps qu'il faudra, mais j'y arriverai.

– Désolé, mais moi, je ne veux pas y aller. Ça va créer des problèmes, je vous le garantis.

Moi qui ne dispose pas d'autre piste pour entamer cette enquête à Benghazi, je ne vais pas me priver d'une chance, même bien mince, d'approcher l'une des brigades les plus secrètes du pays sans passer par les circuits officiels ! Mais je ne peux pas embarquer mon compagnon dans l'aventure contre son gré. D'autant que l'idée de me rendre sur place en pleine nuit, et sans invitation, ne semble guère prudente…

Dans la voiture, le chauffeur insiste :

– On ne pourra pas entrer et vous ne verrez rien depuis l'extérieur. Il faut emprunter une petite route gardée pour accéder à leur base ! Au carrefour, les miliciens ne vous laisseront même pas vous arrêter. La nuit, ils disposent des mitrailleuses et des canons sans recul dans tout le périmètre pour contrôler les allées et venues. Il vaut mieux revenir demain. Au moins, pendant la journée, vous pourrez vous rendre compte par vous-même.

– Me rendre compte de quoi ?

– Qu'il s'agit d'une véritable forteresse, une ancienne ferme de plus de cent hectares qui appartenait à Kadhafi. Mis à part les membres de la brigade, personne n'y entre. Moi, je n'irai pas. Je ne veux pas me faire tirer dessus.

– Voilà ce que je vous propose : on fait un passage sans s'arrêter, pour que je voie à quoi ressemble l'entrée, et ensuite vous m'amenez aussi près que possible. Là où vous vous sentirez en sécurité. Je ferai le reste du trajet à pied…

– À pied ? Mais vous ne comprenez pas ? Ils vont *vraiment* vous abattre !

– Emmenez-moi. Le reste, j'en prends la responsabilité.

Le chauffeur réfléchit en secouant la tête d'un air réprobateur. Il soupire en me demandant :

– Comment comptez-vous approcher les soldats ?

– Doucement. Je ne pense pas qu'ils nous tireront dessus sans raison. Il suffit d'être patients et de se montrer courtois. Quoi qu'il se passe, restez près du van le temps de savoir quel accueil ils vont me réserver. Si je n'arrive pas à briser la glace, s'ils s'énervent et si les choses dérapent, faites-vous discret. N'intervenez pas et laissez-moi parler jusqu'à ce qu'on arrive à quitter cet endroit. Dans ce genre de situation, mieux vaut organiser notre chorégraphie à l'avance…

Quelques kilomètres après la sortie de Benghazi, le chauffeur ralentit. Il semble chercher quelque chose sur la gauche de la chaussée. Dans la pénombre, les terrains vagues et les usines à l'abandon dessinent un décor lugubre et vaguement apocalyptique. Je sens bien que mon compagnon préférerait être ailleurs. Mais, en ce qui me concerne, je ne changerais ma place pour rien au monde. Je m'apprête à toucher du doigt ce que les médias dissimulent soigneusement depuis des mois. Durant toute l'année 2011, Benghazi fut érigé en symbole de la démocratie : l'épicentre d'une révolution presque sans taches, adoubée par nos intellectuels et menée sous l'œil bienveillant, presque paternel, de nos responsables politiques. Pourtant, après les images victorieuses de l'automne 2011, une véritable chape de plomb recouvre désormais le pays. Une censure qui ne dit pas son nom. Comme s'il suffisait d'oublier que nous avons libéré des forces profondément hostiles à l'Occident pour les faire disparaître. Malheureusement, les erreurs ressemblent souvent à des infections : tardez à les combattre et elles se transforment en gangrène. Ignorez-les davantage, et elles vous tuent…

Après avoir signé un chèque en blanc aux hommes du CNT, nous donnons désormais carte blanche à des centaines de brigades qui n'obéissent plus à personne et qui découpent le pays à leur guise : souvent pour de l'argent, mais parfois aussi pour des idées très éloignées de celles que nous venions défendre.

– Voilà, on arrive !

De l'autre côté de la route, le chauffeur désigne trois pick-up postés à l'entrée d'un petit chemin qui s'enfonce dans l'obscurité. Nous faisons demi-tour un peu plus loin, aussi discrètement que possible, avant de les dépasser une seconde fois et de se garer à une cinquantaine de mètres. Nous ouvrons lentement les portières. Très lentement. À ce stade, il faut juste éviter de faire croire aux soldats que nous tentons de les prendre de vitesse. S'ils pensent à une embuscade, ils tireront.

Trois hommes sortent du pick-up installé sur le terre-plein central de la route. Ils s'approchent rapidement tandis que je continue à marcher dans leur direction, les mains bien en évidence. Un autre groupe de soldats converge lui aussi vers moi, depuis l'entrée du chemin qui mène à la

brigade. Ils ne portent pas leur kalachnikov en bandoulière. Ils les tiennent à deux mains, canons baissés, un doigt le long de la détente. Ces hommes me paraissent beaucoup plus professionnels que la plupart des autres miliciens. D'ailleurs, en quelques secondes, ils viennent de procéder à une manœuvre d'encerclement parfaite : le premier groupe se tient face à moi, tandis que deux hommes viennent de rejoindre notre véhicule. En me retournant, je vois le chauffeur tendre sa carte d'identité aux soldats qui inspectent le van. Toujours sur le terre-plein, à ma droite, un autre groupe observe la scène en bloquant la seule issue possible, puisque le mur d'enceinte de la brigade longe la route, sur ma gauche.

Je lance quelques mots en français. Ils ne comprennent rien, mais peu importe : le fait de se trouver face à un Occidental fait redescendre la tension d'un cran. À l'évidence, il ne s'agit pas d'un assaut ou d'une embuscade contre leur base : les miliciens relâchent leurs armes et plusieurs d'entre eux remettent le cran de sûreté, tandis qu'un homme d'une trentaine d'années s'approche :

– Que faites-vous ici ?

– Je mène une enquête, et je souhaiterais rencontrer vos…

– Ça ne nous intéresse pas. Les journalistes ne racontent que des mensonges ! Ici, personne ne répondra à vos questions. Maintenant, partez. Il s'agit d'une propriété privée, et nous ne voulons pas vous laisser entrer !

– Une propriété privée ? Je croyais qu'il s'agissait de la ferme de Kadhafi ?

– Plus maintenant ! Cet endroit nous appartient désormais.

– En vertu de quoi ? Qui vous l'a donné ?

– On l'a gagné en se battant. Nos camarades sont morts pour la révolution. Alors, pas besoin de permis ou de papiers pour s'installer ici, ça nous revient de droit ! D'ailleurs, je ne vois pas pourquoi je vous explique tout ça. Partez, maintenant. Ça vaut mieux pour vous.

– Vous pensez que j'aurai des problèmes, si je reste ?

– On risque toujours des problèmes quand on traîne là où les gens ne veulent pas de vous. Écoutez : cette brigade ne parle pas aux journalistes. Ni aux écrivains. Mais beaucoup d'autres groupes le feront avec plaisir. La plupart adorent se pavaner devant les caméras.

– Pas vous ?

– Nous, on préfère rester discrets.

– Je comprends. Mais discrets à ce point-là, on finit par se poser des questions. Elle cache quelque chose, votre brigade ?

– Monsieur… dit-il en tendant le doigt vers les lumières de la ville, au loin. Je vous conseille de partir, maintenant. Je ne vous le répéterai pas.

Mon chauffeur vient de nous rejoindre. Sa main s'accroche à mon bras pour m'entraîner jusqu'à la voiture. Mais le mur auquel nous nous heurtons m'attire encore davantage. Je me sens incapable de reculer, de faire machine arrière et de clore toute cette histoire sans en apprendre un peu plus. Faut-il revenir demain ? Le premier contact ne me semble pas très positif, et partir sur une mauvaise impression nous fermera certainement les portes de cet endroit pour de bon. Il faut tenter autre chose. Mais sans trop chatouiller la susceptibilité des hommes qui gardent l'entrée.

– Très bien, nous partons. Mais dites-moi seulement comment contacter vos supérieurs ?

– Vous ne pouvez pas.

– Je sais que vous suivez des ordres, mais… Peut-être que certains d'entre eux souhaiteraient s'exprimer ou s'entretenir avec moi ? J'aimerais seulement que vous les informiez de ma présence. Rien d'autre. Dites-leur que je m'intéresse beaucoup à votre organisation et à son rôle durant la révolution.

En Libye, poser des questions sur la révolution représente souvent le meilleur moyen de délier les langues et d'apaiser la méfiance de votre interlocuteur. Aujourd'hui, personne ne tient à se mettre en avant. Les milices ne veulent pas parler de ce qu'elles font et, comme nous le verrons plus loin, on comprend rapidement pourquoi. La mainmise des groupes armés sur le pays n'a rien de démocratique et leur comportement de plus en plus mafieux érode considérablement le capital de sympathie dont ils disposaient au sein de la population. Mais beaucoup acceptent encore de raconter « leur » révolution.

J'ai abattu ma dernière carte. Si le soldat m'envoie paître, je ne vois pas ce que je pourrais ajouter. Tandis qu'il réfléchit, mon chauffeur le bombarde

d’arguments pour tenter de le convaincre, en expliquant qu’il s’agit d’une décision importante dont il vaudrait mieux référer à ses supérieurs. Une aide inattendue, et surtout efficace, car le soldat hésite puis se tourne vers les autres, visiblement à la recherche d’un conseil sur l’attitude à adopter.

Un camion passe sur la route principale et soulève un nuage de poussière que l’on reçoit en pleine figure. À cet instant, je n’y crois plus guère. Les Rafallah Sehati méritent décidément leur réputation de paranoïaques. Ce goût du secret absolu contribue d’ailleurs au mythe qui les entoure, tout comme leur puissance de feu sans égale à travers la Cyrénaïque. J’apprendrai plus tard que leur gigantesque camp abrite une multitude de bunkers et de caches d’armes souterraines qui constituent le plus gros stock de la région. Pas étonnant que l’entrée soit si bien gardée…

– Venez ! déclare le soldat en accompagnant son ordre d’un geste de la main.

Il décroche le talkie-walkie qu’il porte à la ceinture et se dirige vers les pick-up. Le chauffeur me rejoint et déclare d’une voix nerveuse :

– On ne devrait pas rester ici en pleine nuit. Tout cela me semble bien trop dangereux. Que fait-on s’ils nous invitent à entrer ? Vous voulez vraiment y aller ?

– Bien sûr ! Mais je doute que les choses s’enchaînent aussi vite…

– Vous devriez vous méfier. *Surtout* s’ils nous font pénétrer à l’intérieur. D’ordinaire, ils éjectent tous les visiteurs. S’ils acceptent de nous ouvrir leur porte à une heure du matin, moi je trouve ça louche. N’oubliez quand même pas ce qu’on dit de ces hommes dans les rues de Benghazi, concernant leurs liens avec al-Qaïda.

– Pour l’instant, il ne s’agit que d’une rumeur !

– En tout cas, ils font partie de la mouvance islamiste ultra-radicale ! Mieux vaut remettre cette visite. Qui viendra nous chercher en cas de problème ? Après tout, personne ne sait quoi que ce soit sur cette brigade.

Le soldat nous invite à nous asseoir par terre, au pied du 4x4, avec quelques-uns de ses compagnons qui s’installent sur le bord de la route pour dîner. Je ne partage plus l’inquiétude du chauffeur : les choses se déroulent très bien. De supérieur en supérieur, nous finirons certainement par tomber sur celui qui nous fera entrer. Il faut juste s’armer de patience…

– Un responsable va arriver. En attendant, mangez avec nous !

D'hostile, l'atmosphère est devenue presque amicale en quelques minutes. Tandis que je m'assieds à leurs côtés, un des hommes me tend un plateau-repas en aluminium, semblable à ceux que l'on sert dans les avions. J'utilise la portière du 4x4 comme rempart contre la poussière soulevée par les semi-remorques qui passent à toute allure sur la route, et j'avale poliment un morceau de viande absolument ignoble, froid et sans sel, baignant dans une sauce verte très grasse. Au vu des sacrifices consentis, j'espère sérieusement que cette aventure nocturne nous mènera quelque part…

Nous discutons de la France, de Sarkozy, de l'Otan, de Kadhafi… Mon chauffeur s'avère être un type jovial et blagueur, qui captive le groupe avec des blagues sur les politiciens libyens ou encore sur les hommes de l'ancien régime. Tous les soldats se tiennent désormais en cercle autour de nous, le sourire aux lèvres, visiblement bien disposés à notre égard. Pourtant, en filigrane de cette discussion, je devine une sorte de barrière infranchissable. Quelque chose que je n'arrive pas à définir ou à exprimer par des mots. Du moins pas encore…

– Vous êtes déjà allé en Syrie ? me demande l'un des soldats, probablement le plus jeune d'entre eux.

Petit, le teint mat et les cheveux en bataille, ce garçon de 16 ou 17 ans porte un treillis et un chapeau de brousse de l'armée américaine. Il ne me quitte pas des yeux, tout en avalant rapidement le contenu de son plateau.

– Oui, mais pas récemment…

– Moi, je voudrais y aller aujourd'hui même, pour protéger les musulmans et tuer ce chien de Bachar el-Assad ! Que pensez-vous de la situation dans ce pays ?

– Bachar el-Assad est un dictateur, il n'y a pas de doute là-dessus. Mais je crains qu'il n'existe pas de solution facile pour résoudre le conflit.

Il semble surpris. Déçu, même. Aujourd'hui, dans le monde arabe, tous les discours sur la Syrie doivent confiner à l'hystérie et contenir quelques appels au meurtre à l'encontre de Bachar el-Assad. J'essaie d'expliquer mon opinion, sensiblement différente, sans me faire trop d'illusion sur mes chances de succès :

– Pourquoi dites-vous ça ?

La voix du jeune garçon se fait plus véhémente.

– Pour des raisons géographiques, ethniques, religieuses, stratégiques, diplomatiques… C'est une véritable poudrière ! On ne peut pas décider de la faire sauter si facilement.

– Mais Bachar el-Assad tue des musulmans ! Nous devons les aider. Il faut se rendre sur place et poursuivre la révolution avec nos frères.

– Mais nous ne parlons pas de la Libye. La Syrie compte beaucoup de communautés très différentes, avec des aspirations et des intérêts souvent opposés. Elles ne veulent pas toutes la même chose. Même chez les sunnites, les gens sont divisés : en France, je connais un Syrien dont la famille est terrorisée par les rebelles. D'autres subissent le feu des Shebab, les milices pro-gouvernementales. Sans compter que, parmi les révolutionnaires, il existe aussi des courants très variés. Des brigades totalement indépendantes, comme en Libye. Bachar el-Assad tue beaucoup de musulmans, en effet. Mais on risque *aussi* de tuer beaucoup de musulmans si on plonge le pays dans un chaos généralisé. Et puis, il y a l'Iran. L'alliée de Bachar el-Assad. Personne ne veut d'une guerre avec Téhéran.

– L'Iran ne nous fait pas peur, proclame le jeune soldat d'un air crâne, à l'attention de ses camarades. S'ils veulent se mettre sur le chemin du jihad, ils le regretteront ! Il leur arrivera la même chose qu'à Kadhafi !

– Et tu penses vraiment que, depuis la mort de Kadhafi, les choses s'améliorent en Libye ?

– Bien sûr que oui ! C'est une évidence.

– Pourtant, de plus en plus de gens se plaignent des brigades. Ils disent qu'elles abusent de leur pouvoir et qu'elles refusent de rendre les armes, malgré la fin de la guerre.

Le jeune garçon semble désarçonné par ma question. En Libye, personne ne remet en cause la révolution et moins encore les révolutionnaires. Il s'agit même de la seule règle qui soit scrupuleusement respectée, à cause du risque de lynchage qui plane sur les contestataires : un an après la fin de la guerre, critiquer les « combattants de la liberté » expose toujours à de graves dangers. La révolution représente une sorte d'âge d'or intouchable et totalement idéalisé, qui nimbe ses participants d'un prestige et d'une immunité absolus. Peu importe les tortures, les crimes de guerre, les

bavures et le rôle pour le moins capital de l'Otan dans la « libération » du pays : une seule remarque négative vous range dans la catégorie des « kadhafistes ». Ce qui, pour un Libyen, équivaut ni plus ni moins à une condamnation à mort…

Mon chauffeur crispe imperceptiblement la mâchoire et hoche négativement la tête en me lançant un regard réprobateur. Il blêmit. Pour que j'arrive à m'en rendre compte dans la pénombre, il faut vraiment que le changement de couleur soit brutal.

– On garde nos armes parce que le combat vient juste de commencer. Les hommes de Kadhafi sont toujours là, réplique le gamin d'une voix féroce. Je ne parle pas des soldats en uniforme, mais de la cinquième colonne : ceux qui se cachent dans les administrations, les journaux ou à l'étranger. Nos ennemis invisibles…

– Il dit la vérité ! ajoute son supérieur pour soutenir le benjamin de la troupe. On veut vous faire croire que les hommes de l'ancien régime ne représentent plus aucune menace pour la Libye. Mais si nous nous sommes débarrassés du vieux et de sa famille, ses anciens collaborateurs, eux, demeurent en poste ! Et ils attendent le bon moment pour saper les bases de notre révolution ! Si nous rendons les armes, qui protégera ce pays ?

Je hausse les épaules en avalant un bout de pain :

– L'armée ? La police ? En tout cas, le gouvernement devrait s'occuper de ça, vous ne croyez pas ? Un gouvernement légitime, élu par le peuple libyen… La sécurité nationale ne peut pas dépendre d'une brigade qui n'obéit à personne.

Mon interlocuteur s'approche de moi pour couvrir le bruit de la route :

– Le gouvernement arrivera… en son temps. Quand les opportunistes et les agents de Kadhafi ne représenteront plus une menace. Mais, pour l'instant, il reste du travail. Nous ne pouvons pas abandonner nos armes en faisant confiance aux hommes du CNT. Vous leur feriez confiance, vous ?

– À vous entendre, le plus dur reste à venir…

– Exactement ! La destitution de Kadhafi ne représente qu'une étape. Dorénavant, il s'agit d'une véritable guerre de l'ombre : une traque difficile et sans merci contre les ennemis de l'intérieur. Ceux qui se prétendent révolutionnaires, mais qui s'abritent en réalité derrière ce masque pour faire reculer les choses et revenir à l'ordre ancien.

– Pourtant, on ne pourra pas ressusciter Kadhafi ! Et ce régime ne tenait que par lui…

– Ne croyez pas ça : beaucoup d'autres personnes pourraient prendre sa place. Ils ont contribué à façonner le système et ils savent très bien comment le gérer. Il leur suffirait d'une seule opportunité pour revenir sur le devant de la scène et reprendre les rênes.

Un 4x4 arrive à toute vitesse en provenance de la base et vient se garer à quelques centimètres de notre groupe, dans un crissement de pneus et un nuage de poussière. Par la vitre du véhicule, le conducteur me toise d'un regard dur. Âgé d'une quarantaine d'années, il porte une longue barbe et un pakoul, ce chapeau typiquement afghan qui signale au reste de la population son passé de jihadiste, et son appartenance aux mouvements les plus radicaux du pays. Ces hommes forment un véritable « noyau dur » très respecté en Libye. Respecté et craint.

– Que venez-vous faire ici ? À cette heure, en plus ! Vous voulez vous faire tuer ?

– Désolé d'arriver si tard. Je prépare un livre sur la Libye et je m'intéresse au rôle des brigades dans le fonctionnement du pays. Pendant la révolution, mais également aujourd'hui. Votre organisation pèse très lourd en Cyrénaïque. On dit que vous possédez des stocks d'armes et de munitions presque inépuisables et que vos hommes comptent parmi les meilleurs combattants de la région…

– Qui ça « on » ? Vous ? La presse occidentale ? L'Amérique ? siffle-t-il avec un mélange de hargne et de condescendance.

– Pourquoi, je me trompe ?

Le type réfléchit un instant et comprend qu'il n'a aucun intérêt à me contredire lorsque j'explique que sa brigade dispose d'une armée nombreuse, bien équipée et bien entraînée. Il me fixe d'un regard étrangement insistant. Comme s'il cherchait à me faire avouer Dieu sait quoi. Peut-être me prend-il pour un espion ? Cela n'aurait rien de surprenant : la peur de l'espionnage constitue une obsession récurrente en Libye. Une véritable paranoïa ! Quelques mois plus tard, un automobiliste qui pensait se trouver dans le viseur de mon appareil, tandis que je photographiais l'immeuble d'un ami, effectua un demi-tour en plein milieu d'une avenue de Benghazi pour tenter de me confisquer la pellicule. La

photo n’a survécu que grâce à l’intervention musclée de l’ami en question, chef d’une brigade locale et, heureusement, lourdement armé ce jour-là…

– Montrez-moi votre passeport !

Je lui tends ma pièce d’identité qu’il examine soigneusement. Un autre homme se trouve dans la voiture. Lui aussi barbu et vêtu à l’afghane. Il jette un vague coup d’œil au document avant de m’observer en détail, probablement pour comparer la photo. Je lui adresse un grand sourire accompagné d’un *salam’aleikum* très cordial. Il répond du bout des lèvres, avec un hochement de tête dans lequel je décèle plus de méfiance que de sympathie.

– Nous ne voulons pas parler aux étrangers. Ils mentent en permanence. Ils racontent n’importe quoi !

– Sur votre brigade ?

– Sur tout ! Dans le monde entier, vous faites passer les musulmans pour des criminels. Voilà pourquoi nous ne vous laisserons pas entrer !

– Ce n’est pas toujours vrai. En Libye, les médias étrangers vous ont largement soutenus pendant la guerre.

– Et alors ? Qu’espérez-vous en retour ? Notre gratitude éternelle ? Vous pensez que cela suffira à effacer tous vos mensonges sur la Palestine, l’Afghanistan ou l’Irak ? Votre président Sarkozy ne cherche qu’à promouvoir les intérêts de la France dans notre pays, tout le monde le sait. Alors, s’il vous plaît, n’essayez pas de transformer cette énième guerre du pétrole en acte de charité. Les Libyens n’ont contracté aucune dette morale ou sentimentale à l’égard de l’Occident : le pétrole se chargera de solder nos comptes…

Une petite voiture se gare derrière la Jeep. Un homme d’une trentaine d’années vêtu à l’occidentale en sort et se dirige lentement vers nous. Il me tend la main, puis salue distraitement mon chauffeur avant d’échanger quelques mots avec les deux barbus. Pendant ce temps, j’en profite pour observer l’entrée du complexe : la route s’enfonce en droite ligne dans l’obscurité sur deux cents mètres. Ensuite, des fortifications en béton obligent les véhicules à slalomer entre ces obstacles improvisés, jusqu’à une gigantesque grille métallique éclairée par des projecteurs, au pied de laquelle j’aperçois un petit bâtiment rectangulaire qui abrite d’autres soldats et d’autres mitrailleuses.

– Alors comme ça, vous venez de France ? me demande le nouvel arrivant. Je travaillais avec les Français de la *control room* à Benghazi, l'année dernière. On leur donnait les coordonnées des cibles depuis la ligne de front et ils les transmettaient à l'Otan. Ensuite, on attendait que les avions arrivent, et les bombes nous dégageaient le passage…

– Vous faisiez partie de cette brigade, pendant la guerre ?

– Oui. Mais, aujourd'hui, je viens juste rendre visite à mes anciens amis. Certains travaillent toujours ici. Et les blessés continuent de venir à la base pour y trouver un peu de réconfort : nous formons une vraie famille. Nous nous soutenons mutuellement. Chacun sait qu'il peut compter sur les autres… Mais nous parlerons de ça plus tard : dites-moi plutôt ce que vous voulez.

– Je voudrais en apprendre davantage sur vous.

– Sur moi ?

Rires.

– Non, sur la brigade.

– Pourquoi celle-ci et pas une autre ?

– J'en verrai beaucoup d'autres ! Mais les Rafallah Sehati me semblent particulièrement intéressants, je l'avoue.

– Pourquoi ?

– Vous ne communiquez presque pas avec l'extérieur, et vous représentez pourtant la première force militaire de la région. Vous devez peser très lourd dans la balance du pouvoir. Même au niveau national.

– Navré, mais notre chef refuse de s'exprimer en public. Il s'agit d'une sorte de… principe ! Il s'occupe de la brigade et prend toutes les décisions importantes, mais il ne souhaite pas jouer l'attaché de presse. Et nous ne considérons pas la communication comme une priorité.

– Dans l'entourage de votre chef, pensez-vous que certains responsables accepteraient de me parler ?

Comme tout à l'heure avec les gardes, notre interlocuteur hésite. Il se tourne vers les barbus et prononce quelques mots à voix basse. Le conducteur semble protester, mais le jeune commandant lève doucement la main pour mettre un terme à la discussion. L'autre démarre et fait demi-tour dans un crissement de pneus pour repartir en direction de la base. Ses feux

stop rougeoient dans l'obscurité lorsqu'il entame sa série de zigzags au niveau du barrage. Ensuite, tandis que la voiture s'enfonce au cœur de ce gigantesque complexe, les phares se perdent lentement dans la nuit…

Notre nouvel ami s'appelle Khalid. Il a vécu à Londres avant de « voyager » pendant quelques années. Sur ses autres destinations, je n'apprendrai rien. Après des études de management, il se lance dans les affaires, mais les événements de 2011 le poussent à quitter l'Angleterre et à revenir en Libye où il deviendra commandant des opérations militaires au sein des Rafallah Sehati. Aujourd'hui, il compte demeurer dans son pays et monter son propre business, sans trop savoir lequel pour le moment.

Khalid vient d'envoyer ses deux compagnons prévenir le n° 2 de la brigade : Ismaïl al-Salabi. Je suis surpris d'apprendre qu'il s'agit du frère d'Ali al-Salabi, le prêcheur le plus écouté du pays. Jadis exilé au Qatar, Ali jouit désormais d'un immense respect au sein de la population libyenne. Il se présente comme un rassembleur, un érudit, et surtout un homme particulièrement pieux. Ses livres sur l'histoire de l'islam se vendent dans la rue, à la sortie des mosquées, et rencontrent un réel succès. Tout comme ses sermons, parmi les plus écoutés et les plus suivis du pays. La proximité d'Ali al-Salabi avec cette brigade considérée comme fondamentaliste me paraît surprenante. En effet, cet homme se présente volontiers comme un musulman modéré, du moins lorsqu'il s'adresse aux Occidentaux. Dès lors, soit les chefs des Rafallah Sehati sont moins extrémistes qu'on ne pourrait le croire, soit le discours de M. Salabi constitue une simple façade destinée à rassurer l'Europe et l'Amérique…

Nous discutons, encore et encore. Khalid semble toujours très calme. Très… « contrôlé ». Et très intelligent. Dans son discours, je ne décèle pas grand-chose qui me permette de mieux le cerner, malgré les questions qu'il pose et les réponses qu'il fournit. Il me parle tout en prenant bien soin de ne rien dire. On pourrait aisément conclure à un caractère lisse et sans grand intérêt. Pourtant, je n'y crois pas. À mon avis, cette monotonie de façade constitue un leurre, une cuirasse qui le protège des questions embarrassantes et des analyses trop fouillées. Mais il ne s'agit que d'une impression : je dois prendre garde à ne pas devenir aussi paranoïaque que mes hôtes…

Après une dizaine de minutes, les hommes dépêchés à l'intérieur du camp reviennent en trombe, dans un rugissement de moteur et un crissement de pneus – sport national libyen, en tout lieu et en toute occasion ! Le chauffeur ouvre sa fenêtre et m'adresse un signe de la tête :

– Venez à dix heures demain matin. Vous verrez Ismaïl.

– À cette heure-ci, demain, j'espérais voir une autre brigade. Pouvons-nous décaler un peu l'heure du rendez-vous ? Vers onze heures ou même midi ?

– Dix heures, ou rien ! À vous de voir ! répond notre « afghan » avec une satisfaction non dissimulée.

Il salue Khalid et quitte la base – toujours en trombe – pour s'engager sur la route principale et disparaître dans la nuit. Nous remercions tout le monde et nous quittons les lieux pour prendre quelques heures de sommeil. Malheureusement, le lendemain, à mon arrivée, personne ne m'attend. Ni Ismaïl, ni qui que ce soit.

Il faudra des jours de palabres, de négociations et de rendez-vous avortés pour finalement obtenir un premier résultat : Khalid peut désormais répondre à mes questions. L'ordre émane des chefs de la brigade. De plus, j'obtiens l'autorisation de visiter leur complexe jalousement gardé : un privilège jamais octroyé auparavant à un étranger. Cela ne me satisfait pas pleinement, mais au terme de plusieurs jours d'attente et d'incertitude, ce geste de bonne volonté m'incite à poursuivre.

Khalid me fixe rendez-vous à la brigade en début de soirée. De jour, le paysage me semble légèrement différent : le barrage établi au bord de la route principale a disparu. Je peux désormais emprunter le petit chemin qui mène à l'entrée du complexe, environ deux cents mètres plus loin, puis slalomer entre les blocs de béton, jusqu'à la guérite des sentinelles. Les murs de l'enceinte s'étendent à perte de vue. À travers les grilles, on ne distingue pas non plus l'autre extrémité de la base. Juste des terrains vagues, des plantations en friche, des bâtiments, des containers et… un troupeau de chameaux ! Comme toujours, il faut rouler lentement. Il ne s'agit pas des mêmes gardes que la veille et ils ne semblent pas prévenus de mon arrivée : l'un d'entre eux attrape sa kalachnikov et s'approche en faisant signe d'ouvrir la vitre. D'un petit geste du pouce, il déverrouille le cran de sûreté de son arme. Je me méfie de ce genre de détail : en zone de

guerre, une succession d’erreurs minimes peut souvent conduire au désastre. On commence par engager une balle dans le canon, puis on retire le cran de sûreté et on finit par se promener avec le doigt sur la queue de détente. Un mouvement un peu brusque, une surprise ou un réflexe malencontreux et la cervelle de votre camarade tapisse les murs de la guérite. Car, en règle générale, malgré leur expérience du feu, les révolutionnaires libyens sont bien loin de posséder les compétences de soldats professionnels…

L’homme nous fait sortir de la voiture et nous conduit jusqu’au petit bâtiment en parpaing qui sert d’abri aux sentinelles. Nous saluons les autres gardes en lançant de nombreuses bénédictions à toute l’assemblée, avant d’expliquer la raison de notre présence. Les hommes avertissent Khalid de mon arrivée par radio et ce dernier nous rejoint quelques minutes plus tard. Immédiatement, il m’entraîne à l’intérieur du complexe en adressant un petit geste de la main au chauffeur :

– Lui, il n’entre pas.

Puis il ajoute avec un sourire, tout en continuant à marcher :

– Je répondrai à toutes vos questions. N’hésitez pas, demandez tout ce que vous voudrez. Ismaïl aurait aimé vous rencontrer, mais il manque cruellement de temps.

– Et votre chef, Mohamed el-Gharabi ?

– Non, impossible : Mohamed ne se montre jamais en public. Question de sécurité. Nous devons rester vigilants, car nos ennemis se cachent souvent là où on les attend le moins.

– Des ennemis ?

– Je vais vous expliquer. Venez par ici…

Nous ne nous aventurons pas très loin : à une cinquantaine de mètres de l’entrée, Khalid pénètre dans un grand bâtiment composé d’une seule et unique pièce aux murs blancs, éclairée par une lumière crue. Des matelas s’entassent dans un coin et constituent l’unique mobilier disponible. Les moustiques pullulent et même le jeune commandant soupire en essayant d’écarter les insectes avec de grands gestes de la main : peine perdue…

– Nous nous trouvons au-dessus des plus grosses nappes phréatiques de Benghazi. D’où cette humidité et… ces insectes !

– À quoi sert ce bâtiment ?

– Il s’agit seulement d’une salle de repos pour les soldats affectés à la surveillance du portail. Ici, nous pourrons bavarder tranquillement. Je vous écoute !

– Vous me parliez de vos ennemis ? À qui faites-vous allusion ?

– Avant de vous répondre, il faut d’abord que vous compreniez bien qui nous sommes et ce que nous faisons. Aujourd’hui, la police et l’armée ne peuvent pas maintenir l’ordre. Nous, si. Les gens nous connaissent à Benghazi. Personne ne veut se frotter à notre brigade, même les criminels les plus endurcis. Alors le gouvernement sous-traite nos services. Nous « appuyons » certaines opérations de police et nous opérons conjointement avec les forces de l’ordre. En règle générale, nous préférons éviter d’ouvrir le feu. Le plus souvent, notre présence dissuade les éventuels fauteurs de troubles. Mais pas toujours. Parfois, nous ne pouvons pas respecter les règles d’engagement initiales.

– Et donc, il y a des morts ?

– Ça arrive. Il ne faut pas se leurrer : nos adversaires appartiennent à d’autres brigades et à des groupes de combattants aguerris. Il s’agit souvent d’anciens révolutionnaires qui ne se laissent pas impressionner par de belles paroles. Nous devons nous tenir prêts. Et tirer pour tuer…

– Le gouvernement vous paie ?

– Oui. En qualité de sous-traitants. L’argent récolté sert à entretenir le camp, mais aussi à s’occuper de nos camarades blessés pendant la révolution. Nous prenons également en charge les familles des martyrs. Dans la mesure de nos moyens, bien sûr. Nous prenons soin les uns des autres, un peu comme une association d’anciens combattants. La brigade organise des actions de charité pour les orphelins et les enfants de la région. Ce qu’on gagne, nous le redistribuons aux nécessiteux…

– Mais vous ne pensez pas que l’armée devrait faire son travail toute seule ? Pourquoi ne pas y intégrer vos hommes et dissoudre votre brigade ?

Il fronce les sourcils en secouant la tête, étonné par ma question :

– Je ne comprends pas ce que vous voulez dire, désolé.

– Eh bien… l’armée doit payer les brigades pour travailler à sa place, parce que ces mêmes brigades la privent des hommes et des armes qui lui

permettraient d’agir seule.

– Vous savez… dans d’autres groupes, certains révolutionnaires se conduisent comme de véritables bêtes fauves. Nous ne déposerons jamais les armes avant eux. Or, ces hommes ne renonceront pas à leur indépendance, à cause des avantages financiers qu’elle leur procure. L’armée doit commencer par démanteler ces brigades avant que nous songions à nous intégrer.

– Le CNT pourrait vous offrir sa protection ?

– Le CNT est bien trop faible pour qu’on lui fasse confiance ! Dans le climat d’instabilité actuelle, la prudence s’impose : que se passera-t-il si nous rendons nos armes aujourd’hui et si une guerre civile éclate dans quelques mois ? Les problèmes que nous rencontrons à Benghazi avec les autres brigades existent aussi à Zouaya, Zintan, Misrata ou même Tripoli. Dans la capitale, elles se disputent toujours le contrôle de l’aéroport international : vous vous rendez compte ? Si le gouvernement ne peut même pas veiller sur l’aéroport, s’il ne peut même pas assurer la sécurité des avions tunisiens ou égyptiens qui atterrissent chez nous, comment voulez-vous qu’on lui fasse confiance pour protéger nos villes et nos villages ? Avec toutes ces brigades qui s’affrontent de plus en plus ouvertement, le risque de guerre civile me semble très réel.

– Pourquoi s’affrontent-elles ?

– Pour le pouvoir ! Et pour l’argent ! Je vais vous donner un exemple : en février, un homme d’affaires importe quatre cent cinquante Jeeps pour les revendre au détail. Seulement, les brigades veulent une part du gâteau.

– Combien ?

– Trop pour que l’affaire reste rentable. Le businessman refuse. Alors elles commencent à répandre des rumeurs sur cet homme. Elles le présentent comme un proche de Kadhafi, travaillant avec de l’argent « sale » : des fonds appartenant à la famille du dictateur… Balivernes ! Mais aujourd’hui, en Libye, vous pouvez vous débarrasser de n’importe qui en l’accusant de collaboration avec l’ancien régime. Quelques paroles en l’air, prononcées sans la moindre preuve, peuvent détruire la vie d’un homme.

Il marque une pause pour saluer quelques soldats qui passent devant l’entrée du bâtiment, avant de reprendre le cours de son récit :

– La rumeur commence à prendre corps. Elle s’amplifie et les « révolutionnaires » font irruption dans les locaux de la société pour réquisitionner les voitures du traître. En présentant les choses ainsi, ils se confèrent même une apparence de légitimité…

– Et ensuite ?

– Ensuite, le propriétaire vient nous voir. Cela arrive très souvent. Les gens de la région viennent chez nous en cas de problème. Ils nous expliquent la situation et nous essayons de les aider.

– Qui vient solliciter votre aide, en général ? Des hommes d’affaires ?

– Pas seulement. Parfois, nous nous rendons à la campagne pour aider des paysans pauvres qui se font racketter par une Saraya totalement inconnue. D’autres fois, nous aidons les riches marchands de Benghazi à régler leurs affaires en toute sécurité…

– Une « Saraya » ?

– Il s’agit d’anciens révolutionnaires qui combattaient de façon indépendante, sans intégrer une brigade, pour défendre leur quartier ou leur village. Aujourd’hui, ces petits groupes d’hommes ne rendent de compte à personne. Et souvent, les choses dérapent. Ils utilisent leurs armes pour racketter les populations et posent plus de problèmes qu’ils n’en résolvent. Certains se transforment en véritables bandits de grand chemin…

– Et ce businessman ? Comment se termine son histoire ?

– Il exerçait une activité parfaitement légale et il n’entretenait aucun lien avec le clan Kadhafi. Les brigades qui cherchaient à s’emparer de ses véhicules ne faisaient pas le poids contre nous. Alors, sans violence inutile, au terme d’une discussion ferme mais honnête avec nos chefs, ils décidèrent de restituer leur butin sans chercher l’affrontement. D’ailleurs, pour plus de sûreté, nous conservons désormais les voitures dans l’enceinte de la brigade. Comme ça, plus personne ne peut y toucher.

– Vous vous faites payer, pour ça ?

– Oui. J’ignore le montant exact, mais je peux vous affirmer qu’il s’agit d’une somme très modique. Presque symbolique.

– Mais la police devrait s’en charger, vous ne croyez pas ?

– La police ne peut rien faire.

– Uniquement parce que vos hommes refusent de rejoindre ses rangs. Si vos trois mille combattants intégraient la police de Benghazi avec leurs armes et leurs munitions, elle deviendrait probablement plus efficace.

– En effet. Mais l'armée et la police devront d'abord désarmer les brigades qui sèment le chaos à travers la ville avant que nous pensions à intégrer leurs rangs. Or, les brigades en question ne renonceront jamais à leur indépendance. Le serpent se mord la queue…

– Donc, vous ne voyez pas de solution ?

– Ce soir, je peux seulement vous parler des Rafallah Sehati. L'avenir du pays, cela concerne les politiciens.

– Vous pensez que les élections prévues pour le 7 juillet 2012 vont améliorer les choses ?

– Je l'espère. Mais je reste prudent. Depuis la révolution, nous sommes gouvernés par le CNT : une création de la France et de l'Occident qui n'a été choisie par personne en Libye. Qui voulait de ces hommes, considérés par Nicolas Sarkozy comme les « représentants légitimes du peuple » ? Pas nous, en tout cas ! Alors, oui, les élections représentent un pas dans la bonne direction. Mais en même temps, elles m'inquiètent.

– Pourquoi ?

– Parce que je veux que mon pays soit gouverné par les textes sacrés du Coran. L'immense majorité des Libyens le souhaitent aussi ardemment que moi ! Et si le gouvernement issu des urnes se détourne de cette voie, il fournira la preuve que ces élections ne répondent pas aux attentes de la population. Que l'Occident cherche encore à nous tromper, en installant un régime laïc ou libéral… Et le pays sombrera dans le chaos.

– Mais les gens peuvent choisir autre chose qu'un parti islamiste ?

– Par exemple ?

– Eh bien… Une démocratie libérale, comme vous dites. Plus ouverte sur l'extérieur et moins attachée à la religion ?

Khalid hoche négativement la tête :

– Nous voulons le Coran. Rien d'autre. Sinon, le pays glissera dans le chaos, je vous le répète ! Nous verrons bien comment se comportera le prochain gouvernement…

La plus importante brigade de Cyrénaïque appelle donc les élections de ses vœux, tant que les résultats correspondent à ses attentes, tout en menaçant de prendre les armes dans le cas contraire. Ce qui ne laisse que deux options : la guerre civile ou l'islam radical… Mais radical à quel point ? Pour le savoir, je dois m'entretenir avec les commandants de cette organisation. Je dois parler aux idéologues, pas seulement aux militaires comme Khalid. Je dois rencontrer Ismaïl et surtout le mystérieux Mohamed el-Gharabi. Que signifient « les textes sacrés du Coran » à leurs yeux ? Il y a malheureusement beaucoup d'interprétations possibles. L'Afghanistan des talibans et le Maroc de Hassan II prétendaient tous deux suivre la charia. Pour les commandants des Rafallah Sehati, j'aimerais savoir de quel côté pointe le curseur…

Au terme de notre entretien, Khalid me propose de faire le tour du complexe. De l'intérieur, la base me semble encore plus vaste. Nous nous arrêtons fréquemment pour saluer les soldats qui croisent notre chemin. À l'intérieur du camp, les armes traînent un peu partout, mais les hommes les portent rarement sur eux. De toute façon, qui pourrait bien pénétrer jusqu'ici ?

Khalid me promène dans cet univers étrange : l'ancienne ferme de Kadhafi à Benghazi. Nous visitons les serres défoncées et envahies par une végétation épaisse, les casernes, le stade de foot, les cuisines et quelques autres bâtiments qui parsèment le gigantesque complexe. Rien de très intéressant, puisque nous n'entrons nulle part : à chaque étape, je ne peux que jeter un coup d'œil et papoter avec les soldats sur le pas de la porte, avant de remonter en voiture jusqu'à la suivante. J'en profite pour remercier Khalid du temps qu'il m'accorde… et pour lui demander s'il pourrait tout de même m'arranger une rencontre avec Ismaïl. Je le sens surpris, voire vexé.

– Je croyais que mes réponses te suffisaient ? Que veux-tu lui demander de plus ?

– Rien de particulier. Seulement, plus je pourrai recueillir de témoignages et d'informations, mieux ce sera. Tu comprends ?

– Si tu veux ! Mais je ne te garantis rien…

Je n'insiste pas. Ici, mon enquête ressemble à un jeu de patience. Il ne faut jamais tenter de forcer les choses : juste appliquer une pression subtile

et constante, sans relâcher son effort. Il s'agit d'un marathon, pas d'un sprint…

– On doit faire demi-tour. Il faut une autorisation pour pénétrer ici.

Nous nous trouvons face à un immense terrain vague où s'empilent des dizaines de containers. Des gardes bloquent l'entrée du périmètre. Cinq à l'extérieur, immédiatement visibles, et certainement davantage dans les bâtiments alentours.

– Que contiennent ces containers ?

– De l'équipement.

Puis il se tourne vers moi en achevant son demi-tour :

– Toutes sortes d'équipement, mais beaucoup de matériel militaire.

– Des armes ?

– Sincèrement, je ne sais pas exactement ce qu'on entrepose dans cette zone. Mais n'oublie pas que nous nous trouvons sur une ancienne propriété de Kadhafi. Il existe tout un réseau de bunkers et de passages souterrains qui serpente à travers la base. Alors, même si une partie de notre arsenal se trouve dans ces containers, la grande majorité ne traîne pas à ciel ouvert, à la merci d'une attaque ou d'un tir de mortier…

– Tu dis « la grande majorité » ? Donc, tout ce que je viens de voir ne représente qu'une petite partie des armes dont dispose la brigade ?

Le soir tombe sur Benghazi. Nous roulons dans la nuit, au pas, en avalant un bout de pizza récupéré dans les cuisines du camp, quelques minutes plus tôt. Son visage s'éclaire d'un sourire triomphant :

– Souviens-toi que nous sommes la brigade la mieux armée de Cyrénaïque. Je ne peux pas te dire exactement de combien d'armes ni de quel type de matériel nous disposons, mais… sur simple décision de nos chefs, nous pouvons prendre le contrôle de n'importe quelle installation stratégique, ou même renverser n'importe quelle autre organisation combattante de la région. Alors, oui, nous possédons beaucoup d'armes que personne n'a jamais vues. Et pas seulement des armes légères, crois-moi ! Aucun de nos adversaires ne nous arrive à la cheville. Ils devinent ce qu'on a trouvé dans ces bunkers !

– À savoir ?

– Plus d'armes qu'ils n'en auront jamais…

Attendre. Encore et encore…

Rendez-vous demain matin à 10 heures, pour une nouvelle tentative : Khalid va essayer d'intercéder en ma faveur pour obtenir un entretien avec Ismaïl. Je suis plein d'espoir en quittant la base. Mais, à nouveau, rien ne se passera comme prévu. Le lendemain, aucun des deux hommes ne se trouve sur place. Au téléphone, Khalid s'excuse, prétexte une obscure histoire d'accident, et promet de me rappeler aussi vite que possible. Après plus d'une heure passée à boire du café avec les sentinelles de la brigade, assis sur le marchepied d'un pick-up, sous un soleil de plomb, à parler de la France et à plaisanter sur les Occidentaux qui ne s'autorisent qu'une seule femme, mon téléphone sonne une nouvelle fois. Khalid m'informe qu'Ismaïl se trouve dans le quartier de Qar Yunis et que je peux le rejoindre sur place.

L'adresse correspond à un vaste complexe en bord de mer, réquisitionné par les révolutionnaires au début de l'année 2011. Désormais, les bâtiments les plus stratégiques et les plus luxueux appartiennent tous aux brigades. Les aéroports, les ports, les marchés, les stations de bus, mais également les hôtels de luxe, comme l'annexe du Radisson Blu de Tripoli, réquisitionnée pendant des mois par Abdelhakim Belhaj et ses hommes pour y recevoir leurs invités et y organiser leurs rendez-vous… À travers tout le pays, la liste des « réquisitions » est édifiante. Et le complexe de Qar Yunis, enfoui au cœur d'une végétation luxuriante, le long d'une plage de sable fin, m'offre un nouvel exemple de cette omnipotence des brigades qui peuvent s'emparer de tout et de n'importe quoi, sur simple décision de leur chef.

Le chauffeur emprunte un raccourci : nous longeons la faculté de Benghazi, avant d'obliquer sur la droite en direction de la mer. Dans ce paysage triste, les quartiers en déshérence succèdent aux friches et aux terrains vagues. L'odeur pestilentielle des ordures qui s'entassent à chaque coin de rue empuantit l'atmosphère. Un cheval mort au ventre gonflé se décompose dans son pré, à quelques mètres de la route. Je croise toujours les mêmes hommes en armes. Toujours les mêmes slogans fanfarons à la gloire de la révolution, tagués sur les murs d'une ville qui semble pourtant plongée dans une réalité très différente… Ici, l'échec de notre politique libyenne me paraît encore plus flagrant qu'ailleurs. Cette ville « libérée »

dès le mois de mars 2011 devrait théoriquement vivre en paix depuis presque deux ans. Au lieu de cela, elle subit de plein fouet les affrontements entre brigades rivales qui paralysent et ensanglantent constamment la région, tandis que les révolutionnaires de la veille se transforment en gangsters et en trafiquants de drogue. Les brigades ont gagné la guerre, mais sabordé la paix. Elles ont trahi tous les espoirs que la population plaçait en elles. Si les élections de l'été 2012 donnent le change sur la scène internationale, la situation sur le terrain ne fait qu'empirer. La Libye meurt et commence déjà à se décomposer. En tout cas, c'est ce que semblent me dire les rues des banlieues que je traverse…

Nous rejoignons la nationale qui longe la côte en direction d'Ajdabiya et le chauffeur s'arrête devant ce qui ressemble à une base militaire. Des canons, des mitrailleuses et des 4x4 gardent l'entrée. Mais les hommes qui viennent à notre rencontre appartiennent à une autre brigade. L'endroit que nous cherchons se trouve un peu plus loin, expliquent-ils, à quelques centaines de mètres, de l'autre côté de la route.

Arrivés au point de rendez-vous, on nous apprend qu'une nouvelle fois, Ismaïl est absent. Les révolutionnaires nous fournissent d'autres indications, mais ce chassé-croisé se soldera finalement par un échec. À force d'attente et d'incertitude, je commence à penser que ni Ismaïl ni Mohamed el-Gharabi ne me recevront, quels que soient les efforts déployés.

Pourtant, au moment où je m'y attends le moins, le téléphone sonne et un inconnu m'annonce qu'Ismaïl accepte de me rencontrer immédiatement. Nous devons revenir tout de suite à la base…

Chefs de guerre…

Ismaïl est un homme plutôt grand, massif et énergique, avec une longue barbe très noire. Il m'attend à l'entrée de la brigade. Alors que je lui tends la main pour le saluer, il m'attrape et m'attire vers lui pour m'embrasser sur les deux joues, un peu comme un frère, avec une jovialité qui ne me semble pas feinte.

– Bienvenue à la brigade ! Désolé pour tous ces contretemps ! Venez, montez avec moi !

La base me paraît encore plus vaste que lors de ma précédente visite. Nous empruntons une route secondaire, sur la droite du terrain de foot, en longeant le bâtiment du mess. Nous roulons ensuite pendant plusieurs centaines de mètres, jusqu'à un portail métallique barricadé, en direction duquel sont pointées plusieurs mitrailleuses, comme pour parer à un éventuel assaut. Ismaïl arrête la Jeep et m'entraîne d'un pas rapide vers les bâtiments qui se trouvent à côté du mur d'enceinte. Partout, des hommes affalés dans des chaises longues ou des fauteuils improvisés discutent, lisent ou pianotent sur des ordinateurs. Ils portent tous de longues barbes et des tenues afghanes traditionnelles, mais je ne ressens plus aucune hostilité. Au contraire, ils m'observent avec une certaine curiosité et s'approchent les uns après les autres pour me saluer. L'un d'entre eux me demande si je suis musulman. Déçu par la réponse, il affiche néanmoins un sourire et retourne tranquillement s'asseoir auprès de ses amis.

Dans le bâtiment, un homme trône au milieu de la pièce. Un véritable géant qui doit avoisiner les deux mètres, et qui m'accueille chaleureusement. Je suis surpris par la douceur de sa voix. Autour de lui, une kalachnikov, une mitrailleuse 12.7 soviétique et un fusil d'assaut belge FNC. Nous nous installons à ses côtés en compagnie d'Ismaïl qui déclare :

– Voici Mohamed el-Gharabi ! Je crois savoir que vous souhaitiez le rencontrer. Eh bien, votre entêtement a payé ! Notre chef apprécie l'intérêt que vous nous portez.

Ce dernier prend la parole pour ajouter :

– Vous savez… Nous ne fonctionnons pas comme la plupart des autres brigades. Les Rafallah Sehati placent l'intérêt général avant l'argent, le trafic ou les luttes d'influence.

– Et comment définiriez-vous l'intérêt général ?

– Eh bien… Nous le considérons comme intimement lié au respect des préceptes de l'islam. Dans la sphère privée comme dans la sphère publique. L'intérêt général, c'est le respect du Coran. Rien d'autre.

Mohamed el-Gharabi s'exprime d'une voix posée, presque timide, qui contraste avec son physique particulièrement imposant. Cet homme parle peu et Ismaïl fait certainement office de tribun à l'extérieur de la brigade. Même si ce colosse à la voix flûtée conserve la réalité du pouvoir entre ses mains…

– Mohamed souhaite que je réponde à vos questions, mais il interviendra au fil de notre discussion. Une sorte d'entretien à trois, si vous préférez… Ça vous convient ? demande Ismaïl en se lissant la barbe.

– Cela me semble parfait.

– Bien ! Alors, comment trouvez-vous Benghazi ?

– Franchement ? Je pense que cette ville va mal. Je pense qu'à l'heure actuelle, toute la Libye va mal.

– Et tout le monde ici pense comme vous ! Le CNT fait tout pour exclure les véritables révolutionnaires du processus de reconstruction. Depuis les premières heures de la révolution, il privilégie systématiquement les transfuges de l'ancien régime au détriment de ceux qui l'ont combattu !

– Et dans quel but ?

– C'est un problème de casting ! Les dirigeants proviennent quasiment tous de la nomenklatura kadhafiste. Alors ils tentent de maintenir à leur poste ceux qui contrôlaient le pays avant la guerre. Comprenez-moi bien : je ne souhaite ni purges ni chasse aux sorcières. Nous ne pouvons pas renvoyer tout le monde. Mais ceux qui restent doivent suivre les règles de la démocratie.

– Et selon vous, ce n'est pas le cas ?

– Certainement pas ! L'ancien dictateur jouit toujours d'une grande popularité, même si ses supporters se font discrets par les temps qui courent. Or, le CNT ne fait rien pour les contraindre à accepter la nouvelle donne, ni pour se débarrasser des éléments les plus radicaux de cette cinquième colonne ! Dans le même temps, les « vrais » révolutionnaires se retrouvent sur la touche, marginalisés et livrés à eux-mêmes. En proposant des demi-mesures et en prenant des décisions qui ne règlent rien, le CNT ne cherche pas vraiment à intégrer les brigades. Bien au contraire : il les incite à se développer hors du système.

– Mais le CNT leur propose de l'argent pour intégrer l'armée nationale, non ? Que peuvent-ils faire de plus ?

– Les révolutionnaires du groupe Rafallah Sehati ne veulent pas rejoindre une armée à la solde du CNT. Cette organisation, créée par la France, ne possède aucune légitimité démocratique. Nos soldats préfèrent rester ici, au sein de la brigade, car au moins ils savent pourquoi ils se battent. Quant à

l’argument financier… Un révolutionnaire reçoit environ deux fois plus d’argent de la part du CNT qu’un soldat de l’armée nationale. Bel exemple de double discours ! D’un côté, les politiciens expliquent qu’ils cherchent à fondre les brigades au sein de l’armée ou de la police. Mais, de l’autre, ils offrent des primes bien plus attrayantes à ceux qui s’y refusent. La ficelle me semble un peu grosse, vous ne trouvez pas ?

– Vous pensez que le CNT souhaite en réalité que les brigades demeurent en place, même s’il prétend le contraire ?

– Évidemment ! Depuis le début, il s’emploie à marginaliser les révolutionnaires en les cantonnant dans une myriade d’organisations différentes, afin de préserver les hommes de l’ancien régime. Diviser pour mieux régner : voilà la stratégie du CNT et du gouvernement. En particulier celle de Mahmoud Jibril, depuis les premiers jours de la révolution.

– Dans quel but ?

– Contrairement à ce que pense beaucoup de monde, le pouvoir central n’a pas besoin d’être fort pour exister. Aucun Libyen ne voulait des hommes choisis par Sarkozy. Jibril avait le titre de Premier ministre… Mais un Premier ministre élu par qui ? Pour rester au pouvoir avec si peu de légitimité, il fallait s’assurer qu’aucun leader d’envergure ne puisse émerger sur la scène politique. Le meilleur moyen d’y parvenir consistait à maintenir le pays dans un état de fragilité et d’instabilité permanentes : créer une nation fantôme, où cet homme apparaîtrait comme un moindre mal aux yeux de ses concitoyens, face aux milices et aux chefs de guerre locaux.

Cette interview se déroule au mois de mai 2012. Alors que je relis ces pages quelques mois plus tard, après la victoire de Mahmoud Jibril, je suis surpris par la pertinence de ces propos.

– Jibril bénéficie d’un soutien sans faille de l’Occident. Vous pensez que certains pays étrangers cherchent à affaiblir la Libye ?

– Cela me paraît évident. Nous disposons des plus grosses réserves pétrolières d’Afrique et cette manne suscite déjà de nombreuses convoitises. Qu’il s’agisse des pays producteurs ou consommateurs…

– Que pensez-vous des raisons avancées par la France pour intervenir en Libye ?

– Ne nous voilons pas la face : s'il s'était agi d'une action purement humanitaire, vos troupes interviendraient déjà en Syrie ! La France souhaitait seulement mettre en place un nouveau régime à Tripoli, plus accommodant et plus flexible. Certaines déclarations dans l'entourage de Sarkozy le montrent. Après la démission du gouvernement de Mahmoud Jibril, le 23 octobre 2011, Bernard-Henri Lévy s'est subitement arrogé le droit de parler au nom des gens de ce pays, en stigmatisant l'islamisme et son expression politique. Quelle arrogance ! Quel mépris pour nos droits et nos aspirations ! À partir de là, tout devint limpide : cette fameuse « ingérence humanitaire » qu'il mettait en avant sur toutes les chaînes de télévision constituait un prétexte commode, rien d'autre. En réalité, les grandes puissances occidentales soutiennent la démocratie dans le monde arabe tant que le résultat du scrutin correspond à leurs attentes. À entendre cet homme, la « générosité » de la France s'accompagne de conditions inattendues : en retour de cette intervention militaire, elle souhaite s'arroger un véritable droit de regard sur le choix de nos dirigeants. Or, cet homme ne semble pas comprendre que nous ne sommes ni en Afghanistan ni en Irak, et que nous ne voulons ni d'un Hamid Karzaï, ni d'un Nouri al-Maliki pour la Libye. Nous n'accepterons la tutelle occidentale à aucun prix ! Malgré sa faiblesse actuelle, ce pays ne tolérera pas la moindre ingérence étrangère.

– Comment régler le problème des brigades ?

– Mahmoud Jibril a eu toute latitude pour changer les choses et remettre le pays sur la bonne voie durant l'année 2011. Il porte une grande part de responsabilité dans la situation actuelle. Aujourd'hui, la meilleure chose à faire consiste à détruire l'armée nationale, afin de la reconstruire sur des bases plus saines.

– En quoi cette nouvelle armée se démarquerait-elle de la précédente ?

– Elle deviendrait plus morale. Elle obéirait à un code d'honneur et à des principes, pas seulement à des ordres. Nous ne voulons pas d'une armée semblable à celle de Kadhafi, prête aux pires exactions sous le prétexte que la décision vient de ses chefs.

– Et cela vous semble le cas aujourd'hui ?

– Non, bien sûr. Mais l'allégeance de l'armée au CNT me paraît inquiétante. Cette organisation ne possède aucune légitimité démocratique, je le répète. Mieux vaut que le pays s'appuie sur une armée neuve,

construite pour servir les intérêts de la Nation et pour obéir aux ordres d'un gouvernement élu. Celle-ci ne m'inspire pas confiance. Pas suffisamment, en tout cas, pour que je demande à mes hommes de rejoindre ses rangs. Sous sa forme actuelle, l'armée nationale ne constitue qu'une ébauche médiocre de l'objectif à atteindre. Nous devons tout faire pour construire une structure militaire forte, juste et morale.

– Que voulez-vous dire par « morale » ? L'armée doit-elle également suivre les commandements de la charia ?

– Bien sûr ! La charia doit gouverner toutes les couches de la société. Mais ne cherchez pas d'équivalents parmi les autres pays musulmans de la planète ! Turquie, Arabie Saoudite, Iran… Nous ferons bien mieux que toutes ces nations ! Nous formerons un gouvernement populaire, où les dirigeants et la population vivront sur un pied d'égalité. Les premiers travailleront au service des seconds. Pas l'inverse.

– Plutôt la Turquie ou l'Arabie Saoudite ?

– Aucun des deux ! La Turquie réussit peut-être sur le front de la démocratie, mais elle échoue sur le plan des valeurs et de la morale, puisqu'il s'agit d'un pays laïc : un scénario inenvisageable pour notre pays.

– Et si les urnes se prononcent en faveur d'un gouvernement qui s'éloigne des préceptes religieux, vous ne l'accepterez pas ?

– En Libye, plus d'un million de personnes peuvent réciter le Coran par cœur. Ajoutez à cela leurs femmes, leurs mères et leurs sœurs. Soustrayez ensuite le nombre des enfants qui ne sont pas en âge de voter : à mon humble avis, vous obtiendrez bien plus qu'une majorité absolue ! Croyez-moi, ce pays a soif de religion, au même titre qu'il a soif de justice et de démocratie…

– Selon Khalid, un grand nombre de brigades pratiquent aujourd'hui le racket, les confiscations arbitraires et d'autres types d'activités criminelles. Que font les Rafallah Sehati dans un tel contexte ?

– Nous essayons de rétablir l'ordre chaque fois que l'on sollicite notre aide. Certaines brigades deviennent très difficiles à contrôler, vous savez. L'alcool et la drogue constituent un véritable fléau : un risque de premier ordre pour la sécurité publique. Surtout lorsqu'il touche des soldats armés, qui déambulent totalement ivres ou drogués dans les rues de la ville. Il

n’existe aucune loi pour punir ce délit. D’ailleurs, quand bien même il en existerait une, les tribunaux ne fonctionnent plus depuis la révolution.

– Donc, les gens se tournent vers vous ?

– Exactement.

– Souhaiteriez-vous, comme Abdelhakim al-Hassadi, une loi plus en phase avec les préceptes de l’islam. Notamment en ce qui concerne la drogue ou l’alcool ?

– Certainement. Nous refusons de suivre une autre loi que celle de la charia. Point final. D’ailleurs, à ce titre, la future Constitution doit impérativement se baser sur notre croyance et sur notre religion. Nous ne voulons pas d’une Constitution « importée ». Hors de question de terminer comme l’Irak ou l’Afghanistan ! Nous souhaitons une plus grande ouverture sur le monde, plus d’échanges avec l’extérieur, plus de collaboration avec l’Occident, mais pas dans tous les domaines. Nous ne calquerons jamais nos lois et nos valeurs sur celles d’un pays tiers.

– Alors de quels types d’échanges et de collaboration parlez-vous ?

– Eh bien, prenons le cas de la France. Nous pouvons apprendre beaucoup de votre technologie. Mais jamais nous ne vous suivrons sur le terrain de la laïcité, de vos supposés « droits de la femme », et des interdits vestimentaires qui l’accompagnent…

– Vous faites allusion au niqab ?

– Oui. La position adoptée par la France me surprend beaucoup.

– Expliquez-moi.

– En France, la femme musulmane devrait pouvoir se vêtir en accord avec ses croyances…

Quelques hommes entrent dans la pièce et saluent Mohamed el-Gharabi : barbes, pakouls, tenues afghanes et kalachnikovs en bandoulière, ils s’approchent de moi en souriant. Nous échangeons quelques formules de politesse tandis que l’un d’entre eux tend un morceau de papier à Ismaïl. Ce dernier le lit, réfléchit quelques secondes et hoche la tête d’un air entendu avant de se retourner vers moi.

– Que pensez-vous de Mustapha Abdeljalil ?

Il répond avec une moue plutôt désabusée :

– Mustapha Abdeljalil représente le CNT. Nous le soutiendrons jusqu'aux élections. Mais, pas par conviction, par défaut ! Qui d'autre possède un semblant de reconnaissance internationale et une autorité, même faible, qui s'étende d'un bout à l'autre de la Libye ? Personne ! Pourtant, Abdeljalil incarne le passé. Il doit rapidement laisser la place à un gouvernement élu.

– Selon vous, qui va remporter les prochaines élections ?

– Le paysage politique me semble très éclaté à l'heure actuelle. Jibril possède sans nul doute la « machine électorale » la plus efficace. Pourtant, ne vous y trompez pas : même s'il obtient un bon résultat, sa coalition regroupe des hommes aux idées et aux aspirations si différentes que je ne les vois pas gouverner ensemble très longtemps. Ils ressemblent davantage à des associés qu'à des politiciens œuvrant pour leur pays. Mis à part Jibril, les Frères musulmans de Mohamed Sowan peuvent créer la surprise. Mais, quoi qu'il advienne, je ne pense pas que ce premier gouvernement marquera l'Histoire. Le véritable renouveau viendra plus tard, dans quelques années, avec des politiciens plus jeunes : des garçons que nous formons en ce moment, et dont les idées permettront de mener la Libye sur la voie du progrès et du développement. Ils vont émerger au sein d'un parti qui s'appelle le Hezb el-Watan.

– Peut-on qualifier ce parti d'islamiste ?

– Il s'agit de patriotes, profondément attachés aux valeurs de l'islam et de l'Oumma, la Communauté des croyants. Alors oui, je crois qu'on peut le qualifier d'« islamiste ».

– Vous faites souvent référence à l'Afghanistan et à l'échec du gouvernement Karzaï. Après le départ des Occidentaux, les talibans vont certainement revenir au pouvoir. Plus forts et plus légitimes que jamais. Pensez-vous qu'il s'agisse d'une bonne nouvelle pour ce pays ?

– Bien sûr ! Les talibans sont des révolutionnaires ! Ils représentent le peuple et ils le défendent contre l'invasion américaine !

– Beaucoup de gens, à Benghazi, vous présentent comme une brigade proche d'al-Qaïda. Que répondez-vous à cela ?

– Je crois que le problème ne se pose pas en ces termes. Peu importe ce qui nous rapproche d'eux, et peu importe ce qui nous en éloigne. L'Occident devrait faire plus attention dans le choix des mots. Souvent,

vous mélangez tout. Les musulmans qui commettent des actes terroristes dans les pays occidentaux le font pour protester contre le soutien que vous octroyez aux dictateurs du monde arabe. Je comprends leurs actes ! Même chose en Palestine, où les Juifs massacrent des Arabes en prétextant l'autodéfense, tandis que ces mêmes Arabes ne peuvent pas riposter sans qu'on les taxe de terrorisme. À l'heure actuelle, le mot « terroriste » peut vouloir dire tout et n'importe quoi.

– Avez-vous eu connaissance de l'affaire Mohamed Merah, en France ?

– Vaguement.

Je résume rapidement à mes interlocuteurs cette terrible tragédie. Ismaïl et Mohamed écoutent attentivement, en hochant la tête de temps à autre.

– Suite à ces meurtres, Nicolas Sarkozy souhaite interdire aux Français de se rendre dans les camps d'entraînement qui se trouvent en Afghanistan. Que pensez-vous de cette décision ?

Ismaïl soupire d'un air attristé :

– Elle marquerait l'arrivée de la dictature au pays des droits de l'homme ! En interdisant à ses ressortissants de se rendre en Afghanistan pour mener le jihad, la France mettrait en place une mesure qui existe déjà dans la plupart des pays arabes. Il s'agirait d'une terrible régression.

– Que doit-on faire ?

– Au lieu d'interdire à cet homme de voyager, vous devriez plutôt vous interroger sur les raisons qui le poussent à commettre ces meurtres.

– Mais encore ?

– Quand on voit les Juifs massacrer des Arabes en toute impunité, avec le soutien de la France et d'autres nations occidentales, on peut se poser des questions : ne devrait-on pas revoir ces politiques scandaleusement injustes à l'égard de la Palestine ? Tous vos problèmes viennent du traitement réservé aux populations musulmanes. Al-Qaïda et le terrorisme en général ne sont que des symptômes. Vous devez traiter l'origine du mal. Respecter l'islam, ou en subir les conséquences…

L'entretien se termine ainsi. Du moins, officiellement. J'en sais désormais suffisamment sur leur degré de radicalisation. Nous discutons encore une demi-heure, dans une atmosphère détendue et plutôt sympathique. Ces hommes m'intriguent. Leur vision du monde se trouve

aux antipodes de la mienne, mais, à la différence des politiciens du CNT, ils me paraissent d'une grande intégrité morale. Où que j'aille en Libye, la tendance semble toujours identique : Abdelhakim al-Hassadi, Abdelhakim Belhaj, les autres cadres du LIFG et maintenant les leaders des Rafallah Sehati… Plus je me rapproche de ceux qu'on appelle les « islamistes », et plus le discours devient franc, voire idéaliste. Loin de ce qu'une chancellerie occidentale a envie d'entendre, soit, et souvent très loin de mes propres convictions… Mais empreint d'une véritable honnêteté. Ce qu'ils disent n'a rien de particulièrement séduisant pour un public européen, mais au moins ils ne prennent pas de gants. Ils n'enrobent pas la vérité et ne dissimulent pas leurs idées en fonction de leur auditoire. Je vois peu de manœuvres, peu de stratégie politicienne dans leurs discours… Et cette rectitude risque de payer lors des futurs scrutins, auprès d'un électorat déjà lassé par les mensonges et les demi-mesures des gouvernements successifs.

Notes

31. Rapport de Asma Khader, Cherif Bassiouni et Philippe Kirsch, *International Commission of Inquiry on Libya*, Nations unies, 1er février 2012.

32. Jason Koutsoukis, « Africans targeted as rebels hunt mercenaries », *The Sunday Age*, 6 mars 2011.

33. « Human Rights Watch : no mercenaries in eastern Libya », Radio Netherlands Worldwide, 2 mars 2011.

34. Patrick Cockbrun, « Amnesty questions claims that Kadhafi ordered rape as a weapon of war », *The Independent*, 24 juin 2011.

35. Richard Seymour, « Libyan spectacular revolution disgraced by racism », *The Guardian*, 30 août 2011.

36. David Kirckpatrick et Rod Norland, « Waves of disinformation and confusion swamp the truth in Libya », *The New York Times*, 24 août 2011.

37. Art. cit.

38. Luis Moreno Campo au siège des Nations unies, le 8 juin 2011.

39. Dan Murphy, « No evidence of Libya Viagra rape claims. But war crimes ? Plenty », *The Christian Science Monitor*, 24 juin 2011.

40. Patrick Cockburn, « Amnesty questions claims that Gaddafi ordered rape as a weapon of war », *The Independent*, 24 juin 2011.

41. Constaté de visu par l'auteur le 29 août 2012. Aucun progrès enregistré en mars 2013.

42. Isabelle Hachey, « Misrata et Tawargha : deux villes libyennes ennemies », *La Presse* (Canada), 16 avril 2012.

43. Karlos Zurutuza, « Libya : the making of a ghost town », ISP News, 25 novembre 2011.

44. Sam Dagher et Charles Levinson, « Revenge feeds instability in Libya », *The Wall Street Journal*, 13 novembre 2011.

45. Human Rights Watch, « Libya : bolster security at Tawergha camps », 5 mars 2012.

46. Amnesty International, « Milicias threaten hopes for new Libya », P.31, 2012.

47. Isabelle Hachey, art. cit.

48. Donatella Rovera d'Amnesty International, « Libya : "Out of control militias" commit widespread abuses, a year on from uprising », 15 février 2002.

49. *Ibid*.

50. *Ibid*.

51. *Ibid*.

52. *Ibid*.

53. Agencia Angola Press, « 13 killed in southeast Libyan clashes », 6 novembre 2012, Tripoli ; AFP & gulfnews.com, « South Libyan clashes killed 47 in 3 days », 1er juillet 2012.

54. Déclaration de Nasser al-Manaa, porte-parole du gouvernement, mercredi 20 juin 2012, Tripoli.

55. Katiba Rafallah Sehati, confirmé de visu par l'auteur.

56. *Commission of Inquiry on Libya*, Nations unies, mars 2012.

57. *Libya Herald*, « Government sends relief convoy to Bani Walid », 30 novembre 2012.

58. On désigne ainsi les Arabes de tous pays qui ont séjourné en Afghanistan pour y mener le jihad avant de rentrer chez eux.

CHAPITRE VI

Les combattants de Dieu

La gueule du loup

Il existe néanmoins une limite au-delà de laquelle il ne fait pas bon s'aventurer : un territoire inconnu, en plein essor dans la Libye actuelle, où les Rafallah Sehati eux-mêmes font figure de modérés. Depuis le début de l'année 2012, de nouveaux groupes armés beaucoup plus radicaux se forment et gagnent du terrain, sans rien dissimuler de leur idéologie farouchement anti-occidentale et de leurs liens avec le terrorisme international. À ce titre, l'histoire de la milice Ansar al-Charia est particulièrement éclairante.

Créée à Derna, au début de l'automne 2011[59], par Soufian al-Quma, l'ancien chauffeur d'Oussama ben Laden en Afghanistan, cette petite communauté ultra-radicale va gagner une influence croissante dans la région au cours des mois suivants. Familier de Zarqaoui, al-Zaouahiri et autres Mollah Omar, Soufian al-Quma jouit d'un immense prestige parmi les intégristes libyens. Son séjour à Guantanamo, lors de la chute de Tora Bora, parachève ce parcours de jihadiste exemplaire et renforce encore son aura dans les milieux islamistes…

Formée avec l'aide de quelques amis proches, tous anciens membres d'al-Qaïda ayant combattu en Afghanistan, Ansar al-Charia se développe à une vitesse fulgurante pour finalement compter plusieurs centaines d'hommes au printemps 2012. Quelques camps d'entraînement fleurissent même dans les montagnes escarpées et impénétrables du djebel Derna. Abrités dans des grottes, des ravines et des forêts si denses qu'elles peuvent couvrir sans interruption leurs déplacements pendant des dizaines de kilomètres, les jihadistes s'enivrent de prêches enflammés contre l'Occident. Soufian al-Quma, fort de sa proximité avec Oussama ben Laden

et les autres poids lourds d'al-Qaïda, façonne les jeunes cerveaux de ses disciples, dans une région déjà réputée pour son rigorisme et son attachement à l'islam radical. On raconte, sans que je dispose d'éléments pour le confirmer, qu'Ayman al-Zaouahiri superviserait directement l'implantation d'Ansar al-Charia, son développement et son financement à travers la région. Une rumeur qui revient avec insistance, et qui paraît tout à fait vraisemblable, au vu de l'importance stratégique de la Libye pour l'organisation terroriste.

Pourtant, cette brigade demeure un mythe, une légende sur laquelle personne n'ose vraiment enquêter. La presse libyenne en parle de temps à autre, quelques photos circulent, des témoignages flous remontent jusqu'aux correspondants étrangers de Tripoli… Mais personne ne sait réellement ce qui se passe aujourd'hui dans les groupes ultra-radicaux du pays. Dès lors, toutes les élucubrations et tous les mensonges deviennent possibles.

Avec le chaos qui règne sur le terrain et l'absence d'informations sérieuses concernant l'implantation d'al-Qaïda en Libye, chacun y va de sa petite histoire. Mais pour découvrir la vérité, je dois me rendre sur place et rencontrer ces hommes. S'ils existent…

J'arrive à Tripoli le 20 août 2012. Pour entrer en contact avec Ansar al-Charia, je dispose de plusieurs options : des salafistes, mais également des imams et des personnalités du monde politico-religieux, avec qui je commence à nouer des relations plutôt amicales au fil du temps. Je songe d'abord à Abdelhakim Belhaj, mais je réalise immédiatement que ce fin stratège ne risquera pas la moindre compromission avec les extrémistes de cette brigade pour me rendre service, lui qui travaille activement à sa réhabilitation médiatique et politique, après avoir connu les prisons et les interrogatoires de la CIA…

J'appelle Ismaïl al-Salabi, qui m'explique que la brigade des Rafallah Sehati tient à éviter tout contact avec « ces gens » : les deux groupes ne coopèrent pas sur le terrain et entretiennent des relations que je devine tendues, voire exécrables. Je contacte ensuite mon ami Mahmoud, le salafiste de Tripoli, toujours assis sur sa chaise de jardin, au bord de la route. Il a maigri. « À cause du ramadan », m'explique-t-il d'une voix un

peu fatiguée. En ce deuxième jour de l'Aïd, toutes les boutiques demeurent fermées. Presque aucune voiture ne circule. La ville fonctionne au ralenti. Elle somnole. Et mon interlocuteur somnole avec elle. Pourtant, à l'évocation d'Ansar al-Charia, son regard légèrement éteint commence à pétiller :

– Tu veux rencontrer ces types ?

– Oui.

– Même si je les connaissais, je ne t'aiderais pas.

– Pourquoi ?

– Parce que je t'aime bien. Et là, tu te jettes directement dans la gueule du loup.

– Ils ne s'en prennent pas aux étrangers, que je sache…

– Parce qu'aucun étranger ne va les voir ! Les gens d'Ansar al-Charia, j'en connais quelques-uns : des fanatiques surexcités, ultra-violents et complètement incultes ! Des hommes qui ne comprennent rien à la religion qu'ils prétendent défendre. Même si tu les rencontres, tu n'en tireras rien. Et tu risques gros. Ils décideront peut-être de te décapiter pour faire comme Zarqaoui en Irak, ou bien ils te garderont peut-être en otage pour obtenir une rançon, comme le fait Aqmi dans le Sahel. Personne ne peut savoir comment ils vont réagir en voyant un étranger ! N'y va pas.

Une voiture fait crisser ses pneus dans la rue, accélère et klaxonne au passage. Mahmoud salue le conducteur d'un petit geste de la main.

– Je dois vérifier. En France, beaucoup de gens prétendent qu'ils n'existent pas.

Après le meurtre de l'ambassadeur américain en Libye, Ansar al-Charia réapparaîtra comme par enchantement sur le devant de la scène, en première page de nos journaux. Sur les plateaux de télévision, les « spécialistes », qui prétendaient cette organisation disparue ou moribonde, parleront à nouveau d'un groupe qu'ils ne connaissent pas davantage aujourd'hui qu'hier. Mais cet entretien a eu lieu au mois d'août, bien avant les événements en question…

– Eh bien, laisse parler ces crétins ! Ansar al-Charia existe, crois-moi. Ça, ils existent ! murmure-t-il en guise de conclusion, comme s'il ne s'adressait qu'à lui-même.

– Où puis-je les trouver ?

– Je ne t'aiderai pas sur ce coup, désolé. En plus, le climat change en Libye. Tu as remarqué ?

– Je suis arrivé il y a trois heures !

– Les gens deviennent paranoïaques, tu verras. Le gouvernement recherche une « cinquième colonne » dans tous les recoins du pays. Ils veulent trouver des espions, même imaginaires. Des boucs émissaires à livrer aux populations, pour leur faire oublier que la révolution nous conduit droit dans le mur ! Alors, si je renseigne un étranger sur les organisations terroristes du pays, je risque ma peau ! On me taxera de kadhafiste, on m'arrêtera, et tu n'entendras plus jamais parler de Mahmoud ! Doucement mais sûrement, les nouveaux maîtres du pays resserrent les boulons et font taire les opposants.

– Tu parles de Jibril ?

D'après Mahmoud, Jibril a commis une lourde erreur en se présentant aux Occidentaux comme un rempart contre l'islamisme. Ce genre de publicité radicalise encore davantage les Libyens qui se sentent floués par les résultats du scrutin. En réalité, Jibril a gagné par défaut. Près de la moitié des électeurs ne sont pas allés voter, en particulier dans les zones rurales, traditionnellement les plus conservatrices et les plus enclines à soutenir les partis islamistes. Mais ces derniers ont vraiment mené une campagne d'amateurs, voire de dilettantes.

– Voilà la principale raison de leur défaite ! lance-t-il. Sans cela, ils pouvaient gagner haut la main ! Ils *devaient* gagner ! D'ailleurs, un grand nombre d'indépendants élus le mois dernier affichent des sympathies ouvertement islamistes. Seulement, aucun parti ne parvient à les fédérer. C'est là où le savoir-faire de Jibril entre en ligne de compte : ses talents de négociateur, son aptitude à ratisser large et à tout promettre lui ont permis de regrouper un nombre suffisant de députés au sein de l'AFN[60] pour s'assurer la majorité. Mais ce gouvernement ne représente pas les aspirations du peuple ! Jibril pense uniquement à ses propres intérêts. Et cette manœuvre comporte de terribles dangers.

– Tu penses que les islamistes pourraient utiliser la violence pour se faire entendre ?

Il me regarde avec un sourire surpris. L'entretien se déroule au mois d'août, bien avant les émeutes consécutives au film anti-islam de septembre 2012. Néanmoins, ma question semble l'étonner. Comme si la réponse tombait sous le sens.

– Hier, deux voitures piégées ont explosé à Tripoli[61]. Selon les services de sécurité, il s'agirait de « kadhafistes ». En réalité, les auteurs de ces attentats appartiennent à des cellules fondamentalistes qui cherchent à déstabiliser le gouvernement. Mais Jibril sait qu'en attaquant l'ancien régime, il remportera l'adhésion générale. Par contre, s'il s'engage dans une guerre ouverte contre les mouvances islamistes, sa popularité chutera et il perdra le soutien de nombreuses brigades considérées comme « religieuses ». Et cela, il ne peut pas se le permettre.

– Donc, selon toi, les islamistes se trouvent à l'origine de ces attentats. Mais, par souci d'apaisement, Jibril les impute aux hommes de Kadhafi ?

– Exactement ! À l'heure actuelle, les forces islamistes du pays ne parviennent pas à s'entendre et à se regrouper de façon cohérente sur l'échiquier politique. Mais une attaque frontale menée par Jibril offrirait à tous ces hommes un formidable point de ralliement pour combattre ensemble et renverser l'équipe en place. Le Premier ministre le sait. Alors il fait le dos rond pendant que la situation se détériore, et pendant que les terroristes gagnent du terrain. D'ailleurs, dispose-t-on de la moindre preuve concernant une éventuelle infiltration « kadhafiste » ? Non. En revanche, ces six derniers mois, les attentats revendiqués par les islamistes se multiplient.

– À propos de ces voitures piégées… Existe-t-il un lien avec Ansar al-Charia ?

– Pas directement. Du moins, pas que je sache. Ansar al-Charia opère surtout en Cyrénaïque, dans l'est du pays. Mais les terroristes connaissent certainement très bien les gens de cette brigade. Ils échangent des idées, des informations et peut-être même du matériel. Il s'agit d'une véritable nébuleuse. Les Occidentaux la confondent souvent avec les réseaux salafistes, et pourtant nos deux mondes ne se croisent que très rarement. Tous les barbus ne sont pas des terroristes, et vice versa !

Je lui lance un regard étonné :

– Et les mosquées soufies que les salafistes veulent raser, sous prétexte qu'elles abritent les sépultures de saints, il ne s'agit pas d'une forme de terrorisme ?

La menace dont je parle couve depuis deux ou trois semaines dans les mosquées les plus radicales du pays. Plusieurs amis salafistes ayant assisté aux prêches de certains imams m'ont averti du problème. Et ils ne se trompaient pas : quelques jours après cette discussion, une centaine de barbus en colère détruiront la mosquée Sidi Abdoul Salam al-Asmar de Zliten pour cette seule raison. Tout cela, sous l'œil complaisant de l'armée, de la police, du maire et des brigades locales. La démolition prit d'ailleurs rapidement des allures d'opération militaire puisque, avant de faire entrer les engins de travaux publics, les salafistes entamèrent largement la façade au lance-roquettes RPG 7, une arme d'ordinaire utilisée contre les tanks et les véhicules blindés.

Quelques jours plus tard, une mosquée du centre de Tripoli, près de l'hôtel Radisson Blu, connaîtra le même sort. Au moment de la démolition, je me trouvais sur place par hasard. Mais le simple fait de poser des questions et de me mêler à la foule suscita la méfiance et la paranoïa des salafistes présents. Véhémence, hostilité… Un groupe de barbus, hargneux, encadrés par des hommes de la police et des révolutionnaires acquis à leur cause, tenta de me faire dégager *manu militari*. On m'accusa même d'être un membre des services secrets occidentaux, venu glaner des informations sur le terrain ! Mais malgré leurs protestations, après quelques minutes de palabres, j'obtiendrai le fin mot de l'histoire : la mosquée abritait également un saint. Et, comme à Zliten, les salafistes ne pouvaient tolérer une telle hérésie.

Ces hommes, de plus en plus nombreux, changent de visage au fil du temps et imposent leur puritanisme par la force. En Libye, la frontière entre ces religieux passionnés et les terroristes d'une organisation comme al-Qaïda me paraissait tout à fait claire au début de l'année 2012. Mais aujourd'hui, six ou huit mois plus tard, les lignes s'estompent et deviennent dangereusement floues. Incapables de trouver une représentation politique satisfaisante au sein des partis islamistes « officiels », un grand nombre de barbus se tournent désormais vers la clandestinité et l'action violente, au

sein de groupes, d'organisation ou de brigades qui récusent ouvertement le jeu démocratique. Une évolution rapide et pour le moins inquiétante.

Quant aux mosquées détruites, elles révèlent une similitude troublante avec la situation du Mali, où al-Qaïda et Ansar Dine s'en sont pris aux sépultures de marabouts dans le nord du pays. Ce à quoi j'assiste à Tripoli et Zliten ne diffère en rien des opérations menées à Gao ou à Tombouctou : la branche la plus intégriste et la plus intolérante représentée sur le terrain tente de faire disparaître toutes les autres. Le pays sombre dans l'obscurantisme. Mais, en ce qui concerne la Libye, les médias se taisent.

Au sujet des mosquées, Mahmoud s'empresse de répondre en secouant négativement la tête :

– Il ne s'agit pas de terrorisme. Toutes les mosquées dont parlent les salafistes contiennent les dépouilles d'hommes très pieux que les fidèles décident ensuite de vénérer. Ils leur demandent des miracles, ils leur font des offrandes… Mais ces comportements sont proscrits par le Coran ! Après sa mort, l'homme appartient à Dieu. Il ne doit pas devenir une sorte de divinité locale auprès de qui la population va se tourner pour résoudre ses problèmes. Les salafistes veulent seulement aider leurs frères à mieux comprendre l'islam.

– Même s'il faut employer la force ?

– Bien sûr !

– Vous prétendez suivre la parole de Dieu en utilisant la force si nécessaire. Je ne vois plus très bien la différence entre vous, les salafistes, et les hommes d'al-Qaïda…

– Pourtant, elle existe. Si tu connaissais les gens d'Ansar al-Charia, tu comprendrais.

– Ce sera bientôt chose faite. Du moins, je l'espère.

Il se fige en fronçant les sourcils :

– Tu veux vraiment aller te jeter dans les griffes de cette brigade ?

– Apporter la preuve de son existence et de son importance, c'est confondre les principaux responsables de la catastrophe actuelle. Sans l'aveuglement et la bêtise de nos dirigeants, al-Qaïda ne disposerait pas d'une base aussi puissante en Cyrénaïque.

Mahmoud hésite un instant puis renonce à essayer de me convaincre. Il hausse les épaules en déclarant simplement :

– Désolé, mon ami. Mais comme je te le disais, je ne t'aiderai pas.

– Je comprends. Donne-moi juste une piste. Une ficelle à tirer…

– Comme quoi ? Je peux seulement te dire où les trouver. Parce que tout le monde le sait en Libye. Sauf peut-être les journalistes qui passent leur temps à l'hôtel Rixos ! Ils opèrent depuis la forêt de Bou Safer, à quelques kilomètres de Derna. Mais je ne te conseille pas d'y aller sans invitation ! Tu as déjà eu beaucoup de chance avec les Rafallah Sehati, alors ne tente pas le diable avec ces hommes. Il ne s'agit ni de révolutionnaires ni de salafistes. À Derna, Ansar al-Charia regroupe une bande de psychopathes et de brutes épaisses. Des meurtriers. Te tuer représente un honneur pour eux. Alors ne fais pas de bêtises.

– Au début de notre conversation, tu disais que cette brigade devenait de plus en plus puissante. Pour quelle raison ?

Il hésite et cherche ses mots, se tortille sur sa chaise en plastique sans savoir quoi dire. Il aimerait sans doute être ailleurs, et bafouille avant de répondre :

– En ce qui concerne ces gens-là, je préférerais que tu trouves tes informations auprès de quelqu'un d'autre. Ou mieux : que tu laisses tomber…

Mahmoud ne m'en dira pas plus. Dans son mutisme, j'entrevois l'un des secrets les mieux gardés de cette Libye « révolutionnaire » : l'émergence d'al-Qaïda et d'autres groupes terroristes le long de la Méditerranée, à une vitesse qui me surprend moi-même. Je pensais qu'il faudrait des années pour assister à de tels phénomènes. Mais l'émergence d'Ansar al-Charia sur le devant de la scène défie toutes mes prédictions, même les plus pessimistes. Et l'arrivée en force d'Aqmi dans le sud du pays ne fait que noircir encore un peu plus cette scène de cauchemar, véritable scénario catastrophe pour l'Occident : la Libye voulue et créée par nos élites parisiennes se trouve désormais prise en tenaille, coincée entre de nouvelles cellules terroristes qui se développent sur la côte et les structures existantes d'al-Qaïda au Sahel, qui remontent inexorablement vers le nord.

Mais que représente *vraiment* la brigade d'Ansar al-Charia aujourd'hui ? Une dizaine d'illuminés prêchant le jihad mondial dans une forêt du djebel,

sans aucun contact avec l'extérieur ? Ou bien, au contraire, une machinerie puissante et bien organisée, disposant de réseaux, d'hommes et de matériel, qui déborde largement le cadre du terrorisme « artisanal » ? J'espère le savoir bientôt.

Aucun de mes contacts dans les milieux islamistes de Tripoli ne m'aidera à répondre à ces questions. La Libye change à vue d'œil, et pas dans le bon sens : le pays se ferme et la population devient chaque jour plus méfiante à l'égard des étrangers. En posant mes questions, je me heurte invariablement à la même réponse qui résonne comme une insulte dans la bouche de mes interlocuteurs : « Moukhabarat ! Tu appartiens forcément au Moukhabarat ! Les étrangers ne posent jamais ces questions-là ! »

« Moukhabarat »… Un terme qui sert à désigner les services secrets ou les agences de renseignement à travers le monde. Le fait que l'on me prenne pour un espion ne me facilite pas la tâche. Pas plus que le mutisme ambiant sur les activités d'al-Qaïda en Libye. À première vue, Ansar al-Charia semble en pleine expansion. Mais lorsque je tente d'en savoir davantage, je m'aperçois que cette brigade fait déjà très peur à tout le monde…

« Nous sommes vos enfants… »

Je décide de partir à Derna pour les rencontrer. Sur place, mon ami Abdelhakim al-Hassadi, l'émir ultra-radical de la ville, m'offre immédiatement l'hospitalité. Après des heures de palabres dans un café sombre de la médina, avec tout ce que la région peut compter de salafistes et autres religieux passionnés, nous rejoignons l'une de ses maisons pour dîner et dormir sur place (Abdelhakim a trois femmes et donc trois domiciles distincts). Tandis que nous nous apprêtons à passer à table, mon hôte reçoit un coup de téléphone et se lève rapidement : son fils vient de recevoir deux balles de kalachnikov à quelques centaines de mètres de l'endroit où nous nous trouvons. Il décédera dans les minutes suivantes. Malheureusement, les règlements de comptes deviennent monnaie courante dans ce pays où la loi n'existe que sur le papier…

La nuit se passe de façon hachée et brouillonne. Nous changeons de domicile, par crainte que le meurtrier et sa bande ne viennent s'attaquer au reste de la famille. Abdelhakim nous demande de regrouper nos affaires et de le suivre, tandis que nous nous engouffrons dans une voiture toute proche, qui démarre en trombe pour une destination inconnue. D'une maison agréable au centre de Derna, nous nous retrouvons dans une HLM délabrée et exiguë à l'atmosphère étouffante, située près de la côte, où les nouvelles parviennent au compte-gouttes : la morgue, la femme qui rentre en catastrophe d'un voyage à Beida pour voir la dépouille de son fils, les émotions et la tristesse… L'entendre parler de son fils me rassure un peu. Il s'exprime comme tous les parents du monde qui viennent de perdre un enfant. À cet instant, les différences qui séparent nos deux mondes me paraissent moins insurmontables que d'ordinaire.

Pendant notre discussion, il reçoit un autre coup de fil. La conversation, émaillée de bénédictions et de remerciements, ne dure que quelques dizaines de secondes. En raccrochant, Abdelhakim déclare d'une voix absente :

– C'était Soufian. Il appelait pour me présenter ses condoléances.

– Soufian al-Quma ?

– Oui, il vient d'apprendre la mort de mon fils.

Je pressens que le moment peut paraître mal choisi, mais je me lance :

– Tu le connais bien ?

– Soufian ? Bien sûr ! Il faisait partie de ma brigade l'année dernière. Ensuite, il a décidé de créer Ansar al-Charia, pour rassembler ceux qui partageaient ses idées.

– Quelles idées ?

– Ansar al-Charia veut s'inscrire dans la droite ligne d'al-Qaïda. En tant que proche de ben Laden, Soufian se considère un peu comme l'héritier spirituel de son ancien chef. Le dépositaire de sa pensée.

– Et combien de personnes partagent son point de vue ?

– Si tu me demandes combien de gens partagent les idées d'al-Qaïda en Libye, je dirais des dizaines de milliers, voire plus ! Mais en terme de combattants, cette brigade compte quelques centaines d'hommes. Un millier, tout au plus. Mais des hommes gonflés à bloc, qui lisent le Coran du

matin au soir et qui partent se battre en Syrie. Ce genre d'organisation prêche la guerre permanente. Quand Damas tombera, ils trouveront d'autres ennemis, tu verras…

– Quel rôle occupe Soufian au sein de la brigade ?

– Officiellement, plus le moindre. Depuis quelques mois, sous la pression de l'Occident, le CNT et le gouvernement lui ont intimé l'ordre de se faire discret : il n'apparaît plus dans les réunions publiques et ne fait plus aucun discours.

– Cette absence change-t-elle quelque chose au sein de la brigade ?

– Absolument rien. Ansar al-Charia regroupe des extrémistes très violents. La mise en place d'un nouveau chef ne diminue pas leur volonté d'en découdre avec le reste du monde.

– Tous ces combattants se trouvent à Derna ?

– Pas du tout ! Avec le nombre d'hommes dont elle dispose aujourd'hui, Ansar al-Charia a considérablement accru son importance stratégique. Depuis la fin de la guerre, les autres brigades ne recrutent plus. Leurs effectifs stagnent ou se réduisent : que pourraient-elles bien proposer aux nouveaux volontaires, elles qui furent créées pour renverser Kadhafi ? Leur mission est terminée. Ansar al-Charia, en revanche, promet la révolution islamique mondiale. Et là, tu t'en doutes, il reste beaucoup de travail. Leur guerre ne fait que commencer. Voilà comment ils appâtent les jeunes de la région. Et ces nouveaux combattants leur permettent de gagner du terrain. De s'implanter dans des régions beaucoup plus stratégiques que Derna.

– Par exemple ?

– Ils contrôlent dorénavant une bonne partie de Benghazi. Tu ne le savais pas ?

– Non.

– Ils sont installés dans un ancien bâtiment de l'armée. Un complexe ultra-sécurisé en plein centre-ville. Pour réussir à s'approprier ce nid d'aigle au nez et à la barbe des autres brigades, il faut peser lourd, crois-moi. Très lourd.

– Quels sont les responsables que je pourrais rencontrer ?

– Je ne connais pas leur structure de commandement. Mais tu peux contacter Cheikh Mahmoud de ma part. Un des commandants de Benghazi.

Voici son numéro…

Il me tend son portable afin que je note ses coordonnées.

– Mais les gouvernements occidentaux ne s'inquiètent pas de cette situation ?

Il hausse les épaules :

– Les Occidentaux ne disposent que de quelques bribes d'informations sur les cellules terroristes en Cyrénaïque. Ils ne peuvent pas implanter d'agents : Derna est une petite ville, tout le monde se connaît ou presque ! Même à Benghazi, les milieux islamistes forment des cercles fermés, impénétrables. Aucun service de renseignement ne sait quoi que ce soit sur Ansar al-Charia ou encore sur la brigade du Cheikh Abdoul Rahman, pour ne citer que ces deux-là. Alors, ils simplifient volontairement la donne pour éviter d'admettre qu'ils ignorent tout de la situation actuelle. Pour faire bonne mesure, ils réclament l'éviction officielle de Soufian : un proche de ben Laden à la tête d'une grande brigade de Cyrénaïque, cela fait désordre ! Mais, dans le fond, son départ ne change strictement rien. Les terroristes progressent en Libye, avec ou sans lui. Et les services de renseignement semblent totalement incapables de trouver leur point faible ou de proposer des solutions pour endiguer leur développement. D'une poignée d'hommes il y a un an, Ansar al-Charia possède aujourd'hui une vraie force numérique. Et surtout, un vrai pouvoir d'attraction idéologique auprès des populations, de plus en plus déçues par la politique actuelle. Al-Qaïda prospère, et vous ne pouvez rien faire pour l'arrêter.

– Pourtant, en France, personne n'en parle. Comme si cette organisation n'existait pas !

Avec un sourire las, il tend son bras vers la droite, comme pour indiquer une direction et un endroit tout à fait précis :

– Eh bien… Dis à tous ces gens qu'al-Qaïda se trouve à cinq ou six kilomètres d'ici ! Et que tout le monde peut le vérifier, car ses combattants ne dissimulent absolument pas leur présence !

– Je sais. Dans la forêt de Bou Safer ?

– Exactement.

– Peux-tu me faire entrer ?

– Impossible. Ils ne m’obéissent pas. Je ne suis même pas en contact avec eux.

– Peux-tu m’organiser un entretien avec Soufian ?

– Je veux bien l’appeler. Mais il refusera. On lui ordonne de garder le silence. S’il parle à un étranger, il se fera abattre.

– Par qui ?

– L’Europe et l’Amérique ne veulent pas entendre parler d’islamisme en Libye. Et encore moins d’al-Qaïda ! Ils font tout pour minimiser le problème et maintenir le secret sur la situation réelle du pays. Soufian ne peut pas s’exprimer. S’il le fait, il sera abattu par nos services de sécurité afin d’apaiser vos dirigeants. À toi de dire la vérité ! D’expliquer qu’al-Qaïda a pignon sur rue à Derna et à Benghazi !

– Je ne le dirai pas sans preuve. Il me faut des éléments concrets. Si cette brigade existe vraiment, je dois la rencontrer.

Abdelhakim soupire longuement. Il réfléchit en fixant la fenêtre. À l’extérieur, un camion passe à toute allure sur un nid-de-poule, dans un fracas de tous les diables :

– Si tu y tiens, vas-y. Mais tu devras te débrouiller seul, car personne ne possède la moindre prise sur ces gens. Ils se moquent des alliances, des réseaux et des jeux de pouvoir. Tes amis ne pourront t’ouvrir aucune porte. Pas plus qu’ils ne pourront t’aider en cas de problème.

Une fusillade retentit dans la nuit. Peut-être un autre enfant mort, une nouvelle famille en deuil… Et toujours pas de lois pour punir les coupables. Ce voyage dans la brigade folle de Derna constituera l’un des épisodes les plus périlleux de mon aventure libyenne. Mais je ne veux plus laisser de place au doute. Et encore moins à la mauvaise foi. Je m’endors dans la chaleur étouffante du salon, tandis qu’Abdelhakim retourne à la morgue pour accueillir sa femme et la soustraire au pénible spectacle qui l’attend. Le lendemain matin, abruti par la température et encore ivre de fatigue, je quitte l’appartement de mon ami pour prendre la route de Bou Safer.

Après quelques kilomètres en direction d’Apollonia, je croise l’usine de dessalinisation turque indiquée par Mahmoud. Puis c’est la forêt. Le chauffeur ralentit. Nous cherchons un signe, une entrée ou au moins un

indice qui témoignerait de leur présence : pour rester aussi méconnue depuis presque un an, cette brigade doit forcément faire preuve d'une grande discrétion.

Mais non. À ma grande surprise, j'aperçois le drapeau noir d'al-Qaïda et du jihad qui flotte crânement au bord de la route principale, et qui signale l'entrée de la base d'Ansar al-Charia.

J'hésite entre plusieurs chemins : quelques dizaines de mètres après l'entrée, cette plantation d'eucalyptus se transforme en un véritable labyrinthe. Malgré les panneaux d'interdiction signalant une zone militaire et une propriété privée, l'endroit semble désert : aucun garde, aucune patrouille… Nous zigzaguons entre quelques blindés soviétiques sans équipage et des transports de troupes postés en travers de la route. L'absence d'hommes en armes m'inquiète. J'observe la végétation sans y détecter le moindre mouvement, en répétant au chauffeur de rouler aussi doucement que possible. De culs- de-sac en itinéraires barrés, nous inspectons chaque recoin de la forêt. J'ignore si des snipers nous tiennent dans leur ligne de mire, ou si les hommes d'Ansar al-Charia ont dissimulé des mines sur les chemins que nous empruntons. Je chasse cette idée : trop tard pour y penser… Il nous faudra plus d'un quart d'heure pour finalement ressortir sur l'autre versant, près de la plage, et apercevoir les premiers bâtiments de la brigade : un terrain de basket à moitié abandonné, une grande bâtisse blanche rongée par le sel, et d'autres constructions plus petites que je ne discerne qu'un instant, masquées par les dunes.

Visiblement, la surprise joue en notre faveur. Les combattants observent notre véhicule avec stupéfaction, en particulier lorsqu'ils identifient un Occidental à l'intérieur. Je dénombre une quinzaine d'hommes. Certains portent des kalachnikovs. Les autres se dépêchent d'empoigner leurs armes, éparpillées le long du mur. Je sors très lentement de voiture, les mains bien en vue, en lançant un « *salam'aleikum ou'hamet'ullahou'barak'atou* » aussi religieux que possible pour détendre l'atmosphère.

Peine perdue.

J'avance dans leur direction avec un large sourire, mais le groupe se rapproche à son tour, comme pour barrer ma progression. Je serre des mains hésitantes et volontairement molles, qui me signifient tout le mépris dans lequel on tient les infidèles. Les regards, eux, ne sont ni mous ni hésitants.

On me dévisage avec méfiance et hostilité. À la différence des Rafallah Sehati, ces hommes sont de véritables électrons libres, imprévisibles et désorganisés : il ne s'agit pas d'une armée ou d'une brigade au sens conventionnel du terme. Juste un groupe de fanatiques que mes amis islamistes décrivent comme haineux et paranoïaques.

La tension augmente de minute en minute. L'un des jeunes que je m'apprête à saluer demande d'une voix agressive, dans un français parfait :

– Tu es musulman ?

Vêtu d'un treillis de l'armée française, le gosse porte une barbe longe et épaisse qui encadre un visage carré. Ses petits yeux noirs me fixent avec un mélange de défi et d'impatience :

– Non.

– Tu veux aller en enfer ? Alors, deviens musulman ! Tout de suite ! Il n'y a pas de place pour les infidèles dans notre brigade !

Derrière moi, une voix douce mais autoritaire demande au jeune soldat de ne pas m'adresser la parole. Celui-ci obéit. Lorsque je me retourne, je découvre un homme drapé de blanc, à l'allure chétive et au visage anguleux. Tandis qu'il me parle, ses lèvres bougent à peine et son regard semble m'éviter aussi souvent que possible. Je le salue, je le bénis longuement et j'en profite pour observer les alentours une nouvelle fois. Ces hommes jouissent d'une position quasi imprenable : d'un côté la plage, entièrement dégagée, et de l'autre la forêt qu'ils contrôlent déjà. On ne peut rêver meilleur emplacement en cas d'attaque. Le vaste bâtiment qui se trouve près de nous se divise en deux grandes pièces. L'une sert visiblement de dortoir, de cuisine et d'entrepôt pour les armes et les munitions du groupe, tandis que la seconde fait office de mosquée. Le petit homme en blanc remarque ma curiosité et réagit immédiatement :

– Que venez-vous faire ici ? demande-t-il d'une voix soupçonneuse.

– J'écris un livre sur la Libye. Je souhaitais vous rencontrer pour…

– Nous ne parlons pas aux journalistes.

– Je ne suis pas journaliste ! J'écris juste un livre sur ce qui se passe dans votre pays. Parce que je crois que personne à l'étranger ne le sait vraiment.

– Vous êtes un espion ?

– Même pas ! Ne craignez rien, je…

– « Craindre » ?

Il rit en désignant ses hommes et la forêt d'un mouvement circulaire de la main :

– Regardez où vous vous trouvez. Et demandez-vous qui de nous deux devrait avoir peur !

– Aucun d'entre nous. Du moins, je l'espère.

J'observe le gosse de tout à l'heure. Celui qui voulait procéder à ma conversion instantanée, sous peine d'enfer éternel. Il se tient sur les marches du perron, à quelques mètres, et continue de me dévisager avec la même intensité. Ses yeux demeurent plantés dans les miens, comme un boxeur qui toiserait son adversaire quelques secondes avant le début du match. Je lui lance un sourire qu'il ne me rend pas et je tente d'engager la conversation :

– Vous parlez très bien français !

– Normal, je viens d'Algérie.

– Et vous combattez ici depuis le début de la révolution libyenne ?

– La révolution libyenne, on s'en moque ! Nous nous battons pour l'islam ! Pas pour tel ou tel pays ! Regardez, dit-il en désignant ses compagnons du doigt : lui, il vient du Soudan. Lui, il vient du Mali. Et lui, du Maroc. Nous sommes les combattants d'Allah, la politique ne nous intéresse pas. Nous voulons la charia comme seule loi et l'islam comme seule religion ! Pour le monde entier !

Le jeune homme, visiblement ravi de captiver les foules, traduit ses propos à l'assemblée. La plupart des soldats hochent la tête en silence, tandis que je me tourne à nouveau vers leur chef :

– Je suis heureux de vous avoir finalement trouvé. Beaucoup de gens prétendent que vous n'existez plus.

Son visage s'éclaire d'un léger sourire avant de se fermer à nouveau :

– Qui dit ce genre de choses ?

– Beaucoup de responsables en France et en Occident minimisent votre importance.

– Ces gens ne nous « trouvent » pas, parce qu'ils préfèrent éviter de nous voir. Comme vous pouvez vous en rendre compte, nous ne faisons aucun effort pour nous cacher.

– Pourquoi l’Occident préférerait-il « éviter de vous voir » ?

– Je pense qu’ils trouvent la situation plutôt embarrassante. Kadhafi menait un combat sans merci contre nous et, depuis une dizaine d’années, il semblait en passe de le gagner. Mais grâce à cette révolution et à votre soutien, nous discutons aujourd’hui au bord d’une plage, sans même dissimuler notre présence. Les hommes d’al-Qaïda en Libye doivent tout à l’Élysée, à l’Otan et à Washington. D’une certaine manière, nous sommes vos enfants ! conclut-il avec cynisme.

– On raconte que vous disposez d’une base à Benghazi…

– En effet. À la différence des autres brigades, nous devenons chaque jour plus forts. Non seulement nous demeurons présents à Derna, mais en plus nous disposons désormais d’une solide implantation au cœur même de Benghazi. Nous recrutons sans cesse. Les hommes qui se battaient dans les autres brigades s’aperçoivent aujourd’hui qu’ils ont été manipulés par des politiciens sans scrupules, avides de pouvoir et d’argent. Mais nous leur redonnons espoir, car seuls le Coran et la charia pourront ramener la paix et la justice sur la terre.

– De combien d’hommes disposez-vous ?

– À Derna nous ne sommes qu’une cinquantaine. Parfois, ce chiffre peut doubler. Nos combattants se déplacent beaucoup…

– Et à Benghazi ?

– Des centaines. Peut-être un millier.

– Entretenez-vous des liens avec Aqmi ?

– Je ne répondrai pas à cette question.

– Et avec les cellules européennes ?

Visiblement, l’homme a du mal à croire que je vienne lui demander cela, à son QG, là où même les Libyens n’osent pas pénétrer. À mon sens, c’est la surprise qui l’empêche de se mettre carrément en colère. Il réfléchit quelques secondes avant de répondre :

– Je considère ces combattants comme mes frères. Nous nous entraidons pour l’avènement d’un islam planétaire, en accord avec la parole du Prophète.

– Ça veut dire oui ?

– Ça veut dire exactement ce que ça veut dire ! Ni plus ni moins. Si un guerrier du jihad en Europe me demande mon aide pour une opération contre les intérêts des Juifs ou des Croisés, je lui offrirai tout mon soutien !

– Même pour une opération terroriste ?

– Ce que vous appelez « terrorisme », nous appelons ça le jihad ! En tant que combattants de l'islam, nous porterons le fer contre les intérêts de nos ennemis partout où ils refuseront de se soumettre. Y compris dans vos pays. *Surtout* dans vos pays…

– Et pourquoi cela ?

– Vous représentez la racine du mal. La chrétienté, les Juifs, les laïcs, l'alcool, la pornographie, la sodomie… Dans votre Babylone, vous défendez tout ce que l'islam proscrit ! Mais ne croyez pas que vous puissiez choisir le mode de vie qui vous plaît, au mépris des lois de Dieu !

– Même dans nos propres nations ?

– Allah est le maître de toute chose et de tout lieu, en ce monde ! Et Sa parole représente la seule Loi qui puisse triompher ! Nous vous l'apprendrons !

– Vous projetez d'attaquer l'Europe ?

– Si l'Europe s'en prend à l'islam et à ses fidèles, oui. Si elle tente d'étouffer la parole du Prophète et les textes sacrés du Coran… Alors nous transformerons vos rues en rivières de sang, j'en fais la promesse !

– S'en prendre à l'islam ? Que voulez-vous dire par là ?

– Interdire le niqab, la burqa, la polygamie ou la prière de rue. Tolérer le blasphème envers Dieu, le Prophète ou ses disciples. S'opposer à l'application de la charia…

– Mais la République possède ses propres lois.

– Vos lois n'existent pas aux yeux de l'islam. Seule la charia peut prétendre à une véritable légitimité.

– Vous savez qu'aucun gouvernement occidental ne se pliera jamais à de telles exigences. Surtout pour satisfaire une infime minorité de sa population !

L'homme ne semble pas surpris de ma réponse. Il se contente de hausser les épaules en affichant une moue faussement navrée :

– Alors dans ce cas… ce sera la guerre.

– Mais cette « guerre » que vous menez depuis 2001 contre le reste du monde, vous ne semblez pas la gagner.

– Nous savons attendre. Pas vous. Regardez l'Afghanistan : dix années de raids, de bombardements et d'attaques pour en arriver où ? L'Amérique et la France se retirent la queue entre les jambes après avoir dépensé plusieurs centaines de milliards de dollars dans la région… Pour quel résultat ? Les talibans reviennent et Karzaï négocie déjà leur retour pour assurer sa propre survie et éviter de finir comme Nadjiboullah ! Dix ans de guerre pour ne pas avancer d'un pouce ! Cheikh ben Laden a trouvé le martyre, comme des milliers d'autres combattants héroïques du jihad. Mais la lutte ne s'arrête pas pour autant : les talibans reviennent. Et vous partez. Alors, dites-moi : qui gagne cette guerre, selon vous ?

– Mais en Europe et en Amérique, nous n'entendons plus beaucoup parler de vous…

– Les guerres d'Afghanistan et d'Irak accaparaient une grande part de notre attention. Et puis le Printemps arabe est arrivé : une bénédiction qui nous permet de progresser dans toute la région, et notamment dans des pays que nous étions incapables d'infiltrer jusqu'alors.

– Pourtant, les régimes tunisiens ou égyptiens ne prônent pas la même idéologie que vous !

– Mais, dans le sillage des Frères musulmans, 20 % de salafistes siègent désormais au Parlement égyptien[62]. Ces hommes représentent un auditoire souvent très réceptif à nos idées. Avec eux, nous bénéficions de sympathies, de facilités, qui nous permettent d'assurer nos positions dans le Maghreb.

– Et en Tunisie ?

– Même chose ! Un certain nombre de ceux que vous appelez « salafistes » agissent comme de véritables frères. Des compagnons !

J'ignore s'il utilise ce terme par hasard ou en référence à un symbole très emblématique d'al-Qaïda. En effet, l'un des premiers bastions arabes établis en Afghanistan au milieu des années 1980, dans la région de Jaji, fut surnommé la « tanière des compagnons ». Bien qu'il ne s'agisse en fait que d'un petit réseau de bunkers creusés par quelques volontaires au sommet d'une montagne déserte, l'importance symbolique de cet endroit façonna durablement l'imaginaire collectif du mouvement jihadiste. Des combattants, isolés du monde, partageant leur temps entre la guerre et les

travaux du quotidien, parfaitement égaux devant Dieu et attendant le martyre avec impatience… Tels sont les ingrédients de cette légende un peu particulière, que l'on entend encore aujourd'hui dans les cercles les plus radicaux, et que l'on retrouve facilement sur internet.

L'homme poursuit son explication :

– Le Printemps arabe nous a renforcés ! En Libye, nous ne sommes même plus obligés de nous cacher ! Il en ira bientôt de même en Syrie, *inch'Allah*. Nous encerclons l'Europe par le Sud. Sans parler de ceux qui relaient notre lutte à l'intérieur même de vos frontières…

Il me fixe d'un regard glacial, différent de la colère mal contenue que je pouvais lire dans les yeux de ses hommes. Il semble réciter un plan de bataille apprit sur le bout des doigts, comme un élève particulièrement studieux. Le silence perdure pendant de longues secondes, tandis que nous nous observons sans rien ajouter. Je voulais savoir si Ansar al-Charia existait réellement à Derna, je viens d'en obtenir la preuve. Avec cette cinquantaine d'hommes totalement soudés, le pouvoir de nuisance de ce petit groupe armé peut déjà s'avérer terrifiant. Mais si la brigade de Benghazi existe dans les proportions que l'on m'a décrites, le problème change de nature. Il ne s'agit plus d'une cellule mais d'un vaste réseau, capable de mener des opérations de grande ampleur, non seulement en Libye mais aussi dans le reste du monde.

Durant l'année 2001, juste avant les attentats du 11 Septembre, on estimait les membres d'al-Qaïda en Afghanistan à environ cinq cents ou six cents personnes[63], c'est-à-dire moins que leurs coreligionnaires libyens actuellement implantés à Benghazi – si l'information est confirmée. En Afghanistan, ces hommes occupaient une région pauvre et particulièrement isolée. Mais les nouvelles cellules terroristes libyennes, elles, ne se trouvent qu'à quelques heures de navigation de l'Europe. Si l'installation de Benghazi existe, si les combattants d'Ansar al-Charia évoluent bel et bien par centaines dans un des plus grands complexes militaires de la ville, en toute impunité, alors l'Europe et le reste du monde occidental se trouvent face à un danger immédiat. Une menace terroriste que personne ne semble combattre, ni même vouloir porter à l'attention du grand public, bien au contraire.

Cette enquête, je l'ai menée au mois d'août 2012. Les informations concernant l'existence de ces hommes et de ces réseaux étaient donc déjà disponibles. Mais la majorité des médias se contentait de relayer la propagande du gouvernement libyen, expliquant qu'Ansar al-Charia n'existait plus à Derna et que l'organisation disparaissait lentement dans le reste du pays. Il a fallu les émeutes de la mi-septembre et le meurtre d'un ambassadeur américain pour que le nom de cette brigade revienne sur toutes les lèvres.

Les mystères d'Ansar al-Charia

Ansar al-Charia ne se cache pas plus à Benghazi qu'à Derna. La brigade occupe un des bâtiments les plus imposants et les plus sécurisés de la ville[64] : une ancienne caserne appartenant aux troupes d'élites de Kadhafi. Derrière de hauts murs blancs, un parc hérissé de mitrailleuses postées sur les toits des bâtiments et dans le jardin signale tout de suite au passant que l'endroit n'a rien d'un site touristique. En arrière-plan, l'immeuble principal se compose d'un bloc de béton presque dépourvu de fenêtres, mesurant environ quatre-vingts mètres de long pour une hauteur d'approximativement vingt-cinq mètres. Visiblement, pour certains, l'obsession sécuritaire qui prévalait à l'époque du dictateur a toujours ses raisons d'être.

Vu la taille du parc, du bâtiment et des différentes annexes que je repérerai par la suite, ce complexe abrite beaucoup de monde. D'après ce que je peux entrevoir, même les jardins semblent bien entretenus, à la différence de ceux des Rafallah Sehati, qui laissaient leur complexe en friches. Pour l'instant, l'ensemble me fait davantage penser à un ministère ou même une ambassade qu'à un repaire de terroristes internationaux. Pourtant, lorsque les premiers gardes surgissent du portail, et lorsque Cheikh Mahmoud les rejoint quelques minutes plus tard, je me sens revenir trois cent cinquante kilomètres en arrière, dans la forêt de Derna : entouré d'hommes agressifs au regard vide et hostile, qui considèrent tous ceux qui ne viennent pas de leur brigade comme des ennemis. Les combattants islamistes en Libye ont oublié depuis belle lurette qu'ils doivent leur liberté à la France et à l'Amérique. Tout comme leurs compagnons d'Afghanistan

durant les années 1990, qui utilisèrent ce pays pour planifier les opérations terroristes du 11 Septembre contre leurs alliés d'hier. L'histoire se répète. Et nous n'apprenons jamais rien.

Malgré tous mes efforts, je n'obtiendrai aucun entretien digne de ce nom avec Cheikh Mahmoud. Juste quelques brefs échanges devant le portail de la brigade. Après de nombreuses tentatives, je rentrerai à Tripoli sans le rencontrer. Mais, au fond, quelle importance ? La brigade existe bel et bien, à la fois à Derna et à Benghazi. Durant mes jours de négociations pour obtenir un rendez-vous avec Mahmoud, tous les membres d'Ansar al-Charia que je rencontrerai me confirmeront ce que je pressentais déjà : l'organisation compte plusieurs centaines de membres, uniquement dans cette ville. Plus de cinq cents aujourd'hui, tandis qu'environ trois cents autres se trouveraient actuellement en Syrie, pour y mener le jihad. Une centaine d'hommes demeurent présents à Derna et « dans la région ». Lorsque je tente de savoir où exactement, je n'obtiens aucune réponse. Qui dirige les opérations en Libye, depuis le départ « officiel » de Soufian al-Quma ? S'agit-il de Cheikh Mahmoud ? Encore une fois, on ne me dira rien.

Je repartirai après cinq jours de tentatives infructueuses, frustré mais pas vraiment déçu. De toute façon, ces hommes ne m'auraient livré aucune information sensible et digne d'intérêt. En revanche, j'ai pu m'approcher suffisamment près de cet endroit pour en apprécier la taille. J'ai même pu, à une occasion, pénétrer à l'intérieur de l'enceinte pour garer ma voiture et laisser passer d'autres véhicules appartenant à la brigade, tandis que je parlementais au portail avec quelques responsables. Ces hommes disposent d'une profusion d'armes lourdes, et d'une série de bâtiments à un étage, sur les côtés de l'immeuble principal, capables d'abriter un nombre important de soldats.

Cerise sur le gâteau, en tant que brigade, cette organisation peut remplir des tâches de maintien de l'ordre, au même titre que les Rafallah Sehati (comme par exemple la sécurité nocturne de l'hôpital Al-Jalal, un des principaux centres médicaux de la ville). Des pick-up surmontés de mitrailleuses lourdes appartenant à Ansar al-Charia quadrillent ainsi les entrées de ce complexe hospitalier dès la tombée de la nuit[65]… Contre rémunération ! Dans cette Libye qui marche décidément sur la tête, le

gouvernement finance directement les frais de fonctionnement d'al-Qaïda en Cyrénaïque !

Plus incroyable encore : malgré le fait que cette brigade soit directement soupçonnée du meurtre de l'ambassadeur Stevens, sur lequel je vais revenir, elle a continué ses opérations de maintien de l'ordre pour le compte du gouvernement pendant plus de dix jours[66]… avant que les habitants de la ville n'aillent eux-mêmes déloger ces hommes par la force. Jibril évitait ainsi une nouvelle fois d'intervenir directement contre les groupes islamistes, malgré les demandes pressantes de la Maison-Blanche. Cet épisode démontre le degré de loyauté de l'ancien Premier ministre, qui doit pourtant tout à Washington…

Cela doit-il vraiment nous étonner ? Même s'il se présente volontiers aux opinions publiques occidentales comme un « rempart contre l'islamisme », Mahmoud Jibril change rapidement de discours lorsqu'il s'adresse aux franges les plus radicales de l'électorat libyen. Prompt à couper l'herbe sous le pied des partis religieux pour récupérer le vote des barbus, il a par exemple garanti à mon ami Abdelhakim al-Hassadi[67] que la charia sera appliquée à la lettre en Libye, sans recourir à un quelconque référendum. Libéral face à Bernard-Henri Lévy et aux présidents étrangers, islamiste avec ses concitoyens les plus religieux, proche de la famille Kadhafi avant la révolution et aujourd'hui farouche adversaire de cette « cinquième colonne » qu'il accuse de miner le pays depuis le Niger ou l'Algérie… Mahmoud Jibril pratique le double, triple ou même quadruple langage, en fonction de son auditoire. Avec un tel homme, nul doute que les cellules d'al-Qaïda trouvent en Libye un terreau idéal pour se développer.

Bien que plus intègre et infiniment plus respectable, Ali Zeidan, le nouveau Premier ministre, ne parvient pas non plus à faire bouger les lignes d'un compromis destiné à satisfaire à la fois les libéraux de Jibril et les Frères musulmans, sa nomination convient à tout le monde tant que les décisions du gouvernement demeurent vagues et consensuelles. Dans ce climat d'immobilisme et de faiblesse, où un simple incident peut mettre le feu aux poudres, personne ne s'attaque aux nombreux problèmes qui minent le pays. Les brigades les plus radicales le savent et se développent en toute impunité. C'est notamment le cas d'Ansar al-Charia. Pourtant, concernant l'attaque du consulat américain, les versions divergent. Le consensus qui

prévaut en Occident évoque une opération planifiée par le groupe islamiste. Mais à Benghazi, cette théorie semble loin de faire l'unanimité.

Deux éléments particulièrement troublants émergent au terme de cette sinistre affaire. La première, c'est la faillite absolue du renseignement américain, incapable d'identifier la menace environnante. Malgré des moyens presque illimités et une présence confirmée à Benghazi depuis des mois, la CIA n'a rien vu venir. Cette ville largement contrôlée par les brigades religieuses présentait pourtant un risque évident pour tout le personnel diplomatique américain. *A fortiori* après la diffusion de *L'Innocence des musulmans*, un film idiot et blasphématoire, qui enflammera l'ensemble du monde arabe, et qui servit de déclencheur à une crise hautement prévisible : jamais un consulat n'aurait dû être ouvert à Benghazi avec un dispositif de sécurité aussi laxiste.

Que dire en effet des « sous-traitants » choisis par l'ambassade ? Le personnel local chargé de la protection du bâtiment n'était autre que la brigade Dera Libya, celle-là même qui s'était illustrée quelques mois plus tôt dans les tueries de Koufra. Quelques jours seulement après l'attaque de Benghazi, des centaines d'hommes appartenant à cette même brigade seront déployés dans l'Ouest pour participer au siège de Bani Walid, qui coûtera la vie à des centaines de civils. Comment la Maison-Blanche a-t-elle pu confier la vie de ses diplomates à une organisation aussi sulfureuse ?

L'affaire de Benghazi jette une lumière crue sur l'aveuglement des responsables américains en charge du dossier libyen. Un ami lié à l'une des plus importantes brigades de la ville me confiera quelques semaines après l'attaque : « Je n'arrive pas à croire que les Yankees n'aient pas senti le vent tourner. Pendant quelques mois, on les remerciait, puis la gratitude s'est muée en indifférence. Et tous les vieux contentieux sur l'Irak, l'Afghanistan et la Palestine ont refait surface. Les Libyens sont devenus méfiants, puis franchement hostiles. Moins d'un an après, on ne les voyait plus comme des libérateurs, mais comme des espions. L'Amérique était redevenue notre ennemie. Et eux, ils n'ont strictement rien remarqué ! »

Si l'incompétence du Département d'État et de la CIA reste une énigme, la réaction de Washington dans les semaines qui vont suivre est elle aussi pour le moins troublante. Après un flou artistique durant lequel on parlera d'abord de « manifestations spontanées », avant de revenir à l'idée d'une

« attaque terroriste », le nom d'Ansar al-Charia sera constamment livré en pâture aux médias, comme si leur culpabilité ne faisait plus aucun doute.

Pourtant, encore aujourd'hui, rien ne vient étayer la thèse selon laquelle Ansar al-Charia aurait planifié cette attaque : aucune preuve, aucun élément tangible, si ce n'est la proximité de cette organisation avec al-Qaïda, qui en fait immédiatement un coupable idéal. Pourtant, tous les témoignages concordent pour faire état d'une bande de jeunes surexcités[68] qui incitaient les automobilistes à s'arrêter pour manifester leur colère devant le consulat, au sujet du film. Ces adolescents n'appartenaient ni à Ansar al-Charia, ni aux Rafallah Sehati. Pas plus que la foule en colère qui s'est massée aux portes du building, pour finalement l'enfoncer après les premiers échanges de tirs. C'est peu après que l'ambassadeur périra, étouffé par l'incendie dans la pièce où il avait trouvé refuge.

Le personnel diplomatique est alors transféré dans une maison plus sûre, à plusieurs kilomètres du consulat. Mais ce deuxième bâtiment sera également pris pour cible, beaucoup plus tard dans la nuit, aux alentours de cinq heures du matin, quelques minutes après que les hommes de Dera Libya eurent acheminé sur place les renforts de la CIA. Comment les assaillants ont-ils réussi à trouver cette « planque », dont l'adresse devait rester secrète ? Si l'Amérique et la Libye avaient le courage de les lui poser, Dera Libya devrait répondre à bien des questions embarrassantes. En revanche, rien ne permet d'engager la responsabilité d'Ansar al-Charia au cours de ces deux attaques. D'ailleurs, loin de la revendiquer, l'organisation nie farouchement toute implication dans cette opération[69]. Plus étonnant encore, Dera Libya a récemment annoncé, au sujet d'Ansar al-Charia, qu'elle « refuserait d'arrêter ses frères d'armes » si elle en recevait l'ordre, et qu'elle « ne croyait pas en leur culpabilité[70] ». Les déclarations de cette brigade, qui a suivi les événements minute par minute aux côtés des Américains, ont de quoi surprendre et ébranler la version officielle avancée par Washington…

Pourquoi cet empressement à désigner un coupable ? La réponse est peut-être plus simple qu'il n'y paraît : l'intégrisme gagne du terrain à Benghazi. Loin de se tourner vers un modèle de société à l'occidentale, la Cyrénaïque se replie sur des valeurs de plus en plus traditionnelles, souvent proches du salafisme. La sortie de ce film de troisième ordre a enflammé une situation

déjà très volatile, et le calme qui prévaut aujourd'hui n'est que temporaire. D'autres incidents plus ou moins graves généreront certainement de nouvelles flambées de violence dans l'avenir. La réalité d'une ville et d'une région qui nous sont désormais profondément hostiles a de quoi embarrasser, deux ans après notre intervention aux côtés des révolutionnaires. En accablant Ansar al-Charia de tous les maux, on exonère la majorité silencieuse de tout sentiment anti-occidental, et on évite de reconnaître que cette guerre n'a rien fait pour remonter notre cote de popularité en Libye, bien au contraire.

On trouve un bouc émissaire commode, un responsable que tout accuse, et on brandit sa culpabilité comme une évidence. Mais cette distorsion de la réalité va bientôt se retourner contre ses créateurs. Ansar al-Charia sera bien « expulsée » de la ville quelques jours après l'attaque, mais par crainte de représailles, le gouvernement ne va procéder à aucune arrestation. Les combattants quitteront Benghazi par centaines et rejoindront les camps d'entraînement, qui servent à former les volontaires en partance pour la Syrie, dans les montagnes de l'Est.

Depuis, on n'entend plus parler de ces hommes. Et pour cause : Tripoli n'exerce aucun contrôle sur cette immense région de grottes et de canyons vertigineux, recouverts d'une forêt impénétrable, qu'on appelle la « montagne Verte ». Loin des villes, affranchis de toute autorité, les islamistes se radicalisent et leur nombre ne cesse de croître.

La situation créée par cet exode massif pose les bases d'un scénario semblable à celui qui prévalait en Algérie au début des années 1990, lors de l'émergence du GIA. Avec une différence de taille : en Libye, il n'existe pas d'armée digne de ce nom, et donc aucune opposition crédible face à ces combattants de l'islam particulièrement aguerris…

L'Amérique aurait pu éviter le drame de Benghazi en évaluant le danger de façon plus pertinente, et en s'entourant de collaborateurs plus fiables que les hommes de Dera Libya. Dans les semaines qui ont suivi, la volonté de désigner un bouc émissaire a poussé des centaines de jihadistes à prendre le maquis, contribuant à les radicaliser encore davantage. À la fin du mois de novembre 2012, une grève a éclaté dans l'hôpital Al-Jalal qui était surveillé par Ansar al-Charia jusqu'au mois de septembre. Le personnel médical ne supportait plus d'être insulté et frappé quotidiennement par les jeunes

voyous qui prennent possession des rues à la nuit tombée, et qui rentrent désormais dans le bâtiment sans le moindre contrôle. Médecins, infirmières, aides-soignants et personnel administratif… Tout l'hôpital regrette le départ d'Ansar al-Charia !

Je me surprends à penser que, peut-être, la présence de ces ultra-radicaux dans les rues de Benghazi et leur intégration dans le tissu social de la ville aurait pu contribuer à désamorcer les tensions et à rallier les points de vue. Peut-être. Peut-être pas. Toujours est-il que leur fuite vers le maquis pose davantage de problèmes qu'elle n'en résout. Elle jette les bases d'un conflit durable, dont les premières flammes couvent déjà dans les canyons de la montagne Verte. Et quand la Cyrénaïque s'embrasera pour de bon, il sera malheureusement trop tard pour agir.

Notes

59. Après une scission au sein de la brigade d'Abou Slim, majoritaire à Derna.

60. Alliance des forces nationales : coalition de députés indépendants sortie vainqueur des élections législatives de 2012, dont Mahmoud Jibril est le président.

61. Dimanche 29 août.

62. À travers le parti Al-Nour.

63. *The Taliban Military Forces (prior to hostilities)*, Estimations HIS Jane's.

64. Jusqu'à son éviction du complexe par les forces de sécurité, le 22 septembre 2012 : les combattants d'Ansar al-Charia quittèrent les lieux sans violence pour se réinstaller dans les montagnes des environs de Derna, plus à l'est.

65. Constaté de visu par l'auteur dans la nuit du 20 au 21 août 2012.

66. Ansar al-Charia n'évacuera l'hôpital Al-Jalal de Benghazi que le 22 septembre 2012.

67. Entretiens de l'auteur avec Abdelhakim al-Hassadi à Derna, nuit du 21 au 22 août 2012.

68. Isabelle Mandraud, « Le récit de l'attaque du consulat conforte la thèse d'une attaque planifiée », *Le Monde*, 18 septembre 2012.

69. Tim Lister & Paul Cruickshank, « CIA probes role of Ansar Al Sharia in Libya : group denies involvement in Benghazi attacks », CNN, 16 novembre 2012.

70. « Egyptian arrest suspected terror leader in connection with Benghazi Consulate attack », *Libya Herald*, 8 décembre 2012.

CHAPITRE VII

Toutes les nuances du crime

Mais toutes les brigades ne se ressemblent pas. Si certaines placent la religion et le jihad en tête de leurs priorités, la majorité s'enfonce dans la criminalité ordinaire. Sans que, là non plus, le gouvernement ne tente de s'y opposer.

Benghazi constitue un merveilleux champ d'étude pour observer le pouvoir de nuisance des brigades. L'argument selon lequel Kadhafi dresserait une armée depuis le Niger ou l'Algérie pour reprendre le contrôle du pays ne trompe plus personne. Dès lors, pourquoi ces hommes refusent-ils de rendre les armes et de laisser leur pays adopter les règles de la démocratie ? Certains, comme les Rafallah Sehati, pensent sincèrement qu'il leur reste un rôle à jouer. Mais les autres ? *Tous* les autres ? Pourquoi cette obstination à demeurer indépendants ? Il existe plusieurs réponses à cette question, toutes aussi préoccupantes les unes que les autres.

Rackets, délinquance et abus de pouvoir

Aujourd'hui, et sans exagérer, le racket constitue la base de l'économie libyenne – une sorte de fiscalité « alternative » qui, malheureusement, semble s'installer pour longtemps. Le ministère des Finances ne prélève aucune forme d'impôts, ni aux entrepreneurs ni aux particuliers. Mais les brigades s'empressent de combler cette lacune en puisant allégrement dans les richesses plus ou moins vastes des uns et des autres. Tout le monde y passe ! Les grands hommes d'affaires de Cyrénaïque paient une dîme aux révolutionnaires, tout comme les souteneurs des enfants égyptiens, acheminés en contrebande pour mendier dans les rues.

Au sein d'une population craintive et désemparée, le racket ne choque plus personne : un fléau de plus, au même titre que les armes ou les accidents de la route. Trente véhicules saisis par une brigade de Benghazi pour assurer la protection de l'importateur et de son affaire ? Normal. « Pas de problème », déclare l'intéressé, qui me supplie de ne pas ébruiter le scandale à l'intérieur de la Libye, pour sa propre sécurité. Des gamins armés jusqu'aux dents qui roulent à tombeau ouvert, en contresens ou sur les trottoirs ? Normal. Là encore, mieux vaut rester discret si l'on ne tient pas à prendre une balle dans la peau.

L'hôpital de Benghazi soigne un révolutionnaire, blessé lors d'un règlement de comptes avec une autre brigade. Ses amis débarquent à la tombée de la nuit, refusent de se séparer de leurs armes malgré le panneau d'interdiction visible depuis l'extérieur, et bousculent les infirmières en faisant un vacarme de tous les diables. Ils maraudent une heure dans les couloirs et finissent par s'en aller en prenant violemment à partie le personnel hospitalier. Normal. La police ne peut rien faire. Même si elle parvient à arrêter le petit groupe, le reste de leur brigade attaquera certainement le commissariat au lance-roquettes en guise de représailles. Alors, comme la police sait qu'elle ne peut rien faire, et comme le personnel hospitalier le sait aussi, inutile de l'appeler.

Les révolutionnaires se transforment en voyous et gagnent chaque jour un peu plus d'assurance. À l'ouest du quartier de Fwayhat, un vaste projet agricole lancé par Kadhafi quelques années auparavant devait permettre de créer une ceinture de végétation au sud de Benghazi. Abandonné pendant la guerre puis saccagé par les révolutionnaires, ceux-ci s'en approprient désormais chaque centimètre carré. Aujourd'hui, en lieu et place de champs et de terrains agricoles, les friches s'étendent à perte de vue. Des amas de parpaings déposés à la hâte servent à délimiter le territoire et la future maison de chaque nouveau « propriétaire ». Gâchis écologique mais aussi casse-tête administratif pour l'avenir : ces constructions sauvages et totalement incontrôlées se développent à une vitesse folle à travers tout le pays, sans aucun plan d'urbanisme ni aucune prise en compte du cadastre. Qui possède quoi ? Bien malin qui peut le dire aujourd'hui…

Ces confiscations arbitraires ne vont pas sans heurts. Lorsqu'un révolutionnaire tente de réquisitionner un terrain par la force, le propriétaire

peut recourir à « l'arbitrage » d'une autre brigade, de préférence plus puissante. En échange d'une contrepartie suffisamment généreuse, la brigade interviendra pour empêcher la saisie. Mais, dans tous les cas, le propriétaire devra payer pour se protéger des voleurs qui convoitent son bien. Et les choses peuvent se répéter, quelques semaines ou quelques mois plus tard, avec d'autres protagonistes, pour le même terrain. Elles peuvent aussi s'envenimer et dégénérer en conflit ouvert, si personne n'accepte de transiger ou de faire machine arrière.

La notion de propriété privée perd une grande partie de sa légitimité en Libye, au fur et à mesure que celle des brigades s'installe et s'enracine dans l'inconscient collectif : « Vous possédez une maison. Mais si quelqu'un de mieux armé veut la prendre, alors cette maison devient la sienne. » Voilà, en deux phrases, la situation qui prévaut dans le pays à l'heure actuelle… Et les choses n'ont guère de raison de s'améliorer : un militaire touche moins de six cents euros par mois, alors qu'un révolutionnaire qui demeure attaché à sa brigade reçoit jusqu'à onze cents euros, grâce à une prime d'ancien combattant ! Le tout, payé par un gouvernement auquel il n'obéit pas ! Dans ce système ubuesque, les excès se multiplient et l'autorité de l'État, déjà bien faible, s'érode chaque jour un peu plus.

Le 29 avril 2012, des hommes en armes bloquèrent brièvement l'aéroport de Benghazi pour exiger que leurs brigades reçoivent plus d'argent. Au début du mois d'avril, dans l'ouest du pays, des affrontements entre les milices de Zouara et Ragdalein, respectivement berbère et arabe, se soldèrent par vingt-deux morts et plusieurs dizaines de blessés[71]. Les Arabes obligèrent les Berbères à quitter leurs terres et leurs villages, sous prétexte d'anciennes sympathies « kadhafistes ». En réalité, l'enjeu était bien différent : chacune de ces deux brigades se battait pour le contrôle des trafics particulièrement lucratifs qui fleurissent le long de la frontière tunisienne, toute proche.

Plus récemment, à la fin du mois d'août 2012, près de la passe de Salvador, un groupe de nomades toubous (plutôt bandits que simples nomades !) a intercepté un convoi de dix camions transportant de la drogue en provenance d'Afrique. Six véhicules échappèrent à l'embuscade et continuèrent leur route à travers la Libye. Les autres furent revendus à… la milice de Zintan, bien connue pour son implication dans le trafic de drogue

le long des régions frontalières avec l'Algérie et la Tunisie. Dans ce cas précis, aucun document ni aucune preuve ne viennent étayer cette information que je suis seul à connaître, pour l'avoir recueillie dans une zone particulièrement reculée du Grand Sud, auprès d'amis qui tiennent plus que tout à conserver leur anonymat. Mais la confiance que je leur porte me pousse à mentionner l'incident, tant il me semble crédible et révélateur du climat actuel…

Parfois, les querelles ressemblent à de mauvaises blagues : en février dernier, les brigades de Misrata et de Zintan s'affrontèrent lors d'une véritable bataille rangée à la kalachnikov et à la mitrailleuse, en plein cœur de Tripoli. Tout cela pour la possession d'un gymnase désaffecté[72] ! Au début du mois de juin, lorsque la brigade de Tahrouna prit l'aéroport de Tripoli en otage, on dérouta les vols commerciaux vers l'aéroport militaire de Metiga, lui-même tenu… par les brigades d'un autre chef de guerre : Abdelhakim Belhaj !

Les brigades prospèrent désormais au sein d'un environnement idéal. Leur présence empêche la construction d'un véritable État, tandis que l'absence de ce même État encourage leur développement : un cercle vicieux impossible à briser, au vu de la faiblesse des institutions nationales. La puissance militaire, le pouvoir politique et l'argent se combinent au sein d'un cocktail particulièrement explosif. Aujourd'hui, l'importation et la distribution de *toutes* les marchandises du pays s'effectuent sous le contrôle des brigades. Certains « protecteurs » patrouillent en armes et posent des barrages très visibles sur les axes qu'ils contrôlent, tandis que d'autres optent pour une approche plus discrète. Mais, dans les deux cas, les « contributions » vont bon train : un système en tout point identique à celui des mafias italiennes, russes ou chinoises.

L'argent du racket remplit les coffres des « révolutionnaires » et transforme ces groupes d'anciens combattants en redoutables organisations criminelles. Le processus est à l'œuvre dans tout le pays, trop avancé pour qu'une quelconque autorité puisse désormais y mettre un terme. Il suffit de venir régulièrement dans les mêmes épiceries, dans les mêmes restaurants, et de discuter avec les propriétaires, pour s'apercevoir que tout le monde y passe. Les restaurants turcs de Benghazi contribuent autant que leurs homologues libyens. « Ils nous prennent de l'argent, et ils viennent aussi

manger gratuitement », se plaint le gérant de l'un d'entre eux. Le patron d'une petite épicerie de cette même ville avoue « aider » les révolutionnaires. Quand on lui demande combien il lui en coûte, il reste vague : « Ça dépend. Quand on peut donner, on donne. Sinon, ils attendent. » Ce système de « contributions volontaires », personne ne semble pouvoir le remettre en cause. Pourtant, en privé, la colère gronde…

Le propriétaire d'un restaurant dont je tairai la nationalité (sur sa demande) ne prend pas de gants pour décrire la situation. Installé depuis une dizaine d'années en Libye, il regrette clairement l'époque de Kadhafi : « Avant, nous devions graisser la patte des responsables du quartier. Mais aujourd'hui, les milices prennent tout ce qu'elles veulent ! Elles demandent beaucoup trop ! Sans oublier que, souvent, plusieurs bandes rivales opèrent simultanément sur le même territoire ! Pour moi, cela signifie deux, voire trois pots-de-vin à la fois ! Sans parler de tous ces jeunes qui viennent manger gratuitement, juste parce qu'ils arrivent avec une arme ! Le vrai révolutionnaire, il devrait montrer l'exemple, vous ne croyez pas ? Payer ce qu'il achète ! On ne va quand même pas les nourrir toute leur vie, sous prétexte qu'ils ont fait la guerre ! J'ai fait la guerre, dans mon pays. Pourtant, aujourd'hui, je dois encore travailler ! »

Lorsque je lui parle d'avancées démocratiques, il balaie cette remarque d'un revers de la main : « Pour l'instant, je ne vois que des armes et des hors-la-loi. Quand les tribunaux fonctionneront à nouveau, avec des règles et une vraie police, nous pourrons parler d'avancées démocratiques. » En effet, le système judiciaire demeure en panne depuis presque deux ans. Mais les brigades disposent de leurs propres prisons, totalement indépendantes du pouvoir central. Certaines les utilisent avec modération, mais d'autres procèdent à des arrestations de plus en plus arbitraires, souvent liées à des règlements de comptes et à des guerres de territoire. En mars 2013, un pharmacien de Tripoli sera torturé à mort par un groupe de révolutionnaires après avoir été soupçonné de venir en aide aux détenus incarcérés dans la prison clandestine de leur brigade.

Au sujet de ces mini-prisons, un souvenir me revient en mémoire : au printemps 2012, je visite le quartier résidentiel qui se trouve près du boulevard Shari Al Andalus, au sud de Benghazi. Dans une petite rue étroite à l'asphalte défoncé, je remarque un fourgon cellulaire garé près

d’un bâtiment en parpaings de construction récente, visiblement édifié à la hâte, qui ne possède aucune fenêtre. Sur le bas-côté, le spectacle habituel d’un petit check-point : quelques hommes armés, vautrés sur des chaises en plastique, regardent passer notre voiture d’un œil distrait. Mais le bâtiment m’intrigue. Le chauffeur m’explique qu’il s’agit d’une prison. Et aussi d’un commissariat.

– Souvent, les révolutionnaires qui habitent le même quartier décident de créer leur propre police. Ici, ce doit être le cas.

– Et la prison ?

– Elle leur permet d’arrêter directement les fauteurs de troubles. Tous ceux qui veulent prendre le contrôle de leur territoire, ou voler quelque chose qui leur appartient. Pas besoin d’appeler un vrai flic pour ça : aujourd’hui, il suffit de posséder une arme, répond le chauffeur avec un soupir désabusé.

J’essaie de m’arrêter pour leur parler. Mais ils ne bougent pas de leurs chaises. Au bout de quelques dizaines de secondes, ils nous font même signe de partir avec le canon de leurs armes. Ces adolescents ressemblent davantage à des malfrats qu’à des militaires. Selon le chauffeur, ce petit groupe constitue un exemple typique de ce que les Libyens appellent ironiquement la « deuxième vague » : des bandes à la légitimité douteuse, dont personne ne connaît réellement le parcours. Révolutionnaires, anciens kadhafistes, criminels de droit commun libérés lors de l’ouverture des prisons, ou simples opportunistes… impossible de le dire. Dorénavant, ils possèdent des armes et les utilisent pour contrôler une rue, un quartier ou un village. Avec tous les avantages financiers que cela induit.

Où que l’on aille, une chose semble claire : la Libye d’aujourd’hui ne plaît pas aux étrangers. Surtout à ceux qui doivent y vivre. Une jeune Tunisienne, employée dans un hôtel de Benghazi, m’explique qu’elle vient travailler ici car, depuis le début du Printemps arabe, le secteur hôtelier de son pays n’arrête pas de plonger. Elle évoque la révolution dans des termes très durs. En Tunisie comme en Libye. Pour elle, la sécurité représente un problème récurrent : une femme seule ne peut plus se promener la nuit tombée dans le quartier où se trouve son appartement. Conscient des risques, son employeur doit lui offrir un taxi qui la ramène chaque jour à la porte de son domicile. « En Tunisie, la révolution ne nous a amené que des

intégristes arrogants et autoritaires, qui posent plus de problèmes que les hommes de Ben Ali en leur temps ! Ici, le problème ne vient pas des barbus, mais plutôt des bandes de jeunes désœuvrés qui se croient tout permis avec les femmes, depuis que les salafistes prêchent une interprétation stricte de la charia. Ce sont eux qui ennuient les passantes dans la rue, soi-disant au nom de l'islam. Pas les salafistes… »

Cette jeune Tunisienne de 25 ans ne porte pas le voile dans son pays. Ici, elle considère cette tenue comme une obligation. Si quelques rares femmes se promènent tête nue en pleine journée dans les grandes agglomérations, une telle provocation paraît inconcevable dans les quartiers populaires, une fois la nuit tombée… Jadis symbole de démocratie et de liberté, Benghazi met aujourd'hui en lumière tous les dysfonctionnements du pays. Dans ce climat d'incertitude, les investissements étrangers se font attendre. Le 24 octobre 2011, le ministre de la Défense britannique déclarait s'attendre à ce que les businessmen anglais sautent dans le premier avion pour la Libye. Encore un vœu pieux : dix mois plus tard, rien ne bouge. Les expatriés ne s'expatrient pas, et pour cause ! Chaque soir, à travers toutes les villes du pays, des tirs plus ou moins nourris d'armes automatiques résonnent encore dans l'obscurité. Les ambassades continuent de crayonner la carte libyenne au feutre rouge, avec des panneaux « danger » et des mises en garde très strictes sur plus de 98 % du territoire. Les rares entrepreneurs suffisamment téméraires pour effectuer le déplacement rencontrent leurs clients dans les halls ultra-sécurisés des hôtels de luxe, sans jamais tracer la route ni ouvrir de véritables perspectives de coopération. Chez les hommes et les femmes d'affaires qui souhaitent travailler avec la Libye, la peur demeure omniprésente. Peur de perdre de l'argent. Peur de l'avenir. Et peur de prendre une balle en circulant au mauvais endroit, au mauvais moment.

La reconstruction du pays après la guerre, un chantier estimé à plus de deux cents milliards de dollars[73], représente une véritable manne pour les entreprises occidentales. Mais la mainmise des brigades sur l'économie et l'absence d'un pouvoir démocratique fort bloquent durablement ces perspectives. Les Libyens se retrouvent enfermés dans un pays à l'arrêt, où l'avenir paraît de plus en plus sombre. Comme souvent, les libérateurs se transforment peu à peu en oppresseurs. Au fil des jours, ils deviennent le principal obstacle sur la route du développement.

Révolutionnaires et contrebandiers…

Si les problèmes liés aux brigades représentent un véritable défi pour l'avenir du pays, la Cyrénaïque souffre également d'un handicap supplémentaire : cette région constitue aujourd'hui une nouvelle plaque tournante pour tous les trafics à destination de l'Europe. En effet, si une partie des marchandises infiltrées par Aqmi jusqu'à Koufra part ensuite en direction de l'Égypte avec la complicité des Bédouins, la majorité quitte désormais le continent par la Libye, en profitant du chaos généré par la révolution.

Pour en savoir plus, je tente de contacter les gros trafiquants de Cyrénaïque, connus mais intouchables, à travers mes amis de Benghazi. Peine perdue. Je parviens à identifier quelques personnes, j'obtiens des noms, mais je me heurte invariablement à la même réponse, fournie par leur entourage au cours d'entretiens téléphoniques toujours très brefs : aucun d'entre eux ne sait quoi que ce soit sur le trafic de drogue. D'ailleurs, ce genre de commerce n'existe pratiquement pas. Peut-être quelques grammes en circulation dans les rues de la ville, mais rien de plus. Pas question de « plaque tournante » en Libye. Lorsque je demande à ces hommes les raisons d'une telle assurance, on me sert invariablement la même réponse : « Parce que les révolutionnaires veillent ! Ils ne permettront jamais que notre pays devienne un nouveau Triangle d'or. » Venant de ceux que je suspecte de diriger tout le trafic, ce discours ne me semble guère étonnant…

Dans les affaires de drogue, les informations arrivent rarement par le haut. Les trafiquants n'aiment pas parler de leurs activités, des bénéfices astronomiques qu'ils en retirent et des dommages encore plus gigantesques qu'ils provoquent. Pour obtenir des éléments crédibles, mieux vaut enquêter sur le terrain. À condition de trouver quelqu'un qui accepte de parler. J'y parviendrai un peu par hasard, grâce à un révolutionnaire de Benghazi rencontré quelques mois plus tôt dans la région. En lui parlant de mon nouveau centre d'intérêt, il m'annonce que son oncle, un marin-pêcheur installé dans l'Est, pourrait certainement m'en apprendre davantage sur le sujet. Nous nous donnons rendez-vous dans un petit port dont je tairai le nom pour préserver la sécurité de cet homme et de sa famille. Ce pêcheur

d’une cinquantaine d’années à la moustache grise et à la barbe mal taillée nous accueille chaleureusement dans sa maison, située à quelques dizaines de mètres de la côte. Il travaille sur un vieux chalutier hors d’âge qu’il loue 1 200 dinars par mois. Le propriétaire, un homme d’affaire de Tripoli, possède toute une flotte de bateaux de pêche acquise au lendemain de la révolution. Achetée où ? Notre homme n’en sait rien. Peut-être à Ajdabiya, ou même encore plus à l’ouest. Achetée à qui ? Le vieux pêcheur hausse les épaules : « Certainement aux brigades… » Traduction : les bateaux ancrés dans le port furent revendus au plus offrant par les révolutionnaires lorsqu’ils prirent possession de la ville.

En plus des 1 200 dinars, le marin-pêcheur reverse 40 % des bénéfices à son patron. Il doit également payer son neveu, qui l’accompagne en mer pour s’occuper des filets, ainsi qu’un apprenti en charge de la mécanique. À l’entendre, il ne s’agit pas d’une affaire très rentable, sauf pour les propriétaires.

– Certains d’entre nous ne gagnent presque rien. Ils doivent chercher d’autres sources de revenus pour nourrir leur famille.

– Et que peuvent-ils faire ?

– Rien de plus facile : aujourd’hui, la contrebande explose. Parfois, les trafiquants ne trouvent même pas assez de bateaux !

Certains jours, ils proposent des bonus à ceux qui ne veulent pas prendre la mer. Ils manquent de marins pour faire le voyage. Vous savez, ils ne transportent pas que de la drogue. Parfois, il s’agit de cartons pleins de montres, de sacs à main, de faux médicaments… Et ça prend de la place ! Il faut beaucoup de chalutiers !

– Où déposez-vous toutes ces marchandises ? En Italie ? En Grèce ? En France ?

– Avec ce genre de rafiots, vous plaisantez ? Les pêcheurs naviguent jusqu’à la limite des eaux territoriales, à environ 12 miles des côtes. Ensuite, d’autres bateaux les attendent et les marchandises changent de main.

– Vous connaissez la nationalité de ces bateaux ? Leur pavillon ?

– On trouve de tout : des Italiens, des Français, des Grecs, des Chypriotes…

– Il s’agit de navires commerciaux ou de navires de plaisance ?

– Des bateaux de plaisance, bien entendu ! Pourquoi les trafiquants embarqueraient-ils de nouveau leur cargaison sur des porte-containers ? Ils déploient justement des efforts gigantesques pour traverser l’Afrique par la route, afin d’éviter la douane des grands ports européens. Les plaisanciers, eux, peuvent s’amarrer dans une crique de la côte italienne ou française sans éveiller les soupçons, et livrer leurs marchandises en toute discrétion…

– Combien gagnent les marins-pêcheurs libyens pour un voyage ?

– Ça dépend de ce qu’ils transportent. Entre mille et dix mille dinars. Ça dépend aussi de l’urgence et du nombre de bateaux disponibles. Parfois, les marchandises s’entassent dans les entrepôts des brigades. Mais comme ils doivent respecter les délais imposés par leurs commanditaires européens, le prix du transport monte en flèche…

– Pourquoi parlez-vous des brigades ?

Ma question semble le surprendre :

– Aujourd’hui, où pouvez-vous cacher des marchandises qui valent plusieurs dizaines de millions de dollars en Libye ? Dans un appartement ? Une villa ? Non, bien sûr ! Seule une brigade armée jusqu’aux dents peut garantir la sécurité de votre chargement.

– Donc, selon vous, les brigades dirigent la contrebande en Cyrénaïque ?

– Pas toutes. Mais un grand nombre d’entre elles, oui. Elles gagnent des fortunes en organisant le transport. Et ça ne leur coûte pas grand-chose. Il leur suffit de surveiller des caisses, des cartons ou des sacs, avant de les charger sur de nouveaux camions qui prennent la direction des côtes, sous bonne escorte.

– Donc, les brigades protègent les marchandises jusqu’à ce qu’elles arrivent dans la soute de vos bateaux ?

– Pas dans le mien, corrige mon interlocuteur. Moi, je ne participe pas à ce commerce. Je vous raconte juste ce que font d’autres pêcheurs.

– Mais, dans ce port, ici même, certains de vos collègues et amis travaillent régulièrement avec les contrebandiers ?

– Oui, comme dans tous les ports de l’Est ! Au début de l’année 2012, la contrebande demeurait embryonnaire : quelques chargements arrivaient de temps en temps, çà et là. Mais depuis le printemps, la demande explose. Les

trafiquants veulent toujours plus de bateaux, toujours plus d'équipages… Parfois, il me semble que la taille et les enjeux de ce commerce les dépassent. Ils manquent d'expérience, ça crève les yeux ! Ils livrent souvent les marchandises en retard et, lorsque les marins arrivent au point de rendez-vous, ils ne trouvent plus personne. Dans certains cas, les révolutionnaires font prendre des risques insensés aux pêcheurs. Ils les obligent à sortir, même par gros temps, pour arriver à l'heure à l'endroit prévu. Tout cela peut très mal finir. À Beida, un chalutier a disparu la semaine dernière, contraint de prendre la mer par des trafiquants qui n'y connaissaient rien. Au bout du compte, l'opération ne profite à personne puisqu'il ne reste ni marins, ni bateau, ni drogue… En Cyrénaïque, la contrebande manque encore d'organisation. Mais les rouages du circuit tournent de plus en plus rond.

Malheureusement, je veux bien le croire.

– Et sous le régime de Kadhafi, la contrebande n'existait pas ?

– Juste un peu de commerce illégal avec l'Égypte : du haschisch, de l'alcool et des produits introuvables en Libye. Mais à part ça… Non. En tout cas, rien à voir avec ce qui se passe aujourd'hui.

– Et personne ne surveille la mer, ici ? Des gardes-côtes ?

L'homme sourit avec un mélange de résignation et de tristesse :

– Aujourd'hui, la police et l'armée ne peuvent pas assurer l'ordre sur la terre ferme. Alors, en mer, pensez donc !

Passe de Salvador, djebel Assida, Tazerbou et enfin côte de la Cyrénaïque… La boucle est bouclée, ou presque : j'aimerais en savoir davantage sur les bateaux qui réceptionnent les marchandises en haute mer. Je demande à notre ami de me présenter à des pêcheurs qui pourraient m'embarquer clandestinement, afin d'observer la rencontre, mais je me heurte à un refus catégorique. Personne ne doit rien savoir au sujet de cette conversation : pour lui, il s'agit d'une question de vie ou de mort.

D'ailleurs, que pourrais-je bien voir ? Des cartons qui passent d'un rafiot à l'autre, rien de plus. Non, le jeu n'en vaut vraiment pas la chandelle. Je viens de découvrir comment les révolutionnaires font sortir la drogue du pays, mais aussi quel itinéraire elle emprunte, depuis le Niger jusqu'à la

côte. Inutile de chercher davantage. Faute d'avoir transformé le pays en une démocratie ou un État de droit, cette guerre de « libération », orchestrée par l'Occident, permet dorénavant aux trafiquants du Sahel d'acheminer en toute impunité drogues, armes et terroristes, jusqu'à la Côte d'Azur, la Sicile ou les îles grecques…

Et maintenant ?

Presque deux ans après le début de la révolution, la situation a de quoi faire frémir. Le pays devient chaque jour un peu plus faible, en proie à une violence et à une instabilité permanentes. Le Grand Sud se trouve désormais aux mains des contrebandiers d'Aqmi, tandis que des dizaines de brigades s'affrontent sur le reste du territoire. Nettoyage ethnique, trafic de drogue en direction de l'Europe, dérives mafieuses, terrorisme international et vente d'armes massive entraînant une déstabilisation du Sahel et du Moyen-Orient… Tout cela dans un contexte économique au point mort : tel est le triste bilan de « notre guerre » en Libye.

Après plusieurs décennies de lutte courageuse contre le régime de Kadhafi, les islamistes libyens méritent désormais la chance que l'Occident a pris soin de leur refuser, en propulsant dès les premiers jours de la révolte des hommes comme Jibril ou Abdeljalil sur le devant de la scène. Peu importe qu'on apprécie ou pas leurs idées : la pire des choses consisterait à remplacer Mouammar Kadhafi par un nouvel homme fort, dont la seule légitimité proviendrait de l'étranger. Mahmoud Jibril jouit d'une certaine popularité dans son pays, due au fait que la France l'a volontairement transformé en porte-étendard de la révolution. Cet été, il a gagné les élections sur ce thème, au cours d'une campagne creuse, sans idées et sans véritable programme. Mais, sur le long terme, dépourvu de toute vision politique, il ne présente pas une alternative crédible à l'ancien régime. En l'état actuel du pays, seuls les islamistes peuvent répondre aux aspirations fondamentales du peuple libyen. Un peuple qui devra faire sa propre expérience politique, sans ingérence extérieure, au cours d'un processus qui s'annonce déjà complexe et délicat.

Dans cette nation qui vibre passionnément pour l'islam, ces hommes ont certainement rendez-vous avec l'Histoire. Pour le meilleur ou pour le pire,

nul ne peut le savoir aujourd'hui. Mais la France doit désormais assumer les conséquences de ses actes, et accompagner honnêtement le processus démocratique qu'elle a tenu à engager. Non pas en épaulant un ancien kadhafiste au passé douteux, sous condition qu'il serve nos intérêts dans son propre pays (contre les islamistes et pour le pétrole), mais en soutenant sans les juger et surtout sans les exclure les hommes qui seront ultérieurement choisis par le peuple libyen.

Comme le montre cette enquête, l'islamisme en Libye représente une référence identitaire forte, à laquelle une grande majorité de la population demeure particulièrement attachée. La proportion de salafistes (ou d'hommes très pieux, la différence paraît subtile…) est tout simplement considérable, supérieure en tout cas à celle qui prévaut en Égypte, en Tunisie ou en Algérie. Les femmes portent presque toujours le voile, sous peine d'agressions verbales ou physiques permanentes. Mis à part quelques cercles artistiques et intellectuels totalement marginaux, qui affichent une certaine distance à l'égard de la religion, l'immense majorité des Libyens se décrit volontiers comme « fondamentaliste » ou même « intégriste », sans y voir la moindre connotation péjorative.

Certes, islamisme ne signifie pas terrorisme, loin de là. Au terme de ces voyages successifs, je considère même qu'un gouvernement islamiste représente certainement la meilleure garantie de stabilité pour la Libye actuelle. Devons-nous le craindre ? Je ne le pense pas. Beaucoup de salafistes renoncent à l'action violente dès lors qu'ils peuvent faire entendre leur voix par le biais des urnes. Les fondamentalistes veulent un retour au calme et à la stabilité, avec un État fort. Néanmoins, il convient de rester prudent : en cas de défaite des partis religieux et de laïcisation excessive de la vie publique, un scénario à l'algérienne pourrait rapidement se profiler à l'horizon. Avec le nombre d'armes en circulation et l'absence d'un pouvoir central bien établi, la situation pourrait dégénérer en guerre civile. Avec des conséquences absolument désastreuses pour l'Europe.

On se souvient de la vague d'attentats de 1995 et des trois otages tués pendant le détournement du vol Paris-Alger l'année précédente… On le sait, en cas d'instabilité au Maghreb, l'onde de choc se propage immédiatement en Europe : question de proximité géographique, culturelle

et parfois historique. Si la Libye s'enrhume, Paris, Londres ou Milan seront certainement les premiers à éternuer.

Par ailleurs, il existe d'autres dangers : certains groupes demeureront toujours en marge du système, quoi qu'on leur propose. La brigade du Cheikh Abdoul Rahman ou encore Ansar al-Charia, implantée dans les maquis du djebel Derna depuis son éviction de Benghazi… Ces organisations ne veulent ni démocratie ni élections. Juste une guerre totale contre l'Occident, sans trêves ni concessions d'aucune sorte.

La révolution de 2011 a considérablement renforcé les réseaux d'al-Qaïda en Europe et au Maghreb. L'organisation dispose désormais d'une nouvelle base arrière : un véritable sanctuaire, semblable aux régions les plus reculées de Somalie ou du Pakistan. Grâce à ces nouveaux relais, les cellules de Paris, Lyon, Marseille, Lille, Londres ou Manchester, pourront puiser dans un stock quasiment illimité d'armes et d'explosifs. Pour les recevoir, les filières existent déjà : il s'agit des routes de la drogue. Pour les trafiquants, souvent proches d'al-Qaïda, il suffit de faire une place au C4 et aux lance-roquettes entre les sachets de cocaïne ! Les membres des cellules européennes peuvent également se rendre en Libye, s'entraîner dans des camps militaires de premier ordre (comme celui d'Ansar al-Charia, à Derna), disparaître dans la nature et revenir dans leur pays de départ avec de faux papiers. Les fugitifs, quant à eux, peuvent venir se cacher aussi longtemps que nécessaire dans ce pays hors la loi… Bref, tout ce contre quoi nous luttons ailleurs, en Afghanistan, au Sahel et en Irak, nous l'avons recréé ici, à nos portes !

En Angleterre, Karim, un jeune Pakistanais proche d'al-Qaïda, me confiait que depuis quelque temps, on entendait beaucoup parler des jihadistes libyens dans les mosquées de South London. Ils possèdent des armes, de l'argent et de l'expérience. Et surtout, ils veulent en découdre avec l'Occident. Pour eux, l'intervention alliée en Libye ne représente qu'une « guerre du pétrole » de plus, et les souvenirs de Bagdad ou de Kandahar demeurent vivaces. Ces hommes, jadis contraints au silence ou à l'exil par le régime de Mouammar Kadhafi, n'éprouvent aucune reconnaissance à l'égard de la France, de l'Angleterre ou des États-Unis. Au contraire, pour eux, la guerre de 2011 constitue une raison

supplémentaire d’en vouloir aux mécréants qui viennent « piller les richesses des nations musulmanes ».

Aujourd’hui, leurs appels au jihad suscitent un enthousiasme très modéré. Beaucoup d’organisations radicales, et même certaines cellules d’al-Qaïda, considèrent le soutien des grandes puissances aux révolutionnaires arabes comme un geste d’apaisement, qui calme momentanément les tensions, tout comme le retrait des troupes stationnées en Afghanistan. Ces hommes focalisent désormais leur colère contre le régime de Bachar el-Assad. Mais, selon Karim, « l’Europe ne peut plus se permettre la moindre erreur. Si elle prend des décisions considérées comme défavorables ou hostiles aux musulmans, la sanction tombera immédiatement : attentats, fusillades, prises d’otages… Depuis la chute de Kadhafi, nous disposons d’un emplacement stratégique inespéré. Un responsable d’al-Qaïda peut maintenant débarquer en Italie, traverser l’espace Schengen en échappant aux contrôles de police, mettre en place une série d’attentats à Paris, Londres ou Amsterdam, puis rentrer tranquillement en Libye avec les contrebandiers, sans risquer de se faire arrêter. Avec cette guerre, vous vous êtes tiré une balle dans le pied ! Désormais, l’Europe doit écouter nos revendications. Elle doit nous obéir. Ou accepter d’en subir les conséquences »…

La mise en garde peut sembler excessive. Pourtant, au terme de ce conflit, et plus encore depuis que s’est déclarée, en janvier 2013, l’intervention militaire française au Mali, les risques d’attentat en Europe ont sensiblement augmenté. Si nos relations avec la Libye demeurent pour l’instant au beau fixe, toutes formations politiques confondues, la moindre tension peut désormais fournir un prétexte idéal aux terroristes pour mettre leurs menaces à exécution.

L’infiltration d’Aqmi dans le sud du pays constitue par ailleurs une véritable nouveauté, directement imputable au changement de régime. Kadhafi voyait l’islamisme comme le seul danger qui puisse mettre un terme à son règne. Pour cette raison, les frontières du Sud représentaient autant de murailles infranchissables, surveillées par des avions de chasse, des patrouilles motorisées et de gigantesques champs de mines. Rien ne passait, sauf quelques produits de contrebandes destinés à la consommation

locale. Jamais la Libye ne fut considérée comme une plaque tournante du trafic de drogue. Jamais, jusqu'à aujourd'hui…

Certains considèrent qu'il s'agit d'un faux problème : finalement, que la drogue en provenance des grands ports africains arrive par le Maroc ou par la Libye, quelle différence ? Malheureusement, il y en a une : le prix. Si le transport devient plus facile et plus rapide, le prix du gramme tombe. Dès lors, deux scénarios possibles : soit les dealers répercutent cette baisse sur le prix de vente au détail. Dans ce cas, ils attirent de nouveaux consommateurs, plus jeunes ou plus nécessiteux, avec les risques que cela implique en termes de dépendance, de délinquance et de prostitution. Soit le prix de vente demeure identique, et les trafiquants deviennent encore plus riches : un regain de puissance pour le crime organisé en Europe qui, là encore, n'augure rien de bon pour l'avenir.

La question de l'immigration constitue un autre problème particulièrement épineux. Aujourd'hui, les tribus s'affrontent en attisant des haines qui ne s'éteindront probablement jamais. À travers toute la Libye, les civils tentent d'échapper aux balles et aux persécutions. Si la situation s'embrase et si les conflits larvés qui minent le pays gagnent en intensité, il n'existera plus le moindre endroit où se cacher. La fuite vers l'étranger deviendra la seule option. Et l'Europe sera frappée par une vague d'immigration massive.

Dans quel état d'esprit arriveront ces réfugiés ? Qui émigrera en premier ? Probablement les victimes des persécutions, harcelées pour leur proximité avec l'ancien régime. Paradoxalement, nous accueillerons les Libyens qui nourrissent le plus de ressentiment à l'égard de la France ! À Tawargha, Syrte ou encore Bani Walid, bastions du kadhafisme martyrisés par les révolutionnaires, personne ne considère la France comme une nation « amie ». Ces gens, aussi innocents que les civils de Tripoli ou de Benghazi, furent massacrés, torturés, violés, déportés, spoliés et humiliés, par une « révolution » qui ne semble juste qu'aux vainqueurs. Si une nouvelle flambée de violence les pousse à émigrer jusqu'à nos côtes, ils arriveront chargés de haine et de colère. Un sentiment bien compréhensible au regard du calvaire qu'ils endurent depuis presque deux ans, mais dont nos concitoyens risquent de faire les frais.

Mais cette révolution n'est peut-être que les prémices d'un embrasement plus vaste, qui risque de précipiter toute la région dans un chaos indescriptible. Ce scénario, le Vieux Continent ne pourrait pas le supporter. L'histoire commence à Alger : depuis le mois de février 2011, les relations avec le nouveau gouvernement de Tripoli sont exécrables. On accuse l'Algérie d'avoir largement soutenu Kadhafi pendant la guerre[74] en lui fournissant des armes et du pétrole, mais aussi avant le déclenchement des opérations, en freinant l'envoi d'une force militaire en Libye. Ces efforts furent menés sans relâche par Abdelkader Messahel, le ministre algérien des Affaires maghrébines auprès des Nations unies, de l'Otan et de l'Union européenne. Pourtant, ils ne témoignent pas – loin s'en faut ! – d'une quelconque solidarité entre ces deux nations et ces deux régimes, qui se haïssent cordialement depuis des décennies. Si l'Algérie se range aussi rapidement aux côtés de Kadhafi, c'est parce qu'elle comprend immédiatement les risques : cette guerre peut faire exploser la région et entraîner les pays limitrophes dans une spirale de violence sauvage, avec des conséquences incalculables pour le monde arabe et l'Europe.

Mais cette recherche d'une solution négociée et d'un apaisement rapide passera pour une impardonnable trahison aux yeux des nouveaux responsables libyens, qui vont s'acharner à compliquer les relations entre les deux pays à la moindre occasion. Chaque « révélation » concernant l'envoi de troupes, de matériel ou même de logistique civile à la Libye de Kadhafi durant les premiers mois du conflit servira de prétexte à des déclarations enflammées contre le puissant voisin de l'Ouest.

Lorsque l'Algérie refusera de renvoyer la famille du colonel en Libye, Moustapha Abdeljalil menacera de rompre toutes relations diplomatiques avec Alger[75]. Mais cette famille, à qui pouvait-on bien la renvoyer ? Et dans quelles conditions ? Saïf al-Islam croupit en prison depuis presque deux ans, et la brigade qui contrôle son lieu d'incarcération refuse purement et simplement de le renvoyer à Tripoli. On murmure aujourd'hui que son procès pourrait avoir lieu sur place, dans le fief de la brigade de Zintan. Tout un symbole ! Le gouvernement ne peut rien faire, pas plus que le TPI : des émissaires européens, dépêchés sur place en juin 2012, furent arrêtés par cette brigade et retenus en otages pendant deux semaines[76], au nez et à la barbe du gouvernement !

Plus troublant, le CNT a toujours refusé de s'engager explicitement dans la lutte contre al-Qaïda, comme le demandait l'Algérie. Pour gêner son voisin, qui fait de la lutte contre le terrorisme son cheval de bataille et sa priorité absolue ? Ou pour des motifs moins avouables, liés à la présence de certains extrémistes au sein du pouvoir actuel ? Nul ne peut le dire avec exactitude. Mais on se rappelle que le nouveau responsable des frontières sud, nommé par Abdeljalil, est un homme étroitement lié à l'organisation de feu ben Laden. On sait également que, depuis des mois, la région dont il a la charge est *de facto* passée sous le contrôle d'Aqmi. Une région largement frontalière avec l'Algérie, qui redoute par-dessus tout une résurgence des mouvements jihadistes dans le nord du pays.

Ici, deux grandes nations richement dotées par la nature en pétrole et en gaz peuvent faire face aux mouvements les plus extrémistes et les plus dangereux de la planète. Pourtant, depuis deux ans, il semble que l'une fait tout pour saper les efforts de l'autre. L'Algérie construit un rempart. Et de l'autre côté de leur très longue frontière, la Libye donne carte blanche aux jihadistes pour en détruire les fondations. Combien de temps Alger tolérera-t-il cette situation ? Pour l'instant, les généraux de ce pays comprennent que les menaces ou les opérations de rétorsion ne feraient qu'aggraver les choses. Mais Aqmi progresse. Cette organisation, commandée presque exclusivement par des Algériens qui vouent une haine féroce aux hommes du FLN, rêve d'en découdre une nouvelle fois et de prendre leur revanche sur les militaires. Les responsables du pays savent qu'ils ne pourront pas se plier beaucoup plus longtemps aux caprices de Tripoli, et qu'il faudra bientôt exiger des résultats dans le Sud, en terme de lutte contre al-Qaïda. Une tâche devenue aujourd'hui insurmontable avec le déclenchement de l'opération « Serval » et ses multiples répercussions régionales.

Le terrorisme obsède les responsables algériens. À juste titre. Mais ils observent avec une angoisse grandissante les autres problèmes du pays, et notamment le renforcement des brigades qui n'augure rien de bon pour l'avenir. Dans ce pays où personne ne semble s'accorder sur rien, seule la rhétorique anti-algérienne fait l'unanimité.

Pourtant, un conflit entre ces deux géants du Maghreb aurait des conséquences catastrophiques. La Tunisie pourrait être broyée dès les premières heures du conflit, ou sommée de choisir un camp. Et même si

l’Algérie dispose aujourd’hui d’une armée infiniment supérieure aux brigades disséminées à travers la Libye, les pertes seraient incalculables de part et d’autre. Sans compter que toute intervention étrangère deviendrait impossible au sein de ce marasme régional. Dans un tel cas de figure, l’Algérie deviendrait certainement la nouvelle cible des mouvements islamistes étrangers, un peu comme Bachar el-Assad, face à des brigades libyennes qui ne manqueraient pas d’appeler au jihad ! Le Maroc et l’Égypte subiraient de plein fouet l’onde de choc d’un tel affrontement, avec des conséquences impossibles à évaluer. Dans le Sud, les terroristes du Sahel profiteraient de ce regain de violence pour consolider leurs positions en Libye et s’implanter à nouveau sur les côtes algériennes. Aqmi tiendrait finalement sa revanche contre Alger…

Bien sûr, il s’agit d’un scénario particulièrement sombre et pessimiste. Néanmoins, il doit inciter à la réflexion et à la modération. Car depuis plus d’un an, le discours et l’attitude du gouvernement libyen à l’encontre d’Alger contiennent tous les ingrédients nécessaires à l’émergence d’un affrontement de ce type.

Cette guerre a ouvert la boîte de pandore, mais Bernard-Henri Lévy ne regrette rien. Pourtant, quelques mois après la révolution, cet événement fondateur n’arrive déjà plus à rassembler la nation derrière lui. Le pays se délite. Malgré l’enthousiasme de façade, les drapeaux fièrement brandis par les jeunes combattants, les Jeeps taguées aux couleurs de la Libye « libre », les graffitis sur les murs et les élans patriotiques trop hystériques pour être sincères, la réalité commence à apparaître de manière criante : plus encore qu’un échec, cette guerre est un non-événement. Un hymne à l’ego de nos propres responsables politiques et de leurs conseillers. Car, pour les Libyens, désormais seuls face à leurs problèmes, tout est à recommencer. Mais cette fois, il ne s’agit plus seulement d’abattre un dictateur qui personnifiait tous les maux. Il faut maintenant détruire une hydre à mille têtes, violente et insaisissable, sans faire voler en éclat ce qui reste de cohésion nationale. Cette tâche infiniment complexe et dangereuse, bien plus délicate que la révolution précédente, c’est le véritable legs de notre intervention : un défi presque insurmontable, dont nous paierons également le prix fort au cours des années à venir. Une conséquence parmi d’autres,

lorsqu’on décide de faire la guerre, sans l’aimer peut-être, mais à coup sûr sans la comprendre.

Notes

71. « Battle between rival Libyan militias kill at least 22 », *The New York Times* (source Associated Press) 3 avril 2012.

72. Rami al-Shaheibi, « Libya : rival militias battle in Tripoli », *Huffington Post* (US), 1er février 2012.

73. Lord Green, ministre du Commerce britannique, à la conférence « Rebuilding Libya : Opportunities for British Business », Park Lane Hotel, Londres, décembre 2011.

74. Jeremy Keenan, « Algeria’s “One Eyed” American General », Al-Jazeera, 26 juin 2011.

75. « Moustapha Abdeljalil menace l’Algérie de rompre toutes relations diplomatiques », *Algérie Focus*, 27 février 2012.

76. Mat Steinglass et Borzou Daragahi, « Libya Fails to Explain Detention of ICC Staff », *Financial Times*, 11 juin 2012.

ÉPILOGUE

Sur la route d'In Amenas

Au mois de février 2013, je repars en Libye peu après les événements d'In Amenas, à la frontière avec l'Algérie, où un commando a attaqué un gigantesque site gazier[77]. Il faut faire vite : les « traces » d'al-Qaïda sont encore fraîches, mais chaque jour qui passe va rendre les témoignages plus flous, les versions plus contradictoires et la réalité même de leur passage plus évanescente…

Selon les sources les plus crédibles, les assaillants venaient de Libye. Pourtant, personne ne tente d'en savoir davantage. Aucune enquête ne sera diligentée pour retracer leur itinéraire ou découvrir leurs complicités. J'espère de mon côté en apprendre davantage sur le terrain. En arrivant à Tripoli, je m'installe dans un hôtel modeste, proche de la médina, et retrouve rapidement mes marques au cœur de cette ville que le temps m'a appris à aimer. Dans la capitale, l'amertume a succédé à l'euphorie de la victoire. Après deux ans de chaos, personne ne trouve de mots assez durs à l'égard du gouvernement. Les griefs sont multiples et parfois contradictoires : certains reprochent au Premier ministre de ne pas employer la méthode forte pour se débarrasser des brigades, tandis que d'autres réclament plus d'argent pour les anciens révolutionnaires ! L'instauration d'une nouvelle Constitution ne progresse pas d'un pouce, mais la corruption se banalise. Rien qu'à Tripoli, on dénombre toujours plus d'une dizaine de brigades qui se partagent méthodiquement la ville. Les assassinats et les kidnappings se multiplient, sur fond de fanatisme et d'intolérance religieuse. Il y a quelques jours, des dizaines de chrétiens, accusés de faire circuler des bibles à Benghazi, ont été détenus et torturés pendant des semaines, au point que l'un d'entre eux en mourra. Le « Bloc du sang des martyrs », un nouveau groupe de soixante députés formé en janvier 2013, prône lui aussi un retour aux principes fondamentaux de la charia. Il vient

renforcer le parti Hezb el-Watan d'Abdelhakim Belhaj, proche du Qatar, ou encore le Parti Justice et Construction des Frères musulmans. Sans parler des salafistes qui considèrent la démocratie comme un péché et ne participent même pas aux scrutins ! Face aux islamistes, la petite minorité libérale continue de rétrécir comme peau de chagrin…

Dès mon arrivée, je tente de joindre Abdelhakim al- Hassadi pour lui demander une introduction ou un contact chez les Touaregs. Les islamistes d'Oubari entretiennent des liens directs avec Aqmi, dont une des spécialités demeure la prise d'otages et le kidnapping d'étrangers : impossible de se rendre sur place sans de solides recommandations. Malheureusement, Abdelhakim semble injoignable. Un ami commun me laisse entendre qu'il se trouverait en Syrie : information invérifiable qui, de toute façon, ne m'avance guère. Je dois trouver un autre canal pour partir au plus vite vers le sud. Abdelhakim Belhaj dispose certainement des renseignements que je cherche. Mais cet homme, d'une prudence qui confine à la paranoïa, ne prendra pas le risque de dévoiler ses liens, même indirects, avec les jihadistes du Sahel. Après avoir été enlevé par la CIA et le MI6, torturé puis enfermé des années dans les prisons de Kadhafi, je peux le comprendre…

Aux alentours de minuit, je retrouve Mahmoud dans un parc du centre ville. Sa silhouette massive est reconnaissable entre mille. Vautré sur une chaise et emmitouflé dans une djellaba, sous la lumière blafarde d'un lampadaire, il agite la main avec un sourire et se lève pour venir m'embrasser :

– Mon ami, tu es revenu ! Bienvenue ! *Mahaba !* Et quel bon vent t'amène en Libye, cette fois ?

– Je dois me rendre dans le Sud. Chez les Touaregs.

Il rigole avant de lever les yeux au ciel, comme pour avouer son impuissance à m'éviter les ennuis :

– Pour quoi faire ?

– Je cherche à en apprendre davantage sur l'attaque d'In Amenas. On dit que le commando venait de Libye : d'une région entièrement contrôlée par les Touaregs… Ils connaissent certainement les détails de cette affaire.

– Les « détails de cette affaire » ? Ça oui, ils les connaissent ! Les Touaregs savent tout ce qui se passe chez eux. Mais je ne vois pas pourquoi ils te raconteraient ce genre de choses. Ce sont des types secrets et

particulièrement versatiles. Si tu veux mon avis, tu ne devrais pas leur faire confiance.

– Vous dites la même chose des Toubous. Et les Arabes se déchirent entre eux, d'une tribu à l'autre…

– Les Toubous ne méritent pas ce qui leur arrive, je suis d'accord avec toi. Quant aux règlements de comptes entre tribus, ils n'apportent que du malheur. Mais les Touaregs… Méfie-toi d'eux, mon ami ! Ils risquent de te livrer aux hommes d'Aqmi contre une poignée de dollars. Ces types ne s'intéressent qu'à l'argent.

– Je ferai attention. À ce propos, sais-tu comment je pourrais contacter Abdelhakim ? Je voudrais lui demander de passer quelques coups de fil à Oubari…

– Hassadi ? Aucune nouvelle depuis des semaines. Mais, de toute façon, je ne pense pas qu'il t'aidera.

– Pourquoi ?

Mahmoud prend une grande inspiration avant de me répondre avec une grimace, comme si chacune de ses paroles lui arrachait une souffrance :

– Beaucoup de Libyens sont impliqués dans ce qui se passe au Sahel, surtout les vétérans du jihad comme Hassadi. Voilà pourquoi ils ne te parleront pas.

Des tirs retentissent au loin. Impossible de savoir s'il s'agit d'un mariage, d'un anniversaire ou d'un début de bataille rangée… Mahmoud s'étire longuement, puis croise ses mains derrières la nuque en fixant l'obscurité.

– Ton nouveau président joue avec le feu, mon ami. Il fait un pas de plus dans la guerre contre l'islam. Des hommes veulent instaurer la charia en Afrique, et la France intervient pour les massacrer. Tout cela risque de très mal finir…

– Pourquoi le gouvernement libyen ne reprend-il pas le contrôle de cette zone ?

– Sur quelle armée pourrait-il bien s'appuyer ? Les Nawasis ? Les hommes de Dera Libya, ou encore ceux du Supreme Security Council ? Ce sont tous des islamistes ! Si le Premier ministre décidait de s'attaquer aux jihadistes d'Oubari, ses propres alliés se retourneraient contre lui.

Je fais l’inventaire des solutions qui s’offrent à moi. Contacter les Touaregs que je connais en Libye ou au Niger, pour tenter de me faire accepter dans ce petit monde extrêmement fermé ? Vu le peu de temps dont je dispose, cela me semble presque impossible. Et surtout très dangereux. Dans cette région où le jihad et le crime règnent en maîtres, chaque décision devient vite une question de vie ou de mort.

– De toute façon, tu ne pourras pas entrer. Depuis le mois de novembre, le gouvernement a transformé toute la région en zone militaire, interdite aux étrangers.

– Une « zone militaire », alors que Tripoli ne dispose pas du moindre soldat dans la région ? C’est ridicule.

– Oui, mais ils peuvent ainsi dissimuler aux yeux du monde ce qui se passe ! Dorénavant, il est impossible d’aller au-delà de Sebha sans une autorisation spéciale. Et cette autorisation, ils ne te la donneront jamais…

Assis à côté de Mahmoud dans la nuit froide de l’hiver, je ferme les yeux un instant avec un sourire de satisfaction. Paradoxalement, cet obstacle supplémentaire vient de me fournir la clé du problème. Seuls les Toubous peuvent circuler dans le désert sans se préoccuper des autorisations et de la paperasse administrative. Ils contrôlent les routes et, s’ils ne les contrôlent pas, ils passent par les dunes ! Ce sont également les seuls en qui j’ai confiance pour voyager à travers la région, jusqu’aux confins de la zone touarègue. Et je sais qu’ils m’aideront.

Ce peuple forme une communauté extrêmement soudée dans laquelle peu d’étrangers parviennent à s’introduire. Néanmoins, il me semble avoir gagné leur confiance autant qu’ils ont gagné la mienne. Je décide de les contacter dès le lendemain matin. Mon plan ? Arriver sans faire de vagues à Sebha, entrer discrètement dans l’immense territoire des Toubous, sous les écrans radar de Tripoli, puis réapparaître des centaines de kilomètres plus loin, à Oubari ou à Ghat, « armé » de tous les contacts que mes amis m’auront aidé à obtenir…

Le type le plus dangereux du Sahara

Le lendemain, un 4x4 appartenant au groupe de Douna m'attend à l'aéroport de Sebha. Mon ami se trouve malheureusement à des centaines de kilomètres, en plein désert, mais il s'est arrangé pour qu'un de ses hommes me conduise jusqu'à Murzuq. Sa brigade 17-2 Gatrun contrôle justement toutes les routes qui mènent vers le Sud. Avec l'interdiction de voyage qui frappe les étrangers dans cette région, personne ne pourra me faire quitter plus facilement la ville.

Le chauffeur est un grand Toubou à l'allure débonnaire, âgé d'une bonne trentaine d'années. Avant de monter en voiture, il me prend dans ses bras comme si on se connaissait depuis toujours. Mon nouvel ami semble plutôt bavard et sympathique. J'en profite pour tenter d'en apprendre davantage sur la situation actuelle. La réponse tombe avec une brutalité surprenante :

– De pire en pire ! On ne veut plus entendre parler des Arabes !

Juste après l'aéroport, nous passons un check-point tenu par la tribu des Ouled Slimane. Deux soldats barbus aux cheveux hirsutes m'observent tandis que nous ralentissons pour franchir les dos-d'âne. Mais, contre toute attente, ils ne posent aucune question et n'arrêtent même pas le véhicule. Le chauffeur poursuit :

– À partir d'ici, vous pouvez rouler tout doit jusqu'au Niger, à plus de cinq cents kilomètres d'ici, ou jusqu'à l'Algérie, à sept cents kilomètres… Vous pouvez même faire mille cinq cents kilomètres de dunes jusqu'à l'Égypte… Vous ne croiserez plus une seule brigade arabe à l'horizon ! Maintenant, nous ne les laissons plus entrer !

– Pourquoi ?

L'homme rit en allumant une cigarette :

– Parce que rien ne change ! Avant, nous vivions sous le joug d'un seul dictateur. Aujourd'hui, des Kadhafi, il en existe des centaines à travers ce pays. Ils poussent comme des champignons ! Dans chaque région, dans chaque ville, dans chaque quartier… Aussi cruels et avides de pouvoir que le précédent ! Mais tandis que les Arabes se déchirent à Tripoli ou à Benghazi, nous reprenons le contrôle de nos terres. Nous sommes désormais les seuls maîtres du Sud. Et si nos ennemis veulent la guerre, nous les attendons de pied ferme…

Tandis que la voiture file à travers le désert de pierres et de rochers, je réfléchis à la suite de mon voyage. Les Toubous évitent soigneusement

toute compromission idéologique avec al-Qaïda. Mais, en revanche, ils contrôlent une grande partie de la contrebande dans l'est du Sahara : un secteur d'activités au sein duquel les brigades d'Aqmi sont également très actives. Les premiers pourront certainement m'aider à obtenir des renseignements sur les seconds. Et je sais exactement à qui m'adresser.

L'homme auquel je pense s'appelle Mohamed. Il ne s'agit pas d'un trafiquant au sens propre du terme. Depuis la révolution et l'explosion de la contrebande, lui et sa cinquantaine de compagnons attaquent les convois qui franchissent la frontière du Niger, entre la passe de Salvador et l'oasis de Tijari. Ils frappent fort et vite, sur un terrain dont ils connaissent chaque kilomètre carré, en ne laissant derrière eux que des cadavres et des véhicules incendiés. Ces Toubous, considérés comme des parias au sein de leur propre communauté, m'avaient expliqué quelques mois plus tôt qu'ils attaquaient tous les convois. Tous, sauf ceux de Mokhtar Belmokhtar, qu'ils considèrent comme « le type le plus dangereux du Sahara »…

Contacter Mohamed peut prendre des semaines. Ce bandit de grand chemin se déplace constamment dans le désert, à la recherche d'une nouvelle proie. Heureusement, je connais l'un de ses cousins établi à Murzuq, qui possède plusieurs numéros pour joindre le groupe lors de ses « escales » dans les oasis de la région. Il se nomme Hassan et je décide de le rencontrer dès mon arrivée en ville.

Une demi-heure plus tard, le chauffeur me dépose devant une maison dont la construction semble inachevée, même si des cris d'enfants et des bruits de vaisselle retentissent à l'intérieur. Dans la rue, la présence d'un Occidental ne passe pas inaperçue. Les badauds m'observent longuement, sans agressivité mais avec une curiosité soutenue. Hassan m'accueille chaleureusement. C'est un homme de petite taille, au visage fin et aux yeux rieurs, vêtu d'une longue djellaba grise et d'un chèche couleur camouflage. Il m'entraîne à l'intérieur d'un vaste salon réservé aux invités, tandis que les jeunes filles présentes dans la cour tirent pudiquement leur foulard pour se masquer le visage, plus par coquetterie que par devoir. L'existence des Toubous se fonde sur le respect d'une culture ancestrale où l'islam soufi se mélange aux traditions africaines. La modération est au cœur de leur mode de vie…

– En quoi puis-je t’aider ? demande Hassan après les salutations d’usage.

– Je voudrais voir Mohamed, ton cousin.

Soupir. Je pense qu’il s’en doutait, mais la confirmation de ma requête ne l’enthousiasme guère.

– Difficile de le joindre : il se trouve au Niger… déclare-t-il avec une légère grimace. Pour le rencontrer, tu devras louer une voiture et trouver quelqu’un d’assez brave pour t’emmener : aucun de tes amis n’acceptera de te conduire jusqu’à son campement. Mohamed ne fait plus vraiment partie des nôtres. C’est un bandit. Et d’ailleurs… Pourquoi veux-tu lui parler ?

– Je rassemble des informations sur l’attentat d’In Amenas et sur Mokhtar Belmokhtar. Ton cousin m’avait expliqué qu’il existait un accord tacite entre leurs deux groupes. Un pacte de non-agression…

– Les Toubous ne s’intéressent pas au jihad ou à l’islam des fanatiques. Malgré tous ces crimes, Mohamed n’échappe pas à cette règle.

– Je sais. Mais ton cousin connaît les contrebandiers d’Aqmi qui opèrent dans la région. J’aimerais seulement obtenir des informations à leur sujet.

– Il ne te dira pas un mot sans contrepartie. Qu’aurait-il à y gagner ?

– Rien. Mais nous nous connaissons bien et je lui ai rendu quelques services dans le passé. Il s’en souviendra. Essaie de le contacter et demande-lui de me rappeler. Je veux seulement en apprendre davantage sur l’opération d’In Amenas et sur le trajet du commando. Il ne prend aucun risque s’il accepte…

– Va directement chez les Touaregs ! Tout se décide là-bas.

– Je ne leur fais pas confiance. Je veux d’abord prendre des contacts pour savoir dans quoi je m’engage…

Hassan réfléchit quelques instants. Même s’il semble un peu contrarié, son regard demeure toujours aussi chaleureux et pétillant. Il se caresse le menton et hausse les épaules avant de répondre :

– Je crois que mon cousin s’arrêtera à Dirkou dans la soirée. Je dispose d’un numéro de téléphone pour le joindre là-bas. Je te tiens au courant…

Dirkou : une petite ville touboue au nord du Niger, coincée entre le Tchad et la Libye, dans une des régions les moins sécurisées du Sahel. Bref, une planque parfaite pour les hommes que je recherche… Je prends rapidement congé de mon ami en espérant avoir de ses nouvelles au plus vite, et je lui

demande de me déposer à quelques centaines de mètres, chez un commerçant très bien informé que je rencontre lors de tous mes déplacements dans le Sud. Abdellah Allaki est un type massif et blagueur, à l'esprit vif et à l'intelligence redoutable. Son visage très noir se termine par une petite barbe blanche taillée en pointe, qui s'anime au rythme de ses questions et de ses éclats de rires. Son frère Ramadan, leader d'une des plus puissantes brigades de la région, se trouve également dans la pièce, accompagné par deux hommes que je ne connais pas. La télévision fonctionne à plein volume au fond du salon, mais le vacarme ne semble déranger personne. Nous nous asseyons tandis qu'un jeune garçon apporte des verres et du jus de mangue : une boisson sirupeuse qui semble très en vogue dans la région. J'écarte très discrètement le verre qu'on dépose à mes pieds tandis qu'Abdellah le désigne du doigt :

– Bois, tu vas te régaler ! J'en achète un container par mois à Tripoli. Ça devient la boisson préférée des Toubous.

– Je croyais que c'était le thé ?

Il rigole avec sa bonne humeur et sa jovialité habituelles :

– Il faut savoir s'adapter à son époque, mon ami !

– À ce que je vois, les affaires marchent ?

– Grâce à Dieu ! Désormais, nous menons notre existence à l'écart du reste de la Libye. Nous assurons nous-mêmes notre sécurité, et notre survie économique… Sans aucun subside de Tripoli ! Ainsi, ils ne disposent plus du moindre levier sur nous.

– Et vos relations avec les Arabes ? Elles s'améliorent ?

Ma question lui semble si drôle qu'il prend la peine de la traduire en toubou à l'attention des autres personnes présentes. Les rires et les commentaires fusent immédiatement :

– Nos relations, comme tu dis, deviennent chaque jour plus exécrables ! déclare le colonel Ramadan en accompagnant sa phrase d'un geste sec. Mais peu importe ! La côte s'enflamme tandis que la région des Toubous se stabilise. Aucun combat, aucune lutte de clan… Nous avons réussi notre révolution. Pas eux !

– Et les Touaregs ? Ils ont réussi leur révolution ?

Silence. Il hausse les épaules en prenant une longue inspiration, avant de répondre d'une voix grave :

– Al-Qaïda gangrène leur territoire comme un mal incurable. Il paraît que tu veux aller sur place, alors tu t'en rendras compte par toi-même.

– Tu connais des gens qui pourraient m'accueillir et me renseigner ?

– T'accueillir, oui. Te renseigner… Je ne sais pas. Les Toubous ne représentent qu'une petite minorité dans cette ville. Les Touaregs ne partagent aucune information avec nous.

– Quel genre de relations entretiennent les deux communautés ?

– Ils ne se mêlent pas de nos affaires et nous ne nous mêlons pas des leurs.

– Connais-tu certains commandants appartenant à Ansar Dine ou à d'autres groupes jihadistes ?

– Tu commets la même erreur que tous les Occidentaux : vous associez les Touaregs d'Iyad ag Ghali à al-Qaïda, et ceux du MNLA à je ne sais quel mouvement indépendantiste. En réalité, ils ne se préoccupent tous que d'une seule et même chose : le trafic ! Ces mouvements utilisent des « béquilles » pour justifier leur existence et recruter des hommes : le MNLA brandit la carte du nationalisme, tandis qu'Ansar Dine parle d'islam et de salafisme. Mais, au final, les Touaregs ne font ça que pour l'argent !

Il allume un petit cigare et repose son briquet sur la table en verre, au centre du salon, à côté de son Colt 45.

– Nous possédons une brigade à Oubari. La katiba al-Toubaoui. Une sorte de poste avancé dans le royaume touareg. Ses responsables disposent d'une marge de manœuvre très faible, mais ils n'en demeurent pas moins très bien informés sur les groupes islamistes. Je vais m'arranger pour que tu te rendes sur place…

Oubari

Je quitte Murzuq dès le lendemain pour Oubari. Une partie du trajet se fait par la route, tandis qu'une bonne centaine de kilomètres s'effectuent dans le désert, sur une portion de terrain particulièrement rocailleuse qui rend le voyage très inconfortable. Lorsque nous rejoignons finalement la

route principale, l'homme qui m'accompagne gare la voiture sur le bas-côté et soulève le siège arrière. Il sort une kalachnikov à crosse repliable du compartiment à bagages, et la place le long de sa portière. Hassan est un homme fluet et angoissé qui n'apprécie pas la tâche qu'on vient de lui confier. Membre de la brigade al-Toubaoui d'Oubari, il fume avec une voracité presque pathologique en me décrivant ses faits d'armes et en roulant très vite. Il me parle notamment des deux hommes qu'il a tué « la semaine dernière » avec une verve qui ôte pas mal de crédibilité à son récit. Je sais reconnaître un guerrier quand j'en vois un, et cet homme me fait davantage penser à un gratte-papier qu'à un soldat d'élite…

– Mieux vaut prendre nos précautions, déclare-t-il en vérifiant le chargeur de son arme. Avec un Occidental dans la voiture, on risque de s'attirer beaucoup de problèmes.

– Avec qui ?

– Les Touaregs, les Algériens… Tous ceux qui débarquent du Mali pour coloniser cette région !

Il me faut un certain temps pour comprendre ce que les « Algériens » viennent faire dans l'histoire. Je comprends alors qu'il s'agit d'un terme générique pour désigner les gens d'Aqmi, souvent originaires de ce pays.

– Et ces Algériens, ils circulent librement à Oubari ?

– Bien sûr. Ils servent de relais entre les brigades du Nord et les groupes armés du Sahel.

– Vous les connaissez ?

– Pas plus que ça. Mais je vous conduis directement chez quelqu'un qui en sait davantage.

– Ce soir ?

– Oui. Je ne tiens pas à ce que vous restiez plus longtemps que nécessaire. Ne le prenez pas mal, mais… En l'espace de six mois, cette ville est devenue une véritable poudrière. Si certaines personnes apprennent qu'un Toubou accompagne un étranger pour poser des questions sur les mouvements terroristes, on se fera descendre tous les deux. Et ça ne s'arrêtera pas là : Ramadan prend un gros risque en vous envoyant jusqu'ici. Vous cherchez des informations compromettantes pour les Touaregs. Et ce, avec notre appui ! Il y a là de quoi déclencher une guerre

entre les deux communautés. Les Arabes de Tripoli ne demanderaient pas mieux pour affaiblir le Sud. Et les hommes d'al-Qaïda y verraient une opportunité supplémentaire pour consolider leur présence en Libye. On marche en terrain miné. Gardez bien ça à l'esprit quand vous poserez vos questions…

Il me fixe d'un regard grave et oublie longuement de regarder sa route, jusqu'à ce que j'acquiesce en ajoutant :

– Qui est l'homme que nous allons rencontrer ?

Mon compagnon fume presque sans discontinuer depuis notre départ. Il inhale précipitamment une nouvelle bouffée de tabac avant de me répondre, visiblement à cran :

– Le responsable du renseignement à Oubari.

– Vous voulez dire… nommé par Tripoli ?

– En théorie, oui. Mais ne vous en faites pas : il s'agit d'un Toubou. Un responsable local très influent, sollicité par le gouvernement pour accepter ce poste. Vous pouvez y aller en toute confiance.

La nuit est tombée depuis longtemps lorsque nous pénétrons à l'intérieur d'Oubari, une grosse bourgade triste et délabrée, encerclée de montagnes et de dunes. Dans les rues mal éclairées du centre, j'aperçois une foule d'hommes vêtus de djellabas ou d'uniformes dépareillés qui errent entre les magasins et les petits restaurants. J'aimerais m'arrêter pour manger un morceau, mais Hassan hoche négativement la tête.

– Un Occidental vaut cher, par ici. Et nous ne sommes pas très bien armés : inutile de s'afficher en pleine rue, parmi des hommes qui appartiennent sûrement à Aqmi ou à Ansar Dine. Les Toubous ne pourraient même pas vous aider en cas de problème.

– Qui fait la loi, ici ?

– Le groupe Ténéré. Une brigade touarègue située à la sortie de la ville, sur la route de Ghat.

– Des islamistes ?

– Plutôt des trafiquants qui s'acoquinent avec les islamistes pour accroître leurs profits.

Mon téléphone sonne et je reconnais l'indicatif 8816 des Irridium, ces téléphones satellites couramment utilisés dans le désert :

– Samuel ? Mon cousin vient de m’expliquer ce que tu cherches. Tu te diriges vers Oubari ?

– Je viens d’arriver sur place.

– Passe-moi celui qui t’accompagne, s’il s’agit d’un Toubou.

Mohamed va toujours droit au but. Le chauffeur allume une nouvelle cigarette en coinçant le téléphone contre son épaule. Il ponctue la conversation de petits claquements secs de la langue, à intervalles réguliers, qui signifient « OK » en langage toubou. Il s’arrête et fait demi-tour dans un concert de klaxons avant de me repasser l’appareil. Mohamed conclut d’une voix rapide :

– Je viens d’indiquer un nom et une adresse à celui qui t’accompagne. Cette personne pourra te renseigner. Mais ne quitte pas les Toubous d’un pouce : si tu t’aventures chez les Touaregs avec ce genre de questions, tu ne reviendras pas !

– Compris.

– Je quitte Dirkou dans quelques heures. Tu ne pourras plus me joindre avant une semaine. Peut-être plus. Bon courage et, surtout, ne t’éternise pas à Oubari…

Quelques minutes plus tard, notre voiture ralentit et s’engage sur la droite, au beau milieu d’un terrain vague perdu dans l’obscurité. Nous parcourons une centaine de mètres dans le sable jusqu’à une villa isolée. À l’entrée, un homme d’une soixantaine d’années semble nous attendre. Salutations rapides sur le seuil, presque à voix basse. Mince, de grande taille, il me fixe d’un regard inquisiteur, à l’affût d’une faiblesse ou d’un indice qui lui permettrait d’en apprendre davantage sur cette visite inattendue. Il porte un vieux pistolet soviétique type Tokarev dans son holster, et m’invite à entrer d’un geste plus pressé que courtois. À ma grande surprise, il demande au chauffeur de bien vouloir rester dehors.

– Par ici, par ici ! ajoute-t-il d’une voix nerveuse en désignant le salon.

Il s’assied près d’un plateau contenant du thé et des gâteaux, puis m’invite à le rejoindre tout en remplissant nos verres :

– Mohamed souhaite que je vous fournisse des renseignements, déclare-t-il en écourtant les préambules. Alors en quoi puis-je vous aider ? Posez-moi des questions précises, et évitons de perdre du temps.

L’inconnu allume une cigarette et se rapproche du poêle électrique, qui fonctionne à plein régime, pour profiter de la chaleur :

– Qui contrôle les réseaux islamistes à Oubari ?

– Cheikh Ahmed. Un Touareg du Mali. Le fondateur de la brigade 315, créée il y a environ six mois.

Soit un an et demi après la révolution !

– À quoi sert cette brigade ?

– Il s’agit d’un camp de transit. Les armes arrivent du Nord et sont entreposées à la 315 jusqu’au départ du prochain convoi. Les hommes de Cheikh Ahmed traversent l’Algérie, puis pénètrent au Mali par l’Adrar des Ifoghas… Leurs camions reviennent ensuite jusqu’ici, chargés de drogue ou d’autres produits de contrebande. Ce procédé fonctionne également pour le transport des jihadistes.

– Cheikh Ahmed appartient-il à al-Qaïda ?

– Oui. En privé, il se vante d’entretenir de très bonnes relations avec Mokhtar Belmokhtar. Il appartiendrait à la même tribu que l’une de ses épouses.

– De combien d’hommes dispose cette brigade ?

– Environ quatre cents, disséminés entre le Mali, l’Algérie, le Niger et la Libye. La plupart sont des passeurs. Les autres protègent les convois.

– On dit pourtant que les Touaregs ne s’intéressent pas au jihad.

– Exact ! En règle générale, les Touaregs se contentent de collaborer avec le plus offrant. Mais Cheikh Ahmed est l’exception qui confirme la règle. Sa vie entière s’articule autour de l’islam. Il considère la Guerre Sainte comme un devoir et le salafisme comme la seule posture acceptable pour un croyant. Il dirige même une madrasa à Oubari. Une école coranique ! Je vous laisse imaginer ce que lui et ses hommes enseignent aux enfants de la ville…

– Et malgré l’invasion française, sa brigade continue d’envoyer des armes au Mali ?

– Oui. Mais les islamistes savent qu’ils vont perdre cette guerre. Ils veulent créer une nouvelle base de repli pour les combattants de la région. Un nouveau sanctuaire.

– En Libye ?

– Exactement ! La région touarègue se métamorphose à toute vitesse. Les campements se multiplient. Si vous passez à côté, vous pourriez même ne pas les remarquer ! Certains ressemblent à ces ranchs improvisés, encerclés de bois morts, que les bergers utilisent pour regrouper leurs chameaux avant de les conduire au marché. D'autres se trouvent tellement loin des pistes, si profondément enfouis dans les montagnes, qu'ils demeurent impossibles à localiser sans une couverture satellite complète. Ces structures possèdent toutes les mêmes caractéristiques : petites, très mobiles, armées jusqu'aux dents, étroitement surveillées par des sentinelles qui connaissent parfaitement le désert, et surtout faciles à déplacer. Elles se forment et se défont d'un jour à l'autre. Une dizaine de 4x4 se retrouvent à l'ombre d'un rocher. Les hommes passent plusieurs jours à planifier leurs futures opérations ou à échanger du matériel, puis se dispersent aux quatre vents, sur des pistes qu'ils sont seuls à connaître. Comment faire la différence avec des marchands ou même de simples contrebandiers ?

Il marque une pause pour écraser sa cigarette avant de poursuivre :

– Mais il existe un autre problème, bien plus grave : depuis quelques mois, les Touaregs vendent à prix d'or la localisation de certains bunkers de la région : des abris souterrains qui courent sur des kilomètres et abritent aujourd'hui encore de grandes quantités d'armes. N'oubliez pas que Kadhafi faisait confiance à ces hommes. Une bonne partie de son arsenal se trouve toujours ici, sous les sables du désert qui nous entoure…

– Vous dites que les Touaregs révèlent l'emplacement de ces bunkers moyennant finance ? Qui paie ? Les groupes islamistes du Sahel ?

– Avant, les plus riches participaient. Mais l'intervention française a porté un coup très rude au trafic de drogue et à la contrebande de cigarettes. Le flot d'argent se tarit très rapidement et les Touaregs demandent des primes de plus en plus astronomiques pour ce genre d'informations.

– Alors qui paie ?

– Le Qatar est très actif au côté de ces organisations. Même s'il a été très déçu par l'expérience du Nord-Mali…

– Pour quelles raisons ?

– À cause de l'impréparation des groupes islamistes et du chaos qui a suivi l'éviction du MNLA… Les rivalités intestines du Mujao, d'Ansar Dine et d'Aqmi, avec le départ de Mokhtar Belmokhtar et la création de son

groupe dissident, les « Signataires par le sang »… Tout cela a donné une impression de confusion et de désordre qui a rapidement miné l'enthousiasme des Qataris. Un peu comme si votre PSG perdait tous ses matchs ! plaisante-t-il en regardant l'heure avec un soupçon de nervosité.

– Alors, pourquoi renouveler l'expérience ? La Libye ne présente plus guère de garanties.

– Détrompez-vous ! Ici, le Qatar se retrouve en terrain connu ! Pratiquement tous les hommes politiques du pays entretiennent des liens privilégiés avec l'émir et son entourage. Même chose pour les brigades, depuis la guerre contre Kadhafi. Aujourd'hui, Doha utilise son influence pour garantir la tranquillité des jihadistes à l'intérieur de la Libye.

– Chez les Touaregs ?

– Oui. En réalité, les Touaregs se font berner dans les grandes largeurs. Ils reçoivent des valises de dollars pour fermer les yeux sur ce qui se passe dans leur propre désert. D'où vient l'argent ? Drogue ? Cigarette ? Rançons ? Généreuses « contributions » du Qatar ou d'un prince saoudien encore plus radical que les autres ? À vrai dire, ils s'en moquent ! Mais ils ne comprennent pas que l'argent ne revêt plus la moindre importance : 10 millions, 20 millions… Cela ne représente rien pour le premier exportateur de gaz de la planète ! Pourtant, avec ces liasses de dollars, on peut faire beaucoup de choses par ici. Et les changements se ressentent déjà.

– De quelle façon ?

– Bientôt, les Touaregs perdront le contrôle de leur propre région ! À quelques dizaines de kilomètres d'ici, certains camps sont exclusivement composés de combattants arabes. Ils prônent une idéologie directement inspirée du wahhabisme saoudien et qatari. Ces groupes islamistes recrutent des volontaires parmi la population locale, notamment chez les Fezaznas, les descendants d'esclaves noirs installés ici depuis des siècles. Et ça marche ! Les jihadistes gagnent du terrain. Ils disposent de fonds illimités pour parvenir à leurs fins…

– Combien y a-t-il de camps ?

– Impossible à dire. Mais j'en connais une bonne dizaine jusqu'à la ville d'Aïwinate. Ensuite, il en existe probablement beaucoup d'autres sur la route de Ghat et le long de la frontière algérienne, depuis la passe de

Salvador jusqu'aux environs de Ghadames. Mais aucun Toubou ne s'aventure là-bas.

– Pourquoi ?

– Il y a plus d'un siècle, une terrible guerre a opposé les deux communautés. Au terme de celle-ci, nos rois se sont partagé le Sahara : tout ce qui se trouve à l'ouest de la ligne Ghadames-Oubari-Agades appartient aux Touaregs. Tout ce qui se trouve à l'est revient aux Toubous. Une sorte de « Yalta du désert ». Depuis, personne ne revient sur cet accord.

– Aucun Toubou n'habite donc à l'ouest d'Oubari ?

– Il y en a bien quelques-uns. Mais ils vivent là comme des invités. Sans droit ni légitimité. Si vous m'offrez l'hospitalité, je pourrai utiliser votre chambre d'ami, manger à votre table, me promener dans votre jardin, mais rien de tout cela ne m'appartiendra. Il en va de même pour ces familles très isolées. Cependant, ils représentent une précieuse source d'informations sur ce territoire auquel je n'ai pas vraiment accès.

La sonnerie du téléphone interrompt notre conversation. J'en profite pour jeter un bref coup d'œil en direction du couloir où tout semble désert et silencieux. Personne n'habite dans cette maison…

– Les Touaregs vous cherchent, déclare mon interlocuteur en reposant son portable. Ils tentent de vous localiser. J'ignore encore s'ils veulent vous surveiller ou vous arrêter. Mais, en tout cas, ils savent que vous êtes là.

– Pourquoi voudraient-ils m'arrêter ?

– Parce que vous vous trouvez en plein milieu d'une « zone militaire ». Officiellement, il faut une autorisation spéciale du ministère de la Défense pour venir jusqu'ici. Et vous ne l'avez pas. Par ailleurs, si j'ai bien compris, vous n'êtes pas non plus journaliste. Donc, pas de carte de presse… S'ils veulent jouer à ce petit jeu, ils vous accuseront d'espionnage et vous resterez ici des semaines avant de revoir Tripoli.

Il m'observe longuement avant d'ajouter :

– Ils savent que vous cherchez des informations sur al-Qaïda et sur In Amenas. Vous devriez quitter la ville.

Nouveau silence. À voir sa mine grave et tendue, mon interlocuteur ne prend pas cette menace à la légère :

– Je ne peux pas vous héberger ici. Nous nous trouvons dans un quartier mixte, facile d'accès et ouvert à tous. Des Touaregs ou des Arabes peuvent y pénétrer durant la nuit pour vous arrêter ou pour vous abattre.

– Que me conseillez-vous ?

– Installez-vous à Hai Dissa, le bidonville toubou situé à l'est d'Oubari. Pour être franc avec vous, c'est plutôt sale. Même *très sale* ! Mais au moins vous serez en sécurité : les Touaregs ne s'aventurent jamais dans le coin.

– Très bien. Mais j'aurai d'autres questions à vous poser.

– Je m'en doute…

– Vous pouvez me parler d'In Amenas ?

Il réfléchit une seconde en hochant de la tête :

– Je dois d'abord vous en dire un peu plus sur mes activités : avec quelques autres personnes établies au Niger et en Libye, je rassemble des informations qui permettent à Mohamed de se déplacer en toute sécurité, d'éviter les patrouilles et…

Il cherche ses mots, vaguement mal à l'aise. En réalité, je comprends parfaitement la nature de son « travail » : obtenir des renseignements sur les convois en partance, la nature de leur chargement et leur itinéraire, afin que Mohamed puisse dresser ses embuscades, dévaliser les camions et massacrer leurs équipages.

– Disons que nous sommes ses yeux et ses oreilles à travers la région.

Mon mystérieux interlocuteur marque une courte pause pour avaler une gorgée de thé, avant de poursuivre :

– Je vous donne ces précisions pour que vous compreniez d'où je tiens mes informations sur In Amenas : j'observe tout ce qui se passe chez les Touaregs. Voilà comment j'ai eu vent de l'opération de Mokhtar Belmokhtar, dès ses premiers préparatifs.

– Je vous écoute.

– Le 4 janvier, j'ai appris qu'un important convoi se formait au nord-ouest d'Arlit, à une centaine de kilomètres de la ville, dans une région bien connue des contrebandiers qu'on appelle Bouahaira, « le Lac ». En réalité, vous ne trouverez pas une goutte d'eau dans ce désert : il s'agit seulement d'une gigantesque étendue de sable encerclée par les montagnes, au cœur du massif de l'Aïr. Seules sa forme et sa couleur, sous la lumière de la lune,

évoquent parfois celle d'un lac. Beaucoup de caravanes utilisent cet endroit comme lieu de rendez-vous, avant d'entreprendre la traversée du Sahara. En particulier celles de Mokhtar Belmokhtar. Mais pas seulement…

– Que transportait le convoi ?

– D'après ce qu'on m'a dit, rien ! Une douzaine de véhicules tout terrain en provenance du Mali, équipés de canons SPG, de batteries ZU 23 et de mitrailleuses 14.7 mm, ont établi un campement le 4 janvier dans cette zone, sans la moindre marchandise à protéger ! Cela me semblait étrange car, d'ordinaire, personne ne s'éternise dans le coin. Je me suis dit qu'une cargaison très importante allait certainement arriver d'Afrique dans les heures ou les jours à venir. J'ai prévenu Mohamed, et nous avons décidé d'attendre…

L'homme allume une autre cigarette et tire une longue bouffée de tabac en me regardant fixement, visiblement satisfait de l'impatience qu'il devine au fond de mon regard. Après quelques secondes de silence, il reprend son explication en égrenant ses mots avec une lenteur calculée :

– Le lendemain, un proche d'Iyad ag Ghali m'informait qu'une centaine de kilogrammes de Semtex stockés dans la région des Ifoghas faisaient route vers Arlit en passant par Kidal. La marchandise avait été achetée par un proche de Mokhtar Belmokhtar, Tahar ben Cheneb, le fondateur du Mouvement islamique du Sud : un groupuscule salafiste qui opérait dans la région d'Ouarga jusqu'en 2007, avant de rejoindre la brigade du Borgne [Belmokhtar] avec l'ensemble de ses hommes.

– Vous dites qu'il a acheté du Semtex ?

– Oui, depuis près d'un an, les islamistes accumulaient autant de matériel que possible dans les montagnes du Nord-Mali. Mais, cette fois, le chargement quittait le pays pour une destination inconnue. Et puis… Que pouvaient-ils bien faire avec du Semtex ? Il ne s'agit pas d'une arme de combat ! Je savais que, dans l'Adrar des Ifoghas, al-Qaïda utilisait souvent cet explosif venu de Libye pour élargir les grottes et aménager des cavités dans la roche. Je pensais qu'ils souhaitaient peut-être installer des bases similaires dans l'Aïr, où orchestrer un attentat contre les mines d'uranium tenues par Areva, aux environs d'Arlit. D'ailleurs, en toute franchise, je ne m'intéressais pas particulièrement à ce qu'ils prévoyaient de faire.

– Vraiment ?

– Si ces hommes ne transportaient ni drogue ni cigarettes, nous ne pouvions rien voler… *A fortiori* si le convoi appartenait à Mokhtar. Ce qu'ils faisaient de leur Semtex ne nous regardait pas.

– Que s'est-il passé ensuite ?

– Le lendemain, on m'a signalé la présence d'Abou Bara al-Djazaïri à la katiba 315 : il s'agit d'un des principaux lieutenants de Mokhtar Belmokhtar. Un ancien du GSPC algérien qui se trouvait à Gao depuis le début de l'insurrection islamiste. Un fidèle parmi les fidèles, toujours aux côtés de son chef depuis la création des « Signataires par le sang », en décembre dernier.

– Que venait-il faire ?

– Aucune idée. Mais deux autres commandants très proches du Borgne se trouvaient déjà dans les parages depuis plusieurs semaines.

– En Libye ?

– Oui, plus au nord. Dans la région de Wadi Al Shaati : une zone frontalière avec l'Algérie, très instable depuis la révolution et traditionnellement acquise à Kadhafi. Un lieu de passage pour les trafiquants du Sahel qui livrent leurs cargaisons de drogue aux brigades de Zintan, avant de redescendre vers le désert chargés d'armes et de munitions…

– Et ces hommes venaient pour ça ? Pour la drogue ?

– On aurait pu le penser, en effet. Mais quelque chose ne collait pas : ces deux types me semblaient particulièrement mal assortis. Le premier, Amine Boucheneb, le chef du groupe « Harakat Abna Al Najoub », constituait un émissaire de choix pour négocier le passage de la drogue avec les chefs de la région : âgé d'environ 55 ans, ce Mauritanien, réputé d'une grande intelligence, chapeautait les trafics de la brigade depuis plusieurs années, notamment au Mali. Il jouait également un grand rôle dans les affaires de kidnapping et de prise d'otages. Mais le second, Abdellah Ould Hmeida, était un homme d'action à l'intelligence limitée. Un jeune soldat du jihad spécialisé dans les coups de force et les opérations de terrain. Pas le genre de type qu'on envoie régler une discussion d'affaires. Et puis… Leur séjour dans la région durait bien trop longtemps ! Ils se trouvaient sur place depuis des semaines ! J'entendais parler d'eux à Brak, à Quttah, à Timssen, puis à Aïwinate et de nouveau à Timssen ou à Adiri…

– Désolé, mais je ne connais pas la plupart de ces villes.

– Normal, il ne s'agit que de minuscules bourgades perdues le long d'une route qui se termine en cul-de-sac. Le Wadi Al Shaati se présente sous la forme d'une longue vallée montagneuse qui s'étend sur quatre-vingts kilomètres à l'ouest de Brak. Ensuite, lorsqu'on arrive à Adiri, les rochers cèdent la place au désert pendant des centaines de kilomètres, jusqu'à l'Algérie. Ce désert, seul les Touaregs peuvent vous le faire traverser. Et devinez ce qui se trouve en face ?

– In Amenas ?

– Exact ! Mais je ne pouvais pas encore faire le lien. Je savais seulement que, pour une raison inconnue, tout l'état-major de Mokhtar Belmokhtar se regroupait discrètement dans le sud-ouest de la Libye…

Une Jeep passe à vive allure près de la maison et mon interlocuteur marque une nouvelle pause pour s'assurer que le véhicule continue sa route. Lorsque le bruit du moteur disparaît dans la nuit, il hoche machinalement la tête avant de reprendre le cours de son récit :

– Le même jour, on m'a informé que le Semtex en provenance de Kidal venait de rejoindre le bivouac de contrebandiers formé dans l'Aïr, au Niger. Mon contact d'Arlit ignorait encore les détails de son itinéraire, mais il savait déjà que le groupe se dirigerait vers la Libye, puisqu'il était attendu à la brigade 315. Une fois sur place, Abou al-Barra devait prendre le commandement du convoi et le conduire vers une destination inconnue… Le lendemain, un groupe de Libyens appartenant à la brigade Dera Libya Benghazi, de Wissem ben Hémide, est arrivé à la 315. Leur voyage n'a duré que quelques heures et ils ont repris l'avion de l'après-midi pour Tripoli.

– Que venaient-ils faire ?

– Mystère. Mais un indicateur m'a rapporté qu'ils s'étaient longuement entretenus avec Cheikh Ahmed et Abou al-Barra dans une maison sûre appartenant à la brigade.

– À Oubari ?

– Oui. Une grande bâtisse bleu clair qui servait à je ne sais quelle administration avant la chute de Kadhafi. Je commençais à croire que Mokhtar Belmokhtar voulait installer son nouveau quartier général en Libye. Et la présence des hommes de Wissem ben Hémide, un islamiste radical fortement impliqué dans le trafic de drogue, me confortait dans cette

hypothèse. Je pensais que le Borgne voulait nouer des alliances fortes avec certains partenaires locaux, avant de prendre possession des lieux. Je me trompais. Cette rencontre entre des responsables de Dera Libya et Abou al-Bara, l'homme qui allait conduire l'assaut d'In Amenas une semaine plus tard, ne peut pas être le fruit du hasard.

– Si ces révolutionnaires connaissaient les plans de Mokhtar Belmokhtar deux semaines avant l'attaque, cela signifie qu'il existait forcément des complicités au sein du gouvernement.

– Évidemment ! À Tripoli, tout le monde connaît l'existence de ces groupes terroristes implantés chez les Touaregs. Mais sans moyens militaires et sans véritable volonté politique, impossible d'intervenir ! Alors on enterre le dossier en faisant de son mieux pour que l'Occident reste à l'écart…

– Que s'est-il passé ensuite ?

– Le lendemain matin, le convoi stationné au Niger disparaissait dans le Sahara. En route pour la Libye.

– Combien de temps dure le voyage ?

– Entre deux et trois jours jusqu'à la passe de Salvador. Ensuite, il faut encore une journée pour remonter jusqu'à Oubari. Pendant ce temps, l'équipage ne communique plus avec le reste du monde, par crainte d'être localisé. Silence radio.

Mon interlocuteur se rapproche encore davantage du poêle et de ses barres rougeoyantes. La température baisse sensiblement depuis quelques minutes.

– Le lendemain, les deux lieutenants du Borgne en mission dans le Shaati ont été repérés aux environs d'Adiri, dans les contreforts montagneux qui bordent le désert. Ils avaient formé un de ces petits camps dont je vous ai parlé : juste quelques tapis déroulés autour des 4x4 et un feu pour préparer le repas !

– Combien de personnes occupaient cette position ?

– Une quinzaine. Le Borgne venait de poser une première marque dans le désert de Libye, bien au-delà des simples routes qu'il utilisait habituellement pour acheminer sa drogue. Cette fois, des hommes

s’installaient sur place. Sans compter qu’un chargement d’armes, de véhicules et d’explosifs allait bientôt venir renforcer ce dispositif.

– Comment saviez-vous que le convoi se dirigeait vers ce camp ?

– Je ne le savais pas. Mais je m’en doutais. Deux jours plus tard, le groupe franchissait la passe de Salvador. Le soir du 9 janvier, il arrivait à Oubari. Le lendemain matin, avant le lever du jour, il quittait l’enceinte de la brigade 315. Quatre jours plus tard, je retrouverai sa trace à l’entrée du camp d’Adiri… Je pensais que Mokhtar Belmokhtar s’installait pour de bon ! Mais l’annonce de la prise d’otages a coupé court à toutes mes spéculations.

– Est-ce que Tripoli a ouvert une enquête ?

– Bien sûr que non ! Personne n’a interrogé les hommes de la 315. Pas plus que les hommes de la katiba Ténéré, la brigade officielle des Touaregs, qui ne pouvait pas ignorer ce qui se passait ! Ce que je vous raconte, des dizaines de personnes pourraient en témoigner si le gouvernement faisait pression sur eux. Mais comme les islamistes gardent la haute main sur le pouvoir libyen, même dans le Nord, les politiciens préfèrent enterrer l’affaire. Par peur d’obtenir de vraies réponses aux questions qu’ils poseraient…

– L’attaque d’In Amenas pouvait donc être empêchée ?

– Sans l’ombre d’un doute ! Beaucoup de gens savaient ce qui se préparait. Mais personne ne voulait risquer sa vie pour en parler. D’ailleurs, à qui auraient-ils bien pu s’adresser… ?

– Mokhtar Belmokhtar prenait un gros risque avec cette attaque suicide. Qu’espérait-il obtenir ?

– Il voulait retrouver sa place dans un univers où rien ne compte davantage que l’honneur. Considéré comme un vulgaire trafiquant depuis qu’il avait refusé de mettre son trésor de guerre au service d’Abdelmalek Droukdel [l’émir général d’Aqmi], plusieurs fois évincé de l’organisation au profit d’autres personnages qu’il méprisait profondément, le Borgne voulait prouver qu’il valait mieux que tous ces hommes, que l’argent ne l’intéressait pas et que le jihad demeurait au cœur de ses préoccupations. En attaquant In Amenas, il souhaitait retrouver sa place au panthéon de la Guerre Sainte. D’une certaine façon, il a réussi.

– Venait-il parfois en Libye ?

– Très souvent ! À Oubari, à Ghat et même à Sebha durant l'année 2012, lorsqu'il négociait l'achat de grandes quantités d'armes à destination du Mali. Il entretient des liens très étroits avec plusieurs barons de la drogue, chez les Touaregs mais également chez les Arabes du Nord. D'après ce que l'on raconte, le Borgne se trouverait dans le djebel Nafoussa. Les brigades de Zintan le protégeraient. Ou le retiendraient contre son gré comme une future monnaie d'échange, qui peut savoir ?

Il me fixe pendant quelques secondes, à l'affût d'une question supplémentaire, puis écrase sa cigarette dans le cendrier en désignant son téléphone.

– Plus de questions ? Dans ce cas, allons discuter avec votre chauffeur pour qu'il vous conduise à Hai Dissa. Mais ne vous éternisez pas dans le coin. Vous êtes plus en danger que vous ne le croyez…

« Tout le monde savait… »

Malgré la fatigue, je passe une très mauvaise nuit dans le salon exigu d'une petite maison sans fenêtre, perdue au milieu d'un entrelacs de ruelles poussiéreuses où règne une forte odeur de pourriture. Les murs qui encerclent le quartier sont constitués de branches mortes piquées dans le sable, qu'on utilise pour faire sécher les peaux de chèvres. Les mouches et les moustiques me harcèlent jusqu'au matin. Au lever de jour, plus fatigué que la veille, je paresse quelques minutes sous une double épaisseur de couvertures pour échapper au froid glacial du désert.

Hai Dissa se trouve à la sortie de la ville, derrière le souk des garagistes où une vingtaine de boutiques crasseuses pleines de chambres à air et de vieilles guimbardes désossées bordent la route principale, en direction de Sebha. Aucune pancarte n'indique l'accès à ce quartier misérable, perdu dans le sable et les détritus. Seule une piste mal dessinée serpente à travers les terrains vagues pour se terminer à l'entrée du bidonville, devant un wagon rongé par la rouille et criblé de balles, dont on se demande bien comment il a pu arriver jusqu'ici.

Mais derrière l'apparente anarchie de cette cité en ruine, où tout semble approximatif et désorganisé, Oubari possède des lignes de fracture extrêmement bien définies. Tout comme Berlin pendant la guerre froide, la

ville se divise en plusieurs territoires, avec des zones neutres et des frontières totalement infranchissables, qui délimitent les sanctuaires des uns et des autres. Les Touaregs ne s'aventurent jamais à Dissa. Et durant les trois jours suivants, aucun Toubou n'acceptera de me conduire à Hai Tilakhen, le fief des « hommes bleus » situé à l'ouest de la ville…

Neuf heures. Dans trente minutes, je dois rencontrer le chef de la sécurité d'Oubari et son adjoint, un Touareg très influent, chargé des questions de terrorisme et de renseignement dans la région. La présence de cet homme m'inquiète. Je tente de contacter Mohamed el-Gharabi, le leader de la brigade islamiste Rafallah Sehati de Benghazi, sans résultat. Son ancien lieutenant, le jeune Khalid, me promet de le chercher et de l'avertir de la situation, pour que cet homme particulièrement influent puisse intercéder en ma faveur si le besoin s'en fait sentir. Je téléphone également à certains contacts proches d'al-Qaïda, hors de Libye, pour m'assurer qu'en cas de problème mon sort ne dépende pas des seuls experts du Quai d'Orsay, et de leur gestion calamiteuse des prises d'otages au Sahel…

Hassan a accepté de contacter la 315 pour demander un entretien avec Cheikh Ahmed, à condition que le rendez-vous se déroule à la brigade des Toubous et que je refuse toute invitation en zone touarègue. Je déteste me sentir ficelé de la sorte, mais les enjeux dépassent le cadre de ma propre sécurité. Le fait que les Toubous me conduisent jusqu'ici, avec mes questions particulièrement indiscrètes sur le terrorisme et la prise d'otages d'In Amenas… tout cela pourrait entraîner des complications très graves pour les hommes qui assurent ma protection. Ils ont peur pour eux, pas pour moi ! Et je ne peux donc rien faire pour venir à bout de leur intransigeance.

– Bien dormi ?

Vêtu d'un uniforme américain couleur sable, Hassan pousse la porte métallique de la pièce et vient s'asseoir en me tendant la main. Il tire déjà nerveusement sur une énième cigarette, comme si sa survie ne dépendait pas de l'oxygène alentour, mais de la quantité de goudron qu'il parviendrait à inhaler.

– Comme un bébé ! Et vous ?

– Je viens d'appeler la 315. Cheikh Ahmed est d'accord pour vous rencontrer, mais il sort tout juste de l'hôpital. Il me recontactera dès que

possible. Prêt pour notre rendez-vous de ce matin ? Alors, en route !

Ma mauvaise impression de la veille ne s'efface pas. J'attribuais ce sentiment de malaise à l'obscurité, mais Oubari ne me paraît guère plus rassurante sous le soleil du matin. Je me souviens d'une bourgade assoupie en plein milieu du désert et complètement oubliée par la révolution. Aujourd'hui, je retrouve une ville à la fois totalement identique à mes souvenirs et profondément transformée. Rien ne semble fonctionner mieux que l'année dernière et, pourtant, les rues débordent d'activité. Cette ville me fait penser à un cadavre subitement ramené à la vie, en dépit de blessures impossibles à soigner. Je tente de comprendre la raison de cette effervescence, de ce foisonnement de commerces, tandis qu'une foule grouillante emplit les rues et les immeubles du centre. Mais les réponses de mon compagnon sont évasives ou carrément à côté de la plaque. Je ne pense pas qu'il tente de me dissimuler quoi que ce soit : en réalité, il ignore ce qui se passe. La plupart des Toubous sont juste tolérés dans cette ville, et les Touaregs font de leur mieux pour les maintenir à l'écart.

Je remarque également la présence de très nombreux Arabes, portant de longues barbes et des kalachnikovs flambant neuves, massés à l'arrière de 4x4 bourrés de ravitaillement qui sillonnent tranquillement les rues de la ville…

– Qui sont ces hommes ? demandé-je en désignant l'un de ces véhicules.

– Des types d'al-Qaïda ! Ne les regardez pas ! siffle Hassan tandis que ses doigts se raidissent sur le volant.

– Vous êtes sûr ?

– Ne les regardez pas !

Raide comme un piquet, mon chauffeur ressemble à une adolescente qui prendrait sa première leçon de conduite. Il avance lentement pendant quelques centaines de mètres supplémentaires, puis il se gare avant de déclarer :

– Quand vous voyez ces gens, il ne faut pas les regarder.

– Comment savez-vous qu'ils appartiennent à al-Qaïda ?

– Ce ne sont ni des Ténéré, ni des membres de la katiba al-Toubaoui. Leurs voitures n'ont pas de plaques et aucun signe distinctif, si ce n'est des armes lourdes soudées à l'arrière. Aujourd'hui, Oubari est devenu un

véritable sanctuaire pour les terroristes de la région. Alors ce n'est pas très difficile à deviner.

– Je croyais que c'était Ghat, leur sanctuaire ?

– Depuis le début de l'opération Serval, les Algériens ont bouclé la région de Ghat. Et depuis l'attaque d'In Amenas, ils ne laissent plus rien passer. Les gens d'al-Qaïda viennent tous se ravitailler ici, maintenant. Vous comprenez pourquoi on doit faire attention ?

Un nouveau 4x4 semblable au précédent passe sur la route toute proche. À l'arrière, plusieurs hommes barbus discutent avec de grands sourires, leurs armes coincées entre les genoux. Chacun porte un boubou et un chèche de couleur sable, et le groupe circule en pleine ville sans chercher à faire preuve de la moindre discrétion.

– Ces types viennent tout droit du Mali. Alors tâchons de rester discrets…

Dix minutes plus tard, nous nous garons devant une jolie villa un peu excentrée, peut-être proche du fameux quartier touareg d'Hai Tilakhen. Deux hommes se tiennent sur le perron pour m'accueillir. Le premier, un Toubou d'une cinquantaine d'années au visage rondouillard, affiche un large sourire tout en murmurant quelques mots à l'attention de son compagnon. Il tient un Colt 45 à la main de façon très détendue, les doigts resserrés autour du canon et non pas autour de la crosse. L'autre est un Touareg. Il ne porte aucune arme. Démesurément grand, le teint clair, sa chemise blanche et son pantalon noir peinent à couvrir l'ensemble de sa gigantesque carcasse. Il doit atteindre facilement deux mètres dans une région ou, huit mois par an, le simple fait de se déplacer devient un véritable supplice. Ses gestes sont lents et posés, à l'image de ceux d'un vieil éléphant d'Afrique limitant son effort pour combattre la canicule. De façon ironique, il s'appelle également Mahmoud, comme mon ami salafiste de Tripoli qui mesure presque la même taille… Il m'offre une poignée de main inerte, accompagnée d'un bref *salam'aleikum*, avant de nous tourner le dos et de reprendre le chemin de la maison sans un mot.

Nous pénétrons dans un salon aux murs bleus, baignant sous la lumière crue d'un gigantesque lustre en cristal. Depuis le lever du soleil, la température monte rapidement et il doit faire environ 20 degrés à

l’extérieur : visiblement pas assez pour mes compagnons qui s’agglutinent immédiatement près du poêle, situé dans un coin de la pièce. Nous entamons ensuite l’immuable rituel du thé, des politesses et des bénédictions sans fin qui servent de préambules à toute rencontre digne de ce nom. Le Toubou se nomme Mohamed et m’explique qu’il occupe la position de préfet à Oubari. Je comprends également que Mahmoud, le géant placide et silencieux vautré sur les canapés du salon, représente l’homme clé de cet entretien. Je pose quelques questions d’ordre général au premier, sans vraiment savoir de quelle façon m’adresser plus directement au second. Fort heureusement, le problème se règle de lui-même :

– Je sais ce qui vous amène. Vous devriez parler directement à Mahmoud, déclare le préfet. C’est notre spécialiste du renseignement. Il connaît la question du terrorisme mieux que personne.

Je me tourne vers lui avec un sourire, tandis qu’il allume tranquillement une cigarette.

– Je cherche des informations sur l’attaque d’In Amenas. Le commando a séjourné pas mal de temps en Libye avant l’opération. Vous pouvez m’en dire plus sur leur trajet ?

Je dispose déjà d’informations extrêmement précises sur leur itinéraire. Mais les réponses de mon interlocuteur vont me permettre d’évaluer un peu mieux sa fiabilité pour la suite de notre entretien…

– Arrivée par le Niger. Une nuit de bivouac près d’Aïwinate, dans une sorte de ville fantôme qui abrite souvent des jihadistes et des contrebandiers de passage. Une autre à Oubari, puis trois jours de désert pour remonter vers le Nord, jusqu’à la pointe du Shaati, près d’un petit village qui se nomme Adiri.

Je suis sidéré par sa franchise. Mahmoud me fixe d’un regard impénétrable en attendant la question suivante. La conversation prend une tournure beaucoup plus décontractée que je ne l’imaginais…

– Comment avez-vous repéré ce commando ?

– Je le suivais à la trace depuis Aïwinate, le soir de son arrivée…

– De quelle façon ?

– L’essence ! Avant, les Touaregs surveillaient les oasis, car les voyageurs devaient se ravitailler en eau. Aujourd’hui, les 4x4 prennent le

relais, mais le principe demeure identique. Je possède des informateurs dans tous les dépôts de carburant de la région. Ça peut vous faire sourire, avec votre CIA, vos satellites et vos super-ordinateurs… Mais il s'agit d'une méthode infaillible ! Après le passage du commando, une transaction de plus de quatre mille litres d'essence a éveillé mon attention près de Ghat. Avec ça, un convoi tout entier peut parcourir de très longues distances en plein milieu du désert, loin des regards indiscrets. Et comme les touristes se font plutôt rares, on sait que ce genre d'expédition ne peut être mené que par deux types d'individus : des contrebandiers ou des terroristes.

– Mais ils savaient que vous pouviez les suivre ?

– Ça ne les inquiétait pas. Quelqu'un les couvrait depuis Tripoli, et s'assurait de la bonne marche de leur opération.

– Que voulez-vous dire ?

– Dès le premier jour, j'ai envoyé un rapport pour signaler la présence du commando… On m'a demandé de ne pas donner suite.

Stupeur. Je ne parviens pas à cacher ma surprise et je pense que Mahmoud s'en aperçoit :

– Vous avez prévenu Tripoli ? demandé-je en guise de confirmation, pas très sûr d'avoir bien entendu.

– Évidemment ! Et pas qu'une fois ! Mais, à chaque nouveau rapport, mes supérieurs faisaient la sourde oreille. Aujourd'hui, ils s'inventent des tas de bonnes excuses.

– Par exemple ?

– La peur des représailles, les menaces proférées par certaines factions islamistes radicales… Mais, de toute façon, peu importe ! Qu'il s'agisse de corruption ou d'intimidation, cela ne change rien. Le commando a réussi à parcourir huit cents kilomètres en Libye pour atteindre sa cible. Malheureusement, c'est tout ce qui compte.

– Vous dites que certaines personnes couvraient l'opération à Tripoli. De qui s'agit-il, à votre avis ?

– Je l'ignore. Et même si je le savais, je ne pourrais pas vous en parler. En revanche, je peux vous garantir que j'ai fait remonter l'information à plusieurs reprises, bien avant l'attaque. Cette région devient le sanctuaire du

terrorisme au Sahel, je vous l'accorde. Mais c'est la conséquence d'une politique viciée à l'échelon national. Pas l'inverse.

– À combien estimez-vous le nombre de jihadistes présents dans la région touarègue ?

– Entre cinq cents et sept cents hommes sont arrivés du Mali au cours de douze derniers mois. Mais ils recrutent très activement parmi la population locale ! Aujourd'hui, leurs cellules comptent plusieurs milliers de membres. Et puis il existe un troisième cercle, beaucoup plus difficile à quantifier : celui des « sympathisants », qui vivent dans un véritable no man's land idéologique et culturel, après quarante-deux années de dictature et deux années d'anarchie complète. Ces gens écoutent les prêches enflammés des imams fraîchement débarqués du Mali et découvrent un islam totalement nouveau. Plus radical, mais d'une certaine façon plus rassurant, puisqu'il apporte des solutions à tous les problèmes de la vie. Ces orateurs attirent des foules impressionnantes, même dans les villages les plus reculés. L'islam traditionnellement tolérant qui prévalait dans notre région est en train de disparaître. Il s'agit d'une véritable invasion !

Quelques milliers d'hommes… Au premier abord, le chiffre peut paraître négligeable. Et pourtant, avec moins d'un millier de combattants, Aqmi s'est emparé de territoires infiniment plus vastes, allant du Maroc jusqu'au Niger. La brigade des Enturbannés[78] de Mokhtar Belmokhtar n'a jamais compté que quelques centaines de membres, et moins de trois mille hommes éparpillés au Nord-Mali ont entraîné Paris dans une nouvelle guerre africaine, après avoir contrôlé un territoire deux fois plus grand que la France pendant presque un an.

Penser que les combattants installés dans le désert de Libye représentent une menace proportionnelle à leur nombre constituerait une grave erreur. Malheureusement, les puissances occidentales semblent se contenter de cette analyse simpliste et dangereuse. Nos dirigeants enterrent discrètement le problème en acceptant les mensonges et le silence de Tripoli.

J'essaierai de rencontrer les hommes d'Aqmi à Oubari en utilisant les relais de Mahmoud. Peine perdue… Ce dernier m'expliquera qu'une simple requête de ma part suffirait à lui faire perdre un an de travail :

– Si vous contactez l’un d’entre eux, tous les numéros de téléphone changeront dans l’heure. Et en quelques jours, le petit pourcentage de camps que je parvenais encore à surveiller disparaîtra dans la nature, pour se reformer un peu plus loin, au cœur des dunes ou dans une autre grotte…

Il dit vrai. Pour en avoir côtoyé certains durant mes séjours en Irak ou en Somalie, je sais que les hommes d’al-Qaïda font toujours preuve d’une méfiance qui confine à la paranoïa. Mahmoud me conseillera plutôt de me rapprocher de la brigade 315, la seule qui puisse me communiquer davantage d’informations sur ces groupes. Mais un homme étrange va faire son apparition quelques heures plus tard et les choses n’iront pas plus loin. Ahmed Jilli, un Touareg d’une cinquantaine d’années, ancien guide touristique à la botte de l’ancien régime, habilement reconverti en « porte-parole » de sa communauté, arrivera à la brigade des Toubous pour « découvrir ce que je viens faire à Oubari ». Ouvertement agressif, il cherchera dès notre première rencontre à me faire sortir de mes gonds, alternant les menaces et les mensonges lénifiants sur la situation qu’il décrit comme « parfaitement calme » dans la zone touarègue.

Cet homme détestable va verrouiller chacun de mes déplacements et intimider ouvertement les Toubous qui m’accompagnent. Les rendez-vous avec Cheikh Ahmed, un de ses amis proches, seront en permanence annulés ou repoussés à une date ultérieure.

Jilli cherche à m’évincer de la ville par tous les moyens possibles. Je ne peux plus circuler sans qu’on l’informe de mes rendez-vous. Le troisième jour, un homme que je ne connais pas se portera volontaire pour m’accompagner auprès de certains responsables d’Aqmi. L’inconnu qui se prénomme Issa est un Touareg. Il contacte directement les Toubous qui m’escortent en leur expliquant qu’il peut me conduire au Mali pour rencontrer les chefs d’al-Qaïda, ceux-là mêmes qui organisent l’installation des jihadistes dans le sud de la Libye. L’offre paraît alléchante, mais… Comment cet homme, Touareg de surcroît, peut-il franchir le barrage monté par Jilli et son entourage ? Pourquoi les islamistes d’Oubari souhaiteraient me voir vider les lieux, quand l’un d’entre eux accepte de me conduire jusqu’à leur sanctuaire ? Je suis tiraillé entre l’envie de l’accompagner et les règles de prudence les plus élémentaires. Mon jugement se brouille. Peut-être à cause de la fatigue et de la tension. Peut-être à cause de ce besoin qui

est le mien, irrépressible, presque névrotique, de passer « derrière le miroir » pour découvrir ce que cachent les versions officielles et les silences de la presse. Il faudra le coup de téléphone salutaire de cet homme dont j'ignore jusqu'au nom, rencontré le soir de mon arrivée, pour finalement reprendre mes esprits et retrouver un peu de lucidité :

– Refusez ce voyage au Mali, car ils vous tueront. Et fuyez ce Jilli comme la peste !

– Pourquoi ?

– Il s'agit d'un des hommes les plus puissants d'Oubari. Jilli tient cette ville, main dans la main avec les brigades touarègues qui ont ouvert toutes grandes les portes de la région aux groupes armés du Mali. Comme il n'arrive pas à vous faire partir, ils veulent désormais vous abattre. Partez au plus vite. De toute façon, personne n'osera plus vous parler !

En effet… Même les Toubous semblent mal à l'aise à l'idée me voir traîner dans les parages. Il faut partir tant que cela demeure possible. Je rassemble rapidement mes affaires dans la maison de Hai Dissa, et m'apprête à prendre la route, escorté par deux 4x4 et plusieurs hommes armés, redoutant une incursion touarègue qui paraît de plus en plus imminente. Jilli a contacté Tripoli en expliquant qu'un Français tentait de rejoindre les rangs d'Aqmi depuis la Libye. Une ficelle un peu grosse, mais suffisamment alléchante pour que le gouvernement central s'y intéresse. Quelques coups de téléphone au Nord me confirmeront qu'il ne s'agit pas d'une menace en l'air : les services de sécurité de Tripoli me recherchent activement…

Au même moment, Jilli m'appelle et se lance dans un monologue assez incompréhensible. Interpellé par le fait que je connaisse Moussa al-Koni, l'ancien représentant des Touaregs au CNT, il m'explique qu'il s'agit d'un homme très contesté au sein de sa propre communauté, en particulier à Oubari. Il me demande de ne pas croire al-Koni lorsqu'il évoque la présence d'al-Qaïda dans le sud-ouest de la Libye. S'il agit de la sorte, déclare Jilli, c'est uniquement pour reprendre le contrôle de la région.

Sans le savoir, mon interlocuteur se prend les pieds dans le tapis comme un débutant : Moussa al-Koni n'a jamais abordé ce sujet devant moi. Mais comme Jilli semble en être convaincu, je le laisse poursuivre son exposé :

– Il s’agit d’une lutte pour le pouvoir, rien d’autre ! Moussa al-Koni est l’homme le plus corrompu de Tripoli. Il sait que la drogue du Sahel peut lui rapporter des milliards, s’il place cette zone en coupe réglée. Mais nous essayons de lui tenir tête : nous refusons l’autorité du conseil local mis en place par le gouvernement. Du coup, il existe actuellement deux maires à Oubari. Deux institutions concurrentes qui se battent pour représenter la population. Et, bien sûr, comme nous faisons partie du conseil opposé au sien, Moussa al-Koni vous explique que nous sommes des terroristes. Mais il ment. La Libye n’abrite aucun terroriste…

– *Tout le monde* dit le contraire ! Même certains Touaregs très bien informés qui habitent cette ville ! Pourquoi vous obstiner à défendre une version à laquelle personne ne croit ?

La discussion tourne court : nouveaux éclats de voix, nouvelles menaces, nouvelles insultes à l’encontre de cette France détestée qui vient jouer « au gendarme du Sahel » et qui risque de « s’y brûler les doigts ». D’un geste de la main, le chauffeur me signifie que nous devons quitter les lieux. Mon départ devient indispensable et se fait sur les chapeaux de roues, à grands coups d’accélérateur et de dérapages plus ou moins contrôlés : pas forcément la meilleure manière d’évacuer discrètement, mais il semble que je n’ai plus mon mot à dire. Nous sortons de la ville à bord de deux Toyota Hilux en direction de Sebha. Deux hommes armés de kalachnikovs se tiennent à l’arrière, et l’autre véhicule nous suit à une bonne centaine de mètres. Nous passerons le check-point de la brigade Ténéré sans encombre : les soldats vautrés au bord de la route ne nous accorderont même pas un regard, trop occupés à se faire chauffer du thé et à discuter près du feu, pour échapper au froid piquant de cette fin d’après-midi. Je laisse Oubari et son panier de crabes derrière nous. À moins d’une embuscade ou d’une course poursuite en règle, je me sens presque tiré d’affaire. Lourde erreur…

La suite des événements va démontrer à quel point mon enquête a tapé juste : on me poursuivra bien au-delà d’Oubari et surtout plus vite que je ne le croyais possible. Le lendemain matin, à Murzuq, un ami m’informe qu’on cherche à m’arrêter. Des hommes se trouvent déjà en ville et tentent de me localiser. J’apprends par la même source qu’on me considère désormais comme un « espion » et non plus comme un « terroriste ». Je me surprends à penser que, si les espions occidentaux faisaient un peu mieux

leur travail, on en verrait plus souvent dans les parages et le Sahel n'en serait peut-être pas là…

Évidemment, la communauté touboue ne fera rien pour me livrer aux autorités du Nord, bien au contraire. Lorsqu'un protocole de recherche sera activé sur mon téléphone, mes amis me préviendront immédiatement afin que je me débarrasse de ma carte SIM. Quelques minutes plus tard, tandis que j'embarque en urgence dans une voiture pour Sebha, les chefs militaires de Murzuq recevront un nouveau message de Tripoli. Grâce à un informateur anonyme, les services de renseignement m'ont finalement « logé » avec davantage de précision. Ils savent désormais chez qui je me cache. Avec un sang-froid remarquable, mon hôte expliquera qu'il s'agit d'une méprise et que le « journaliste de France 24 » a quitté la ville en direction de Gatroun.

– File ! Mais si tu t'éternises à Tripoli, ils réussiront sûrement à t'arrêter, déclare mon compagnon en tapant sur le toit de la voiture, pour faire signe au chauffeur de démarrer.

Tout le monde me croit désormais parti en direction du sud. Je compte prendre mes poursuivants de vitesse et franchir la frontière avant qu'ils comprennent que je suis en train de m'enfuir.

Le lendemain, à 10 heures, j'embarquerai sur un vol de la Tunisair pour quitter le pays. *In extremis*. Dès mon arrivée à Tunis, je rebranche mon portable. L'hôtel de Tripoli où j'ai passé la nuit tente de me joindre : deux hommes se trouvent déjà à la réception pour « me poser quelques questions ». Il me faudra des semaines de négociations depuis Paris, ainsi que l'intervention de plusieurs amis particulièrement haut placés, pour clarifier le malentendu et laver les accusations qui pèsent désormais sur moi.

Au terme de ce voyage dangereux et particulièrement instructif, on m'informera que la région d'Oubari m'est définitivement interdite. Rien d'officiel : juste l'assurance de me faire mettre une balle dans la tête assez rapidement par les Touaregs, furieux et passablement vexés de mon audace. Je quitte le pays avec plus d'informations que je ne pouvais l'espérer : le commando d'In Amenas a bel et bien parcouru des centaines de kilomètres sur le territoire libyen, sans jamais être inquiété ! Il a disposé du soutien plein et entier de la brigade 315, commandée par un salafiste malien qui a

installé sa propre armée à Oubari dans l'indifférence – ou la complaisance ! – générale. Les hommes de Mokhtar Belmokhtar ont également utilisé les camps de jihadistes implantés dans la région, depuis la passe de Salvador jusqu'au Wadi Al Shaati. Sans parler de leurs complicités au sein du pouvoir central, qui leur ont permis d'échapper à la vigilance des services de Mahmoud.

Depuis l'intervention française au Mali et la défaite cinglante essuyée par les groupes terroristes du Nord, ces informations deviennent encore plus préoccupantes. Les combattants d'Aqmi, du Mujao ou d'Ansar Dine doivent rapidement trouver un nouveau refuge au sein de cette région indomptable. Il en va de leur survie. Et avec un cynisme mérité, l'Histoire se retourne contre ceux qui tentent trop souvent de lui forcer la main. La révolution soutenue par Nicolas Sarkozy a poussé les Touaregs de Kadhafi vers le nord du Mali, avec les conséquences que l'on sait. Deux ans plus tard, François Hollande s'empare de cette région et renvoie des centaines de jihadistes en direction de la Libye, à l'abri d'un sanctuaire que son prédécesseur a lui-même créé ! L'incompétence et la myopie de nos présidents successifs génèrent une cascade de mauvaises décisions dont la France et l'Afrique commencent tout juste à payer le prix.

Paris, mars 2013

Notes

77. Plus de 800 personnes travaillant sur un immense site gazier ont été prises en otage par plusieurs dizaines d'assaillants. Les derniers otages ont été libérés le 19 janvier, lors d'un deuxième assaut de l'armée algérienne qui a permis de reprendre le contrôle total de l'usine. Selon un bilan algérien, 37 otages et 29 assaillants ont trouvé la mort. [NdÉ]

78. Katiba al-Moulathamoune.

Table of Contents

Copyright
Avant-propos
CHAPITRE I. Qui sont les responsables politiques libyens ?
CHAPITRE II. Départ pour le Grand Sud
CHAPITRE III. Rencontres au pays toubou
CHAPITRE IV. Les prédateurs du Sahel…
CHAPITRE V. Les brigades
CHAPITRE VI. Les combattants de Dieu
CHAPITRE VII. Toutes les nuances du crime
ÉPILOGUE Sur la route d'In Amenas